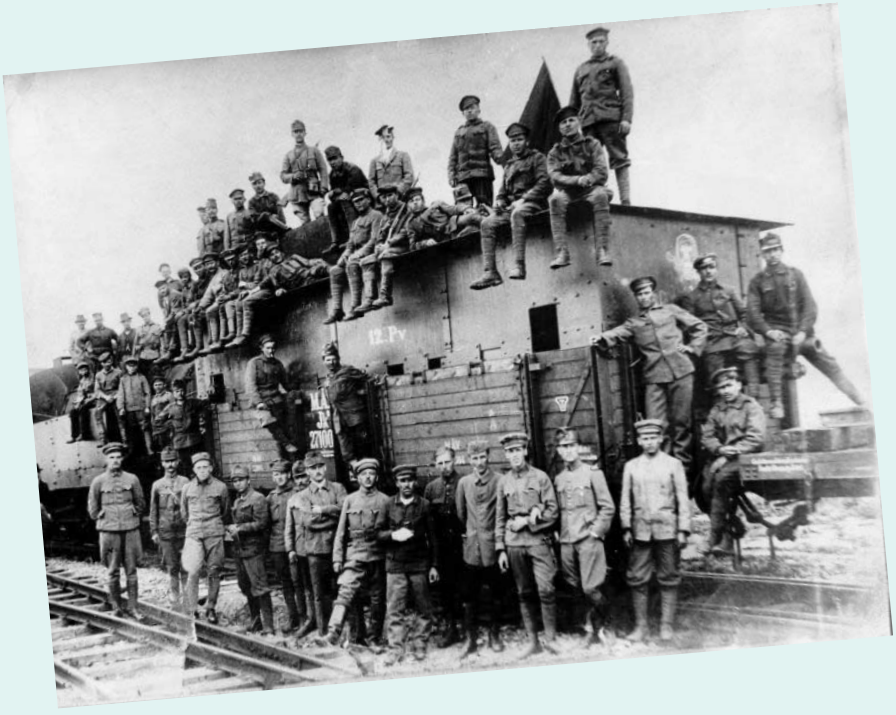
Julien Papp

De l'Autriche-Hongrie en guerre à la République hongroise des Conseils (1914-1920)



Collection Histoire

les bons caractères lbc

De l'Autriche-Hongrie en guerre
à la République hongroise des Conseils (1914-1920)

Du même auteur

La résistance dans l'Eure 1940-1944,
Épinal, Éd. du Sapin d'or, 1988

La collaboration dans l'Eure. Un département à l'heure de Vichy (1940-1944), Paris, Éd. Tirésias, 1993

La Hongrie libérée. État, pouvoirs et société après la défaite du nazisme (Septembre 1944 – Septembre 1947),
Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006

L'éveil du socialisme à Tours. Sigismond Losserand, 1882-1888,
Tours, Presses universitaires François-Rabelais, 2009

Espoirs et violences. De la Hongrie au XX^e siècle,
Dijon, Éd. universitaires de Dijon, 2013

La République en Touraine et la Commune de Paris (1870-1873),
Saint-Jean-des-Mauvrets, Éd. du Petit pavé, 2015

Photo de couverture : Soldats et train blindé de l'Armée rouge hongroise. Eperjes (Prešov), juin 1919. ©. Musée d'histoire militaire hongrois.

Julien Papp
De l'Autriche-Hongrie en guerre
à la République hongroise des Conseils (1914-1920)
© Les Bons Caractères 2015
ISBN : 978-2-915727-48-7
Dépôt légal : 3^e trimestre 2015

Julien Papp

De l'Autriche-Hongrie en guerre à la République hongroise des Conseils (1914-1920)

Les Bons Caractères
6, rue Florian - 93500 Pantin


Empire Russe
Empire allemand
Bohême
Prague
Pilsen
Silésie
Moravie
Brno
Cracovie
Przemyśl
Lemberg
Galicie
Turócszentmárton
Kassa
Ungvár
Czernovits
Bucovine
Zólyom
Rimaszombat
Szatmárnémeti
Basse-Autriche
Nyitra
Nagyszombat
Vienne (Bécs)
Pozsony
Érsekújvár
Linz
Danube
Tisza
Debrecen
Győr
Budapest
Nagyvárad
Kolozsvár
Transylvanie
Hongrie
Salzbourg
Styrie
Graz
Salzbourg
Innsbruck
Vorarlberg
Tyrol
Carinthie
Klagenfurt
Dráva
Ljubljana
Trieste
Carniole
Zágráb
Croatie
Trente
Trieste
Pula
Italie
Arad
Szeged
Szabadka
Temesvár
Pécs
Maros
Nagyszeben
Brassó
Roumanie
Danube
Bosnie-Herzégovine
Sarajevo
Serbie
Mostar
Dubrovnik
Autriche-Hongrie :
carte politique
Cours d'eau
Villes
Provinces
Autriche
Hongrie

Introduction

Pilier avec l'Allemagne impériale de la Triple-Alliance (face à la France, la Russie et l'Angleterre qui forment la Triple-Entente), la monarchie austro-hongroise (double monarchie ou monarchie tout court) fut un protagoniste de premier plan dans la genèse et le déclenchement de la Première Guerre mondiale. Dès le début de leur alliance, conclue en 1879 et à laquelle vint se joindre l'Italie en 1882, les rapports entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie étaient loin d'une association de partenaires égaux, et devinrent même avec le tournant impérialiste des années 1890 une relation de dépendance. Comme la Russie au sein de l'Entente, la monarchie dualiste fit dès lors figure, politiquement et économiquement, d'une entité de seconde zone dans le bloc des puissances centrales. Par la force des choses, c'est-à-dire du contexte impérialiste, elle était amenée à frayer le chemin devant l'expansion allemande vers l'est, le *Drang nach Osten* souvent cité dans les rapports diplomatiques de l'époque. C'est à juste raison que Rosa Luxemburg écrivait en 1916 : « *Depuis que s'est accompli le virage de la politique allemande vers l'impérialisme, ses relations avec l'Autriche se modifièrent également. L'Autriche-Hongrie se trouve située entre l'Allemagne et les Balkans, donc sur le chemin de ce centre de la politique orientale de l'Allemagne*[1]. »

C'est dans ce cadre que l'Autriche-Hongrie se préparait à régler ses comptes à la Serbie. Plus que jamais en effet le royaume de Serbie, tourné vers la Russie depuis 1903 (assassinat du couple royal serbe pro-autrichien) et sorti renforcé de la première guerre balkanique (1912), représente un obstacle devant le *Drang nach Osten* et exerce une attraction puissante sur les peuples slaves du sud, ceux du royaume de Hongrie surtout, État multinational en difficulté avec ses minorités. La guerre douanière que les Hongrois avaient menée contre la Serbie (1906-1911) et l'annexion de la Bosnie-Herzégovine (1908) avaient fortement envenimé les relations entre

1 *La crise de la social-démocratie*, Paris, 1997, p. 83.

ces deux protagonistes, en sorte qu'un conflit localisé risquait à tout moment de jouer le rôle de détonateur au sein de l'antagonisme majeur qui s'était développé à la charnière de l'Afrique et de l'Asie, pour l'essentiel dans l'Empire ottoman en décomposition.

Ici, les grosses entreprises de la Deutsche Bank (Siemens, Gwinner, Helfferich...), les concessions ferroviaires de plus de 4 000 km, l'équipement et l'instruction de l'armée turque matérialisaient la pénétration allemande, menaçant (comme à Gibraltar en provoquant les deux crises marocaines) les voies de communication et les intérêts principaux de l'Empire britannique, tout en contrariant l'accès de la Russie à la Méditerranée.

Dans cette situation, la question de savoir qui, et à propos de quel incident, a connecté le conflit localisé sur la machine diplomatico-militaire des puissances impérialistes, semble n'occuper qu'une place assez secondaire si on tient compte de la hiérarchie des faits et des événements, et bien que l'état-major autrichien ait vu dans l'attentat de Sarajevo une occasion rêvée d'écraser la Serbie. Pour appuyer cette assertion citons encore R. Luxemburg :

> Cinq fois au cours de ces dernières années [entre 1905 et 1913], il s'en est fallu d'un cheveu que la guerre n'ait éclaté. [...] La guerre mondiale actuelle était dans l'air depuis huit ans. Si, à chaque fois, elle fut différée, c'est uniquement parce que l'une des parties impliquées n'avait pas encore terminé ses préparatifs militaires. La guerre mondiale actuelle était déjà mûre [...] même sans le couple d'archiducs assassinés, sans les aviateurs français au-dessus de Nuremberg, et sans l'invasion russe en Prusse-Orientale. L'Allemagne l'a simplement remise à une date qui lui conviendrait mieux[2].

La double monarchie qui va s'engager dans le conflit est née du compromis austro-hongrois de 1867. La Hongrie était un royaume indépendant jusqu'à l'occupation turque au 16e siècle, quand elle s'est retrouvée dans le cadre étatique de l'empire des Habsbourg. Pour recouvrer son indépendance,

2 *Ibid.*, p. 88-89.

elle a fait de nombreuses tentatives, dont la dernière a été la révolution et guerre d'indépendance de 1848-1849, dans la foulée du Printemps des peuples.

L'Autriche, qui avait écrasé les mouvements révolutionnaires de 1848, a été de son côté refoulée de l'Italie du Nord, puis vaincue par la Prusse en 1866 et écartée de l'unité allemande, en sorte qu'elle fut amenée à chercher la réconciliation avec l'aristocratie hongroise. Le compromis fut signé par l'empereur d'Autriche François-Joseph et une délégation hongroise conduite par l'homme politique libéral modéré Ferenc Deák.

L'empereur, qui est roi de Hongrie, incarne l'unité de cet État double : l'Autriche, appelée aussi Cisleithanie (en deçà de la Lajta ou Leitha, un affluent de rive droite du Danube), et la Hongrie, dite Transleithanie, vue du côté de Vienne.

Les deux États ont leur propre gouvernement et leur Parlement, chacun avec une Chambre des représentants et une Chambre haute. Au-dessus de ces institutions nationales, il y a trois ministères communs, ceux des Affaires étrangères, de la Guerre et des Finances, dont les titulaires sont nommés par l'empereur et responsables devant lui. En outre, les Parlements respectifs élisent deux délégations, comprenant chacune soixante membres, qui se réunissent séparément, surtout pour discuter et voter le budget des Affaires communes. Le Conseil commun des ministres est un autre dispositif, qui réunit les ministres des Affaires communes, les Premiers ministres des deux États et les hauts fonctionnaires concernés par les sujets discutés.

Le compromis était décennal et devait donc être renégocié tous les dix ans. L'essentiel tournait autour du budget commun, dont 70 % était à la charge de l'Autriche et 30 % de la Hongrie.

La double monarchie comptait à la veille de la Première Guerre mondiale 51 300 000 habitants (dont 30,3 millions en Autriche et 21 millions en Hongrie) sur une superficie de 676 600 km². C'était un État multinational, avec une douzaine de nationalités et plusieurs fragments de peuples ou groupes ethniques.

Le territoire de l'empire d'Autriche avec ses dix-sept provinces formait en gros un demi-cercle autour de la Hongrie, depuis la Bukovine et la Galicie à l'est, jusqu'à la Dalmatie au sud-ouest, en passant par la Bohême au nord. Le royaume de Hongrie comprenait, outre la Hongrie proprement dite, la Croatie-Slavonie et le territoire de Fiume (Rijeka). La Bosnie-Herzégovine, occupée depuis 1878 et annexée en 1908, avait un statut particulier.

Quant à la structure des deux États, les provinces autrichiennes disposaient d'une autonomie relative avec leurs assemblées provinciales (les *Landtag*), alors que la Hongrie avait une structure centralisée, au détriment de ses peuples non magyars.

En termes ethno-linguistiques, les peuples slaves de la monarchie (donc sans les Italiens et les Roumains) représentaient à eux seuls 47,2 %, soit le double des populations de chacune des deux nations dominantes, allemande et magyare, comme cela ressort du recensement de 1910, incluant aussi la Bosnie-Herzégovine, annexée deux ans auparavant : Tchèques : 12,6 % ; Polonais : 10 % ; Ruthènes : 7,9 % ; Slovènes : 2,6 % ; Croates (catholiques) : 5,5 % ; Serbes (orthodoxes) : 3,8 % ; Slovaques : 3,8 % ; Serbo-Croates (musulmans) : 1,2 % ; Roumains : 6,5 % ; Italiens : 2 % – soit 55,9 % de minorités diverses pour 23,9 % d'Allemands et 20,2 % de Hongrois, Magyars plus exactement.

Prises séparément, les disproportions sont particulièrement accusées dans la partie autrichienne, la Cisleithanie, où l'on compte 9 900 000 Allemands (35,5 %) pour 18 000 000 habitants non allemands (64,75 %) ; en Transleithanie (Hongrie), ces rapports sont respectivement de 10 050 000 Magyars (48,1 %) pour 10 836 000 non-Magyars (51,9 %), avec toutefois des pourcentages élevés de Roumains (14,1 %), d'Allemands (9,8 %), de Slovaques (9,4 %) et de Croates (8,8 %).

Mais la question des minorités nationales n'est pas tout à fait comparable dans les deux États de la monarchie.

Dans l'empire d'Autriche, les peuples qui ne faisaient pas partie des Pays héréditaires, patrimoine et fondement de la puissance des Habsbourg, constituaient pour la plupart des entités historiques et géographiques pourvues de limites ou

d'identités héritées du passé : le vieux royaume de Bohême-Moravie avait perdu son indépendance après la défaite des protestants en 1620, pour être assimilé ensuite, abusivement, aux Pays héréditaires des Habsbourg ; plusieurs autres provinces de la Cisleithanie étaient des acquisitions faites au 18e siècle : la Silésie autrichienne, formée de deux principautés et peuplée de Polonais, datait de la première guerre austo-prussienne, en 1740 ; la Galicie, à majorité polonaise également, devint province autrichienne lors du premier partage de la Pologne, en 1772, et la Bukovine, majoritairement roumaine, en 1775, quand elle fut offerte comme cadeau par le sultan de Constantinople pour récompenser la neutralité des Habsbourg dans la guerre russo-turque.

Quant à la Dalmatie, cette province adriatique qui faisait partie du royaume de Croatie-Slavonie dès le 10e siècle, fut dominée successivement par Venise, l'Autriche et la France de Napoléon, avant d'être rendue aux Habsbourg en 1815.

Ainsi se présentait, très rapidement survolée, l'assise territoriale de la structure de l'État autrichien. Les provinces disposaient d'une autonomie relative qui était exercée par des assemblées provinciales, les *Landtag* ou *Diètes*. Ces assemblées avaient des fonctions administratives et fiscales, et élisaient des députés au Conseil d'empire, le *Reichsrat*, appelé aussi Parlement, bien que le ministère fût responsable avant tout devant l'empereur.

La « question des nationalités » portait principalement sur les relations entre Tchèques et Allemands de Bohême. Depuis 1882, l'administration devait être bilingue, y compris dans les cantons à majorité germanophone, mais les Allemands méprisaient trop la langue et la culture tchèques pour les apprendre, et les Tchèques de leur côté refusaient de plus en plus la germanisation. En 1896, le gouvernement de Vienne tenta d'imposer aux Allemands par ordonnances la complète égalité des deux langues en Bohême, mais la question resta conflictuelle jusqu'en 1918.

De façon plus générale, l'inégalité des conditions sociales liée au problème de la langue était source de tensions. Bien que le groupe allemand représentât moins d'un quart de la population, il possédait les deux tiers de la fortune et

dominait l'armée et l'administration. Au demeurant, « *le groupe allemand était ouvert et possédait une force considérable d'assimilation : qui voulait faire carrière hors de sa province natale devait accepter la germanisation* », comme l'écrit Jean Bérenger.

Dans le royaume de Hongrie, la situation était plus embrouillée. S'il existait des groupes de peuples relativement homogènes comme les Slovaques et les Ruthènes (Ukrainiens des Carpates) enracinés dans les régions de pourtours montagneux depuis la conquête du bassin des Carpates par les tribus magyares, la présence et la distribution des minorités nationales s'expliquaient surtout par le repeuplement du pays au 18e siècle, après un siècle et demi d'occupation turque prédatrice. Estimée à 80 % au 15e siècle, la part des Magyars était tombée à 40-42 % dans la population du royaume, la Hongrie devenant ainsi un État multinational.

La réoccupation du sol s'était effectuée à la fois par un intense mouvement de migration intérieure et par une politique de colonisation menée par le gouvernement de Vienne, dans le but d'augmenter le nombre des catholiques et des sujets imposables. Les Allemands catholiques de Hongrie, appelés Souabes, formaient ainsi des îlots de peuplement importants et fermés dans plusieurs régions : Banat, Bacska, Tolna, Baranya, et dans les monts qui entourent Buda au nord et à l'ouest : Bakony, Vértes, Pilis.

Quant aux migrations spontanées, elles ont abouti à des peuplements enchevêtrés, avec des limites ethno-linguistiques imbriquées les unes avec les autres. La situation la plus bigarrée se trouvait dans la partie méridionale du royaume où, dans un même village, vivaient ensemble plusieurs nationalités différentes ; dans le Temesköz, région du Banat délimitée par le Maros, la Tisza et le Danube et traversée par le Temes, se côtoyaient Magyars, Roumains, Serbes, Allemands et, en moins grand nombre, des Tchèques, des Slovaques, des Italiens et des Ruthènes.

Parmi les nationalités les plus nombreuses, les Roumains, les Slovaques, les Serbes et les Ruthènes étaient dépourvus de classe politique, soit qu'il n'y eût pas de noblesse constituée, soit que celle-ci eût été magyarisée. Dans ces sociétés,

paysannes dans leur écrasante majorité, l'encadrement et le rôle de porte-parole revenaient au clergé : orthodoxe et gréco-catholique chez les Roumains, catholique romain et protestant chez les Slovaques, orthodoxe chez les Serbes, gréco-catholique chez les Ruthènes. Autant dire qu'avant « l'éveil des nationalités » au 19e siècle, le sentiment collectif d'appartenance, outre l'attachement au pays natal et une certaine conscience de la « hungarité », relevait ici de la confession religieuse.

Un cas spécifique était représenté par la Croatie-Slavonie. Détachée de la Dalmatie, elle resta liée à la Hongrie par « l'union perpétuelle » conclue en 1102. Le compromis hungaro-croate de 1868 redéfinissait les relations entre les deux pays, sans faire de la Croatie un véritable État indépendant.

L'assimilation, qui avaient concerné deux millions d'individus entre 1850-1910, n'avait guère entamé les grands blocs de peuplement homogène, et la loi de 1868 sur les nationalités, tout en accordant des droits dans l'enseignement, dans l'administration, dans les domaines financier et associatif ou encore dans l'exercice de la justice basse et moyenne, n'avait pas dissipé les tensions : le magyar restait la seule langue officielle et les droits politiques demeuraient limités, sans parler de l'arbitraire et des innombrables abus dans l'application de la loi de 1868.

Or le siècle a vu naître une élite intellectuelle et politique embrassant la cause des minorités nationales. Vis-à-vis des Roumains et des Serbes de Hongrie, les principautés roumaines (Moldavie, Valachie) et serbe, devenus États nationaux en 1859 et 1878, exerçaient de plus en plus d'attraction.

Alors que le gouvernement hongrois restait inflexible sur la question de la nation politique unitaire, les leaders serbes, roumains et slovaques de Hongrie déclarèrent à l'occasion d'un congrès tenus à Budapest le 10 août 1895 que la Hongrie ne pouvait pas constituer un État national, puisque les Magyars ne formaient même pas la moitié de la population.

Si, pour les nationalités de la monarchie, la séparation et la volonté de former des États indépendants n'étaient pas encore à l'ordre du jour, les hommes politiques des « mères patries » serbe et roumaine ne faisaient pas secret de vouloir réaliser

l'unification de leurs nationaux, y compris le rattachement de leurs peuples respectifs relevant de la souveraineté austro-hongroise. Historiquement, cet achèvement des unités nationales était inséparable de la lutte d'indépendance des peuples balkaniques contre l'Empire ottoman et des rivalités impérialistes dans la région. Pour la Hongrie multinationale, la Roumanie hésitant entre les deux systèmes d'alliances restait une menace, et surtout la présence du royaume serbe était à la fois un facteur dissolvant et un obstacle devant l'expansion balkanique de la double monarchie, comme il a été signalé plus haut.

D'une manière générale, « *un point commun rassemble le destin de toutes ces minorités situées dans des États indépendants ; leur accession à l'indépendance dépend de l'intérêt que les États puissants trouvent à exploiter ces revendications nationales pour leur propre stratégie diplomatique*[3] ».

En tant que puissance, l'Autriche-Hongrie était le troisième État européen par sa population à la veille de la Grande Guerre, mais elle comportait de grandes disparités du point de vue économique et social. Dans l'ensemble, il y avait une Autriche se rapprochant de l'Europe occidentale et une Hongrie restée passablement féodale, notamment par sa structure agraire et le poids de son aristocratie dans le domaine politique.

Les grands foyers industriels étaient localisés à Vienne, à Prague et en Bohême, les faubourgs de ces deux capitales accueillant entre autres les constructions mécaniques ; en Bohême, les usines Škoda de Pilsen fabriquaient des armes, et sur les mines de charbon s'était développée une industrie lourde.

En Hongrie, dont l'économie était à dominante agricole, l'industrie comprenait surtout l'extraction minière et des secteurs alimentaires (moulins, distillerie, etc.). Le pays connaissait cependant, depuis le début des années 1900, un essor des industries textiles et métallurgiques, avec une importante concentration ouvrière à Budapest.

3 GIRAULT René, *Diplomatie européenne et impérialismes 1871-1914,* Paris, 1979, p. 58.

La mécanisation de l'agriculture s'était accompagnée de l'aggravation de la condition paysanne, moins de 1 % des propriétaires détenant 40 % des surfaces cultivables, tandis que l'exploitation paysanne, en Transylvanie par exemple, ne dépassait pas deux hectares. Depuis la fin du 19e siècle, la misère du prolétariat rural était source d'une tension révolutionnaire, canalisée tant bien que mal par l'exode rural et l'émigration vers l'Amérique.

Malgré le caractère rural de la monarchie dans son ensemble (56,5 % des actifs vivaient de l'agriculture), *« l'Autriche-Hongrie était considérée, en août 1914, comme une authentique grande puissance, tant sur le plan économique que sur le plan militaire*[4] *»*.

Conformément à son système d'alliances, sa stratégie militaire s'inscrivait dans le plan allemand de la guerre sur deux fronts. Elle aussi prévoyait deux fronts : un cinquième des forces de la monarchie devait attaquer la Serbie et les quatre cinquièmes contenir en Galicie les troupes russes, que l'armée allemande viendrait écraser après avoir vaincu rapidement la France.

Quant à son organisation, l'essentiel de l'armée faisait partie des Affaires communes : 96 % des forces militaires étaient organisées dans une armée commune « impériale et royale », la Hongrie fournissant près de la moitié des soldats. Le reste revenait, dans des proportions à peu près égales, aux armées nationales autrichienne (*Landwehr*) et hongroise (*Honvéd*). Pendant la guerre, ces unités furent complétées par des troupes territoriales : *népfelkelők* en Hongrie, *Landsturm* en Autriche.

Dès le début de la guerre, la monarchie mit sur pied plus de 3 millions de soldats. Malgré les pertes très lourdes, elle maintint, par les remplacements successifs, des effectifs de 4 à 5 millions d'hommes, dont 2 à 3 millions se trouvaient en permanence sur les fronts. Selon les diverses estimations, de 8 à 11 millions d'hommes furent mobilisés pendant toute la durée de la guerre et les pertes (morts, blessés, prisonniers) se

4 BÉRENGER Jean, *L'Europe danubienne de 1848 à nos jours*, Paris, 1976, p. 83.

sont élevées à plus de 4 millions ; chiffre minoré pour les morts par les statistiques autrichiennes, et majoré par les Hongrois[5].

Une source autrichienne de 1919 fit apparaître, avec les « disparus », 1 542 817 morts. Pour 1 000 habitants, leur nombre se répartissait par nationalité de la façon suivante[6] :

Dans toute la monarchie :	**23,9**
en Autriche :	23,3
en Hongrie :	25,0
Autriche	
Allemands :	29,1
Slovènes :	27,5
Tchèques de Moravie :	26,7
Tchèques de Bohème :	22,5
Ruthènes :	21,5
Roumains :	19,2
Italiens :	18,3
Polonais :	16,2
Hongrie	
Magyars et « Magyaro-Allemands » :	28,0
Slovaques :	23,7
Roumains :	23,0
Serbes :	22,2

Au début de cet ouvrage, le survol des événements militaires de la Grande Guerre en Europe centrale a paru nécessaire pour situer les chapitres qui suivent. De fait, comme partout dans les pays belligérants, la localisation et les besoins des fronts, les péripéties et l'évolution générale du conflit, et surtout l'hécatombe, ont eu des répercussions directes sur les institutions politiques, sur le mouvement ouvrier, sans parler de la vie des soldats et des populations civiles.

Ce sont ces conséquences et les réactions qu'elles ont engendrées que le présent travail voudrait embrasser, dans une perspective où la guerre est vécue comme une anomalie dramatique et non comme une « culture », quel que soit le

5 GALÁNTAI József, *Magyarország az első világháborúban*. [La Hongrie dans la Première Guerre mondiale], Bp., 1975, p. 166-167.

6 MICHEL Bernard, *La chute de l'Empire austro-hongrois 1916-1918*, Paris, 1991, p. 44.

sens donné à ce concept dans son acception commémorative. Pour ce qui est des événements militaires, au-delà d'une présentation purement événementielle des faits de guerre, nous avons cherché à signaler pour chacun des trois fronts (serbe, russe, italien) les préoccupations immédiates des Allemands et des Austro-Hongrois en matière de politique de conquête.

Les deux chapitres qui suivent étudient l'action des forces politiques et morales au seuil de et pendant la guerre : les pouvoirs politique et religieux comme « parti de la guerre » ont en leur faveur les pesanteurs sociales et idéologiques, et possèdent des moyens puissants face à la social-démocratie. Celle-ci incarne le « parti de la paix », tant que dure la paix, pour revêtir ensuite son habit hyper-légaliste et mettre, par une ironie de l'histoire (du mouvement ouvrier), les revendications alimentaires et électorales de la classe ouvrière au service de « l'effort de guerre » de la monarchie.

Mais, sous le poids des souffrances et des listes de morts sans cesse plus longues, l'acceptation des sacrifices subit très tôt des fêlures qui vont s'élargissant. Les chapitres 4 et 5 de l'ouvrage observent ce processus par l'étude des conditions économiques et sociales de l'arrière, et par l'examen des diverses formes qu'a prises le refus de la guerre parmi les combattant du front.

C'est un mouvement animé par l'espoir de la paix et accéléré par la diffusion des idées et de l'action des deux révolutions russes. Il épouse la courbe de la décomposition et de la défaite de l'armée austro-hongroise, pour déboucher, à l'automne 1918, sur une révolution démocratique bourgeoise. La double-monarchie se disloque par la force des événements et la Hongrie républicaine et indépendante est proclamée. Elle doit faire face aussitôt à l'appétit des États successeurs du royaume historique et résoudre une crise sociale sans précédent.

Comme pour répondre à cette double tâche, un nouveau type de pouvoir voit le jour en mars 1919. Il s'inspire de l'expérience de la Russie soviétique et réorganise l'État sur la base de conseils ouvriers. C'est donc cette période révolutionnaire et la tentative de créer en Hongrie un État ouvrier qui constituent notre deux derniers chapitres.

L'ouvrage s'appuie sur un grand nombre de documents publiés en volumes, et sur des travaux historiques de valeur. Il s'agit pour l'essentiel de sources hongroises, dont les auteurs ont également mis très souvent en œuvre une énorme documentation de langue allemande des archives militaires, pour tout ce qui concerne notamment les divers aspects de la Grande Guerre en Autriche-Hongrie. Du point de vue de la démarche suivie, leurs travaux pourraient être situés dans la tradition dite positiviste, dans le meilleur sens du terme qui, contrairement à un certain préjugé, portent peu les marques de l'actualité politique et idéologique de leur temps. Moins en tout cas que bien des productions contemporaines qui, laissant de côté la dimension impérialiste, donc supranationale de la guerre mondiale, attribuent à la nation tous les maux au bénéfice d'une nostalgie impériale et d'un européisme factice dont l'empire des Habsbourg aurait été le précurseur.

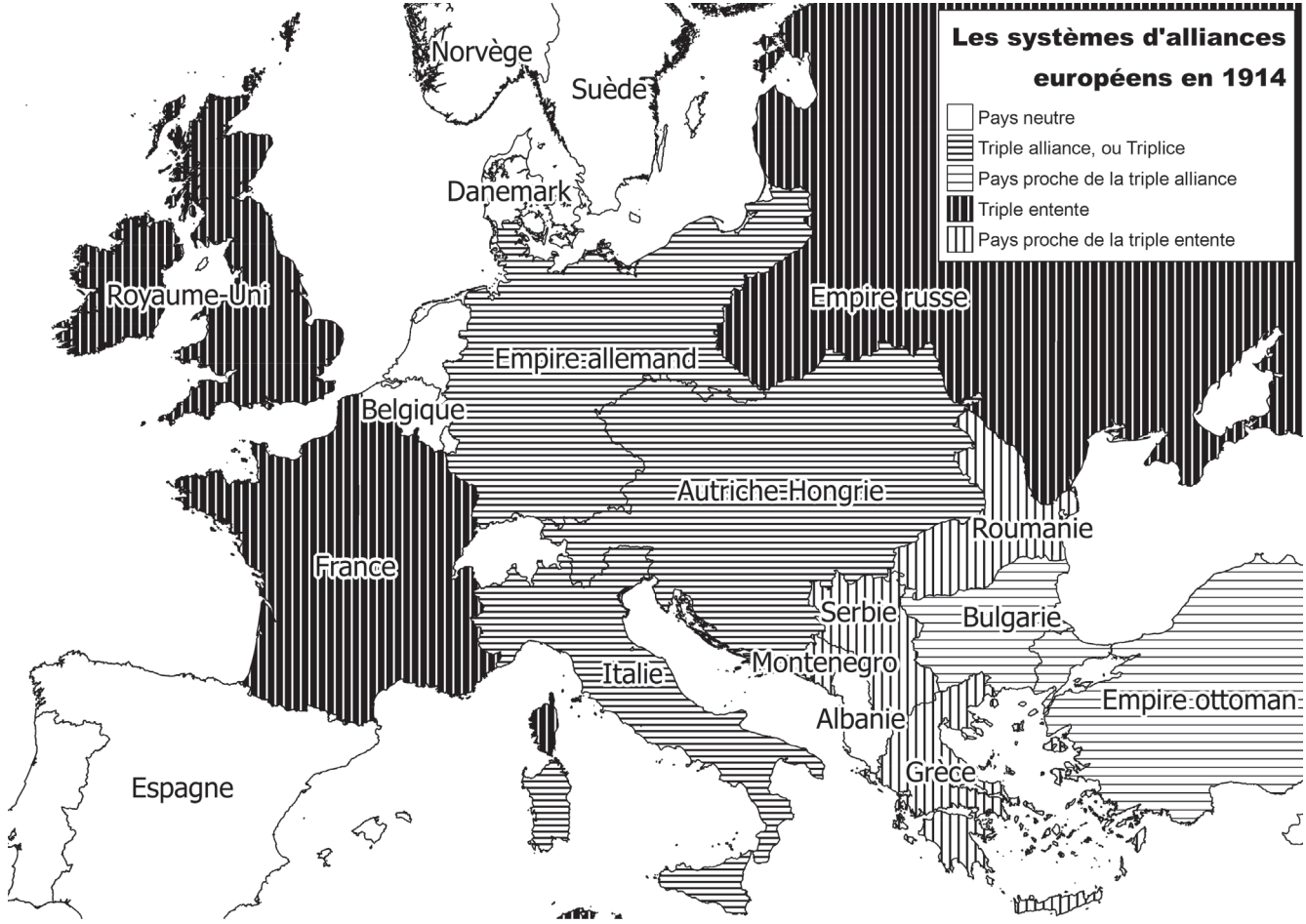
1. Vue d'ensemble sur la guerre en Autriche-Hongrie[1]

Le bombardement de Belgrade depuis des bateaux autrichiens du Danube marque le début du conflit, dans la nuit du 28 au 29 juillet 1914. Après les premiers combats dans les îles et le long de la Save, les armées austro-hongroises lancent trois offensives contre la Serbie et le Monténégro, sous le commandement du général Oskar Potiorek. Dans ces combats sanglants livrés près des rivières Drina et Kolubara jusqu'à la mi-décembre, l'assaillant et les défenseurs perdent respectivement 28 000 et 23 000 morts, 122 000 et 91 000 blessés, 76 000 et 19 000 prisonniers[2]. Les armées adverses épuisées restent face à face le long des frontières jusqu'à l'automne 1915. Les opérations contre la Serbie reprennent le 5 octobre 1915 avec le concours des Allemands sous le commandement du général Mackensen ; Belgrade est bombardé et occupé le 9 octobre. La Bulgarie, entrée en guerre aux côtés des puissances centrales, attaque de son côté la Serbie sur ses frontières est, lorgnant la Macédoine.

Malgré une résistance héroïque, les forces serbes sont brisées en quelques semaines et leurs débris, environ 150 000 hommes, sont transportés dans l'île grecque de Corfou par des bateaux français et italiens. Il se trouve en effet que les défaites successives de la monarchie sur le front de l'est (combats simultanés que l'on verra plus loin) ont amené l'Italie, en mai 1915, à quitter la Triple-Alliance et à déclarer la guerre, d'abord à l'Autriche-Hongrie puis à l'Allemagne. Quant aux Français, leur armée rescapée des Dardanelles (où

1 Ouvrages de référence : J. GALÁNTAI, *op. cit.* SCHIAVON Max, *L'Autriche-Hongrie dans la première Guerre mondiale. La fin d'un Empire,* Paris, 2011. BLED Jean-Paul, *L'agonie d'une Monarchie. Autriche-Hongrie 1914-1920,* Paris, 2014.

2 *A magyarországi délszlávok és az első világháború.* [Les Slaves du sud de la Hongrie et la Première Guerre mondiale] adattar.org/.../04_a_magyarorszagi_delszlavok...


Les systèmes d'alliances européens en 1914
Pays neutre
Triple alliance, ou Triplice
Pays proche de la triple alliance
Triple entente
Pays proche de la triple entente
Norvège
Suède
Danemark
Royaume-Uni
Empire russe
Empire allemand
Belgique
Autriche-Hongrie
Roumanie
France
Serbie
Bulgarie
Montenegro
Italie
Empire ottoman
Albanie
Grèce
Espagne

les ministres anglais Kitchener et Churchill ont eu l'idée de débarquer des troupes pour neutraliser la Turquie et aider la Russie en matériel militaire) a reçu l'assentiment de la Grèce, encore neutre, pour s'installer à Salonique.

C'est donc dans cette situation que la Serbie fut écrasée (100 000 morts ou blessés, 160 000 prisonniers) et occupée par les Austro-Hongrois à l'ouest de la Morava, et par les Bulgares à l'est. Le bilan de la guerre pour la Serbie fut terrible : *« À la conférence de la Paix, le roi des Serbes, des Croates et des Slovènes déclara que la Serbie avait perdu 28 % de sa population, soit 1 247 000 personnes, dont 845 000 civils victimes de la faim, du froid, de mauvais traitements, de massacres et de déportations. Sur 180 000 déportés en Autriche et en Bulgarie, 80 000 ne revinrent pas*[3]*. »*

Dès la défaite, le pays fut soumis à l'administration militaire, non sans provoquer des dissensions entre Vienne et Budapest, le Premier ministre István Tisza se plaignant de la hungarophobie du général autrichien nommé gouverneur en chef. Toutefois, pour intégrer davantage la Serbie dans l'économie austro-hongroise, l'Institut géologique hongrois put organiser deux campagnes de prospections qui ont localisé toute une série de gisements : sulfate de fer, gypse, magnésite, chrome, cuivre, minerai de fer, pyrite, antimoine, plomb, argent, zinc, bauxite et diverses qualités de charbon[4].

Dans l'ambiance de ses succès militaires, la monarchie cherche aussi à développer sa pénétration économique en Turquie. Le haut fonctionnaire envoyé à Constantinople pour tâter le terrain doit cependant constater qu'*« à présent, l'influence économique allemande est pratiquement absolue.* [...] *Toute l'économie ottomane fonctionne avec l'argent allemand. Les dépenses militaires sont assurées par les Allemands et aussi le salaire des fonctionnaires,* [...] *les entreprises de transports*

3 BIANCHI Bruna, *Crimini di guerra e contro l'umanità. Le violenze ai civile sul fronte orientale (1914-1919)*, Milano, 2012. Recension par Frédéric Rousseau, www. crid1418.org/bibli/?p=218

4 *A magyarországi délszlávok és az első világháború.* [Les Slaves du sud de la Hongrie et la Première Guerre mondiale] adattar. org/.../04_a_magyarprszagi_delszlavok...

sont subordonnées au ministère de la Défense, [...] *dont chaque section est dirigée par un Allemand*[5]. »

Selon la méthode depuis longtemps pratiquée vis-à-vis des pays faibles, il paraît alors plus efficace de préparer l'action vers la Turquie sous le couvert de l'Église. Dès le 16 janvier 1915, l'évêque hongrois Antal Nemes avait écrit au Premier ministre que, les missionnaires français ayant été expulsés par le gouvernement impérial turc, « *le moment serait propice de saisir l'occasion pour acquérir ce protectorat oriental* » plein de promesses politiques et économiques. De son côté, l'archevêque de Hongrie (dit aussi prince primat) salue la perspective des conquêtes orientales : les nouveaux marchés, les liens spirituels, un évêché éventuellement à Belgrade.

Des chefs laïcs et religieux allemands participent également au projet des « missions orientales ». Pour coordonner l'action avec celle de leurs collègues autrichiens et hongrois, ils tiennent le 26 novembre 1915 une réunion confidentielle à Budapest, sous la présidence du primat de Hongrie. Aux côtés de plusieurs évêques hongrois, sont présents le ministre des Cultes et de l'Instruction publique, Béla Jankovich, et son secrétaire d'État et, pour les Allemands, le chef du parti du Centre, Matthias Erzberger. Le rapporteur allemand déclare notamment : « *L'entrée de l'élément allemand, autrichien et hongrois doit être assumée en Turquie. Les hommes de l'Église sont accueillis avec plus de confiance que les individus civils. Il est donc recommandable que ce soient les missionnaires qui commencent l'expansion.* »

Le ministre commun des Affaires étrangères de la monarchie est mis lui-même à contribution quand le primat sollicite qu'en premier lieu on réoccupe les établissements des missionnaires français et italiens qui ont été expulsés par les Turcs au début de la guerre.

Une nouvelle rencontre est organisée le 20 décembre 1915 à Munich entre prélats des trois États, présidée par le cardinal-archevêque de Munich. Parmi les sujets discutés figure le développement de l'influence vers la Terre sainte.

5 J. GALÁNTAI, *op. cit.*, p. 246.

Mais il y avait des rivalités entre les trois protagonistes dans l'organisation des missions. Et l'attitude du Vatican n'était pas claire : il ne pouvait pas se déterminer selon les intérêts opposés des systèmes d'alliances. D'autre part, les préparatifs, qui devaient être tenus secrets, furent ébruités par la presse, avant d'être annoncés ouvertement en mars 1916. La conférence épiscopale hongroise confia alors la collecte des fonds à l'armée de la Sainte-Croix, appuyée par la société Saint-Étienne. Dans l'assemblée générale de cette organisation, le primat déclare sans ambages que, en général, les missionnaires précèdent et préparent le chemin aux relations économiques. En se référant à « notre race touranienne », il promet d'instruire « *l'armée de la Sainte-Croix qui assumera la reconquête spirituelle du saint Orient.* [...] *Outre la Turquie, notre regard se tourne spontanément vers la Bulgarie, l'Albanie et aussi vers les autres peuples des Balkans*[6]. »

Tous ces plans furent annulés par les échecs militaires de la monarchie sur les fronts italien et russe durant le printemps et l'été 1916. En plus, deux autres événements défavorables vinrent marquer cette période : l'entrée en guerre de la Roumanie, le 28 août, aux côtés de l'Entente, et l'échec d'une paix négociée recherchée par le nouvel empereur, Charles IV, qui a succédé à François-Joseph, décédé le 21 novembre 1916.

La Roumanie n'a jamais été un élément sûr des puissances centrales, auxquelles elle avait adhéré en 1883. Comme l'Italie, elle s'en est éloignée à la faveur des promesses territoriales consistantes faites par l'Entente. Directement, sa rupture avec le bloc germanique fut consommée par la situation militaire désastreuse de la monarchie sur le front de l'est, face à la Russie.

Ce théâtre d'opérations se situait pour l'essentiel dans la zone frontalière en Galicie, province autrichienne. Géographiquement c'est une région de plateau adossée aux Carpates, qui sépare les cours supérieurs du Dniestr et d'un affluent de la Vistule, le Sad. Le front, dont le point névralgique était la forteresse de Przemysl, prolongeait ici le dispositif allemand commandé par Hindenburg en Prusse-Orientale. L'extrême

6 *Ibid.*, p. 247-251.

nord-est de la Hongrie fut également envahi. L'enjeu était ici les cols carpatiques (Oujok, Dukla, Verecke, col des Tatares) dont la prise aurait permis aux troupes russes de déferler dans la plaine hongroise.

La première bataille a duré du 23 août au 11 septembre 1914. Après quelques victoires localisées de la monarchie (Krasnik, Komarow), elle s'est soldée, dans la région de Lemberg, Przemysl et Rawa Ruska, par une terrible défaite austro-hongroise. Sur plus d'un million de soldats engagés, dont les deux cinquièmes provenaient des provinces du royaume de Hongrie, la monarchie a perdu en morts, blessés et prisonniers environ 300 000 hommes. Elle a dû abandonner la Bukovine (province autrichienne elle aussi) et la partie orientale de la Galicie où les troupes du tsar ont encerclé l'importante forteresse de Przemysl.

En décembre 1914, une nouvelle offensive russe a donné lieu à des combats sanglants dans les Carpates. Cette attaque russe fut finalement contenue, grâce en particulier à la bravoure de trois divisions de hussards hongrois qui croyaient encore à la guerre de défense nationale. Mais, dans l'ensemble, les pertes humaines de la monarchie étaient énormes, soit environ 800 000 hommes à la fin de 1914.

Une conséquence des carnages affectant aussi les populations civiles fut l'apparition du choléra. Des cas furent signalés dès le 15 septembre parmi les blessés en provenance du front de Galicie, puis 3 285 cas jusqu'au 14 décembre, répartis dans 21 villes et 441 villages de 52 départements du royaume (qui en comptait 64). Plus d'un tiers des malades étaient des civils autochtones, les autres, des soldats, des prisonniers et des réfugiés[7].

Sur le territoire hongrois, la pénétration russe a touché le nord des comitats de Bereg et Ung et presque entièrement celui de Máramaros.

> En général, les Russes avaient peu détruit, constata le Premier ministre Tisza, à la suite d'une tournée dans le nord-est du royaume, du 23 au 28 octobre 1914. La

7 PVCM, 19 octobre et 18 décembre 1914, n^{os} 39 et 49, p. 100-101, 111-112.

> population restée sur place ne fut aucunement inquiétée. Cela concernait aussi les quelques habitants hongrois.
>
> Vis-à-vis du peuple ruthène, ils se comportèrent carrément comme leur protecteur ; ils répandirent la nouvelle que le règne des Russes apporterait une vie meilleure au peuple ruthène : tout ce qui appartenait aux riches leur reviendrait ; ils leur donnèrent les affaires trouvées dans les magasins brisés et dans les maisons abandonnées. [...] Le rôle coupable du peuple ordinaire ruthène se manifesta pour l'essentiel dans ces pillages commis, à peu d'exception près, à l'initiative des Russes. [...] Ce sont des délits contre la propriété. [...] sans aucun caractère politique ou de trahison. [...] Il y eut des martyrs qui ne voulaient pas renseigner l'ennemi. [...] L'intelligentsia sans exception a témoigné d'une attitude patriotique, y compris le clergé[8].

D'après les courriers échangés entre Tisza et des évêques de la région, c'était la misère et l'arriération culturelle et spirituelle qui pouvaient expliquer le déchaînement de l'antisémitisme et le pillage des magasins juifs à l'arrivée des Russes. En effet, comme en Serbie, mais en sens opposé, l'action des chasseurs d'âmes accompagnait la conquête militaire. « *Lors de leur invasion, les Russes amenèrent aussi avec eux des popes, qui injurièrent les prêtres ruthènes et la religion catholique grecque (uniate). Ils disaient que les prêtres ruthènes ne faisaient que parasiter et exploiter le peuple. La religion orthodoxe, en revanche, était à la fois juste et, pour l'exercer, le peuple ne devait rien payer.* » Il semble toutefois que, malgré les soupçons persistants, la population de la Ruthénie subcarpatique hongroise n'ait pas adhéré massivement à la propagande diffusée à l'arrivée des troupes russes[9].

La persistance des soupçons devait être nourrie par le cas de la Galicie autrichienne, dont une grande partie était occupée depuis septembre-octobre 1914 par l'armée russe. On assiste alors à

8 INKT, n° 30/C – Annexe, octobre 1914, p. 240-241.

9 TUTUSKÓ Ágnes, *A Kárpataljai rutén nép reagálása az 1914-1915. évi orosz betörésekre*. [La réaction du peuple ruthène de la Subcarpatie aux invasions russes].
www. prominoritate. hu/.../ProMino12-2-04-Tutusko...

> une offensive religieuse orthodoxe. [...] à la fois contre les leaders de l'Eglise uniate et des intellectuels qui sont déportés en Sibérie, mais aussi contre la population juive parfois prise en otage. On évalue à 10 000 le nombre de personnes déportées depuis la Galicie, parmi lesquelles 800 prêtres uniates. La plainte du grand-duc Nicolas sur la disproportion entre les moyens religieux déployés en Galicie et les moyens militaires est restée fameuse : « *J'attends des trains de munitions. On m'envoie des trains de popes !*[10] »

Mais l'ampleur de la répression par les Autrichiens après la reprise du territoire, avec la déportation qui aurait porté notamment sur près de 6 000 Ruthènes de Lemkovie, témoignerait d'une russophilie assez répandue de ces derniers.

Les échecs successifs des Austro-Hongrois eurent des effets considérables sur l'attitude des deux alliés incertains, l'Italie et la Roumanie. Pour s'assurer au moins de leur neutralité, il fallait produire à tout prix des succès militaires contre les Russes. C'est pour cela que fut décidée, sans même respecter la trêve de Noël, la campagne d'hiver, avec comme objectif immédiat le déblocage de Przemysl. De la Bukovine à Gorlice (au sud de la forteresse), on a aligné à nouveau près d'un million de soldats. La première attaque fut lancée le 23 janvier 1915, et jusqu'au 5 février on poussait sans arrêt à des assauts aussi meurtriers qu'inutiles les soldats épuisés, dont des milliers mouraient aussi tous les jours à cause du froid.

Une deuxième attaque a débuté le 10 février 1915 et duré pendant un mois, sans aucun résultat. Dans le même temps, l'échec des tentatives de déblocage et la famine ont fini par briser la résistance de Przemysl, qui s'est rendu le 22 mars 1915 avec ses 120 000 défenseurs. En outre, pendant la contre-offensive russe, beaucoup de soldats issus des nationalités se rendaient spontanément, dont un régiment tchèque tout entier. Du 1er janvier à la fin avril 1915, cette bataille des Carpates a coûté la vie de 600 000 à 800 000 soldats de l'armée austro-hongoise et autant de l'armée russe. Celle-ci menait en

10 *Le cas des uniates « d'Ukraine » : l'occupation de la Galicie (1914-1915).* theses.univ-lyon2.fr/documents/getpart.php?id=lyon2.2008...1...

effet la guerre avec des pertes humaines encore plus énormes, dans la mesure où, de toutes les puissances belligérantes, elle était la plus mal équipée.

La tentative des livraisons occidentales par les Dardanelles ayant échoué, les troupes russes à bout de souffle ne pouvaient plus faire face à une nouvelle offensive ennemie. C'est donc en connaissant cette situation qu'une nouvelle offensive austro-hongroise fut décidée, en commun cette fois-ci avec les Allemands. Dès le 2 mai 1915, elle aboutit à la rupture du front russe près du village de Gorlice ; en juillet, les troupes placées sous les ordres de Mackensen reprirent Przemysl et Lemberg puis, élargissant la zone de rupture, elles occupèrent Varsovie et Brest-Litovsk.

Au cours de cette campagne, la monarchie a perdu de nouveau 500 000 hommes, et la Russie au moins deux fois plus. Elle a dû se retirer des territoires polonais qui lui appartenaient, devenus à présent zone d'occupation allemande au centre et au nord, et austro-hongroise au sud-est. Pour la monarchie, il s'agissait surtout d'une victoire morale rehaussant quelque peu son prestige après de nombreux échecs. Sur le plan militaire, la Russie n'a pas été vaincue et l'armée italienne a pu profiter de la situation pour consolider ses positions sur son propre front, dans la vallée de l'Isonzo.

En effet, depuis que l'Italie a dénoncé la Triple-Alliance et déclaré la guerre à l'Autriche-Hongrie (23 mai 1915), il y avait une interdépendance constante entre le front de l'est et le front italien. Au début des hostilités, la monarchie n'avait à la frontière italienne que 128 bataillons, pour la plupart des territoriaux. L'équilibre des forces s'est établi pendant les derniers mois de 1915, quand les opérations ont cessé à l'est, permettant d'aligner environ 800 000 soldats pour contenir les offensives italiennes. Ce fut pendant cette période, du 23 juillet au 14 décembre, que se sont déroulées les quatre premières batailles de l'Isonzo, visant à rompre les lignes austro-hongroises au nord de l'Adriatique pour atteindre la Drave et attaquer Vienne. La monarchie a tenu bon, ses troupes ont résisté dans une cinquième bataille de l'Isonzo (9-17 mars 1916). Elles ont même cherché à encercler les forces italiennes par une manœuvre d'enveloppement depuis le Tyrol du Sud.

Mais les Italiens ont réagi à temps et, surtout, il a fallu abandonner l'opération car, de façon inattendue, une nouvelle offensive russe fut lancée à l'est. L'armée russe avait pu combler ses pertes et était en mesure de déclencher le 4 juin 1916, sous le commandement du général Broussilov, une puissante attaque en Galicie.

Dès le lendemain, les Russes rompirent les lignes austro-hongroises sur une largeur de 25 km et 6 km de profondeur puis, les jours suivants, sur 85 et 40 km respectivement. Les troupes de la monarchie reculaient en désordre, les voies devenaient libres vers Lemberg et les Carpates.

En liaison avec cette défaite, les Italiens reprirent, dans une sixième bataille de l'Isonzo (7-17 août 1916), la ville de Gorizia. À l'est, les Russes firent près de 300 000 prisonniers et le nombre des morts, des blessés et des malades devait s'élever à 200 000. « *L'armée de la monarchie est arrivée au bord de l'effondrement* », écrivait un historien hongrois en 1933. Bien qu'elle se soit battue encore pendant deux ans, elle ne pouvait plus entreprendre des actions importantes sans le concours de l'armée allemande.

Or les affaires allaient en s'empirant. Peu après l'accord secret de Bucarest entre la Roumanie et l'Entente (27 août 1916), 369 000 soldats de l'armée roumaine pénétrèrent dans la province hongroise de Transylvanie. La Bulgarie et la Grèce également s'engagèrent de leur côté, la première contre la Roumanie, la seconde contre la Bulgarie et l'Allemagne.

À l'automne 1916, les divisions allemandes sont présentes sur tous les trois fronts – russe, italien et roumain – de la monarchie. Le 6 septembre, malgré les vives protestations du chef d'état-major autrichien, Conrad von Hötzendorf, la direction suprême des opérations militaires allemandes, austro-hongroises, bulgares et turques est transférée à l'empereur d'Allemagne. Dans la pratique, ce commandement unifié sera exercé par Hindenburg et Ludendorff.

C'est après cette réorganisation que les forces allemandes arrêtent l'avance russe, participent aux septième, huitième et neuvième batailles de l'Isonzo (septembre-novembre 1916) et écrasent la Roumanie : partant de la Bulgarie, les troupes du maréchal Mackensen occupent la plus grande partie de

ce pays, y compris Bucarest, et dispersent l'armée roumaine dont la moitié est perdue (morts, blessés et prisonniers) et le reste regroupé sous la protection de l'armée russe.

Dans les sphères politiques des puissances belligérantes, le constat des destructions et du danger que représente la guerre pour l'ordre économique et social fait naître, au tournant de 1916-1917, l'idée qu'il faut en finir par des négociations. L'acceptation d'une paix négociée est plus sensible dans les cercles dirigeants russes et austro-hongrois, alors qu'en Allemagne, en Angleterre et en France, les dirigeants militaires surtout, tiennent à poursuivre la guerre jusqu'à la victoire finale. Il va sans dire que cette différence ne reposait pas sur quelque prise de conscience unilatérale du désastre où les décideurs de tous ordres ont plongé les peuples d'Europe, mais sur l'inégale possibilité de poursuivre cette action en terme de ressources humaines et matérielles.

Ainsi, le printemps et le début de l'été 1917 sont marqués par les offensives de l'Entente sur tous les fronts. Mais, soutenus par les Allemands, les Austro-Hongrois contiennent les attaques italiennes (Tyrol, dixième bataille de l'Isonzo, 12 mai-8 juin 1917) et russe (menée de nouveau sous les ordres de Broussilov), puis celles qui sont lancées en commun par les Russes et les Roumains en Moldavie et, avec le concours des Grecs, en Macédoine.

Après la résistance, les contre-offensives : sur le front de l'est, la tentative d'exploiter l'échec de Broussilov tourne court en raison de l'attaque anglaise dans les Flandres ; en août, les lignes du front russe s'immobilisent, mais en septembre-octobre les forces germano-austro-hongroises progressent en Galicie orientale, en Bukovine et au nord, où elles occupent Riga et les îles d'en face.

En Italie, dans la douzième bataille de l'Isonzo, elles ont percé le front à Caporetto et poussé leur avance jusqu'à la Piave (24 octobre-10 novembre 1917). Dans ces combats, 10 000 soldats italiens sont morts, 30 000 ont été blessés, 293 000 faits prisonniers et 350 000 dispersés, soit 700 000 soldats hors de combat. Et, comme en Serbie et en Ukraine, les succès militaires ouvrent la perspective devant « *la mise en*

valeur économique des territoires italiens occupés par le front sud-ouest de l'armée » :

> Au cours des négociations menées à Vienne, la direction militaire a abandonné le projet initial que cette action soit représentée par un délégué commun d'un organisme économique commun placé sous la direction de la Hongrie, de l'Autriche et de monsieur le général Landwehr. Rien n'empêche à présent que les gouvernements hongrois et autrichien y délèguent séparément un représentant, en sorte qu'ils soient présents dans les sections économique et administrative.
>
> L'exploitation économique et le partage du butin qui s'y trouve dépendra naturellement de l'accord des gouvernements. Le commandement militaire souhaite se réserver à lui-même la direction de cette action économique. Le droit de légiférer sera exercé par Sa Majesté impériale et royale l'archiduc Eugène, commandant de l'armée du Sud, auquel tous les trois groupes d'armées (Boroevics, Below, Krobatin) sont subordonnés[11].

Pour les puissances centrales, la situation semble d'autant plus favorable qu'elles s'attendent à une paix séparée de la Russie ; en outre, la guerre sous-marine allemande atteint sa plus grande efficacité au cours du printemps et de l'été 1917, et l'entrée en guerre des États-Unis ne se fait pas encore sentir.

Mais, même avec la cessation de la guerre à l'est, le transfert des forces ne pouvait être complet, car il fallait maintenir des unités importantes en Ukraine et en Bukovine pour garder les conquêtes. Car, là aussi, le partage du butin est une préoccupation majeure. L'exploitation de l'Ukraine a donné lieu à des conférences à Berlin et à Vienne où, dans une ambiance de surenchère, l'Allemagne, l'Autriche et la Hongrie cherchaient à définir les quotas les plus avantageux pour chacune d'entre elles dans la répartition du blé, des produits alimentaires et des matières premières industrielles : minerais de fer, pétrole, phosphates et sulfates, bois et papier, laine, coton, chanvre, lin, etc[12].

11 PVCM, 15 novembre 1917. n° 240, p. 350.

12 PVCM, 7 mars 1918. n° 291, p. 409-412.

Dans le dispositif des forces militaires, la monarchie ne put obtenir que l'Allemagne conserve ses huit divisions sur le front italien, dans la mesure où elle préparait ses grandes offensives en France pour 1918 (Saint-Quentin, 21 mars-5 avril ; Flandres, 9-25 avril ; sur l'Aisne, 21 mai-11 juin ; en Champagne, 14-16 juillet).

Face aux Italiens, la nouvelle offensive envisagée ne pouvait donc compter que sur les forces austro-hongroises, comme au début sur ce front, et dans une position d'infériorité humaine et matérielle (54 divisions contre 60, et 6 833 canons contre 7 550), sans parler de l'armement individuel et des conditions de ravitaillement catastrophiques. Et les prisonniers rapatriés de Russie, qu'on envoyait massivement vers l'Italie, ne voulaient plus entendre parler de guerre.

Or le maréchal Conrad, qui commandait à ce moment le groupe d'armées du Tyrol, s'attendait à une victoire encore plus retentissante que celle de Caporetto. Dans son esprit, cela devait permettre de stabiliser la situation intérieure ébranlée de la monarchie et de s'affirmer vis-à-vis du partenaire allemand. Mais l'offensive, commencée le 15 juin 1918, s'effondra en quelques jours, aussi bien dans le Tyrol que sur la Piave, dont les crues rendirent la débandade encore plus catastrophique, les pertes humaines austro-hongroises s'élevant à 150 000 hommes. Quant aux éléments rescapés, ils parvinrent à établir des positions de défense sur les rives est du fleuve.

Au même moment, les bateaux de la flotte de guerre austro-hongroise sortant de la base de Cattaro tentèrent de rompre le blocus que l'Entente avait établi dans le détroit d'Otrante, ce que la flotte française de Corfou fit aussitôt échouer. S'ajoutant à ces échecs, la « journée noire de l'armée allemande » en France (8 août 1918) fit perdre tout espoir à Vienne et à Budapest de pouvoir terminer le conflit par une solution militaire.

En Allemagne en revanche, la direction de l'armée ne renonçait pas à créer une position de force en réorganisant les lignes de front, avant d'accepter toute négociation. À cette fin, elle imposa à la monarchie de transférer des troupes sur le front occidental, où il y aura ainsi, dans cette dernière phase de la guerre, quatre divisions austro-hongroises. C'étaient toutefois des unités sans valeur militaire, surtout les contingents

de septembre, dont la plupart arrivaient sur le front affamés et pieds nus[13].

La concentration des forces à l'ouest et au sud faisait que, dans les Balkans, il n'y avait pratiquement que l'armée bulgare épuisée pour assurer la défense des puissances centrales. C'est donc dans cette région que se produit le premier acte de l'effondrement. Les forces de l'Entente regroupaient ici 28 divisions d'origines diverses (8 françaises, 4 anglaises, 6 serbes, 9 grecques et 1 italienne, soit approximativement 600 000 hommes), sous le commandement du général Louis Franchet-d'Esperey. En quelques jours, leur attaque lancée le 14 septembre perça la défense des Bulgares qui, le 29 septembre 1918, sans s'occuper de leurs alliés, signèrent l'armistice.

Le général Hermann Kövess reçut la mission de mettre en place un nouveau front dans les Balkans. Pour compléter les débris du front bulgare, il avait à sa disposition les anciennes forces occupantes austro-hongroises de la Serbie, du Monténégro et de l'Albanie et devait aussi recevoir du renfort prélevé en Ukraine. Mais tout cela prenait du temps. Par ailleurs, l'armée de Mackensen cherchait à organiser la défense au sud de la Roumanie, le long du Danube, sans pouvoir endiguer l'avance des troupes de l'Entente.

Sur la Piave, un assaut puissant lancé dans la nuit du 26 au 27 octobre par les Italiens et les Anglais rompit la ligne de défense de la monarchie ; le 29, ce fut l'effondrement, les soldats se dispersèrent en désordre et se livrèrent au pillage.

Le 31 octobre, une commission d'armistice formée à Vienne parvint, sous la conduite du général Weber, à Padoue où siégeait l'état major italien. Le même jour, à Paris, le Grand conseil de guerre interallié définit les conditions d'armistice pour l'Autriche-Hongrie, que Weber signa le 3 novembre, après en avoir reçu l'autorisation de Vienne.

Le document prescrit le désarmement des Austro-Hongrois (sauf 20 divisions) et l'évacuation des territoires qu'ils occupaient depuis le début de la guerre ; les armées de l'Entente avaient le droit et toute la liberté pour occuper tous les points stratégiques. Quant aux troupes allemandes, elles

13 J. GALÁNTAI, *op. cit.*, p. 409.

avaient quinze jours pour se retirer, au-delà de ce délai leur internement était prévu. L'armistice entrait en vigueur le 4 novembre à 15 heures.

Dans les Balkans, Franchet d'Esperey semble avoir agi de son propre chef en signant le 13 novembre avec le gouvernement hongrois issu de la révolution des 30-31 octobre une convention militaire qui fixait les lignes de démarcation. Bien qu'il ne soit par certain qu'il ait agi sans l'assentiment de Paris, il se verra reprocher par le gouvernement d'*« avoir signé un armistice avec les représentants du "prétendu État hongrois", au lieu de l'avoir fait avec l'Autriche-Hongrie, bien que cette dernière ait cessé d'exister*[14] *».*

14 MOLNÁR Miklós, *Histoire de la Hongrie,* Paris, 1996, p. 330.

2. Conditionnement idéologique et mesures d'exception[1]

Dans un télégramme du 15 juillet 1914, avant donc l'entrée en guerre généralisée, le comte Berchtold, ministre commun des Affaires étrangères de la monarchie, constate que « *l'opinion publique est favorable à notre politique* ». Le 4 août suivant, le Premier ministre hongrois, István Tisza, confirme avec satisfaction que « *l'ambiance est très bonne dans toute la monarchie* ». Pour le poète Endre Ady en revanche, « *La Pensée enivrée se rendit à un banquet sanglant, terrible*[2]. »

Comme dans biens d'autres futurs États belligérants, l'instrumentalisation du sentiment national et l'incitation à la haine de l'ennemi atteignent en effet des degrés d'intensité jamais vus. Dans le royaume de Hongrie, la propagande au service de l'hystérie belliqueuse mobilise les moyens les plus divers : journaux, artistes, commerçants et commis voyageurs, jouets d'enfant, et jusqu'aux sujets des baccalauréats[3]. Le journal social-démocrate hongrois *Népszava* (Voix du peuple), résume ainsi l'ambiance :

> La presse bourgeoise est tout entière une excitation à la guerre. Jour après jour, de nouvelles histoires fantaisistes voient le jour. La banque a peur. La vie économique stagne. [...] Les feuilles des capitalistes disent ouvertement que plutôt la guerre que cette tension insoutenable. Qui sont ces figures obscures qui [ne reculent pas devant] l'horreur de la guerre mondiale ? Hommes d'État stupides […], officiers carriéristes […], fournisseurs des armées affamés de profits. […] Ce sont ceux-là qui constituent le noyau du parti de la guerre. Ce sont ceux-là qui poussent à l'effusion de sang. Et cette incitation n'est pas sans résultat. Le

1 Source principale : *Népszava*. [Voix du Peuple], 1914-1918, journal du parti social-démocrate hongrois.

2 Poème intitulé *Se souvenir d'une nuit d'été*.

3 KOLOZSI Ádám, *Pacal, propaganda és parázna asszonyok* (Tripes, propagande et femmes lubriques). Index blogok, 18 sept. 2014 - index.hu/tudomany/.../mankokkal_a_ringlispilre/

> harcèlement systématique éveille dans les masses la soif du sang : la presse au service des instigateurs se réfère au patriotisme, à la magyarité, à la gloire de jadis. Les provocations quotidiennes commencent à porter leurs fruits : les gens refoulent leur aversion naturelle ; les gens commencent à se familiariser avec l'idée de l'effusion de sang[4].

La fièvre belliqueuse, qui est particulièrement virulente contre le voisin serbe, concerne aussi les pays plus éloignés du bloc ennemi, comme la France. Alors que ce pays ne déclare la guerre à l'Autriche-Hongrie que le 12 août 1914, dès le 8 août le journal *Az Est* (Le Soir) publie un appel des commerçants de Budapest, qui ont créé un bureau central pour coordonner le boycott des produits français. Furent touchés d'abord les produits de beauté et les films, un secteur très important puisque les films français passaient pour le Hollywood des années d'avant-guerre.

Le conditionnement des esprits transforme le départ au front en fête joyeuse qui met particulièrement en scène les femmes, évoquées ainsi par un regard peut-être trop sévère :

> Le départ, ça oui, ça nous a démolis. Leur cruauté à elles, ça a été une jolie surprise. Qu'elles aient eu la force de sourire, de jeter des roses, qu'elles puissent faire cadeau à la guerre de leurs maris, de leurs enfants... les garçons qu'elles ont bordés, caressés mille fois, qu'elles ont fabriqués elles-mêmes, la voilà la surprise ! Qu'elles nous aient livrés, expédiés [...] pour que chacune ait son héros. [...] Si elles ne nous avaient pas laissés nous empiler dans les trains, si elles avaient crié qu'elles ne voulaient pas d'assassins, aucun général n'aurait rien pu faire ! Pas un gars ne serait parti, si elles avaient crié qu'aucune ne coucherait avec un homme qui en avait tué d'autres. [...] Dire qu'elles auraient pu nous sauver et qu'elles se sont contentées de crâner... et ça partout, partout dans le monde ![5]

Dans son ouvrage fondamental sur la Hongrie dans la guerre, l'historien Galántai rappelle que la monarchie n'a pas

4 *Népszava*, 23 juillet 1914. *A háború réme kisért.* [L'horreur de la guerre nous hante].

5 LATZKO Andreas, *Hommes en guerre*. Le départ, Zurich, 1917, Marseille, 2003, p. 36-37

connu de guerres importantes depuis un demi-siècle, ce qui pouvait aussi faciliter l'acceptation de l'idée que la guerre ne serait qu'une promenade légère et courte. Surtout que la presse des puissances centrales n'a cessé de répéter la phrase devenue proverbiale que Guillaume II avait adressée aux soldats : « *À la chute des feuilles, vous serez de nouveau chez vous.* »

Il existe en tout cas des milieux caractéristiques à l'origine des mouvements de foule irrationnels.

Par exemple, à Hódmezővásárhely, grande bourgade de la Plaine hongroise, alors que les diplomates et les politiciens étaient encore au stade de l'élaboration juridique du prétexte, les journaux avaient déjà prononcé la sentence : « Mort à la Serbie ! », « Il n'y a pas d'autre solution que *l'einmarschieren* ! - Marcher sur la Serbie ! »

> À midi, toute la ville était en effervescence. [...] Le soir, la jeunesse de la Chambre industrielle, avec en tête le fabriquant de tamiserie Zsigmond Kalmár, président de la Société chorale, se mit en marche. […] Le groupe entonnant des chants patriotiques entraîna avec lui la population excitée, qui ovationnait le roi, la patrie, le Premier ministre István Tisza, et qui hurlait des slogans contre la Serbie[6].

À Budapest, le noyau détonateur des manifestations était composé « *d'inspecteurs de police, de boys scouts, de messengers boys, de congréganistes*[7] ».

Une lettre qu'un écolier adressa à *Népszava* témoigne de la surveillance la plus étroite, à la suite d'une manifestation à Tatabánya contre la militarisation des mines, où les enfants avaient accompagné leur pères : « *Au cours de religion du 24, quand le père János Berta entra* [dans la classe], *la première chose qu'il fit, c'était d'interroger chacun de mes camarades pour savoir qui était présent à la manifestation.* » À son appel, plusieurs élèves se présentèrent et furent sévèrement

6 VÁSÁRHELY A VILÁGHÁBORÚBAN (1914-1918). www.sulinet.hu/.../hodmezovasarhely/hodmezovasarh...

7 Ember Lajos levelei a háborúról és a háborúból. [Lettres de Lajos Ember de la guerre et dans la guerre], Bp., PIL 686. f. 75. 1-2. elsovh.hu/mert-a...a...es.../ember-lajos/

bastonnés, le curé ajoutant que la lecture du *Népszava* était un crime contre Dieu[8].

J. Galántai, cité plus haut, accorde en effet une grande place à la religion et aux clergés dans le conditionnement idéologique des populations placées devant la perspective du conflit mondial[9]. Il ne s'agissait certes pas d'une spécificité austro-hongroise, mais le poids de ces facteurs était énorme dans une société à prédominance rurale et paysanne étroitement encadrée par les Églises. Et la plus importante, l'Église catholique, était avec l'armée et la bureaucratie un des piliers majeurs du vieil empire des Habsbourg.

En général, le discours clérical prône la résignation, empruntant le traditionnel chemin de la consolation par les promesses du ciel. Très souvent aussi, il partage avec l'État le chauvinisme agressif et la justification politico-juridique de la guerre.

Peu après la déclaration de guerre à la Serbie, le prince-primat János Csernoch déclare devant la Chambre haute du Parlement hongrois que c'est « un droit et un devoir » que de se faire justice puis, dans sa première lettre pastorale, il affirme que « *les buts servis par la guerre sont sacrés et reposent sur le droit et la vérité indiscutable* ». Il a son mot à dire en politique étrangère quand il déclare à l'intention d'un journal allemand : « *Il est d'un grand intérêt pour l'Église catholique tant en Autriche qu'en Hongrie que notre alliance avec l'Allemagne soit forte, durable et intime.* »

L'attitude du haut clergé s'exprime encore par cet appel aux soldats partant pour le front de l'archevêque de Zágráb (Zagreb), reproduit par le journal hongrois *Alkotmány* (Constitution) : « *Soldats ! C'est Dieu qui vous appelle à la guerre, Dieu, la vérité éternelle vous appelle.* »

À l'intention du bas clergé, la revue *Religio* est un des outils qui définissent la conduite à suivre. Dans son numéro de mars 1916, on y affirme que « *la vérité, c'est-à-dire Dieu le tout-puissant et juste, défenseur du droit et de la vérité, est avec nous et non avec nos ennemis* ». Pour justifier la guerre, elle

8 Lettre datée du 27 janvier 1918. *Népszava*, 19 février 1918.

9 J. GALÁNTAI, *op.cit.*, p. 159-162.

développe aussi le thème classique de la punition méritée que Dieu inflige aux hommes.

Pour illustrer la diversité des arguments cléricaux, citons encore l'évêque du diocèse de Székesfehérvár, Ottokár Prohászka, qui voit dans la guerre « *l'effet purificateur d'une pluie de sang*[10] » et qui explique, dans un écrit intitulé *L'Âme de la guerre,* que celle-ci est « *un affrontement inévitable entre races inférieures et supérieures* ». Pour le prince-primat, le danger est à la fois religieux et national : il le dit devant l'assemblée générale de la société Saint-Étienne, soulignant les intérêts qu'ont en commun l'Église catholique et l'État de combattre « *l'invasion de l'esprit oriental* » qui s'opère par le truchement des Églises orthodoxes.

Cette justification de la guerre par la nécessité de lutter contre « l'invasion spirituelle » se retrouve dans un éditorial important de la revue des Jésuites, *A Szív* (Le Cœur) du 14 septembre 1915 : « *Ce sont les idées et les mœurs radicales mécréantes occidentales, ce paganisme moderne, qui s'acharnent contre nous* [qui sommes] *les représentants des intérêts les plus intimes du droit, de la vérité, de la vertu, de l'amour et des cœurs.* » Derrière l'orthodoxe et le mécréant, on reconnaît aisément les deux grandes puissances ennemies que sont la Russie et la France.

Mais il n'y avait pas que les serviteurs de l'Église dominante à se livrer à l'apologie de la guerre et à habituer les esprits à l'acceptation des sacrifices. Que ce soit la *Feuille protestante de Debrecen* (1er août 1914), le *Bulletin de l'Église évangélique* (31 octobre 1914), l'hebdomadaire juif *Égalité* (9 août 1914) ou le *Moniteur unitarien* (septembre 1914), chacun s'engage à sa façon dans cet Armageddon des temps du capitalisme industriel et bancaire, en jurant mordicus d'être l'incarnation du Bien ; chacun à sa façon chauffe les esprits, incite « *au combat sanglant, au règlement de comptes impitoyable, à la guerre sainte* ».

10 VARGA Lajos, *Háború, forradalom, szociáldemokrácia Magyarországon. 1914. julius – 1919. március.* [Guerre, révolution, social-démocratie en Hongrie. Juillet 1914 – mars 1919], Bp, 2014, p. 18.

On ne saurait enfin oublier le rôle des aumôniers militaires qui, de par leur fonction même, sont appelés à encourager les combattants et à maintenir leur ardeur belliqueuse. À cette fin, on a aussi fait imprimer des livres de prières spécifiques destinés aux soldats. Dans celui rédigé par le père Aladár Reviczky en 1914, intitulé *Prières et exhortations à l'intention des soldats pour le temps de la guerre*, il était écrit : « *Si tu es vraiment croyant, tu te battras avec courage... Frères d'armes, en avant ! Si vous perdez votre vie terrestre, vous gagnerez la vie éternelle. Vous ne perdez rien, vous n'avez qu'à gagner. En avant, au nom de Dieu !* »

À l'arrière, les évêques ont appelé les habitants dès la première années du conflit à travailler les dimanches et les jours de fête et, le 24 février 1915, le prince-primat a proposé au ministre de l'Instruction publique d'écourter l'année scolaire. Parmi les différents avantages d'une telle mesure, il considère que les fils de la « *classe intelligente* » pourraient ainsi participer, eux aussi, aux travaux agricoles et exercer « *une influence bénéfique* [en contribuant] *à aplanir les antagonismes sociaux et à faire obstacle devant la propagation des idées socialistes dissolvantes* ».

Justement, c'est un journaliste socialiste qui nous donne un aperçu de la diffusion de la thématique cléricale dans le corps social, à la base en quelque sorte. Ce collaborateur du journal *Népszava* qui se rend, « *dans l'ambiance dévote de l'Ascension* », dans plusieurs églises de Budapest, constate d'abord que dans les programmes des théâtres la guerre a disparu depuis longtemps, mais non pas dans les églises :

> Dans l'église des Lazaristes de la rue de Gát, écrit-il, c'est un vieux monsieur à lunettes qui occupe la chaire. Il parle avec véhémence et, en plus, avec ses deux mains. Il développe le bonheur de la vie céleste devant un grand nombre de femmes, de jeunes filles, d'enfants et quelques soldats malades.
>
> Nous n'avons pas, dit-il, des connaissances mais seulement des soupçons de la vie céleste, du bonheur inexprimable qui y règne. Pour ce bonheur, il vaut la peine de supporter sur terre toute misère, toute pauvreté, douleur et souffrance, la proximité de dieu [minuscule dans le

texte] compensera tout cela là-haut. Les jours du pouvoir terrestre sont comptés, alors que le bonheur céleste dure éternellement.

Dans la pénombre mystique de l'église de l'Adoration perpétuelle, c'est un jeune curé qui console une multitude de femmes : Des millions tombent en ce moment sur les champs de bataille, des centaines de milliers de mères perdent leurs enfants, des centaines de milliers leurs époux, et les enfants leurs pères, mais l'idée béatifiante que là-haut le Christ attend les bras ouverts l'âme des combattants tombés peut consoler chacune des mères.

Le curé de l'église de Ferencváros commente le but de la vie terrestre. [C'est], dit-il, la préparation au bonheur éternel. [...] Le suicide est un péché. Ingérence dans les droits de dieu. [...] Mais... mais... mais, le curé quittant la chaire n'a pas répondu à la question de savoir si éteindre la vie des autres était un péché.

On peut constater, conclut le journaliste, que le clergé accomplit fidèlement ses obligations traditionnelles. Cierges tremblants, visages de femmes tristes. Est-ce que cette masse restera toujours aussi muette ?[11]

Il n'y avait finalement que les Églises orthodoxes à rester plutôt réservées en matière de propagande guerrière, à l'image, dans une certaine mesure, des minorités serbe et roumaine. De fait, l'action du pouvoir politique vis-à-vis du clergé orthodoxe et des minorités nationales correspondantes confirme à la fois l'attitude de réserve de ce clergé et, de façon plus générale, la mainmise sans pareille de la religion et du pouvoir clérical sur les populations de la monarchie, par delà la diversité des confessions. Ces constats s'inscriront de façon dramatique dans les événements de la Bosnie-Herzégovine puis dans les mesures exceptionnelles qui sont décrétées au moment de la mobilisation.

Après l'attentat de Sarajevo, la loi martiale fut instaurée sur le territoire de la Bosnie. Elle prévoyait la peine de mort pour toute une série de cas : lèse-majesté, attentat contre l'armée, trouble à l'ordre public, émeute et insurrection, violence

11 *Népszava*, 16 mai 1915. « A háború a templomban. Mit prédikálnak a papok ? » [La guerre à l'église. Que prêchent les prêtres ?]

publique et assassinat, blessure corporelle grave, vol et incendie, rassemblement tendant à l'insurrection. Cet « *absolutisme militaire* » a libéré « *des pulsions de bête sauvage* », livrant tout un peuple au fanatisme vengeur, à la haine raciale, au délire religieux et nationaliste, écrivait le journal social-démocrate :

> À Sarajevo, les foules de musulmans et de catholiques attaquèrent les maisons des Serbes. Ils broyèrent, coupèrent et brisèrent [leurs] meubles. Ils détruisirent et pillèrent les magasins serbes, abîmèrent les immeubles des écoles et des associations serbes. Ils brisèrent les rédactions des journaux serbes. Avec les mains, avec des bâtons et des pistolets, ils frappèrent, assommèrent et tuèrent des Serbes, hommes et femmes de la même façon. C'est ce qui se passa à Sarajevo et, pendant ce temps, les villes de Mostar, de Trebinje, de Nevesinje étaient en flammes[12].

Tout cela, mené au chant de l'hymne impérial, le *Gott erhalte*, fut toléré avec « *un calme et un cynisme stupéfiant* » par le gouverneur ; ni la police ni la gendarmerie ni l'armée n'intervinrent pour protéger la population serbe (environ 35 000 à Sarajevo), alors que toutes les personnes proches et lointaines des auteurs de l'attentat et quelque 300 Serbes « suspects » étaient déjà arrêtés et emprisonnés.

Pour la police, le déchaînement de la foule s'expliquait par le fait que les Serbes avaient manifesté leur satisfaction après l'attentat. Mais la plupart des Serbes arrêtés ont dû être relâchés, sauf 35, dont cinq prêtres orthodoxes qui avaient tiré des coups de pistolet sur la foule.

Les jours suivants, les manifestations contre les Serbes de la Bosnie et contre la Serbie se succédèrent également dans les deux capitales de la monarchie, la presse bourgeoise apportant à grand bruit son concours à l'hystérie collective. *« Les journées qui ont suivi l'attentat constituent l'époque la plus repoussante de la presse autrichienne et hongroise,* écrivait le *Népszava*. *Les furies de la haine des nationalités, du chauvinisme à l'écume de sang, de la loyauté la plus servile,*

12 *Népszava*, 1er juillet 1914. « Statárium, népöldöklés, háború ». [Loi martiale, massacre de peuple, guerre] et 2 juillet 1914. « Bosznia rémnapjai ». [Journées d'horreur en Bosnie].

de l'incitation à la guerre, hurlent de toutes les pages de l'opinion publique bourgeoise de la monarchie.[13] *»*

Vers le 10 juillet, les violences antiserbes se propagèrent en Dalmatie, là aussi sous les yeux complaisants des autorités. À Berlin, des perquisitions massives eurent lieu aux domiciles des étudiants serbes, sous le prétexte fallacieux qu'ils préparaient un attentat contre l'empereur Guillaume II. Le 20 juillet, en rapport avec les pogroms de Dalmatie, la rumeur se répandit à Cattaro (Kotor) que les paysans serbes des environs se préparaient à attaquer la ville pour se venger sur les catholiques. La fausse nouvelle provoqua un véritable état de siège dans la ville et les villages serbes des environs.

Plus grave encore fut la falsification d'une interview que le Premier ministre de la Serbie, Nicolas Pachitch, avait donnée au journal allemand *Leipziger Neueste Nachrichten. « Ce journal allemand sauvagement chauvin souffle sans arrêt la trompette de la guerre, comme toute la presse autrichienne chrétienne-sociale, et pousse l'Autriche-Hongrie à saisir l'épée pour écraser la Serbie »*, commentait encore le journal ouvrier[14]. Il se révéla en effet que les déclarations attribuées à Pachitch avaient été déformées et falsifiées, dans le but manifeste d'envenimer encore plus les rapports entre la Serbie et la monarchie. Aussi bien, « la presse impérialiste austro-hongroise » ne manqua pas d'exploiter l'affaire pour exiger « sur un ton écumant de fureur » la guerre contre la Serbie.

Mais l'impact du conditionnement idéologique dans le tissu social semble plutôt superficiel : il fallait le relancer, l'entretenir, trouver des moyens nouveaux. En matière de haine nationale par exemple, dès le mois de septembre 1914, certains journaux hongrois sont scandalisés du fait que les prisonniers de guerre serbes et russes soient trop bien accueillis et traités par les habitants en Hongrie et en Bavière. Sur le front de l'est, les fraternisations ont révélé qu'il n'y avait pas

13 *Népszava*, 9 juillet 1914. Édito. « Minden elnyomás ellen ». [Contre toute oppression] et 5 juillet 1914. « Múmiák abszolutizmusa ». [Absolutisme des momies].

14 *Népszava*, 21 juillet 1914. « Szerbia és Ausztria-Magyarország. [La Serbie et l'Autriche-Hongrie].

d'inimitié antérieure entre les peuples. De façon plus générale, la propagande belliqueuse se heurte au sentiment populaire, après une brève période d'hystérie collective, puisque, systématiquement, à la moindre rumeur sur l'avènement de la paix, il se manifeste un sursaut d'espoir.

Sur le moment, la loi martiale en Bosnie et les violences contre les Serbes ont donné un avant-goût de ce que seront les mesures appliquées en temps de guerre et les conditions ainsi générées.

Dans la partie autrichienne de la monarchie, les pouvoirs exceptionnels avaient en quelque sorte une tradition. Dès 1869, une loi autorisait le gouvernement à suspendre, *« en cas de guerre ou de troubles intérieurs »,* les droits politiques institués en 1867. En 1873, de nouvelles mesures étaient venues compléter ce document, dont celle de la *Militärassistenz,* relative à l'utilisation interne de l'armée en Autriche. En raison de la dégradation des rapports avec la Serbie, lois et règlements se succédèrent (1906, 1909, 1912, 1913) pour préciser les textes qui entreraient en vigueur en Autriche, en cas de guerre. Pour l'essentiel, une partie des fonctions civiles serait transférée à une administration militaire. En décembre 1917, le député socialiste Glöckel en dénoncera l'incompétence frisant l'absurdité[15].

De son côté, le gouvernement hongrois craignait l'extension du pouvoir militaire autrichien en Hongrie et, au terme d'une longue série d'arguments échangés entre Budapest et Vienne, il fut admis qu'en Hongrie les pouvoirs exceptionnels seraient exercés par les autorités civiles.

Contrairement au Reichsrat autrichien qui ne siégeait plus depuis le printemps 1914, le Parlement hongrois s'est réuni au lendemain de l'ultimatum[16], puis quatre mois après la déclaration de guerre, le 25 novembre. Sur un ton jubilatoire, le

15 *Népszava*, 14 décembre 1917. « A militarizmus bűnei ». [Les crimes du militarisme].

16 *Népszava*, 25 juillet 1914. « Egyhangúlag a háború mellett. A magyar Képviselőház szégyenülése ». [Pour la guerre à l'unanimité. La séance de honte de la Chambre des représentants hongroise].

Premier ministre István Tisza a salué la guerre qui avait fait taire les querelles de partis et la lutte des classes, et relégué au second plan le problème des nationalités. Au nom de *« l'unité et de l'amour mutuel »*, chacun des chefs de l'opposition parlementaire (Gyula Andrássy junior pour le Parti de la Constitution, Mihály Károlyi pour le Parti de l'indépendance et de 48, Sándor Simonyi-Semadam pour le Parti populaire catholique et István Nagyatádi Szabó pour les Petits propriétaires) souhaitaient en effet que toutes les forces morales et matérielles soient réunies pour gagner la guerre.

L'Assemblée vote à l'unanimité la remise à jour de l'article de loi LXIII de 1912 qui est et sera à la base des différents décrets qui viendront mettre l'arrière au service de l'armée et réprimer les forces sociales ou les personnes opposées à la guerre. Dans le même temps, la propagande officielle ou non se déchaîne pour entretenir la tension des esprits échauffés, ceux des combattants et de l'arrière. Journaux, cartes postales, affiches en sont les moyens les plus répandus chez tous les belligérants.

> Les campagnes de propagande exaltent sans relâche l'héroïsme des combattants tendus vers la victoire. Elles font aussi appel au souvenir des gloires autrichiennes comme Andreas Hofer, le paysan tyrolien qui mena en 1809 la lutte contre les troupes napoléoniennes. Une autre fois, c'est saint Georges qui, monté sur un superbe destrier blanc, affronte dragons et démons. Autre leitmotiv de ces années, la célébration de la fraternité d'armes unissant l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. D'innombrables cartes postales montrent François-Joseph et Guillaume II côte à côte, tandis qu'on peut voir sur des affiches deux soldats austro-hongrois et allemand illustrant l'indéfectible alliance des deux monarchies[17].

D'une manière générale, le pouvoir exécutif reste prédominant pendant le conflit, le gouvernement doit seulement annoncer ses décisions à l'Assemblée nationale et les rendre publiques au *Journal officiel*. Cette prédominance se traduit notamment par la multiplication des séances ministérielles

17 BLED Jean-Paul, *L'agonie d'une monarchie. Autriche-Hongrie 1914-1920*, Paris, 2014, p. 170-171.

et des conseils de ministres[18]. Jusqu'à la chute de Tisza en juin 1917, il y a un conseil toutes les deux ou trois semaines puis, sous le gouvernement Wekerle, une réunion chaque semaine. On a compté 18 séances en 1914 (à partir du 9 juillet), 23 en 1915, 19 en 1916, 46 en 1917 et 35 en 1918 (jusqu'au 31 octobre). Le nombre des affaires traitées en une séance atteignait ou dépassait la centaine. L'hypertrophie de l'exécutif se traduit aussi par la création d'un grand nombre de ministres sans portefeuille et, pour appliquer ses décrets, le pouvoir a institué des commissaires de gouvernement. Leur action se déploie surtout dans les provinces à fortes minorités nationales : dans le sud de la Hongrie, en Subcarpathie et en Transylvanie. Les commissaires ont à leur disposition la gendarmerie, la police, les douaniers et les gardes-frontières, y compris pour des tâches qui habituellement ne relevaient pas de leurs compétences.

Dès le 26 juillet, à l'heure de la mobilisation partielle, les mesures exceptionnelles furent appliquées dans les régions sensibles de la Hongrie puis, le 31, étendues sur l'ensemble du territoire. Parmi les plus significatives figuraient le contrôle des moyens de communications (poste, télégraphe, téléphone), l'interdiction des réunions et des manifestations à caractère politique, la censure préalable ou non, la limitation ou la suspension des associations, l'annulation des arrêtés pris par les communes et les départements ; le gouvernement pouvait instituer des cours martiales et pouvait modifier le Code pénal, ce qui lui permettait de faire condamner les organisateurs des grèves et les grévistes (jusqu'à 5 et 3 ans de prison respectivement, et des amendes très lourdes).

D'autres mesures vinrent compléter cette liste par la suite, comme les internements, la délivrance des passeports ou encore la limitation des voyages à l'intérieur du pays et des changements de domicile. Des dispositions spécifiques ont également affecté la vie économique et sociale, dont il sera question plus loin.

Les pouvoirs exceptionnels se sont traduits par un régime de terreur dans les départements peuplés majoritairement de

18 IVÁNYI Emma, PVCM, Introduction, p. 31.

Serbes et d'Ukrainiens (Hongrie méridionale, Croatie-Slavonie, Galicie, Subcarpathie), devenues avec la guerre zones militaires où s'exerçaient à la fois l'administration militaire de type autrichien et les pouvoirs exceptionnels du gouvernement hongrois. Le code en usage dans la gendarmerie définissait l'espionnage de façon si large que chaque habitant de ces zones pouvait être considéré comme espion. Les arrestations prenaient de telles proportions que le 2 août 1914 le ministre de l'Intérieur dut modifier son instruction précédente, en ce sens qu'il fallait désormais distinguer entre cas « avérés » et cas « suspects » ; ces derniers devaient être « seulement » dénoncés aux autorités. Les internements aussi devenaient massifs et souvent on retenait même les non-suspects comme otages.

L'application simultanée des régimes hongrois et autrichien a donné lieu à des frictions comme le montrent plusieurs lettres de Tisza adressées aux plus hautes autorités de Vienne. À propos des excès commis à Zágráb (Zagreb), il écrit le 14 août 1914 au comte Berchtold, ministre commun des Affaires étrangères :

> En effet, la fureur d'arrêter de notre police secrète, que j'ai réussi à maintenir en Hongrie dans les limites nécessaires, se livre à des orgies en Croatie et en Slavonie. Les gens les plus respectables sont dénoncés, on arrête des fonctionnaires braves et méritoires, bref, on pratique un gouvernement militaire annexe, créant ainsi une situation tout à fait insupportable. […]
>
> C'est seulement hier que j'ai eu connaissance de tout cela et je me suis adressé aussitôt à l'archiduc Friedrich, espérant un remède rapide et radical. Dans le cas contraire, je devrais me tourner vers Sa Majesté car, tant que je serai le responsable pour le gouvernement des pays de la Sainte-Couronne, je ne tolérerai pas que les intérêts les plus importants du pays soient livrés au dilettantisme irresponsable des cercles militaires tout à fait incompétents[19].

Alors que le ban (une sorte de vice-roi) de Croatie menace de démissionner en signe de protestation, le *Militärkommando*

19 INKT, n° 9/A, p. 48.

de Zágráb accuse les autorités civiles de mieux protéger la population hostile que les éléments loyaux. Le commandant affirme que les Serbes hostiles détériorent les lignes téléphoniques et les voies ferrées, incendient les maisons des loyalistes, et que les popes affichent *« devant tout le monde »* les *« lettres du nom du roi ennemi »* sur les clochers des églises. Il demande l'occupation militaire des 14 monastères de la Fruška Gora (montagne des Francs) ainsi que la suppression de l'école normale et de toutes les écoles serbes autonomes car, dit-il, tous ces établissements sont des foyers de propagande[20].

Pourtant, au seuil de la guerre, Tisza s'est adressé par une circulaire à tous les évêques serbes de Hongrie pour leur rappeler *« le poids exceptionnel de l'Église, dont la mission est de conduire le troupeau qui lui est confié sur le chemin de la concorde, de l'amour, de la fidélité et de l'obéissance »,* mission qui importe *« deux fois plus pour l'Église serbe »* ; il a rappelé les bienfaits matériels, culturels et moraux que les Serbes partagent avec les Hongrois depuis deux cents ans, et promet des rétorsions sévères contre les auteurs des attentats et autres perturbateurs.

En août, lorsque l'évêque orthodoxe Zmejanovich de Versec (Vršac) transmet une liste de plus trente prêtres emprisonnés demandant leur mise en liberté sur-le-champ, Tisza leur reproche leur appartenance à l'organisation nationaliste Narodna Odbrana (Défense du peuple), mettant ce fait en rapport avec « les innombrables attentats commis contre nos soldats » dans les provinces méridionales de la monarchie[21].

L'influence et l'autorité du clergé orthodoxe paraissent aussi déterminantes en Transylvanie car, très visiblement, ce n'est pas sur son commissaire que s'appuie le gouvernement quand il cherche à soustraire la minorité roumaine aux *« contre-vérités et moqueries de la presse roumaine* [de Roumanie] *à la solde des Russes »*. Les correspondances échangées entre Tisza

20 INKT, n° 9/H, p. 60-62. Lettre adressée au baron Iván Skerlecz signée par le général de division Eugène Scheure, 26 septembre 1914.

21 INKT, n° 2/B, juillet 1914, p. 14-15 et n° 11/A-B, 19 et 23 août 1914, p. 69-70.

et l'évêque orthodoxe de Szamosújvár (Gherla) montrent par ailleurs que l'enjeu est de taille, puisque le gouvernement de Budapest voudrait s'appuyer sur « la fidélité, l'attachement, l'esprit de sacrifice et l'élan guerrier » des Roumains de Hongrie pour inciter l'État roumain à « rejoindre activement » la Triple-Alliance. L'évêque souhaiterait toutefois que la presse hongroise ne se contente pas de glorifier l'héroïsme des Magyars mais aussi « l'esprit de sacrifice de tous les peuples qui constituent l'armée » de l'Autriche-Hongrie[22].

Mais, dans la mesure où l'alliance bulgare se confirme, Tisza éprouve de moins en moins le besoin de courtiser la minorité roumaine et son clergé. Au contraire, son gouvernement accélère les travaux de fortification en Transylvanie, et les officiers roumains des troupes austro-hongroises de cette province sont déplacés vers d'autres régions. À l'automne 1915, commencent les surveillances policières et les préparatifs d'internements massifs, ainsi que les poursuite judiciaires contre les leaders du Parti national roumain, comme le poète (antisémite et futur admirateur de Hitler) Octavian Goga. Des poursuites sont aussi engagées contre les déserteurs réfugiés en Roumanie.

Dans une lettre adressée à Oszkár Jászi, l'homme politique roumain János Lupas décrit ainsi les conditions de son internement :

> C'est au terme d'un voyage de huit jours – deux jours et trois nuits en wagon ouvert sous une pluie froide, puis entassé en voiture fermée – que je suis arrivé complètement épuisé à Ruszt, à côté du lac de Fertő [...] où je suis interné.
>
> Le 28 août, on m'a arraché de ma famille bien-aimée, des bras de ma femme, de ma mère veuve et de mes trois enfants mineurs, et voici depuis trois semaines que je n'ai aucune nouvelle de ma famille. Ainsi, les jours s'écoulent difficilement, au milieu de terribles tourments. Ma situation matérielle aussi est très difficile. Ce malheur nous a frappés de façon tout à fait inattendue. […] Les gendarmes ne nous ont pas laissé le temps de nous préparer

22 INKT, n° 15/A-B-C-D, 26 août, 2 et 3 septembre 1914, p. 86-89.

> à ce voyage incertain. Je n'ai pu emporter d'argent ni de vêtements [...] ici, sur les rives désertes du lac de Fertő, les vents d'automne commencent à siffler leurs tristes chants avant l'arrivée des journées d'hiver glaciales, mon dieu, qu'allons-nous devenir[23] ?

Ces mesures drastiques furent précédées dès juillet 1915 par une démarche de Tisza imposant aux journaux roumains de Transylvanie de publier une déclaration de soutien au gouvernement hongrois de la part des chefs politiques roumains de cette province.

On aborde là la question de la presse pendant la guerre, qui constitue une sorte de carrefour des mesures d'exception : « *Nous rencontrons pratiquement dans tous les procès-verbaux une mesure qui s'y rapporte* », note l'archiviste Emma Iványi au sujet du sort des journaux étrangers et autochtones discuté en Conseil des ministres[24].

L'enjeu en est de toute évidence l'opinion publique, comme le montre d'emblée cette séance ministérielle où la question de la distribution du charbon donne lieu à un débat général sur l'activité de la commission de censure.

Selon le ministre du Commerce, la présentation par les journaux de cette affaire de combustible, au lieu de réconforter l'opinion publique, alimente les inquiétudes. Le ministre sans portefeuille Vilmos Vázsonyi propose des mesures sévères, et notamment le retrait du droit de colportage des journaux qui cherchent à créer des discordes. Son collègue de la Justice le rassure en expliquant que la censure préalable a déjà été renforcée par « *un décret confidentiel* » pour tout ce qui concerne l'organisation du ravitaillement et des services publics en général ; le décret a été étendu ensuite à tous les articles de presse où il est question des perspectives de la paix et des relations « avec nos alliés et avec l'Autriche ».

Il a donné des instructions, ajoute-t-il, aux membres de la commission aux termes desquelles aucun article ou information ne peut être rendu public qui alimenterait les inquiétudes et la morosité, et qui pourrait « *donner le sentiment chez le*

23 INKT, n° 40, 15 septembre 1916, p. 300

24 PVCM, p. 84, note 1.

lecteur ordinaire que, pour obtenir une meilleure situation, il faut ou l'on peut recourir à des moyens "terroristiques" ou violents[25] *».*

Comme pour toutes les mesures édictées en vue de la guerre, la base juridique des restrictions apportées à la presse était la loi citée plus haut de 1912. Le décret d'application envoyé aux autorités le jour de la déclaration de guerre prévoyait d'interdire toute publication journalistique qui comporterait des renseignements sur divers aspects militaires des « deux États » de la monarchie austro-hongroise : importance, localisation et mouvements des forces armées, état des fortifications, quantité des armes et des équipements militaires, stockages, quantité et qualité des produits alimentaires[26].

La censure pendant la guerre n'était pas une spécificité austro-hongroise. Tous les États belligérants ont soumis la presse politique à leur volonté, « aux intérêts de la direction militaire », selon la formule consacrée. Ainsi, de toutes les questions jugées sensibles, seules les instances officielles pouvaient fournir des informations.

En Autriche-Hongrie, la collecte de celles-ci était la tâche du bureau de la presse militaire (*Kriegspressequartier*), dépendant du commandement supérieur de l'armée commune (*Armeeoberkommando*), mais situé à l'écart afin d'éviter tout contact éventuel avec les journalistes, auxquels il était d'ailleurs interdit de pénétrer dans les lignes de front.

Pour la censure militaire, il fut créé au début de la guerre, auprès du ministère commun de la Défense, un bureau de surveillance militaire (*Kriegsüberwachtungsamt* – KÜA)

25 PVCM, 13 décembre 1917, n° 257, p. 367.

26 Nous nous appuyons pour ces questions principalement sur les études de MÚCSI Ferenc, « Sajtó, cenzúra Magyarországon az első világháború idején ». [Presse, censure en Hongrie pendant la Première Guerre mondiale]. *Történelmi Szemle*. [Revue Historique], 1984/1-2, p. 192-202. www. tti.hu/.../912-tortenelmi-szemle-1984-1-2.html et CORNWALL Mark, « News, Rumour and the Control of Information in Austria-Hungary, 1914–1918 ». [Nouvelles, rumeurs et censure en Autriche-Hongrie, 1914-1918], *History* n° 249, 1992, p. 50-64. www.c3.hu/~klio/klio941/klio125.htm

qui avait sous son contrôle les renseignements politiques et militaires sur le territoire de la monarchie, à l'exception de la Hongrie.

Ici, un organisme semblable nouvellement créé, la Section (ou sous-commission) de la presse de la commission de surveillance militaire (CSM), était en relation avec le KÜA par l'intermédiaire d'officiers de liaison, assurant une coopération étroite. La CSM comprenait des experts de l'armée et des représentants des différents ministères ; en 1915-1916, le nombre de ces derniers s'élevait à 26.

Le KÜA contrôlait les journaux avec une grande sévérité, surtout ceux des Slaves du Sud, des Polonais et des Ruthènes ; vis-à-vis des Serbes, l'usage même de l'écriture cyrillique fut interdit. Dans les régions italophones, pratiquement tous les journaux furent supprimés après mai 1915, et les clubs irrédentistes dissous.

En territoire tchèque, la censure militaire sévissait moins fort, le pays se trouvant éloigné des fronts. Les feuilles qui reproduisaient les communiqués officiels laissaient en blanc la place des articles censurés, ce qui donna lieu au slogan : « *Ce qui est en blanc est vrai, ce qui est en noir est mensonge.* ». Après le passage de tout un régiment tchèque du côté des Russes, la presse fut étranglée. Cependant, les soldats blessés, les réfugiés juifs de Galicie, les déserteurs et la propagande russe constituaient autant de sources d'informations et de rumeurs. En 1915, sept hommes furent condamnés à mort pour avoir diffusé les appels de l'ennemi. Par ailleurs, le besoin d'être renseigné donna naissance à un mouvement illégal, la Mafia, dont les membres diffusaient des articles pris de journaux étrangers et reproduits dans la feuille *Hlasatel* (Messager) qu'ils confectionnaient dans la clandestinité.

Après la mort de François-Joseph et l'assassinat du Premier ministre autrichien Stürgkh à l'automne 1916, puis le départ de Tisza en mai 1917, un changement sensible intervient dans la diffusion des nouvelles. Charles, le nouvel empereur, cherche la voie de la paix, ce qui se traduit dans le domaine de la censure par une moins grande rigueur. Le Reichsrat réuni en mai 1917 mène une offensive efficace contre l'institution du KÜA, qui doit changer de nom et qui finit par être

soustrait au commandement militaire. À partir d'octobre, il devra fonctionner selon les lois pénales d'avant-guerre.

Mais, pour l'ensemble de la monarchie, la censure continue à produire des situations imprévisibles : ce qui est permis par exemple aux journaux de langue allemande ou aux Croates, peut être interdit aux Slovènes et aux Tchèques. En réalité, il n'y a jamais eu de censure unifiée entre les deux États. Souvent, les décrets n'étaient pas interprétés de la même façon dans les deux parties de la monarchie et les frictions ne manquaient pas sur ce terrain non plus entre Budapest et Vienne.

En Hongrie surtout, elle fonctionnait dès le début à géométrie variable, le gouvernement pratiquant la méthode de la carotte et du bâton.

Un exemple caractéristique en est donné par un article que le *Népszava* publie le 22 juillet 1914, donc avant la déclaration de guerre. Cet article intitulé « Le souffle semi-officiel de l'histoire » (cité plus loin), qui dénonçait le militarisme des cercles dirigeants de la monarchie, provoqua la fureur du baron Alexander Krobatin, ministre commun de la Défense. Le 3 août, une note s'ensuivit, exigeant de Tisza « *que nous mettions fin, à temps et avec détermination, aux agissements criminels du journal intitulé* Népszava ». Dans sa réponse du 5 août, le Premier ministre hongrois écrivit à Krobatin :

> J'ai utilisé cet article paru avant la publication des mesures exceptionnelles pour avertir le journal avec la plus grande sévérité que, s'il ne change pas de ton, je l'interdirai dès que le gouvernement disposera des moyens appropriés. Cet avertissement a produit ses effets [car], dans ces derniers temps, le *Népszava* publie des articles patriotiques et loyaux, ce qui naturellement est plus avantageux à tous égards que l'interdiction du journal, car le monde ouvrier social-démocrate est [ainsi] influencé favorablement par sa propre presse[27].

Ernő Garami, rédacteur en chef du *Népszava* et chef du PSDH (Parti social-démocrate de Hongrie), fut en effet convoqué et dut apporter sous la menace le « soutien » d'une

27 MMTVD, vol. 4/B, n° 2, p. 14.

centaine de milliers de travailleurs organisés à la politique militaire de la monarchie.

Un cas semblable fut celui de l'*Arbeiter Zeitung* (Gazette ouvrière) de Vienne, dont l'acheminement fut interdit par le ministre du Commerce tant que son orientation s'opposait (depuis 1913) « *aux intérêts officiellement défendus par la monarchie* », puis autorisé quand le journal n'y était plus défavorable[28].

Dans le même ordre d'idées, les différents ministères participèrent chacun à sa manière, à la domestication de la presse : celui du Commerce ordonna l'acheminement gratuit des journaux pour la durée de la guerre ; l'Intérieur leva l'interdit des ventes dans la rue ; la Défense dispensa la plupart des journalistes du service militaire, en les affectant comme correspondants de guerre.

Les renseignements obtenus par les rédactions hongroises en dehors de la voie officielle de l'armée étaient présentés à la CSM avant leur publication, en sorte qu'ils ne risquaient pas d'être censurés. Parmi les nombreux sujets proscrits à cet échelon figuraient les défaites, les faillites bancaires, les dégâts causés par l'ennemi ; les récits des blessés de guerre devaient être épurés, quand il y était question notamment de la description des combats ou des noms des unités et des officiers. Décrire la réalité des fronts était extrêmement dangereux pour les autorités, dans la mesure où ces faits neutralisaient l'enthousiasme belliqueux des journaux et, dans le même temps, elles nuisaient à la crédibilité des informations officielles.

Le mensonge du silence était nécessaire pour éviter tout ce qui pouvait susciter l'énervement ou la peur de la population, alors que l'Association des journalistes hongrois adopta dès le 22 février 1915 une résolution contre les abus de la censure.

En tout cas, dans les deux premières années de la guerre, la presse fut florissante. Le tirage du journal hongrois *Est* (Le Soir) atteignit parfois les 400 000 exemplaires et le *Népszava* paraissait deux fois par jour, tant le public était affamé de nouvelles, surtout quand elles étaient sensationnelles. Puis

28 PVCM, 19 août 1917, n° 186, p. 278.

les défaites, les pertes humaines stupéfiantes, l'arrivée de la masse des mutilés firent dissiper « *le brouillard de la psychose de guerre collective* ». En outre, à partir de 1916, des mesures de restriction frappent le papier de journal et l'hostilité croissante à la guerre qui cherche son expression dans la presse rend la censure plus drastique. Ainsi, dans le *Népszava*, les espaces blancs se multiplient, pouvant couvrir des pages entières.

C'est que, sur le front de l'intérieur, les difficultés et les abus à dénoncer sont innombrables : fraudes, agiotage, cherté, émeutes de la faim, etc., et la propagation des nouvelles est plus que jamais redoutée.

Cette peur des autorités du danger révolutionnaire prend des formes très explicites. Au moment de l'émeute de la faim du 9 juin 1915 à Csepel, la commission de censure ordonne aux rédactions de ne pas en dire un mot. On relève la même consigne, sous forme de circulaire, au sujet de la loi martiale décrétée contre les mineurs insurgés de Petrozsény en juin 1916[29].

En mars 1918, lors des grands mouvements de grève du centre industriel de Csepel, quartier de Budapest, non seulement le pouvoir mobilise une force armée de 15 000 hommes, mais aussi des mesures de censure sont prises afin qu'aucune communication ne puisse paraître dans la presse sur les mouvements des ouvriers ; et, pour que le mouvement ne puisse s'étendre en province, le télégraphe est mis sous surveillance ainsi que les conversations téléphoniques interurbaines ; l'envoi de tout télégramme suspect doit être suspendu et les discussions suspectes interrompues[30].

Les journaux ne doivent pas écrire non plus sur les conditions de vie des prisonniers de guerre des deux camps, ni sur les frictions existant dans les relations austro-hongroises, ni sur l'attitude des minorités nationales, ou encore sur la situation politique de la monarchie sur la scène internationale.

Les solutions adoptées ici et là par les rédactions pour remplacer les « fenêtres » (c'est-à-dire les espaces vides) dans

29 MMTVD, vol. 4/B, n° 84, p. 163.

30 PVCM, 7 mars 1918, n° 292, p. 413-414.

leurs journaux et le contournement de la censure assez souvent réussi renforcent la hargne de la direction militaire. Cela d'autant plus que les nouvelles de la Révolution russe de février 1917 « ont véritablement rompu les digues » de la censure militaire. En témoigne la démarche du ministre hongrois de la Défense, Sándor Szurmay, qui transmet à l'automne 1917 au nouveau Premier ministre Wekerle une sorte de « liste noire » confectionnée avec des articles incriminés de plusieurs journaux (*Pesti Hirlap, Magyarország, Az Est, Neues Pester Journal*), afin qu'il fasse prévaloir les critères de la direction de l'armée. Szurmay demande par là même que des experts militaires mieux formés soient affectés à la commission, qui sachent filtrer les écrits que les civils ont laissé passer. Il est signalé par ailleurs qu'il a dû relever de ses fonctions un officier qui avait laissé paraître dans le *Népszava* un article intitulé « Trotsky sur le prolétariat et l'armée »...

De façon générale, est soumis à la censure préalable tout ce qui se rapporte à la révolution bolchevique, y compris les négociations de paix, où seuls les communiqués officiels sont admis. Durant l'été 1918, à l'heure du retour massif des prisonniers de guerre de Russie, un refus catégorique doit être opposé à la publication de tout écrit qui laisserait entendre « que nos prisonniers de guerre étaient les seuls et les plus forts soutiens des bolcheviks dans la Russie révolutionnaire ».

Mais la résistance de la presse devient plus tenace. En mars 1918, le ministre de la Justice trouve inadmissible, au sujet du *Pesti Napló, « que la censure se heurte à tout bout de champ à des difficultés »*. Il se trouve que ce journal transforme ses textes, après les avoir présentés à la commission, en articles antimilitaristes, en y « important en fraude » des éléments nouveaux, que « la censure n'aurait autorisés en aucun cas ». Le quotidien libéral incriminé a notamment *« glorifié comme déserteur un écrivain hongrois qui avait séjourné pendant longtemps à Paris*[31] ».

Avec la multiplication des grèves insurrectionnelles et des mutineries, les informations sont véritablement cadenassées et les décrets qui sont censés garantir le secret sont si

31 PVCM, 27 mars 1918, n° 303, p. 427-428.

nombreux que depuis l'été 1918 la commission doit en fournir des listes récapitulatives.

Or l'Association des journalistes de Budapest déclare par la voix de ses délégués réunis le 24 octobre 1918 ne plus reconnaître l'institution de la censure. Le lendemain, le syndicat des éditeurs de journaux décide de son côté de ne plus présenter ses matériaux à la commission. Celle-ci continue cependant à émettre ses interdits, alors qu'il n'y a plus personne pour les appliquer. Le 30 octobre en effet, la révolution vient balayer l'ensemble des mesures exceptionnelles et aussi le régime qui les a édictées.

3. Social-démocratie et pacifismes[32]

Il est significatif que la II^e^ Internationale (fondée Paris en 1889) soit contemporaine du tournant impérialiste du capitalisme et que chacun de ses congrès successifs (Bruxelles, 1891 ; Zurich, 1893 ; Londres, 1896 ; Paris, 1900 ; Stuttgart, 1907 ; Copenhague, 1910 ; Bâle, 1912) se soit occupé, entre autres, de la question du militarisme. Les trois derniers surtout assignèrent comme tâche au prolétariat et à ses représentants de tout faire pour empêcher la guerre. Et si le conflit éclatait, ils devaient œuvrer pour en finir au plus vite et éveiller par tous les moyens la conscience des peuples, afin qu'ils profitent de la crise économique et politique engendrée par la guerre pour accélérer la fin de la domination du capital.

En ce qui concerne la monarchie austro-hongroise, le congrès de Bâle définissait ainsi la conduite à suivre :

> Le devoir des sociaux-démocrates d'Autriche-Hongrie, de Croatie-Slavonie, de Bosnie et d'Herzégovine est de poursuivre de toutes leurs forces une action efficace afin d'éviter que la monarchie austro-hongroise attaque la Serbie. Comme jusqu'ici, leur devoir est de s'opposer dans l'avenir aussi au projet qui veut déposséder la Serbie par la force des armes des résultats de la guerre [balkanique de 1912] pour en faire une colonie de l'Autriche et, de ce fait, en vue d'intérêts dynastiques, entraîner les peuples d'Autriche-Hongrie, et en même temps toutes les nations de l'Europe, dans le plus grand danger[33].

Dans les jours qui suivirent l'attentat de Sarajevo, tous les partis ouvriers de la monarchie condamnèrent l'hystérie belliqueuse, tout en rejetant l'acte terroriste individuel. Le *Népszava* écrivait :

---

32 Sources de référence : *Népszava*, 1914-1918. L. VARGA, *op.cit.* JEMNITZ János, *A nemzetközi munkásmozgalom az első világháború éveiben 1914-1917.* [Le mouvement ouvrier international pendant la Première Guerre mondiale 1914-1917], Bp., 1975.

33 *Népszava*, 27 novembre 1912.

> C'est l'impérialisme austro-hongrois qui provoqua l'attentat de Sarajevo. C'est avec l'occupation de la Bosnie que commença la politique impérialiste dont la dernière étape, pour le moment, est l'assassinat de l'héritier du trône François-Ferdinand. [Il] était le combattant de premier plan de l'impérialisme austro-hongrois et c'est l'impérialisme que voulait condamner en lui la balle de pistolet de l'assassin. [...] C'est une réponse à l'oppression nationale qui pèse d'un poids terrible sur les Serbes de la Hongrie méridionale, de la Croatie, de la Bosnie et de l'Autriche[34].

Le journal continue alors à condamner l'incitation à la guerre, les pogroms contre les Serbes de Bosnie et la loi martiale, et proteste *« contre toutes sortes d'aventures militaires[35] »*.

Pendant le mois qui sépare l'attentat de la déclaration de guerre, seul le Parti social-démocrate (PSDH) représente en Hongrie l'opposition à la guerre. Pour Tisza, le parti s'est coupé de la nation. Car, après plusieurs semaines consacrées au combat pour le droit de vote, et *« assoupi dans l'inaction des partis frères », Népszava* reprend la publication d'articles courageux, promettant la grève générale du prolétariat *« si les puissants de l'Autriche-Hongrie* [...] *libèrent contre lui les furies de la guerre ».*

Se réclamant de la solidarité internationale de la classe ouvrière, l'éditorial du 23 juillet conclut : *« Nous ne devons pas permettre que la fièvre guerrière entraîne les masses travailleuses. Nous devons proclamer ouvertement et avec courage : le peuple travailleur de Hongrie ne veut pas, ne tolère pas l'effusion du sang[36]. »*

Dans l'attente de la réponse à l'ultimatum, un important éditorial du 25 juillet, intitulé « Nous ne voulons pas la

34 *Népszava*, 30 juin 1914. « Népjogok vagy bombák útján ». [Par les bombes ou par les droits du peuple].

35 *Népszava*, 1er juillet 1914. « Statárium, népöldöklés, háború ». [Loi martiale, massacre des peuples, guerre] et 2 juillet. « A feketesárga bolondokháza ». [La maison noire-jaune des fous].

36 *Népszava*, 22 juillet 1914. « A történelem félhivatalos lehellete ». [Le souffle semi-officiel de l'histoire] et 23 juillet. « A háború réme kisért ». [L'horreur de la guerre hante].

guerre », dénonce encore le « Parlement de classe » réuni le même jour, et la presse bourgeoise dont pas un seul organe ne s'est élevé contre le conflit qui s'annonce. Ce qui n'était pas tout à fait exact, car le journal de l'aile gauche de l'opposition libérale, *Magyarország*, « exprimait ses doutes » sur l'orientation proallemande du pouvoir ; de même, la feuille radicale *Világ* (Monde) d'Oszkár Jászi, qui représentait l'intelligentsia urbaine, « *s'opposa vivement aux passions guerrières grandissantes, bien que certains radicaux aient rejoint le camp nationaliste, sans même attendre la déclaration de guerre* ». Et au moment crucial ils acceptèrent, comme le groupe précédent (incarné par le comte Károlyi et Gyula Justh), la « loi suprême de la guerre »[37].

Le dirigeant socialiste József Pogány, auteur de la plupart des articles du *Népszava* portant sur ce sujet, prévenait que non seulement les peuples de la monarchie n'avaient rien à gagner, mais que la guerre mondiale qui se cachait derrière la campagne contre la Serbie pourrait aboutir au renversement des grands empires et de l'ordre social existant. Mais les déclarations courageuses du parti ne se sont à aucun moment traduites par une mobilisation réelle et massive des travailleurs.

En Allemagne et en Autriche, les dirigeants sociaux-démocrates étaient surtout occupés à se demander si les événements n'empêcheraient pas la tenue du congrès de l'Internationale, prévu pour le 23 août, à Vienne. L'Allemagne, entre le 25 et le 30 juillet, a connu une vague de protestation importante, mais en même temps les leaders de l'aile droite du Parti social-démocrate travaillaient déjà, en collusion avec le chancelier et le ministre de l'Intérieur prussien, à désarmer les protestations contre la guerre.

De fait, partout ou presque, en juillet-août 1914, les partis sociaux-démocrates abandonnèrent leur profession de foi antimilitariste et acceptèrent de soutenir activement, au nom de l'union nationale, les gouvernements en place, en

37 MÚCSI Ferenc, « Sajtó, cenzúra Magyarországon az első világháború idején ». [Presse, censure en Hongrie à l'époque de la Première Guerre mondiale], *Történelmi Szemle*. [Revue Historique], 1984/1-2, p. 193.

votant notamment les crédits de guerre et en entrant dans ces gouvernements ; autrement dit, au nom d'une prétendue « responsabilité patriotique », ils se sont placés sur le terrain de l'ordre bourgeois. L'attitude des socialistes en Autriche-Hongrie s'inscrivant dans ce mouvement général, il semble utile d'en présenter d'abord, ne serait-ce que sommairement, les grandes lignes et les principaux protagonistes.

Le 1er août, un membre de la direction du PSD allemand, Hermann Müller, vint à Paris pour discuter avec ses camarades français les possibilités d'une coopération. Ce fut un échec et il devint clair que chacun se mettrait du côté de son gouvernement.

> À Berlin, depuis deux jours, les dirigeants sociaux-démocrates s'affrontaient à couteaux tirés autour de l'attitude à adopter. Hugo Haase, chef de la fraction parlementaire, et Georg Ledebour exigèrent qu'on refuse les crédits militaires. Ils furent mis en minorité, la plupart des dirigeants influents du parti (Philipp Scheidemann, Friedrich Ebert, Eduard David et d'autres encore) ayant décidé qu'ils voteraient la confiance au gouvernement. La victoire du « social-chauvinisme » devenait entière avec un article célèbre de Friedrich Austerlitz, intitulé « Der Tag der Deutschen Nation » (Le jour de la nation allemande), paru le 5 août. La direction droitière opportuniste reçut le renfort des dirigeants syndicaux et obtint, dans le parti d'abord puis dans la fraction parlementaire, les voix nécessaires à la « défense nationale ». Le 4 août, Hugo Haase lui-même vota au Reichstag les crédits militaires.

Hermann Müller se rendit aussi à Londres. Mátyás Rákosi, le futur chef d'État hongrois sous Staline, qui se trouvait alors à Londres (après un long stage commercial à Hambourg) et qui fréquentait assidûment le club communiste du Labour Party, évoqua ainsi la venue de la délégation officielle du PSD allemand :

> La délégation se rendit au club et l'un de ses membres, Hermann Müller, élu du Reichstag, donna une conférence. Treize ou quatorze ans plus tard, ce Müller devenait chancelier impérial [sic] et, dans la question des croiseurs de poche, il prit fermement position pour le réarmement

allemand. (À ce moment, les communistes l'appelaient *Panzerkreutzersocialist.*[38]) Ce Müller, que la direction du club avait informé de l'ambiance radicale, essayait de défendre par divers moyens la position sociale-démocrate officielle, le vote des crédits de guerre, mais sans grand succès. À la fin, on lui posé la question : si la guerre éclatait, guerre que le congrès de Bâle avait définie comme impérialiste, que feraient-ils : iraient-ils combattre aux côtés de l'empereur ou non ? Là-dessus, il répondit : *Wir werden die deutsche Kultur verteidigen* [Nous défendrons la culture allemande]. L'orage éclata. Un Russe bondit et hurla, hors de lui : Alors nous, nous devons défendre la culture russe ! Un Serbe l'interrompit : Et les socialistes serbes défendront la culture serbe aux côtés de Pachitch !

L'ordre fut difficilement rétabli et on mit fin à la conférence. Cela se passait après l'attentat de Sarajevo [...] et nous comprîmes qu'on ne pouvait pas compter sur la social-démocratie allemande pour empêcher la guerre 39. Rákosi, en connaisseur de l'Allemagne, estimait d'ailleurs que le mouvement ouvrier anglais était « *plus actif dans la lutte des classes* » que les ouvriers allemands, mieux organisés et mieux formés en théorie socialiste, mais tenus en main fermement par la bureaucratie du PSD et des syndicats. La combativité des ouvriers anglais fit que, à la veille du conflit mondial, les effectifs de leurs syndicats (environ quatre millions) dépassaient ceux des syndicats allemands.

En France, le retournement du Parti socialiste fut consommé le 4 août quand Pierre Renaudel reprit dans l'*Humanité* l'argumentaire de la presse bourgeoise, à savoir que l'Allemagne était responsable de la guerre. Au demeurant, dès le jour de l'assassinat de Jaurès, le 31 juillet, l'ancien antimilitariste Gustave Hervé évoqua le vieux slogan de « La patrie en danger » (1793, 1870), au lieu de dénoncer la guerre impérialiste. De même, l'organe central de la CGT, la *Bataille*

38 [Le socialiste des navires de guerre].

39 RÁKOSI Mátyás, *Visszaemlékezések 1892-1925*. [Souvenirs 1892-1925], 2002, vol.1, p. 163-164.

syndicaliste écrivait le 1er août : « *Aujourd'hui, nous ne pouvons pas faire autre chose que de regretter le fait accompli.* »

L'invasion allemande de la Belgique fit resserrer l'union nationale. Le 27 août, « *la SFIO, pour la première fois, entre dans un gouvernement. Jules Guesde est ministre sans portefeuille, apportant sa caution de socialiste intransigeant à l'Union sacrée. Marcel Sembat est ministre des Travaux publics. Le 15 mai 1915, un troisième socialiste entre dans le cabinet Viviani : Albert Thomas, sous-secrétaire d'État à l'Artillerie et aux munitions, l'un des réformistes de la SFIO*[40]. »

Pour Léon Jouhaux aussi, secrétaire général de la CGT, « *les solidarités nationales passent avant l'internationalisme prolétarien* ».

En Belgique également, le retournement fut rapide. Le 29 juillet se tint à Bruxelles la réunion du Bureau socialiste international et le 1er août les sociaux-démocrates lancèrent des appels internationalistes, projetant pour le 3 un grand meeting contre la guerre. Mais, dans le *Peuple* de ce jour-là, Émile Vandervelde, Joseph Wauters et Louis de Bruckère recommandèrent le vote des crédits militaires. Dans leur appel à la population, ils soulignèrent que « *le socialisme démocratique n'était pas responsable de la catastrophe actuelle, puisqu'il avait tout fait pour mobiliser les masses populaires contre la guerre. Mais aujourd'hui le mal est fait et, par la nécessité des événements,* [...] *nous devons bientôt tendre nos efforts pour arrêter l'invasion de notre pays*[41]. »

En Angleterre, le 4 août encore, la section anglaise de l'Internationale (composée du Parti travailliste, du Parti ouvrier indépendant et du Parti socialiste) condamnait la guerre dans une proclamation et appelait les ouvriers à ne pas participer « à cette infamie ». Le 6 août, *Labour Leader* et *Justice*, hebdomadaires des indépendants et des socialistes, continuaient à mobiliser contre la guerre. Mais les nouvelles venues du continent et surtout l'invasion de la Belgique entamèrent la résistance du mouvement britannique. Le 6 août, la majorité

40 MAYEUR Jean-Marie, *La vie politique sous la Troisième République, 1870-1940*, Paris, 1984, p. 235.

41 J. JEMNITZ, *op. cit.*, p. 14 et 34-35.

du comité exécutif du Parti travailliste accepta de soutenir le gouvernement, Ramsay MacDonald démissionna, cédant sa place à Arthur Henderson qui mit le parti au service de l'effort de guerre.

Les positions des socialistes russes étaient plus fragmentées, en raison notamment de l'importance de l'émigration politique. La société russe elle-même n'échappa pas aux passions nationalistes, y compris les masses ouvrières, bien que cet égarement eût moins de longévité que dans les pays occidentaux. Le contrepoids était représenté par les bolcheviks, les mencheviks internationalistes et la fraction antimilitariste des SR (socialistes révolutionnaires).

Mais l'unité au sein de ces deux dernières formations ne fut pas durable. Georges Plekhanov, le marxiste russe le plus connu, justifia par le militarisme prussien l'abandon des principes internationalistes par une partie notable des mencheviks. Chez les SR, le congrès qu'ils avaient convoqué pour le 21 août à Lausanne marqua la séparation entre la position de défense nationale (Avksentyev, Roubanovitch) et celle des internationalistes antiguerre (Tchernov, Karpovitch, Bobrov-Natanson).

L'historien Maurice Carrez donne un bon aperçu de la complexité de la situation russe, en rapport avec le rôle de l'émigration :

> Les seuls à remettre d'emblée en cause l'unanimisme belliciste sont les députés des sociaux-démocrates de la Douma (bolcheviks et mencheviks) qui se déclarent contre les crédits militaires parce qu'on leur a refusé l'amnistie des prisonniers d'opinion et une politique moins oppressive vis-à-vis des nationalités. Les *troudoviki* (travaillistes), pour leur part, quittent la séance lors du vote, tout en restant ambigus quant à leurs intentions profondes. Mais si les socialistes russes ont quelques réseaux implantés à Saint-Pétersbourg et en Livonie, l'essentiel de leurs forces est concentré à l'étranger. Or, là-bas, les positions sont beaucoup moins claires ; les militants des différents partis sont partagés, y compris les bolcheviks, dont onze des quatre-vingt-quatorze présents à l'assemblée générale de Paris du 2 août 1914 se déclarent favorables à la défense

> nationale ! Le spectre s'étend en fait des défensistes acharnés (le menchevik Plekhanov, le SR Roubanovitch) aux partisans de la lutte révolutionnaire pour abattre le régime tsariste (Lénine et les principaux dirigeants bolcheviks). Les directives de ces derniers arrivent de toute façon assez tard à Saint-Pétersbourg et la police tsariste, l'Okhrana, ainsi que les services de la censure pourchassent sur tout le territoire de l'Empire les rares courageux qui s'opposent à la vulgate officielle[42].

Peuple « frère » de la Russie, la Serbie connut en août 1914 une situation militaire comparable à celle de la Belgique ; deux États dont l'existence même était réellement menacée. Mais les élus socialistes à l'Assemblée de Belgrade (la Skoupchtchina) condamnèrent à la fois la politique de la monarchie et celle de leur gouvernement présidé par Nicolas Pachitch. Dans leur déclaration lue devant les députés le 31 juillet, Nikola Lapčević et Triša Kaclerović réaffirmèrent leur internationalisme : « *Nous ne voulons pas la guerre, de même que nos frères autrichiens ne la veulent pas.* [...] *Nous ne la voulons pas dans l'intérêt de la Serbie, du peuple autrichien, de l'Europe et de tous les pays du monde.* »

Belgrade sous les bombes, Lapčević se rendit à Niš le 2 août. C'était de là qu'il prit contact avec les socialistes roumains pour qu'ils transmettent sa lettre au Bureau socialiste international. Le parti serbe est disloqué, écrivait-il, « *tous nos camarades sont partis au front* ». La Skoupchtchina avait approuvé à l'unanimité la politique belliqueuse du gouvernement, à l'exception des deux députés socialistes qui, en accord avec la position du parti, refusèrent de voter les crédits militaires.

Dušan Popović, un autre membre de la direction du parti, écrira plus tard :

> En ce qui concerne la guerre, nous étions tous contre, sans exception. Il nous était clair d'être en guerre défensive contre l'Autriche-Hongrie et, si jamais social-démocratie fut en droit de prendre position pour la guerre, c'était avant tout chez nous. Mais ce qui pour nous constituait

42 CARREZ Maurice, « Les débuts de la Première Guerre mondiale dans l'espace baltique : la fin des illusions ? », *Revue d'histoire nordique*, n° 15, 2012, p. 67.

> le fait décisif, c'était que la guerre serbo-austro-hongroise n'était qu'une petite partie, une ouverture d'une guerre mondiale européenne, ce qui selon nos convictions les plus profondes ne pouvait être autre chose qu'une guerre impérialiste et capitaliste. [...] Nous ne voulions pas rompre l'unité vis-à-vis de l'Internationale. [...] Ce fut pour nous une défaite morale terrible, la plus grande de ma vie[43].

On ne saurait terminer cette vue d'ensemble sans faire état des organisations des femmes socialistes et des porte-parole des mouvements anarchistes.

Ces derniers se sont toujours distingués par un vif antimilitarisme. Mais quand la guerre éclate, leurs théoriciens les plus connus, Pierre Kropotkine, Jean Grave, Christian Cornelissen, James Guillaume et même Sébastien Faure, optent pour la défense nationale. Il n'y eut guère que l'Italien Errico Malatesta et les Allemands Erich Mühsam et Gustave Landauer (sans avoir un auditoire semblable aux précédents) à rester internationalistes. En France, très vite cependant, Faure rejoignit la minorité pacifiste qui s'était opposée à l'Union sacrée autour de Jean Longuet, Pierre Monatte, Alfred Rosmer et d'autres encore.

Parmi les organisations socialistes des femmes, le groupe formé autour du journal de Clara Zetkin, *Die Gleichheit* (L'Égalité), avait un rayonnement international. Quand, le 4 août, les opposants allemands à la guerre les plus déterminés (Franz Mehring, Julian Marchlewski, Leo Jogiches, Hermann Duncker, Max Eberlein, Ernst Meyer, Wilhelm Pieck et quelques-uns des futurs zimmerwaldiens et spartakistes) se réunirent chez Rosa Luxemburg et expédièrent le texte de leur appel à 300 adresses, ils ne reçurent que quelques réponses, dont la seule sans ambiguïté fut celle de Zetkin.

Le 10 septembre, elle est à l'origine, avec Liebknecht, Mehring et Luxemburg, d'une déclaration commune envoyée aux journaux socialistes italien, suédois et suisse pour faire

43 *Népszava*, 26 septembre 1915. Dans *Le Populaire de Paris* du 8 septembre 1918, Popović confirmera l'unité du parti serbe au début du conflit. J. JEMNITZ, *op. cit.*, p. 34.

savoir leur refus de toute solidarité avec la direction du PSD allemand.

Des mouvements de femmes internationalistes contre la guerre s'organisèrent aussi en France à l'initiative de Louise Saumoneau, fondatrice du premier Groupe féministe socialiste en 1899, en Angleterre autour de Mary MacArthur et Marion Phillips, et dans l'émigration russe (Nadejda Kroupskaia, Inessa Armand, Ielena Rozmirovitch, Lilina Zinovieva, Alexandra Kollontaï...).

Située dans ce tableau général, l'Autriche-Hongrie faisait partie des pays, avec l'Allemagne, la France et la Belgique, où l'internationalisme a subi en août 1914 la défaite la plus grave. Il est vrai que les PSD autrichien et hongrois n'ont pas eu l'occasion de prendre officiellement position : en Autriche, le Premier ministre Karl von Stürgkh, fervent soutien de l'Église catholique et de la guerre contre la Serbie, avait fait dissoudre en mars 1914 le Reichsrat et gouvernait par décrets, sans convoquer le Parlement. En Hongrie, le parti n'avait pas de représentation au Parlement ni même au conseil municipal de Budapest. Dans le reste du pays, sur 13 000 communes, il n'en dirigeait que 247. Ces faits expliquent dans une certaine mesure qu'il était beaucoup moins imbriqué dans l'appareil d'État que les partis sociaux-démocrates allemand et autrichien, bastions de la bureaucratie réformiste.

Sur le territoire de la monarchie, une seule organisation du PSD, celle de Trieste, a rejeté la guerre, en liaison étroite avec les socialistes italiens. De son journal, *Il Lavoratore* (Le Travailleur), qui avait condamné l'ultimatum et les préparatifs militaires, les numéros du 1er et du 5 août furent saisis. Le 15 août, le journal réaffirma son désaccord avec les « exaltés de la guerre » et exprima le vœu que les leaders autrichiens du parti s'abstiennent de parler au nom des socialistes de Trieste.

Le parti hongrois (PSDH), dont l'évolution constitue le fil conducteur de notre exposé[44], copiait dans la plupart des questions le parti autrichien. Celui-ci, tout en regrettant la déclaration de guerre, saluait les soldats mobilisés et assigna

44 J. GALÁNTAI, *op. cit.* J. JEMNITZ, *op. cit.* L. VARGA, *op. cit.*

pour tâche au mouvement ouvrier austro-hongrois de conserver ses organisations pour l'après-guerre.

En Hongrie, dès le 27 juillet, il n'y a plus de traces des prises de position courageuses du *Népszava*. Pour la direction du PSDH, le plus important c'est de sauver l'appareil du parti et son journal (menacé par les mesures exceptionnelles) pour des temps meilleurs. Certains, comme ceux du *Kassai Munkás* [L'Ouvrier de Kassa (Kosice)], laissent entendre que, par « son intelligence et sa discipline » prouvées sur le champ de bataille, l'ouvrier hongrois « pourra mériter » le droit de vote.

Imitant les partis des puissances centrales, le PSDH a comme leitmotiv le combat pour la démocratie (sic), *« les armées de l'Allemagne et de la monarchie portant les armes de la culture européenne »* contre la *« horde des peuples barbares et incultes »*. La victoire des puissances centrales sur la Russie, affirme le *Népszava* le 10 septembre 1914, équivaudrait aux résultats d'une révolution réussie : *« C'est sur les champs de bataille de la Galicie que la classe ouvrière hongroise combat pour un meilleur salaire, pour un temps de travail plus court, pour ses droits politiques modestes, contre la barbarie russe, l'absolutisme russe, l'oppression russe. »*

Le parti a proclamé la suspension de la lutte des classes et mis les syndicats au service de l'économie de guerre. Ainsi le *Szakszervezeti Értesítő* (Bulletin syndical) de novembre 1914 écrivait : *« La guerre a mis fin à la lutte des classes.* [...] *C'est dans les mêmes rangs que se battent riches et pauvres, employeurs et ouvriers. Ceux qui sont restés à la maison supportent tout. »*

En récompense, le gouvernement a levé le décret qui interdisait depuis 1913 la vente du *Népszava* dans la rue, et le journal a pu accréditer un correspondant de guerre auprès du grand état-major. Le ton de ses articles fut tel que la rédaction elle-même dut en refuser certains. Par ailleurs, des lettres anonymes ou non parvenaient au journal, dénonçant la soumission servile du parti et demandant l'annulation des abonnements en cours.

Ces prises de position individuelles méritent d'être rappelées, dans la mesure où elles supposent une audience même limitée. Un exemple de l'état d'esprit des militants ouvriers est celui du socialiste agrarien István Várkonyi qui, en

septembre 1914, donna libre cours à son exaspération dans le train reliant Budapest à Szabadka (Subotice), en déclarant bien fort que la cause de la guerre n'était pas l'assassinat du couple de l'archiduc mais les rivalités capitalistes pour les marchés ; il fut condamné à six mois de prison (que son décès l'empêcha d'exécuter). A Újvidék (Novi Sad), ce fut le directeur de la caisse d'assurances ouvrière qui fit une déclaration semblable, lui valant un avertissement du commissaire de police. Moins ponctuelle et plus large fut l'activité de Lajos Kassák, militant syndicaliste, poète et peintre avant-gardiste, qui s'éleva avec force contre le retournement belliciste du PSDH. Il créa la revue *A Tett* (L'Action) qui regroupait les écrivains et les artistes hostiles à la guerre. Après l'interdiction de cette revue en 1916, il poursuivit son travail en lançant une nouvelle publication : *Ma* (Aujourd'hui).

Pour l'historien postcommuniste de la social-démocratie hongroise, « *la littérature historique précédente* [avant 1990] *avait exagéré la critique des lecteurs et des correspondants. Les commentaires étaient manifestement unilatéraux car ils ne parlaient pas des contraintes de l'état de guerre*[45]. »

Un tel regard semble bien étroit, vu la portée de la question. De fait, en août 1914, la social-démocratie s'est mise elle-même dans une situation telle qu'elle ne pouvait plus ne pas hurler avec les loups. Ce que les protagonistes de ce drame comme Lénine et Rosa Luxemburg ont observé *in situ* ne peut pas être contourné : ni la II^e^ Internationale ni ses partis n'ont échoué parce qu'ils n'ont pas pu empêcher la guerre, mais parce qu'ils se sont mis du côté de la guerre impérialiste qu'ils ont soutenue et justifiée. C'est donc eux-mêmes qui ont créé les « contraintes ». Au lieu de rester fidèles au « Prolétaires de tous les pays unissez-vous ! », ils ont adopté le slogan : « Prolétaires de tous les pays égorgez-vous les uns des autres » (R. Luxemburg).

Cependant, dès le printemps 1915, le désenchantement devient sensible, tant les pertes humaines, les défaites successives et la durée imprévue du conflit ont refroidi les ardeurs belliqueuses.

45 L. VARGA, *op. cit.*, p. 21.

Au Parlement, le représentant du Parti des petits propriétaires laisse entendre le 26 avril 1915 que la guerre a été décidée par les classes dominantes : « *Nous, petits exploitants,* [...] *nous n'aurions pas accepté de sacrifier pour la Serbie les os d'un seul soldat hongrois* » mais, disait-il, la guerre une fois déclarée, il fallait soutenir le gouvernement.

En mai 1915, la revue du clergé catholique révèle que, dans la masse des croyants, la question est posée à tout bout de champ : « Pourquoi donc le bon Dieu, le Dieu protecteur, permet-il cette guerre mondiale terrible ? ». Ce qui fait bondir la rédaction de ladite revue (*Religio*) : « *Celui qui demande dans ses phrases blasphématoires que Dieu reste donc neutre, ne peut être qu'un* untauglich [inapte au service] *d'un journal maçonnique fourbe, installé chez lui bien au chaud.* »

Révélateur aussi de l'état d'esprit du peuple le fait que, cette même année, deux hauts dignitaires catholiques, János Csernoch, prince-primat, et Ottokár Prohászka, évêque de Székesfehérvár, font éditer et diffuser un livre bon marché destiné à un large public populaire, pour inciter les fidèles à soutenir la guerre de la monarchie.

Le vent du pacifisme qui commence à se lever amène aussi la direction du PSDH à modérer le ton. Mais, au lieu de justifier la guerre par la nécessité d'écraser la Russie, c'est la « défense de la patrie » contre l'invasion qui occupe désormais le cœur de l'argumentaire. Quand en mai 1915 reparaît la revue *Szocializmus*, revue théorique du parti, le rédacteur en chef du *Népszava,* Ernő Garami, développe cette justification, inspirée très visiblement par l'avance des troupes russes en Galicie :

> Le spectre menaçant de l'invasion russe a contraint les partis socialistes en Autriche et en Hongrie à considérer que la défense du pays était d'un intérêt à placer au-dessus de tout. [...] Que nous, socialistes hongrois, nous n'avons pas voté les dépenses militaires face à l'invasion russe, cela, à mon avis, ne dépendait pas de notre position, mais du fait que nous ne disposions pas de droit de vote.

Avec les succès militaires de l'été 1915, quand on discute déjà l'annexion des territoires occupés (serbe, roumain, polonais, ukrainien), apparaît aussi dans la presse socialiste l'idée

d'une paix sur la base du statu quo ; une manière de sécuriser le butin ! D'autre part, au fil de ses informations, qui sont d'une grande richesse (sauf pour ce qui concerne l'hostilité à la guerre au sein de la monarchie, qui est occultée ou censurée), le *Népszava* informe très souvent sur les mouvements naissants en faveur de la paix... dans les pays de l'Entente. Autant dire que ce procédé correspond toujours à une volonté de soutenir sa propre guerre.

À plusieurs reprises, par exemple, le journal renseigne sur le combat que les socialistes italiens mènent contre l'entrée en guerre de leur pays, donc pour que celui-ci conserve sa neutralité ; et cette information passe, parce qu'elle est favorable à la cause militaire de la monarchie. La censure est aussi bienveillante quand il est bon de savoir que les députés socialistes allemands ont condamné l'opposition de leur camarade Liebknecht au vote des crédit de guerre le 2 décembre 1914.

On relève d'autre part, à la faveur d'une réunion confidentielle tenue à Vienne les 2-3 décembre 1914 par les dirigeants sociaux-démocrates de la monarchie, que ces derniers sont directement impliqués dans la diplomatie de la guerre. Cette conférence devait s'occuper prioritairement de la rencontre internationale des délégués des États neutres prévue à Copenhague. Mais, au fil du débat, on soulève aussi la question d'un soutien matériel que le PSD roumain a sollicité pour renforcer le mouvement de neutralité, très actif dans ce pays. Les partis autrichien et hongrois votent donc respectivement 3 000 et 2 000 couronnes pour soutenir cette cause.

Une journée entière fut d'ailleurs consacrée à la politique générale, à savoir si les directions socialistes devaient prendre l'initiative d'un mouvement pour la paix, « car les horreurs de la guerre sont déjà tellement profondes que le peuple est pratiquement dans l'attente d'un tel mouvement ». Tous sont d'accord cependant qu'une partie de la monarchie se trouvant entre les mains des Russes, cette initiative serait signe de faiblesse et ne doit donc pas être lancée[46].

46 Rapport de la préfecture de police de Budapest, 10 décembre 1914. MMTVD, vol. 4/B, n° 26, p. 66-67.

Alors que la conférence de Copenhague, réunie les 16-17 janvier 1915 avec la participation des partis scandinaves et hollandais, rendit responsables de la guerre la volonté de domination mondiale et la course aux armements en général, le *Népszava,* tout en saluant la conférence, attribua toute la responsabilité aux pays de l'Entente, sans dire un mot de l'invasion de la Belgique, de l'occupation des territoires français et de l'attaque contre la Serbie. À cet égard, la réunion de Copenhague s'abstint de critiquer les socialistes de l'un ou de l'autre camp et invita le Bureau de la Deuxième internationale, transféré à La Haye, à prendre des initiatives en faveur de la paix.

Un mois plus tard, à Londres, la délibération des partis des pays de l'Entente (15 février 1915) s'exprima de façon aussi unilatérale que le *Népszava,* en réaffirmant, conformément surtout à la position « défense nationale » dominante des Anglais et des Français, la responsabilité exclusive de l'impérialisme allemand.

Cette position majoritaire fut largement commentée par le PSDH, tout à fait dans l'esprit des accusations mutuelles. Puis, en réponse à la réunion de Londres, on convoqua pour les 12 au 13 avril 1915 à Vienne une conférence des PSD des puissances centrales. Réunie dans la salle des conseils du journal *Arbeiter Zeitung*, elle comprenait parmi les dirigeants les plus connus Philipp Scheidemann, Friedrich Ebert et Hugo Haase pour l'Allemagne ; Victor Adler, Wilhelm Ellenbogen et Friedrich Austerlitz pour l'Autriche ; et les Hongrois Manó Buchinger, Ernő Garami et Zsigmond Kunfi.

La conférence adopta un manifeste de portée générale (droit inaliénable de chaque nation de défendre son indépendance, souffrance incommensurable des populations et surtout du prolétariat, aspiration générale à la paix), sans dire un mot derechef de la politique de conquête des gouvernements respectifs des participants. Le manifeste put être rendu public in extenso par les journaux socialistes allemands et autrichiens, alors que dans le *Népszava* même le compte rendu sommaire de l'événement fut censuré (ce passage notamment : « *Partout, on aspire à ce que la guerre soit terminée* »).

Pour le reste, le parti hongrois reçut la mission de prendre contact avec le Bureau international.

Cette période fut aussi marquée, à l'occasion du premier anniversaire de la guerre, par un document que les Ouvrières socialistes, organisation de femmes socialistes de Hongrie, adressèrent aux députés du PSD allemand afin qu'ils fassent des démarches auprès de leur gouvernement : il y était question et des « intérêts légitimes » des puissances centrales et de l'impossibilité de discuter avec l'Entente tant que les troupes allemandes occupaient des territoires étrangers.

Toutes ces démarches et réunions, dont nous n'avons donné ici que les moments les plus saillants, étaient des tentatives de trouver un chemin légal vers la paix. Elles restèrent, tout autant que le Bureau international tenu en main par les partis scandinaves et hollandais, en dehors de l'action des socialistes italiens et suisses qui, de leur côté, entreprirent de réunir dans une conférence internationale les mouvements socialistes opposés dès le début aux militaristes de la défense nationale.

Événement politique majeur, cette conférence se déroula du 5 au 8 septembre 1915 en Suisse, à Zimmerwald, avec la participation de 38 délégués. Dans sa résolution, elle souligna le caractère impérialiste de la guerre et appela à conclure la paix sans annexion. C'était une position médiane entre le social-chauvinisme et la voie révolutionnaire qui voulait détruire la cause même de la guerre, à savoir l'ordre mondial capitaliste, prônée par Lénine et les bolcheviks. Ce social-pacifisme viendra enrichir le large éventail du combat pacifiste en cours de développement.

Les partis allemand et autrichien condamnèrent la conférence de Zimmerwald, traitant les participants de diviseurs. Le leader du PSD autrichien, Victor Adler, adressa le 15 novembre 1915 dans l'*Arbeiter Zeitung* un blâme au mouvement de Zimmerwald, alors que le groupe pacifiste de son parti, l'Union Karl Marx groupée autour de Friedrich Adler (le fils de Victor) et Robert Danneberg, en reçut une impulsion nouvelle.

Le parti hongrois, qui n'était pas représenté non plus à la conférence, y vit néanmoins un tournant important. Son

quotidien présenta l'événement, sans pouvoir reproduire l'appel *Au prolétariat d'Europe* signé par tous les participants. Même le compte rendu général fut tronqué par la censure et Kunfi dut s'expliquer devant le préfet de police, prouvant qu'il n'était pas allé à Zimmerwald. Pour ce qui était de l'impact de la conférence, le rapport policier notait : « *Je fais surveiller constamment le mouvement du parti mais jusqu'ici je n'ai pas constaté qu'à la suite des décisions de Zimmerwald le parti aurait pris des initiatives en vue d'une action ou des résolutions d'un esprit révolutionnaire plus accentué*[47]. »

C'est que, à partir de la seconde moitié de 1915, l'essoufflement de la propagande de guerre devient sensible et les mouvements de masse spontanés montrent que le pacifisme gagne du terrain. Au Parlement, Mihály Károlyi prononce le 7 décembre 1915 un grand discours que le journal socialiste salue comme « un orage purificateur ». Il y est question du droit de vote, de la paix, de la cherté et de la censure, qui explique probablement les phrases alambiquées de l'orateur sur la paix précisément[48].

Mais, au-delà des constats et des considérations, toute action concrète se heurte au pouvoir, le gouvernement Tisza étant encore plus intolérant envers tout mouvement et propagande pacifistes que ceux de l'Allemagne et de l'Autriche. En septembre 1915 par exemple, les réunions de l'association féministe sont interdites et, dans l'armée, le commandement exclut la diffusion des écrits socialistes, même ceux qui datent d'avant-guerre. À la même époque, Tisza interdit le voyage à l'étranger de la dirigeante féministe Roza Bédy-Schwimmer ; il lui écrit le 11 janvier 1916 : « *L'agitation pour la paix menée par Sa Grandeur et ses camarades... donne des armes à nos ennemis qui déclarent et espèrent notre épuisement.* »

Au fond, il y avait toujours incompatibilité entre toute forme de pacifisme et la politique de la direction du PSDH,

47 Rapport du préfet de police de Budapest au ministre de l'Intérieur, 8 décembre 1915. MMTVD, vol. 4/B, n° 69, p. 141. *Népszava*, 25 septembre 1915. « A svájci nemzetközi értekezlet ». [La conférence internationale de Suisse].

48 *Népszava*, 8 décembre 1915. « Tisztulás ». [Purification].

qui craignait pour sa légalité et partageait le souci des classes dominantes sur la préservation de l'unité de la monarchie. Dans ses prises de position, elle condamnait de la même façon « l'extrémisme de droite et de gauche » en son sein, en sorte qu'elle restait encore plus modérée que l'opposition centriste autrichienne menée par le trio Friedrich Adler, Robert Danneberg, Rudolf Hilferding. « *Elle* [la direction du PSDH] *avait horreur de la guerre, mais elle supportait et officiellement elle soutenait la défense nationale et s'attendait à quelque insurrection miraculeuse de l'Internationale et à la réanimation du Bureau socialiste international*[49]. »

Ainsi, en janvier 1916, le parti hongrois se tourne à nouveau vers le Bureau socialiste international, ce que le gouvernement n'interdit pas, l'activité du bureau se réduisant à maintenir le contact entre les partis sociaux-démocrates des pays belligérants. Ainsi, du 10 au 21 janvier, Buchinger et Garami effectuent un long voyage à La Haye et à Berlin ; ici, Kautsky exprime sa joie du fait que les Hongrois soient d'accord avec la position du groupe Bernstein-Kautsky-Haase, au lieu de suivre Ebert et sa ligne majoritaire.

Le ministre de l'Intérieur hongrois, qui a suivi « par voie confidentielle » le voyage des deux leaders socialistes, relève surtout que ces derniers ont exposé à La Haye leur position sur trois points, en rapport avec la question de la paix : le rétablissement de la Belgique, la liberté de la Pologne et le plébiscite sur l'Alsace-Lorraine. Le ministre ajoute qu'au cours de ces conversations les deux délégués ont fait état de l'impossibilité d'une grève générale en Hongrie, tout en s'exprimant de la façon la plus « pessimistique » sur l'ambiance qui règne dans leur pays.

Comme plusieurs journaux (*Az Est, Esti Újság, Magyarország*) ont retenu l'opinion que Buchinger et Garami avaient exprimée à Berlin au sujet des socialistes allemands, ils ont par là même insinué que la direction du PSDH serait plus proche, au sein de l'Internationale, de l'Entente et de la minorité du PSD allemand que de la majorité de celui-ci. Cette affaire a

49 J. JEMNITZ, *op. cit.*, p. 412.

valu aux deux leaders hongrois un nouvel interrogatoire par le préfet de police, le 23 février 1916[50].

Au printemps 1916, la police hongroise s'intéresse plus particulièrement à la deuxième conférence des zimmerwaldiens, réunie à Kienthal les 24-30 avril. Quarante-quatre délégués sont présents, dont quelques-uns des pays belligérants. Et aussi la police... Au terme d'un voyage secret en Suisse, l'inspecteur de sûreté Imre Hetényi rapporte que la lettre (écrite en allemand) envoyée par le PSDH à la conférence fut lue par le Suisse Robert Grimm, qui présidait, et que son contenu était à peu près ceci :

> Le Parti social-démocrate hongrois avait adressé la copie du compte rendu des délibérations de la première conférence de Zimmerwald à toutes ses organisations, qui en avaient débattu. Le parti estime que pour lui le temps n'est pas venu de s'occuper des idées des zimmerwaldiens. Mais il continuera à suivre avec attention leur activité. Par ailleurs, il ne pouvait pas se faire représenter au congrès [de Kienthal], ne fût-ce qu'en raison du voyage rendu impossible par la surveillance des frontières. La lettre était signée par Manó Buchinger, secrétaire du parti. Le congrès en prit connaissance sans qu'il y ait eu d'intervention[51].
>
> De fait, dès le 13 février 1916, le ministre de l'Intérieur avait averti les autorités administratives que la participation du PSDH à la II^e^ conférence de l'union de Zimmerwald s'opposait aux intérêts des opérations militaires et toute tentative de voyage devait donc être mise en échec.

En tout cas, Hetényi relate tous les détails de la réunion de Kienthal. Il cite notamment plusieurs anarchistes qui vivent en Suisse. L'un d'entre eux, le « marxiste orthodoxe Lebovics », a proposé que la conférence proteste contre l'emprisonnement de tous les antimilitaristes. Dans ce combat, précise le policier,

50 Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet de police de Budapest au sujet de l'enquête sur les négociations de Buchinger et Garami à La Haye, 10 février 1916. MMTVD, vol. 4/B, n° 92, p. 177-178. *Népszava*, 22 février 1916. « Nyilatkozat ». [Déclaration].

51 Extrait du rapport de l'inspecteur de sûreté Hetényi sur son voyage secret en Suisse, 24 juin 1916. MMTVD, 4/B, p. 178-179.

on ne pouvait compter en Hongrie que sur les anarchistes, et leur propagande était surveillée efficacement par les autorités.

Les aspirations à la paix et l'affaissement moral de la population hongroise se lisent dans certaines lettres adressées aux prisonniers de guerre en France interceptées par la censure militaire[52], et dont il sera encore question plus amplement :

- Ici, la paix est ardemment demandée par tout le monde ; mais celle-ci ne vient pas. Nous l'attendons toujours en vain, elle est nécessaire. (exp. inconnu, 4 mars 1917, à Bokor László, PG [prisonnier de guerre] au Creusot).
- Peut-être ne reviendront-ils jamais, ces beaux temps où nous étions joyeux. Le pays est en deuil, les femmes, les enfants sanglotent... Nos cœurs sont pleins d'amère tristesse. Seigneur ! Qu'adviendra-t-il de nous, de notre belle patrie. (Mme Bagdi István, Nagybajom, 27 décembre 1916, à Szőlősi András, PG à Romans).
- Ma sœur... est très maigre depuis la guerre, le chagrin l'a brisée. Nous sommes tous comme cela, et nous ne désirons que la paix. Mon cher frère est triste aussi, mais nous avons confiance en Dieu. (O. Nagy István, Nádudvar, 25 décembre 1916, à O. Nagy Sándor, PG à Bassens, Gironde).
- Nous supplions le bon Dieu de mettre fin à cette impitoyable boucherie. Les hommes ne sont plus que des animaux, on les égorge comme les bœufs. Ceux qui échappent à la mort restent à jamais infirmes [ce passage a été mis entre crochets par le censeur autrichien pour être caviardé : on a oublié de le faire. NDT].
- Cher voisin, quelle triste vie nous menons et que tout est triste à la maison. Il n'y a plus d'homme à la maison, sauf les vieux de 55 à 60 ans. Quelle belle vie nous avons eue autrefois. Que de camarades nous avons déjà perdus. Il n'est pas encore question de paix. [...] François a été fait prisonnier par les Russes, à ce moment sept compagnies ont été prises. La vie est bien triste en Russie. (exp. inconnu, 4 octobre 1916, à G. Hahn, PG à Toulon).

52 *Correspondance de prisonniers de guerre traduite,* BDIC, F delta 1854/24.

- On a affiché la paix à Budapest et à Székesfehérvár... On nous dit que, maintenant, il ne faut qu'un peu de patience. (sa femme, Bakonysárkány, 15 décembre 1916, à Kollár István, PG à Romans).

Dans le climat du pacifisme montant, la manifestation du 1er mai 1916 organisée par les spartakistes (le groupe minoritaire du PSD allemand) à Berlin eut un grand retentissement. Son orateur, K. Liebknecht en uniforme, fut accusé de haute trahison et condamné à deux ans de prison, et exclu du PSD. En Autriche, le 21 octobre 1916, Friedrich Adler tua, en tirant à bout portant, le ministre-président Stürgkh. Il fut condamné à mort, mais François-Joseph décéda un mois plus tard, et le nouvel empereur Charles Ier commua la peine d'Adler en dix-huit ans d'emprisonnement. L'*Arbeiter Zeitung* se désolidarisa de lui et l'Union Karl Marx groupant l'extrême-gauche du parti fut dissoute.

Mais cet événement marqua un changement notable au sein du PSD autrichien, qui se traduisit par la « *multiplications des manifestations antimonarchistes, d'abord au sein de l'armée, puis pendant les grèves de mai 1917, enfin au cours des débats parlementaires après l'ouverture du Reichsrat le 30 mai 1917*[53] ».

Analysant le geste de F. Adler, Léon Trotsky compare ainsi son profil politique avec celui de K. Liebknecht :

> Le tempérament hérité de son père le poussa plus d'une fois à l'opposition contre l'école créée par ce dernier. À certains moments, Frédéric Adler peut même apparaître directement comme la contradiction révolutionnaire de l'école autrichienne. En réalité, il fut et demeure son couronnement nécessaire. Sa violence révolutionnaire n'était que l'expression d'accès aigus de désespoir de l'opportunisme autrichien ; effrayé de temps à autre de sa propre nullité, Frédéric Adler est un sceptique jusqu'à la moelle des os : il ne croit pas aux masses ni à leur capacité d'action. Tandis que K. Liebknecht, aux heures de plus grand triomphe du militarisme allemand, descendait sur la

53 GROS Dominique, *Les Conseils ouvriers. Espérances et défaites de la révolution en Autriche-Hongrie 1917-1920,* vol. 1, Dijon, 1971, p. 56.

place de Potsdam pour appeler les masses écrasées à une lutte ouverte, Frédéric Adler entrait dans un restaurant bourgeois pour y assassiner le ministre-président[54].

En simplifiant les positions socialistes dans le conflit mondial, on peut retenir trois cas de figure au tournant de 1916-1917 : paix impérialiste avec reconnaissance des conquêtes ; paix sans annexion ; paix révolutionnaire.

À l'échelon officiel, le début de 1917 fut marqué par l'ouverture de négociations secrètes en vue de mettre fin au conflit. La plus importante de ces tentatives venait du nouvel empereur Charles Ier, fort inquiet du sort de la double monarchie. La lettre qu'il fit transmettre à Poincaré le 31 mars par l'intermédiaire de son beau-frère, le prince Sixte de Bourbon-Parme, pouvait laisser croire que l'Autriche était en mesure de forcer la main de l'Allemagne, ou même de conclure une paix séparée. Mais tous ces projets se révélèrent incompatibles avec les arguments avancés par le prince Czernin, ministre autrichien des Affaires étrangères, et par le chancelier allemand Bethmann-Hollweg, et surtout avec la détermination de l'état-major allemand de ne renoncer à aucune de ses conquêtes en Occident.

Dans le peuple, les rumeurs nées autour de ces tentatives et déjà la mort de François-Joseph en novembre 1916 ont fait naître des espoirs, puis des déceptions :

- Il n'y a donc plus de bon Dieu pour mettre fin à nos souffrances ? On est devenus tout blancs par suite de tant de misères et de cette cherté. Nous allons bientôt mourir de faim. Les soldats ont faim aussi car ils ne mangent que des pommes de terre et des choux-raves. La guerre finira peut-être enfin car l'empereur est mort (Mme Rutler, Stépanovno [?], 23 novembre 1916, à Rutler, PG à Caen).
- Le couronnement a lieu. Nous avons cru que notre nouveau roi inaugurerait son règne par la paix : ce n'est qu'un vain espoir (Klang Sándor, Monor, 10 janvier 1917, à Székely Sigmund, PG à Saint-Nazaire).

54 TROTSKY Léon, *Terrorisme et Communisme,* Paris, 1963, p. 269-270.

- Nous entendons dire maintenant ici que nous aurons la paix pour l'été. Que dieu nous la donne ! (Fritz János, Győr, 4 février 1917, à Stach József, PG à Port-de-Bouc).
- Tu peux imaginer quelles fêtes de Noël nous avons eues maintenant, alors que le chagrin, les soucis et les larmes règnent en maîtres chez nous. Dieu nous donne la sainte paix, mais peut-être ne la verrons-nous jamais ! On veut peut-être détruire tout ce qu'il y a d'hommes sur la terre : les pauvres, veux-je dire, car les riches sont restés chez eux, on les a exemptés tous tant qu'ils sont, et ce leur est facile de se gausser des femmes des pauvres (Mme Vaskó István, Aba, 11 janvier 1917, à Nánási Mihály, PG à Romans)[55].

C'est dans le fil des démarches officielles qu'il faut situer l'initiative du Bureau socialiste international et des PSD des pays neutres du Nord (suédois, danois, hollandais) de convoquer à Stockholm pour le 15 mai 1917 une conférence avec les seuls « socialistes de gouvernement » des deux coalitions ennemis. L'affaire tourne court sur le refus des socialistes anglais et français.

En effet le projet se greffe sur l'appel que le soviet de Petrograd a lancé le 14 mars à tous les pays en guerre en faveur d'une paix sans annexion ni indemnités. Or, pour la France, récupérer l'Alsace-Lorraine serait réparer une spoliation commise par Bismarck ; au demeurant, dans aucun des pays belligérants, les socialistes n'ont assez de force « *pour imposer à leurs gouvernements respectifs une révision des buts de guerre compatible avec les projets du gouvernement russe*[56] ».

Les préparatifs de cette conférence avortée ont cependant mis à jour la divergence persistance entre Tisza et Czernin, ministre commun des Affaires étrangères depuis 1916. Tisza s'est en effet opposé au départ à ce que les délégués PSD hongrois aillent à Stockholm, alors que l'Autrichien écrivait : « *Si ce sont eux qui établissent la paix, ce sera une paix socialiste et cela coûtera cher à l'empereur ; mais je suis aussi certain que si*

55 *Correspondance de prisonniers de guerre traduite,* BDIC, F delta 1854/24.

56 BERNARD Philippe, *La fin d'un monde 1914-1929,* Paris, 1975, p. 77-78.

nous ne pouvons pas terminer la guerre, l'empereur le paiera beaucoup plus. »

De toute façon, pendant que les socialistes allemands et austro-hongrois préparaient pour Stockholm leurs rapports sur la paix sans annexion, leurs gouvernements mettaient au point des projets d'annexion et de création d'États fantoches : d'après l'accord secret conclu le 18 mai 1917, la Pologne et la région baltique devaient revenir à l'Allemagne et les Balkans serbes et roumains à l'Autriche-Hongrie.

Le premier semestre de 1917 voit aussi se déployer l'action du Vatican et de l'Église catholique hongroise pour la paix. Il faut rappeler que, dès le premier anniversaire de la guerre, le pape s'est adressé aux chefs des États belligérants afin qu'ils cherchent à se mettre d'accord. Selon les mémoires de Matthias Erzberger, un des chefs de file du Centre catholique allemand, Benoît XV a déclaré en 1915 : « *Si la guerre continue, il éclatera une révolution sociale telle que le monde n'en a encore jamais vu.* »

Pour les chefs de l'Église catholique, la préservation des monarchies d'Europe centrale, celle surtout des Habsbourg, est d'un intérêt primordial, et la chute du tsarisme a rendu cette question très sensible. Le député hongrois chrétien-social Sándor Giesswein, qui connaissait bien le sentiment populaire, prévenait en septembre 1916 le prince-primat que si l'épiscopat ne veut pas perdre son influence parmi les gens simples, il doit faire quelque chose dans l'intérêt de la paix. Dans une lettre confidentielle, il affirme « *savoir par expérience que, partout dans le monde les journaux catholiques sont les plus chauvins* » et, à titre d'exemple, il cite le *Új Lap* (Nouveau Journal) que le « public généreux » commence à détester.

En tout cas, la lettre au prince-primat entreprend une démarche qui aboutit à une conférence internationale. Tenue à Zurich en février 1917, cette réunion veut très visiblement démontrer l'unité des partis catholiques, dans l'ambiance des préparatifs de la conférence de Stockholm. Mais seuls les chefs des mouvements catholiques des puissances centrales sont présents. Ce sont eux, représentants des partis allemand, autrichien, hongrois et polonais, qui créent une

Union internationale des catholiques qui sera un organisme de référence pour les cléricaux. Il existait déjà une plate-forme pacifiste plus ancienne formée de chrétiens socialistes et de radicaux bourgeois, mais ces derniers étaient les ennemis jurés des politiciens catholiques en général.

Du côté du Vatican, le nonce Pacelli nouvellement nommé à Munich devait agir avant tout pour que l'Allemagne accepte le rétablissement de la Belgique majoritairement catholique, et Guillaume II aussi souhaite que le pape intervienne le plus vite car, « *s'il ne fait rien dans l'intérêt de la paix, il est à craindre que la paix soit obtenue grâce aux efforts des socialistes* ». Mais c'est avec retard, le 15 août 1917, que l'appel de Benoît XV est transmis aux chefs d'État, sans que ce document ouvre des négociations.

En Hongrie, le geste du pape a déclenché une intense campagne pour la « paix du monde », les jésuites, les chrétiens-sociaux et diverses organisations cléricales bénéficiant du soutien du prince-primat pour collecter des signatures et organiser des réunions.

Mettant en opposition le mouvement pacifiste animée par l'Église catholique et la paix qui pourrait être réalisée par la révolution socialiste, un des leaders du Parti populaire chrétien, Károly Huszár, écrivait dans l'*Alkotmány* (Constitution) du 6 décembre 1917 : « *Derrière la fumée de la poudre à fusil et la mer de sang, le jour de l'internationale blanche et du pacifisme se lève. Si dans la chambre de tortures des tranchées l'humanité n'a pas su s'élever jusqu'à comprendre la spiritualité de l'internationale blanche, alors c'est l'internationale rouge couleur de sang qui dominera partout dans le monde*[57]. »

C'est que les révolutions en Russie ont profondément marqué toutes les forces politiques. Celle de février a soulagé les milieux gouvernementaux, qui voyaient les événements du point de vue des opérations militaires : la Russie quittant le champ de bataille, on gagnera la guerre avec l'aide des Allemands. C'est ce qu'on pensait à Vienne et à Budapest.

Pour les oppositions parlementaires, le renversement du tsarisme était la preuve qu'on ne pouvait plus ajourner

57 J. GALÁNTAI, *op. cit.*, p. 326.

certaines réformes (surtout le droit de vote). Ainsi les radicaux bourgeois de Hongrie espèrent qu'une démocratie de type occidental pourrait naître dans leur pays aussi. Immédiatement, le Parti de l'indépendance du comte Károlyi y voit la possibilité de rompre avec l'Allemagne et de conclure une paix séparée.

Les travailleurs, eux, s'attendent à la fin prochaine du pouvoir tyrannique de Tisza. Le journal des imprimeurs, *Typographia*, est enthousiaste : « *La révolution russe peut être le messie des peuples qui luttent et souffrent sur le front intérieur et extérieur... Le printemps nouveau arrive ! L'héritier de l'histoire, le socialisme, arrive. À l'Est, il fait trembler la terre. Seul, il peut nous apporter la branche d'olivier de la paix.* »

Le *Népszava* écrit tous les jours sur la révolution russe. Malgré la suppression fréquente de ses articles, c'est le journal qui apporte à son sujet le plus d'informations et de commentaires. Comme les autres journaux, il considère l'événement du point de vue de la paix, mais souligne que son caractère bourgeois ne peut pas conduire à la paix, sans intervention du prolétariat :

> Du vacarme enivrant des voix criardes, des cris révolutionnaires et des commandements fracassants, trois réponses semblent se lever. La première est celle de la bourgeoisie révolutionnaire, qui s'adresse par une proclamation aux troupes du front pour qu'elles tiennent bon dans le combat. La seconde est celle du tsarisme. [...] La troisième voix est celle du prolétariat, qui appelle les soldats des casernes à ne pas se tourner contre les masses et pour qu'ils aident à instaurer une république garante de la paix immédiate[58].

Insistant sur l'internationalisme socialiste, le congrès extraordinaire du PSDH des 8-9 avril 1917 salue « *l'héroïque prolétariat russe qui en renversant l'absolutisme tsariste n'a pas seulement porté un coup mortel à ses propres oppresseurs, mais aussi à tous les pouvoirs tyranniques du monde et, ce faisant, a*

58 *Népszava*, 18 mars 1917. « A forradalom halad ». [La révolution s'avance].

fait avancer partout dans le monde la cause de la démocratie, du progrès social et de la paix[59] *».*

Dans la foulée des événements de Russie, la réactivation en Hongrie de l'activité du cercle Galilée et des socialistes révolutionnaires est de toute première importance.

L'origine de ces derniers est inséparable de l'histoire de l'anarcho-syndicalisme en Hongrie et du nom de Ervin Szabó (1877-1918), militant socialiste et théoricien des sciences sociales aux activités multiples : secrétaire de rédaction du *Népszava*, collaborateur de la revue *Vingtième Siècle* (1904), vice-président de la Société des sciences sociales (1906), conservateur de bibliothèque, traducteur et éditeur des travaux de Marx et Engels en Hongrie. Selon Kunfi, c'est de lui que *« tout le monde a appris ici le socialisme »*. Très influencé par l'anarcho-syndicalisme français et le chartisme anglais, Szabó prône la grève générale politique et, s'agissant du PSDH, *« la démocratie ouvrière, dans une organisation sclérosée par un extrême formalisme administratif »*.

Ceux qui l'entourent ne sont pas nombreux, mais ses relations sont très diverses, depuis les radicaux d'Oszkár Jászi, en passant par le cercle Galilée.

Fondé en 1908 par des étudiants socialistes comme une association de libres penseurs athées et matérialistes, le cercle Galilée compte au départ près de 900 adhérents et de 1 000 à 1 200 par la suite. Il se signale dès 1909 par son opposition aux régimes militaristes quand, en décembre, ses représentants sont expulsés d'un congrès organisé à l'initiative du ministre de la Défense, qui cherche à introduire des exercices de tir dans les cours de gymnastique des écoles. Mais jusqu'en 1914, c'est le combat anticlérical qui est l'axe de son programme.

Les « anciens galiléistes » (dont Károly Polányi, devenu dans l'émigration un économiste mondialement connu) ayant été mobilisés, une nouvelle génération prend le relais. Mais alors que l'activité des anciens portait principalement sur la diffusion des connaissances, les « nouveaux galiléistes » veulent connaître et faire connaître les incidences économiques et sociales de la guerre. Ces questions font l'objet

59 MMTVD, vol. 4/B, n° 131, p. 251.

d'une série de conférences données par des intellectuels radicaux et sociaux-démocrates, comme Oszkár Jászi, Pál Szende, Ervin Szabó, Zsigmond Kunfi, Zoltán Rónai ou Jenő Varga.

L'opposition du cercle à la guerre repose sur des principes marxistes et son discours puise dans les travaux de Gustave Hervé et Jean Jaurès. Il affirme que, dans la guerre, les seuls gagnants sont les capitalistes, les fournisseurs des armées et les généraux. Comme le *Népszava*, le cercle a commémoré en 1915 l'assassinat de Jaurès et Endre Ady a écrit un poème pour cette occasion.

En 1916 déjà, le cercle lança des cours de russe, et le slogan « Parlons nous aussi russe – Agissons nous aussi russe » remplaça le précédent « Apprendre et enseigner ». À partir de 1917, il participe régulièrement aux manifestations des syndicats contre la guerre et le 17 novembre il en prend l'initiative. Le groupe Duczynska-Sugár est à l'origine du tract diffusé le 5 janvier 1918 en plusieurs centaines d'exemplaires auprès des casernes de Budapest, intitulé « Soldats, nos frères ! ». Le socialiste Ervin Szabó a aidé à la rédaction du texte, mais le modèle, la proclamation de mars 1917 des zimmerwaldiens, en avait été introduit sur microfilm par Ilona Duczynska, qui faisait ses études en Suisse. La polycopie en fut réalisée grâce à Vladimir Justus, un réfugié russe de 1905 travaillant pendant la guerre parmi les prisonniers russes de Hongrie, en rapport avec le Parti bolchevik.

Après la diffusion du 5 janvier, la police arrête les galiléistes suspects, soit une quinzaine. Au bout de huit mois de détention préventive, Duczynska et Sugár sont condamnés respectivement à deux et trois ans de prison. La propagande illégale est poursuivie par de jeunes animateurs, comme Otto Korvin et Imre Sallai. Le couple emprisonné sera libéré le 30 octobre 1918 par la foule révolutionnaire, dont les deux militants épouseront la cause, non sans connaître des affrontements avec les « anciens » revenus du front[60].

60 CSUDERLIK Péter, *Az I. világháború és a Galilei Kör « antimilitarista » tevékenysége galileista memoárokban*. [La Première Guerre mondiale et l'activité antimilitariste du Cercle

La révolution d'Octobre et l'avènement du pouvoir bolchevik donnent une impulsion puissante aux combats pour la paix.

À Vienne, le 11 novembre, les sociaux-démocrates organisent une démonstration débouchant sur le rassemblement de 50 000 ouvriers. Les députés Ellenbongen, Tomesch, Reuner et Adler ont parlé de la révolution russe et de l'offre de paix du soviet des ouvriers et paysans de Petrograd. La résolution adoptée exprime l'espoir « *que l'Empire allemand et l'Autriche-Hongrie acceptent la main tendue pour mettre fin à la guerre qui assassine les peuples* ». Le texte en quatre points invite en particulier les puissances centrales à renoncer à toute annexion et indemnité[61].

En Hongrie, l'événement a renforcé dans le PSD l'influence des éléments de gauche. « *C'est en ces journées de novembre que la révolution de mars est parvenue à sa maturité* », écrit le *Népszava* le 9 novembre 1917. Le 11, il proclame que le PSDH reconnaît comme son propre programme le projet de paix du gouvernement soviétique. Le parti somme le gouvernement et le ministre commun des Affaires étrangères d'accepter sans tarder les négociations de paix sur la base des propositions russes.

Alors que pendant toute la guerre l'opposition révolutionnaire est restée faible et isolée, un Comité inter-usines formé de délégués d'ouvriers, d'ingénieurs, de cadres et de techniciens joue un rôle de coordinateur et « *dispute avec succès au PSD la direction de plusieurs sections syndicales à Budapest*[62] ». Soutenue par E. Szabó, l'action des socialistes révolutionnaires devient aussi plus visible. Dans un tract signé par le Groupe socialiste zimmerwaldien hongrois, ils proclament la nécessité d'un « *mouvement pacifiste, révolutionnaire uni du prolétariat international* » pour « *faire la guerre à la guerre* » et, plus concrètement, ils prônent la grève générale

Galilée dans des mémoires galiléistes]. kommentar. info. hu/iras/.../variaciok_a_defaitizmusra

61 *Népszava*, 13 novembre 1917. « A bécsi munkásság nagy tüntetése ». [La grande manifestation des ouvriers de Vienne].

62 D. GROS, *op. cit*. p. 70.

et le sabotage des industries de guerre. Dans un second tract, diffusé au moment du lancement d'un nouvel emprunt de guerre, ils associent les idées bolcheviques et la paix, un tampon sur la feuille portant l'inscription : « *Pas un sou, pas un homme pour l'armée*[63]. »

C'est donc sous la poussée des forces radicalisées que la direction du PSDH appelle à un grand rassemblement pour le dimanche 25 novembre 1917. Mais, redoutant que le contrôle du meeting lui échappe, elle convoque les cadres organisateurs et leur recommande le sang froid et « l'intelligence socialiste » ; on leur demande même, provoquant l'indignation de quelques-uns, d'engager leur responsabilité personnelle de pouvoir contenir les « amertumes et les passions ».

Le 25 novembre, malgré l'interdiction, plus de cent mille ouvriers défilent dans les rues de Budapest, scandant « À bas la guerre ! », « Vive la révolution russe ! », « Vive la paix mondiale ! », « À bas les fournisseurs de l'armée ! », « Vive le socialisme international ! », etc.

Au Hall de l'industrie et tout autour, la foule forme trois énormes rassemblements, où une douzaine d'orateurs du parti prennent la parole. À l'intérieur de la salle, l'orateur le plus habile du parti, Dezső Bokányi, parle aussi de la nécessité des conseils ouvriers, mais il a du mal à accorder son discours à l'ambiance révolutionnaire du public qui demande la grève générale.

Des démonstrations semblables, animées souvent par des femmes socialistes, ont eu lieu dans plusieurs villes de province et même dans des petites localités[64].

Dans l'après-midi de ce 25 novembre, le PSD réunit en congrès extraordinaire 233 délégués de 94 organisations. Le débat porte sur des problèmes secondaires par rapport à la situation. Les dirigeants évitent notamment de revenir sur la

63 MMTVD, novembre-décembre 1917, vol. 5, p. 41.

64 *Népszava*, 27 et 30 novembre, 6 décembre 1917. « A munkások napja. Százezrek az Iparcsarnok előtt ». [La journée des ouvriers. Des centaines de milliers devant le Hall de l'Industrie] ; « A vidék munkássága is tüntetett a békéért ». [Les ouvriers des provinces aussi ont manifesté pour la paix] ; « Béke és választójog ». [Paix et droit de vote].

question des conseils ouvriers et appellent la classe ouvrière au calme et à la discipline.

À l'opposé, alors que depuis la fin décembre un puissant mouvement de grèves secoue les régions minières et que le gouvernement envisage l'instauration de la loi martiale, les socialistes révolutionnaires s'adressent aux soldats, liant le sort de la paix et la lutte sociale :

> Soldats, nos frères !
>
> C'est maintenant que votre sort se décide ! Déjà à la maison la terre tremble, les exploités et les opprimés se préparent à demander des comptes à ceux qui doivent payer pour le fleuve de larmes et de sang. Vous êtes l'espoir ultime des maîtres, c'est derrière vos baïonnettes qu'ils cherchent à se réfugier. Si l'armée des affamés et des miséreux descend dans la rue et que vous soyez envoyés pour noyer dans le sang le mouvement de vos frères, soldats, qu'allez-vous faire ?[65]

Selon le ministre de l'Intérieur, les villes industrielles du pays et surtout Budapest sont tout à fait minées par des tendances révolutionnaires. « *L'ordre social est très sérieusement menacé,* dit-il, *par des grèves de masse et des mouvements révolutionnaires. Il constate qu'à travers le front un grand nombre d'écrits subversifs est importé en fraude de la Russie, et les prisonniers de guerre qui se trouvent chez nous diffusent grandement la propagande révolutionnaire ; qui plus est, on a constaté que l'imprimé subversif intitulé "Soldats, nos frères" a été passé en fraude dans les casernes.* » De son côté, le ministre du Commerce rapporte que « *les chemins de fer aussi sont saturés d'idées subversives* ». En fin de séance, le ministre de la Justice rassure ses collègues : tous ces mouvements entrent dans la catégorie des crimes contre les forces armées et, éventuellement, on peut avoir recours à la justice militaire[66].

Cependant, à Brest-Litovsk, les négociations de paix commencées le 22 décembre 1917 ne tardent pas à révéler les desseins impérialistes des puissances centrales. Le 10 janvier 1918, leurs négociateurs annoncent qu'ils ne considèrent pas

65 MMTVD, vol. 5, décembre 1917, n° 32, p. 47.

66 PVCM, 7 février 1918, n° 275, p. 389.

l'Ukraine comme faisant partie de la Russie puis, le 12 janvier, le général Hoffmann, représentant de l'état-major allemand, avertit grossièrement la délégation soviétique que la Russie doit assumer son statut de pays vaincu.

En Allemagne et en Autriche-Hongrie, où les populations suivaient avec beaucoup d'attention ce qui se passait à Brest-Litovsk, la tournure des entretiens fit monter la tension. Le 14 janvier, la grève éclata à Vienne-Neustadt et s'étendit dans toute l'Autriche puis en Hongrie, où elle prit une plus grande ampleur et un caractère plus radical. En Allemagne, la grève politique déclenchée avec retard mobilisa environ un million de travailleurs.

Selon le *Journal de Genève* du 31 janvier, les chefs socialistes autrichiens étaient hostiles à la grève, *« ils n'y ont adhéré que pour ne pas être débordés et, au bout de quarante-huit heures, ils ont proclamé la reprise du travail »*. Mais les ouvriers posèrent leurs conditions au comte Czernin et à l'empereur Charles,

> non sans avoir élu un comité permanent, qui continue à siéger, surveille le gouvernement et pourrait, du jour au lendemain, déclencher un nouveau mouvement ouvrier.
>
> À Budapest, un comité analogue s'est constitué, qui a pris le nom de Conseil des ouvriers et soldats, nom fatidique et contagieux, qui comporte tout un programme et dont nous entendrons parler souvent encore, et dans plus d'un pays[67].

En effet, les 19-20 janvier, la grève se propagea dans les villes de province : Szeged, Szabadka, Temesvár, Győr, Kolozsvár, Nagyvárad, Miskolc, Nagykanizsa, Szombathely, Pécs, Arad, Kaposvár, etc. Le 20 janvier, le consul allemand écrivait que le mouvement de grève s'était étendu à tous les centres industriels et qu'il est « fortement antiallemand ».

Après avoir organisé au Hall de l'industrie à Budapest un nouveau rassemblement avec une centaine de milliers de manifestants, la direction du PSD réussit à démobiliser l'immense mouvement. L'indignation est telle que l'appareil du parti envisage de démissionner. Il réunit un congrès extraordinaire le 10 février 1918, où les délégués votent néanmoins la

67 *Répercussions de la grève autrichienne,* BDIC, F delta 0789/096/3.

confiance, admettant que le mouvement ouvrier hongrois ne pouvait pas imposer sa volonté au gouvernement allemand.

De leur côté, les socialistes révolutionnaires appellent à constituer un conseil ouvrier central à Budapest, qui exercerait son contrôle sur la direction du PSD.

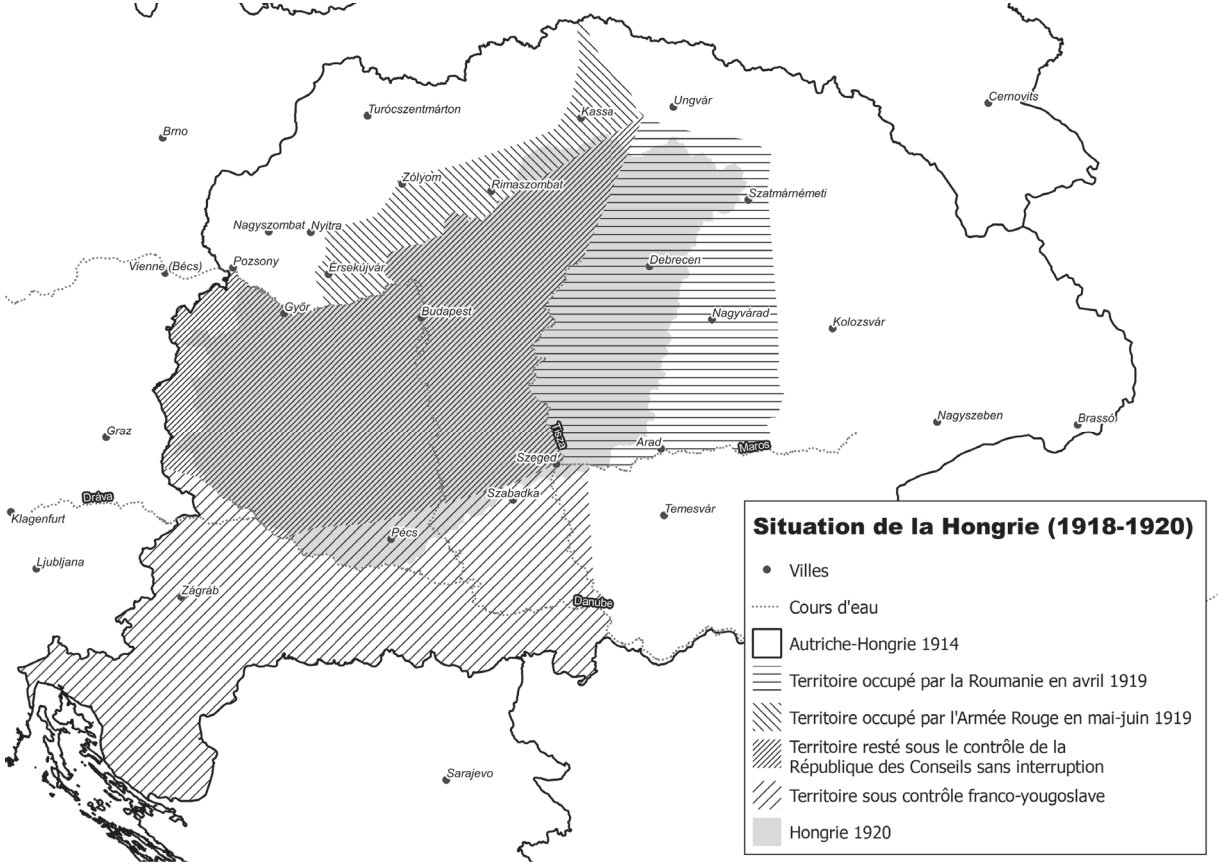
À partir de mars, les grèves se succèdent dans les usines et les mines ; le 1er mai, c'est la grève générale avec des manifestations un peu partout en Hongrie, malgré l'interdiction du ministre de l'Intérieur et la terreur militaire exercée contre les organisateurs. Le mouvement du prolétariat de la monarchie culmine dans la grève générale politique de juin : le 18 à Vienne et le 20 à Budapest, où les gendarmes tirent sur les ouvriers et le gouvernement prend une série de mesures de rétorsion.

Le ministre du Commerce estime que la direction des mouvements échappe aux leaders syndicaux. *« Pour en garder le contrôle, il faut qu'ils poursuivent l'agitation* [...] *ils savent organiser des grèves mais ne sont pas capables de les désarmer. »* Il pose donc la question de l'enrôlement des dirigeants syndicaux, *« dont les neuf dixièmes sont dispensés du service militaire »*. Dans le même ordre d'idées, il demande à ses collègues s'il ne faudrait pas interdire le *Népszava* et ses diverses éditions, et supprimer du même coup les billets de chemin de fer dont bénéficient les correspondants socialistes. *« Il serait bon en revanche,* dit-il, *de décerner des distinctions aux employés du public et du privé qui ont acquis des mérites comme briseurs de grève*[68]. »

Quant à la direction sociale-démocrate, elle prend derechef les devants, organise un conseil ouvrier, qu'elle dissout le 27 juin, après l'avoir utilisé pour faire cesser la grève générale.

Mais le mouvement a laissé des traces profondes et, dans les mois qui suivent, une succession de grèves de la faim et des mutineries secouent le pays, en sorte qu'il y a désormais un front intérieur et que la grève politique de juin 1918 apparaît comme le signe avant-coureur d'une révolution en Hongrie.

68 PVCM, 21 juin et 6 juillet 1918, nos 353-354, p. 475 et n° 361, p. 481.


Turócszentmárton
Kassa
Ungvár
Cernovits
Brno
Zólyom
Rimaszombat
Szatmárnémeti
Nagyszombat
Nyitra
Pozsony
Vienne (Bécs)
Érsekújvár
Debrecen
Győr
Budapest
Nagyvárad
Kolozsvár
Graz
Nagyszeben
Brassó
Tisza
Arad
Maros
Szeged
Szabadka
Temesvár
Dráva
Klagenfurt
Pécs
Ljubljana
Zágráb
Danube
Sarajevo
Situation de la Hongrie (1918-1920)
Villes
Cours d'eau
Autriche-Hongrie 1914
Territoire occupé par la Roumanie en avril 1919
Territoire occupé par l'Armée Rouge en mai-juin 1919
Territoire resté sous le contrôle de la République des Conseils sans interruption
Territoire sous contrôle franco-yougoslave
Hongrie 1920

4. Économie et société en guerre[1]

Si en matière politique et administrative les gouvernements de la monarchie se sont très activement préparés au conflit à venir, ils n'ont prévu que des dispositions limitées en vue d'une économie de guerre. Ce sont d'ailleurs, là aussi, des mesures pour la plupart de nature administrative, comme le montrent les différents paragraphes aménagés de la loi de 1912 : possibilité pour les autorités locales de plafonner les prix des produits de première nécessité ; pouvoirs donnés à l'armée d'imposer, en cas de mobilisation et de guerre, des services divers à la population civile, et notamment de contraindre à des travaux d'intérêt militaire les hommes aptes au travail jusqu'à l'âge de 50 ans ; et, pendant ces travaux, ils seraient soumis au pouvoir disciplinaire de l'armée et au Code de justice militaire ; de même, les propriétaires d'usines et de centres industriels peuvent être obligés de produire en fonction des besoins de la guerre ou de céder leurs usines avec les personnels. La loi prévoit aussi la livraison obligatoire des denrées pour les besoins de l'armée, ainsi que l'utilisation des chevaux et des voitures.

Par la suite, le pouvoir réglementaire de l'État ne cessant de s'élargir, le gouvernement se donne notamment le droit de définir les prix à l'échelon national, d'obliger les particuliers à déclarer et à livrer les stocks excédentaires des denrées de première nécessité, ou encore d'imposer du travail obligatoire non seulement pour l'armée mais aussi pour l'intérêt général, y compris aux femmes, et de reporter à 55 ans la limite d'âge pour les hommes appelés à des travaux pour l'armée, etc.

Mais le passage à l'économie de guerre posait bien d'autres problèmes. De fait, comme les autres États, l'Autriche-Hongrie s'attendait à une guerre de courte durée et ne disposait pas de réserves suffisantes en matières premières et énergétiques.

1 SIKLÓS András, *A Habsburg-birodalom felbomlása 1918.* [La dissolution de l'empire des Habsbourg], Bp., 1987. M. SCHIAVON, *op. cit.* J.-P. BLED, *op. cit.*

Elle subissait en outre les effets du blocus décrété par l'Entente contre les puissances centrales et, indirectement, les pressions exercées sur les pays neutres pour qu'ils ne livrent plus à celles-ci des matières stratégiques, encore que cet obstacle ait été bien souvent contourné[2]. La Hongrie, en tout cas, devait importer les matières comme le cuivre, le coton, le lin, le plomb ou encore le cuir ; et surtout le charbon allait devenir, avec les transports, un facteur de premier ordre du ralentissement sinon de la paralysie de la production industrielle dans tout l'empire.

En temps de paix, la monarchie avait besoin chaque année de 63 millions de tonnes de charbon. En 1915, 85 % de cette quantité était disponible, 92 % en 1916 et 87 % en 1917 ; l'état des stocks de minerai de fer était semblable. Dans l'ensemble, l'essoufflement de l'économie de guerre, très visible au tournant de 1917-1918, est dû avant tout à la pénurie du charbon.

En Autriche, depuis la fin de 1917, la sidérurgie Trzynietz et Witkowitz n'utilise plus que 70-80 % de sa capacité et celle de l'Oesterreichisch-Alpine-Montangesellschaft 40 % ; Prager Eisen-Industrie-Gesellschaft fournit seulement 40 % de sa production d'avant-guerre pour la fonte et 58 % pour l'acier ; dans d'autres usines de guerre (Bleckmann, Storé, Streteben, Hopfengärtner) l'activité s'arrête tout à fait durant la première semestre de 1918. En Hongrie, le grand centre sidérurgique de Rimamurány-Salgótartján, qui fournissait 80 % du fer hongrois, n'utilise à la fin de 1917 que 25-30 % de sa capacité[3].

À Budapest, dans les premiers mois de 1917, alors que l'approvisionnement en farine est défectueux, les moulins ne sont pas en mesure de moudre leurs stocks de blé du fait du manque de charbon. En janvier, le gouvernement met en place un Comité national du charbon et organise la livraison mensuelle de farine contre charbon aux mineurs autrichiens. En octobre, le ministre du Ravitaillement note que *« les minoteries se débattent au milieu de la plus grande misère de charbon et, de ce fait, non seulement la mouture ne peut se faire à*

2 FERRO Marc, *La Grande Guerre 1914-1918,* Paris, 1969, p. 189-192 notamment.

3 A. SIKLÓS, *op. cit.*, p. 71 et note 24, p. 84.

plein rendement mais le transport du maïs, si important pour alimenter l'armée en fourrage, ne peut s'effectuer non plus[4] ».

En effet, la pénurie du charbon est aggravée par l'insuffisance ferroviaire, comme le constate l'historien J.-P. Bled :

> Faute d'un nombre suffisant de wagons disponibles, leur majorité étant réquisitionnée par les besoins de l'armée sur les différents fronts, ce sont 30 % des stocks de charbon qui se trouvent immobilisés. [...] Ce blocage entraîne des conséquences dommageables pour l'industrie, grande consommatrice de charbon, mais aussi pour les particuliers qui, dans les villes, utilisent principalement ce combustible. [...] En raison de cette pénurie, le froid s'installe progressivement comme l'un des fléaux auxquels les populations urbaines sont confrontées[5].

L'approvisionnement de l'armée et de la population civile était encore plus difficile en textile et en cuir. En fil de coton, la production par rapport aux besoins d'avant-guerre était de 88 % en 1915, 21 % en 1916 et 25 % en 1917. Pour chausser les troupes, l'armée n'a pu répondre, d'un semestre à l'autre de 1917, qu'à 70-75 % puis à 50-60 % de ses besoins[6].

Pour gérer les facteurs matériels et humains de l'économie de guerre, la monarchie a, dans l'ensemble, pratiqué trois méthodes : l'étatisme, la militarisation des entreprises d'intérêt stratégique et les réquisitions.

Pour ce qui est du rôle de l'État, les gouvernements, tant à Vienne qu'à Budapest, ont suivi le modèle allemand en instituant des bureaux qui centralisent le contrôle du secteur vital des matières premières, depuis leur transformation jusqu'à la livraison des produits finis. « *En 1915, on n'en compte pas moins de 91, dont 20 couvrent le domaine de l'agriculture et 55 celui de l'industrie*[7] ». Mais contrairement à l'Allemagne, où l'État fournit le capital fondateur, en Autriche-Hongrie la création des centres se fait par des entreprises privées qui ont besoin de crédits de 20 à 30 fois supérieurs au capital initial. Le

4 PVCM, 10 octobre 1917, n° 209, p. 300-302.

5 J.-P. BLED, *op. cit.*, p. 159.

6 J. GALÁNTAI, *op. cit.*, p. 278.

7 J.-P. BLED, *op. cit.*, p. 156.

gouvernement voit dans ce déséquilibre l'origine des défauts et des abus du système ; aussi un ministre propose-t-il de créer un « *office de contrôle des centres et des comités de l'économie de guerre*[8] ».

En Hongrie, dès fin 1914-début 1915, des centaines de décrets sont publiés sur l'utilisation rationnelle des matières premières. Ils en interdisent notamment l'exportation et réglementent leur emploi. Les centres d'achat et de distribution sont créés sous forme de sociétés par actions, pourvues de larges compétences. Pour assurer par exemple l'approvisionnement des usines métallurgiques d'État, un Centre de métaux SA des pays de la Sainte-Couronne hongroise est créé en mai 1915, dans lequel le gouvernement souscrit pour 400 000 couronnes. Pour soustraire les actions au commerce libre, l'accord est conclu avec le syndicat des actionnaires pour que les coupons soient déposés dans une banque. Par ailleurs, on décrète en février 1915 la déclaration obligatoire des métaux par les particuliers, puis la livraison des objets métalliques des ménages[9].

La réglementation provoque des résistances. Dans l'industrie de la chaussure, qui souffrait avant la guerre de la concurrence étrangère, les commandes de l'armée ouvrent de belles perspectives de profit, avant que la pénurie de cuir ne génère des prix usuraires puis, au début de 1917, l'intervention des autorités. En guise de protestation contre les mesures prises (prix plafonnés, contingentements), visiblement un grand nombre de commerçants et de fabricants de chaussures ferment leurs établissements. En réponse, le ministre du Commerce propose de mettre la main sur les magasins fermés et de retirer leur licence aux cordonniers récalcitrants, qui seraient enrôlés dans des ateliers organisés par l'État ; il proposera aussi des amendes et des peines d'emprisonnement[10].

De façon générale, et comme dans bien d'autres pays belligérants qui ont vu apparaître des légions d'accapareurs et des

8 PVCM, 22 mai 1918, n° 329, p. 449-453.

9 PVCM, 22 mai 1915, n° 77, p. 138-139.

10 PVCM, 10 et 22 mai 1918, n° 322 et 328, p. 444 et 449.

bénéfices industriels « fantastiques »[11], l'économie de guerre a généré dans la monarchie des profits vertigineux et, dans le maquis des fournisseurs, des cas de fraude et de corruption innombrables. Dans le journal socialiste, des titres parlants témoignent des scandales que provoque l'éclatement de telle ou telle affaire[12] : « L'ennemi intérieur », « La vertu et le patriotisme du capital », « La grande tricherie des grossistes en drap de laine », « Des guenilles pour les soldats et des millions pour eux », « Les hyènes de la guerre »...

À y regarder de plus près, il semble que la guerre impérialiste est bien soutenue par les arguments de la lutte des classes, procédé sans lequel le barrage de la censure n'aurait certainement pas pu être franchi. Ainsi, l'article intitulé « *La vertu et le patriotisme du capital* » est à la fois une dénonciation sévère de la course au profit et une ardente préoccupation pour la « *capacité de combat de nos soldats* ».

Le texte présente trois affaires, dont la première a pour protagonistes des riches marchands de Szeged et des fonctionnaires corrompus, responsables de fournitures militaires, qui ont livré des articles ne correspondant ni en quantité ni en qualité à ce qui était prévu dans les contrats ; en empochant la différence, ils ont « accaparé des centaines de milliers sinon des millions » de couronnes.

Le deuxième cas est celui des fournisseurs de bottes qui ont voulu équiper « nos soldats » de bottes aux semelles de papier et le troisième, qui réapparaît plusieurs fois au cours des enquêtes, décrit les agissements des grossistes en drap de laine : les uniformes qui ont été fabriqués avec leur tissu se sont effilochés en quelques jours, alors qu'ils ont demandé à l'État 12 couronnes par mètre, un prix correspondant au coût des draps de la plus haute qualité.

Un test fut en effet réalisé (dans deux casernes de Budapest portant les noms de Marie-Thérèse et de François-Joseph) « *devant une commission mixte de fonctionnaires de police et d'officiers de l'armée.* [...] *Au bout d'à peine une demi-heure d'exercice, l'uniforme de presque chaque soldat fut troué aux*

11 M. FERRO, *op. cit.*, p. 295-296.

12 *Népszava*, 6, 17, 18, 19, 20, 27 mars 1915.

genoux et aux coudes. La commission constata qu'après huit-dix [mouvements], l*e tissu des pantalons se trouvait littéralement décomposé.* » Assimilée à la trahison, la fraude vaudra à ses auteurs le tribunal militaire.

Voilà donc des exemples, note le *Népszava*, qui justifient pleinement les phrases mises en exergue de l'article incriminé, phrases que Marx lui-même avait empruntées à « une revue libérale anglaise » pour caractériser le capital :

> Le capital, dit le *Quarterly Review*, fuit le tumulte et les disputes et est timide par nature. Le capital abhorre l'absence de profit ou un profit minime, comme la nature a horreur du vide. Que le profit soit convenable, et le capital devient courageux : 10 % assurés, et on peut l'employer partout ; 20 %, il s'échauffe ; 50 %, il est d'une témérité folle ; à 100 %, il foule aux pieds toutes les lois humaines ; 300 %, il n'est pas de crime qu'il n'ose commettre, même au risque de la potence. Quand le désordre et la discorde portent profit, il les encourage tous deux, à preuve la contrebande et la traite des nègres[13].

Faut-il rappeler qu'il ne s'agit pas là d'un problème propre à la Hongrie, et le journal socialiste ne manque pas de signaler la dimension internationale de la fraude : en Autriche, c'est le scandale du blé, des fourrages et des godillots en papier ; en Allemagne, ce sont des « commerçants patriotes » qui font acheter à prix d'or des articles de pacotille par les proches des soldats pour qu'ils leur envoient ces objets au front. « *De Paris, on annonce que le tribunal militaire a condamné à sept ans de réclusion et à la privation de la Légion d'honneur un trésorier-payeur de l'armée, le nommé Desclaux, pour détournement de subsistances militaires. Parmi les autres condamnés, la maîtresse de Desclaux, madame Beschoff, s'est vu infliger deux ans de réclusion*[14]. »

D'une autre échelle sont les profits réalisés légalement à la faveur de la conjoncture de guerre. Dès 1915, les bénéfices de la sidérurgie de Rimamurány-Salgótarján dépassent de

13 *Népszava*, 17 mars 1915.

14 *Népszava*, 27 mars 1915, « A háború hiénái ». [Les hyènes de la guerre].

30 % les profits de 1914 et, pour la même année, les gains de l'usine Weiss-Manfréd sont trois fois plus élevés que l'année précédente. En face, les salaires, loin de suivre le mouvement, s'effondrent. C'est que la guerre coûte cher ; pour la Hongrie, la quote-part des dépenses communes est de 36,4 %. Pour financer les dépenses militaires, l'État multiplie les émissions de billets de banque et lance des emprunts. À la fin de 1915, la masse monétaire est deux fois plus élevée qu'au début de la guerre. Quant aux emprunts, dont huit seront émis, le premier est lancé en novembre 1914. Par ce moyen, et surtout par l'inflation, le gros du fardeau financier est transféré sur le dos des travailleurs et des petites gens. Les bulletins syndicaux, le journal du PSD et les requêtes diverses expriment l'exaspération de la classe ouvrière sous des titres caractéristiques : « C'est la guerre, la spoliation libre ! », « Nous demandons la protection de la loi », « Situations désespérantes », « Fournitures militaires et salaires », « Nous n'en pouvons plus »...

Les masses ouvrières souffrent à la fois de l'inflation, de la cherté et de la pénurie, la situation étant de loin plus mauvaise en Autriche dans le domaine alimentaire. Selon les calculs du ministre des Finances hongrois, Sándor Teleszky, les dépenses de nourriture d'une famille ouvrière de cinq membres passe de l'index 100 en 1914, à 215,9 en 1915 et à 325,8 en 1916 ; dans le même temps, les salaires n'ont augmenté que de 50 %. La situation est meilleure pour les ouvriers de la métallurgie, et particulièrement mauvaise dans l'habillement, le bâtiment, l'industrie alimentaire et dans les transports.

Afin d'assurer la stabilité de la production et une main-d'œuvre bon marché et soumise, les entreprises travaillant pour l'armée ont été placées sous contrôle militaire. Cela s'organise dès le tournant de 1914-1915 et englobe jusqu'en octobre 1915 les ouvriers de 263 usines en Hongrie, où l'on a suivi le modèle allemand et autrichien. Le commandant militaire nommé à la tête de l'entreprise dispose des pouvoirs disciplinaire et pénal, tandis que la direction ancienne s'occupe des questions économiques et techniques. Pour fixer la main-d'œuvre, les ouvriers aptes au service militaire sont assermentés et enrôlés au travail comme soldats de l'armée territoriale, sans qu'ils puissent changer d'employeur.

Il s'avère toutefois que des considérations politiques comptaient encore plus que la nature des activités concernées. « *Il est notoirement connu,* déclare le ministre de la Défense en février 1918, *que la militarisation a concerné le plus souvent les entreprises et les usines dont les ouvriers avaient un comportement suspect et même agité, en sorte que l'intérêt de l'État a exigé expressément que ces individus soient placés sous une discipline militaire entière.* »

Car l'attitude à adopter face à la résistance ouvrière fait l'objet de plusieurs débats ministériels après l'avènement du nouvel empereur, Charles, qui cherche à prendre ses distances avec les militaires. Pour se conformer à ses bonnes intentions, Budapest souhaite réviser le pouvoir militaire par un accord entre le ministre commun de la Défense et le gouvernement, « *en stipulant obligatoirement que cela n'entraîne une diminution de la force et de l'autorité ni pour l'État ni pour l'armée, et que l'abandon de la militarisation n'intervienne surtout pas là où l'explosion de nouveaux mouvements et la nécessité d'une intervention ne sont pas exclues* ».

L'extension de la compétence des comités de doléances (dont il sera question plus loin) aux usines sous contrôle militaire, la présence d'une main-d'œuvre féminine qui n'est pas assimilable au statut des soldats, ou encore la prise en compte des services passés qui tournerait à l'avantage des travailleurs récalcitrants et au détriment des éléments obéissants, et donc non militarisés, tout cela engendre des complications. L'essentiel tourne quand même autour des conflits dans les usines incriminées, comme le montre le projet de décret adopté en août 1917 :

> En cas de grève, le commandant doit en chercher les causes et avertir la direction de l'usine et toutes les autorités [civiles]. Si après la suppression de la cause les ouvriers ne reprennent pas le travail, les instigateurs doivent être écartés, éventuellement par la voie de l'incorporation [en service de front]. Si cela ne suffit pas, les éléments récalcitrants doivent être livrés au commandement de la division concernée, qui engagera contre eux la procédure ordinaire et, en cas de gravité, la procédure exceptionnelle.

> La condamnation à mort éventuelle doit être communiquée aussitôt aux ouvriers mais, s'ils reprennent le travail, il faut donner suite à la demande de grâce. En cas de grève de courte durée, il ne faut pas inquiéter les esprits avec des sanctions graves. Quand cela est justifié, l'affaire peut être réglée par voie disciplinaire ; cette méthode légère est recommandée chez les individus qui n'ont pas reçu une formation militaire. [...] Dans le cas des personnes non astreintes au service militaire […], il faut faire appel non pas à l'armée mais à la gendarmerie et à la police, bien que, le plus souvent, ce soit les ouvrières qui font preuve de l'aplomb le plus déterminé[15].

Si, dans les cabinets ministériels de Budapest, la question est traitée avec une froide technicité administrative, à Vienne, dès que les débats au Reichsrat deviennent possibles, les députés tchèques, approuvés bruyamment par tous les députés socialistes, demandent au ministre de la Défense s'il est prêt à suspendre le décret qui fait des ouvriers des soldats. L'interpellation intervient après que 31 ouvriers d'une grosse usine de Prague eurent été condamnés de quatre à dix-huit mois de prison par le tribunal de la division Landwehr de la ville, pour « insurrection et entrave à la discipline ».

Le ministre Czapp déclare que l'organisation des détachements ouvriers de la Landwehr a été nécessaire du fait que la productivité de certaines grandes usines stratégiques se trouvait compromise à la suite des grèves ; alors que le député Léon Winter « *exige la libération immédiate des ouvriers, puisque leur assujettissement à la discipline militaire est illégal, précipité et erroné sur le plan politique* ». Plus indigné encore, son collègue Seitz laisse entrevoir l'ampleur de la répression pratiquée par l'armée :

> Le député Seitz dit que [...], dans les pays de l'arrière, les grandes masses des ouvriers vivent dans un état de non-droit, que des hommes libres ne pourront pas supporter

15 PVCM, 24 août 1917, n° 189, p. 280-283. Et aussi : 23 août 1914, 24 janvier 1916, 27 juillet, 10 août et 30 octobre 1917, 11 janvier, 7 février et 7 mars 1918, soit les nos 21, p. 83 ; 115, p. 207 ; 177, p. 268-269 ; 184, p. 277-278 ; 265, p. 378-382 ; 223, p. 322-326 ; 278, p. 392-393 ; 292, p. 413-414.

> longtemps. [...] Il proteste contre le fait que des ouvriers civils soient traités comme des soldats [...], il rappelle que les tribunaux militaires ont prononcé un grand nombre de condamnations abjectes, non seulement contre des Tchèques, des Polonais, des Ruthènes et des Italiens, mais aussi contre des ouvriers allemands ; des jugements qui foulent aux pieds toute espèce de droit et qui ont bouleversé tous les gens qui pensent honnêtement[16].

L'argumentaire des autorités militaires confirme, si besoin en était, qu'à côté des grèves politiques et des revendications diverses (traitement inhumain, vêtements, etc) les grèves et les manifestations les plus importantes ont pour origine l'insuffisance du ravitaillement en produits alimentaires. C'est un problème propre à toute époque de guerre, qui met en cause en amont la production agricole et touche au plus près la subsistance de trois grandes catégories de consommateurs : l'armée, la population civile et les travailleurs industriels.

Pour la denrée de base qu'est le blé, on retiendra que dans les années d'avant-guerre la production totale de la monarchie en blé et en seigle s'élevait à 104,6 millions de quintaux (Mq), dont 60 millions en Hongrie et le reste en Autriche ; la Hongrie disposait chaque année d'un surplus de 14,2 Mq en moyenne, qu'elle vendait à l'Autriche.

La guerre entraîne à court terme une chute spectaculaire de la production. Les récoltes de 1914 ayant été médiocres, des difficultés apparaissent pendant le premier hiver de la guerre, mais en 1915 l'abondance des moissons et l'importation du blé de Roumanie (avant son entrée en guerre) permettent de pourvoir aux besoins. On assiste ensuite à des aggravations successives : en 1916, les récoltes ne couvrent que 63 % des besoins et les deux années suivantes les déficits sont respectivement de 40 Mq et de 50 Mq.

Les causes de la baisse sont multiples. L'agriculture se ressent du manque de main-d'œuvre, bien que les mobilisés aient pu être remplacés par les femmes, les enfants, les gens âgés et des prisonniers de guerre (à la suite surtout des succès

16 *Népszava*, 7 novembre 1917. « Az osztrák képviselőház ülése ». [La séance de la Chambre des députés autrichienne].

militaires de l'été 1915). Le déclin du cheptel et la mobilisation des chevaux sont un autre facteur négatif à plus d'un titre, dont le moindre n'est pas le manque de fumier qui aboutit rapidement à l'épuisement du sol.

En outre, la Galicie, la Bukovine et les provinces méridionales de l'empire deviennent zones de combat et restent inaccessibles, ce qui affecte particulièrement l'Autriche, puisque 25 % ou un tiers de son blé viennent de la Galicie. Et la Hongrie, « grenier à blé de la monarchie », n'est plus en mesure de fournir les quantités d'avant-guerre, en sorte que l'Autriche doit faire face à « un déficit de l'ordre d'un quart, au nom de l'égoïsme sacré ». Cette partie de l'empire, c'est-à-dire la Cisleithanie, connaît aussi une pénurie en pommes de terre, dont la production diminue de moitié entre 1913 et 1916. Le blocus de son côté fait sentir ses effets, entre autres pour l'importation du riz. On ne saurait enfin oublier l'incapacité des organismes chargés de la collecte et de la répartition où, comme ailleurs, la fraude sévit et les gains augmentent, les grands propriétaires tirant profit à la fois de l'inflation et de leur appartenance aux différents comités.

Comme produit de substitution, *« un ersatz de pain, le Kriegsbrot (pain de guerre), fabriqué à partir d'un mélange de maïs, d'orge et de pommes de terre ajouté au blé, est vendu à Vienne dès la fin de 1914*[17] ». En général, ceux qui souffrent le plus, ce sont les grandes villes, les régions de montagne et les centres industriels. À l'échelon de l'empire, le tournant catastrophique se situe au printemps de 1918. La famine menace surtout l'Autriche, ses grandes villes, le Tyrol, la Dalmatie et la Bosnie-Herzégovine, où 100 000 enfants seraient morts de faim.

Malgré la censure, les journaux relatent les scènes de violence devant les magasins, les queues qui se forment dès la nuit et où les malaises et les évanouissements sont quotidiens. Un rapport de police du 16 mars 1918 fait état de 25 000 personnes qui attendent la viande aux halles de Vienne, où il n'y a plus de farine du tout ; sont aussi inaccessibles les matières

17 J.-P. BLED, *op. cit.*, p. 152.

grasses, les pommes de terre, le sucre, bien que les rations en aient été réduites à des quantités insuffisantes.

À Graz et à Innsbruck, on instaure des journées sans pain ; de Vienne, des milliers de gens se rendent les samedis et dimanches à la campagne en quête de nourriture et, quand les agriculteurs refusent de vendre, ces cohortes urbaines recourent à la violence. Une note du ministre de la Justice datée du 4 juillet 1918 mentionne 30 000 habitants de Vienne qui, les 29-30 juin précédents, se sont rendus aux environs de Floridsdorf et Korneuburg, où ils ont déterré les pommes de terre par la force, dévastant les champs et menaçant d'incendier les récoltes.

À Vienne, la grève qui commence le 17 juin a pour origine la réduction de 50 % de la ration de farine. Elle tourne aux désordres et aux pillages, femmes et enfants affamés attaquent les magasins d'alimentation, les boulangeries, les transports de ravitaillement. L'autorité policière rapporte :

> Dans le X^e^ arrondissement, dès 9 heures du matin, environ 100 femmes pénétrèrent dans une épicerie et s'approprièrent les volailles qui s'y trouvaient. D'autres femmes se rassemblèrent devant une boucherie située à proximité (Eugenplatz) et elles emportèrent plusieurs kilos de viande. De l'annexe de la fabrique de pain Anker (Keplerplatz), elles volèrent 100 pièces entières de pain. Au même endroit, l'apprenti d'une boulangerie fut cerné par les manifestants, qui prirent et distribuèrent les pains destinés à la livraison.
>
> Toujours dans le X^e^ arrondissement, un groupe de jeunes pénétra dans une épicerie et essaya d'enlever les paquets de farine qui s'y trouvaient. Ce qui fut empêché par la police (deux arrestations). Des femmes, principalement, arrêtèrent un convoi de chariots chargés de pains, de farine et de divers produits alimentaires. Une foule d'un milliers de personnes se rassembla autour d'un des chariots (Axingerstrasse) et s'empara de 35 pains entiers ; ailleurs (Gellerplatz), elles retirèrent 7 sacs de farine d'un chariot en mouvement.
>
> Vers midi, plusieurs milliers de personnes entourèrent une fabrique (Absberggasse) pour attendre la sortie des chariots à pain. Finalement, les chariots ne purent quitter

> l'usine qu'accompagnés de la police montée. Plus tard, quand l'un des chariots s'arrêta devant une boulangerie, il se trouva encerclé par des femmes qui tentèrent de couper les traits des chevaux. Cela, les policiers l'empêchèrent et firent démarrer le chariot. Les manifestants et des individus installés sur les fenêtres lancèrent des pierres sur les forces de l'ordre. (Un lanceur de pierres fut arrêté). Le matin, à 8 heures environ, 400 femmes manifestèrent dans les grands halles parce qu'elles n'avaient pas reçu leurs rations de viande. Les manifestants essayèrent de se rendre au centre-ville, devant la présidence du Conseil. La police dispersa les manifestants. Une femme fut arrêtée pour cause de désobéissance[18].

Des manifestations semblables furent signalées par la police surtout dans les villes de Bohême-Moravie : Schmichow (Smíchov, quartier de Prague), Kladno, Unhoscht (Unhošť), Schlan (Slaný), Neustraschitz (Nové Strašecí) et Purglitz (Křivoklát), les 7-9 mai ; Prag-Liben (Praha-Libeň), Trübau (Moravská Trebová), Pardubitz (Pardubice), les 6-7 juin ; même chose à Krems, une ville autrichienne du Danube, le 13 juin.

Vue de la partie autrichienne de l'empire, la Hongrie est enviée. « *L'on comparait la misère des Viennois au confort des habitants de Pest et de Berlin ; à Vienne, le pain contenait 80 % de maïs ; à Pest, 10 % ; à Berlin, il était fait avec du froment, de la fleur de farine*[19]. »

Et pourtant, en Hongrie non plus la vie n'est pas idyllique, bien que l'administration soit fertile en idées nouvelles. En octobre 1917, le ministre de l'Agriculture constate que, « *depuis quatre ans que dure la guerre, l'expérience acquise dans le ravitaillement de l'armée et de la population civile prouve incontestablement* [...] *que les décrets publiés dans l'intérêt de la production et de l'alimentation n'ont jamais et nulle part été exécutés, car il n'y avait personne pour en contrôler l'application* ». Il demande donc la création d'un organisme

18 Cité par A. SIKLÓS, *op. cit.*, p. 73.

19 B. AUERBACH, *op. cit.* p. 475.

avec des antennes dans les départements, l'ensemble nécessitant un budget pour 496 experts.

De son côté, son collègue du Ravitaillement se propose de mettre en place des agences fixes dans trois villes (Nyiregyháza, Szabadka et Sopron) et des agences ambulantes, avec des commissaires ministériels, leurs adjoints, des fonctionnaires de police, des experts en minoterie, des fonctionnaires administratifs et des personnels auxiliaires, afin de contrôler les autorités administratives et élus locaux.

Cinq mois plus tard, en février 1918, le nouveau ministre chargé du Ravitaillement, Lajos Windischgraetz, parle des déficits les plus inquiétants en viande de porc, en blé, seigle et maïs ; qui plus est, *« il faut que nous courions au secours de l'Autriche* [car], *si par manque de ravitaillement l'Autriche s'effondre, cela signifie aussi notre perte ».* Une grande partie des stocks de blé est disparue, dit-il, en raison des fraudes et du fait qu'on l'a donnée aux animaux. Il propose de créer des commissariats du gouvernement au ravitaillement général ; dans chaque circonscription militaire, il y en aurait deux. D'autre part, les paysans devraient consentir librement à remettre à l'État les porcs à engraisser (dont il manque 200 000), avant que le pouvoir ait recours aux réquisitions[20].

Quant à l'état réel des campagnes hongroises, une bonne idée en est donnée par les courriers interceptés, dont nous avons déjà cité plus haut quelques extraits. Comme l'indique la notice de la BDIC[21], *« il s'agit d'un ensemble d'extraits de courriers interceptés – par le contrôle postal de Marseille – traduits et dactylographiés. Dans la majorité des cas, les courriers ont été envoyés à des soldats hongrois prisonniers en France par leur famille, mais on trouve aussi des courriers interceptés dans des colis, des courriers interceptés à l'étranger, des courriers envoyés par les prisonniers à leur famille, etc. Concernant les*

20 PVCM, 12 octobre 1917, n^{os} 212, 213, p. 305, 306 et 7 février 1918, n° 281, p. 394-395.

21 BDIC (Bibliothèque de documentation internationale contemporaine), *Correspondance de prisonniers de guerre traduite*. F delta 1854/24. Nous avons ajouté les accents pour les noms propres hongrois.

prisonniers hongrois, le lieu de détention en France n'est généralement indiqué que par la ville (Caen, Le Mans, Romans, Barcelonnette, Toulon, etc.) »

Presque tout ce qui se rapporte à la crise du ravitaillement en Hongrie est daté de l'hiver 1916-1917, mais nombre de témoignages, même succinctement, évoquent le passé récent et annoncent l'avenir proche. Des passages censurés en Hongrie sont signalés par les traducteurs, et aussi certains cas échappés à la censure.

Cette documentation, complétée par quelques lettres semblables tirées des archives allemandes[22], est d'autant plus intéressante pour la question qui nous occupe que la plupart des 140 pièces recensées proviennent de familles paysannes, témoignant d'emblée de la place prépondérante de cette catégorie sociale parmi les combattants du front, comme dans bien d'autres pays à prédominance rurale et agricole. Prépondérance aussi des femmes restées seules, dont les difficultés quotidiennes et les sentiments n'apparaissent guère dans les papiers administratifs.

Dans l'ensemble, de nombreux détails sont rapportés sur les travaux agricoles et les différents aspects souvent imbriqués d'une économie de guerre en crise : la cherté, la pénurie, les réquisitions. Ils renseignent par le truchement de ces problèmes sur l'état moral et physique des expéditrices de lettres, isolées dans des fermes ou des villages sans hommes, sinon des estropiés et les embusqués, dont le bien-être arrogant ajoute à leur malheur ; un sentiment d'autant plus répandu qu'il n'est pas relativisé, dans l'ignorance où l'on est du sort des villages serbes, galiciens, prussiens et autres, incendiés, des populations massacrées ou déportées, etc.

Ainsi, la cherté provoque la nostalgie pour les temps heureux de la paix ; elle est un événement inédit et source d'exaspération :

- Il y a une grande cherté, on paie 200 couronnes un quintal métrique de maïs, on ne trouve de sucre à aucun prix, un

22 HANÁK Péter, *Népi levelek az első világháborúból*. [Lettres populaires de la Première Guerre mondiale], *Valóság*. [Réalité], 19173/3, p. 62-87.

journalier touche 10 couronnes par jour, un kilogramme de sulfate de cuivre vaut 18 couronnes, un dindon 38 couronnes (X, de Hongrie, 8 janvier 1917, à Jeney József, PG à Toulouse-Bragueville).

- Crois-moi, mon cher mari, que j'en ai tellement assez de cette misérable existence que je ne peux pas le dire. Et surtout à cause de cette grande cherté. [...] Je suis tellement maigre à force de soucis et de privations et de misère. Dieu sait quand il y aura la paix dans le monde (Mme István György, Szászváros, 1er décembre 1916, à István György, PG à Rouen).
- Il y a une cherté que tu ne peux imaginer ! Alors qu'autrefois on pouvait acheter pour 10 couronnes deux paires* de vêtements, maintenant il faudrait compter 50 couronnes. D'ailleurs, ceci peut te donner une idée que la boîte d'allumettes** qui coûtait 2 hellers, en coûte 12 à présent. (Mme Kocsis György, Csongrád, 3 février 1917, à Kocsis András, PG à Romans) [*On désigne par « paire » la chemise de toile blanche et la large culotte, genre fustanelle, que porte le paysan hongrois. NDT. **La boîte de 60 allumettes suédoises. – 1 heller = 1/8 de kreuzer (krajcár) ; à partir de 1892 : 1 couronne = 100 fillér = 50 krajcár ; 1 florin = 100 kreuzer].
- Je ne reçois que 23 florins par mois comme allocations, il faut que je vive avec cela, que je nourrisse mes trois enfants et avec cette cherté des vivres constantes je me demande s'il ne vaudrait pas mieux mourir ; si je n'avais pas mes enfants, il y a longtemps que je serais enterrée (sa sœur, Mezőtelegd, 15 janvier 1917, à Bacs János, PG à Castelsarrasin).
- Il faut effroyablement lutter pour vivre... J'ai acheté à la petite une paire de chaussures pour 50 couronnes et il m'en a fallu une aussi que j'ai payée 90. Crois-moi que c'est une lourde tâche pour moi que de vivre. Jour et nuit je travaille pour arriver à exister. J'ai tout engagé, nous n'avons plus d'argent et c'est la misère, la souffrance (sa femme, Budapest, 14 janvier 1917, à Gyenes Ferenc, PG à Nanterre).
- Comment puis-je vivre avec cinq enfants... Dans cette grande cherté. Maintenant, nous recevons encore 10 kg

de farine par mois, à 74 hellers le kilo ou à 60, mais on dit qu'on ne donnera plus que 5 kg par mois, et qu'avec cela nous devrons encore nous estimer heureux (sa femme, Berettyóujfalu, 28 novembre 1916, à Gyetvai József, PG à Caen-Mondeville). [La ration indiquée représente bien celle de 271 g par jour et par tête que nous avons toujours trouvée. Cette lettre du 28 novembre n'est parvenue à notre connaissance que le 23 janvier 1917. NDT].

- La vie est une souffrance ; Louis n'est qu'un enfant, bien qu'il ait passé deux fois à la révision, et il faut faire travailler des ouvriers très chers, et les récoltes qu'on a maintenant ne paient pas de tels frais (Mme Gyenge, Békés, 23 mars 1917, à Somlyai István, PG à Caen).
- Il y a une telle cherté qu'on paierait 90 couronnes pour un quintal métrique de blé, si seulement on en trouvait, et un veau d'un an, mâle, vaut 2 000 couronnes, et il est défendu de vendre les femelles... On a réquisitionné le blé, et on n'en a laissé que 15 et 17 kg par personne pour un mois. [500 g et 487 g par jour] (de Hongrie, 30 janvier 1917, sans exp. et sans dest.).

La question de la pénurie revient encore plus souvent car, même étant prêt à payer n'importe quel prix, on ne trouve plus les aliments de base, ou seulement réduits à des quantités infimes par le rationnement. L'impuissance où se trouvent les mères de famille de nourrir leurs enfants crée une ambiance de lassitude et de désespoir. Quand on est en présence de familles paysannes, la pénurie touche aussi les animaux, ce qui a de multiples répercussions. Dans la réalité, les éléments que l'on sépare ici pour la cause de la présentation forment, dans la plupart des cas, des ensembles interdépendants :

- J'aurais beaucoup, mais beaucoup à te dire, mais je crains, si je t'en écris trop, que tu ne reçoives rien. Crois-moi, mon chéri, c'est indescriptible ce qu'il faut souffrir et endurer de privations tout en ayant de l'argent. C'est à peine si j'ai pu trouver à grands frais quelqu'un pour m'apporter un peu de bois ; ensuite, pendant trois semaines, je n'ai pas eu le moindre bois (Mme Herskovits Mózes, Csenger, 4 décembre 1916, à Herskovits Mózes, PG à Romans).

- C'est en vérité assez triste qu'on te donne seulement 30 hellers d'allocation pour le petit enfant, et encore qu'on te les donne difficilement. On emmène le soutien de famille là où des centaines de millions [sic] d'hommes meurent sous les balles et la famille doit encore souffrir de la faim. Nous entendons cela, et nous ne pouvons rien y faire (Pataki Péter, PG à Bordeaux – Bastide, 19 décembre 1916, à Mme Pataki Péter, Hongrie).
- Nous sommes dans une très mauvaise situation. Nous n'avons rien à manger, il y a de quoi devenir fou, on ne trouve pas d'aliments même pour de l'argent, nous devons beaucoup souffrir, moi et mes deux enfants, je ne sais ce que je dois faire, on donne un kilo de farine par personne pour dix jours (sa femme, Komlód, Tóthfalu, 10 mars 1917, à Antal Sándor, PG à Roanne).
- Mon père est très bon depuis la guerre, il travaille toujours : un litre de rhum vaut 16 couronnes... et il n'y a pas d'eau de vie : pas moyen de se saouler, tout étant réglementé (Mme Fenesi Istvánné, Nagyvárad, 20 février 1917, à Bagdi Mihály, PG à Cahors).
- Du tabac, impossible d'en avoir, voici deux jours que j'attends et toujours rien. On n'en donne qu'aux soldats, et encore très peu (Bojkars Lajos, Mezőlemény, 14 février 1917, à Marex János, PG à Montauban).
- Tu ne peux pas croire quelle misère il y a en Hongrie ; pas de bois, pas de charbon, aucune sorte de nourriture, et il fait un froid tel que les hommes meurent presque de froid... (David Margit, Budapest, 31 janvier 1917, à Immergluck Isidor, PG à La Mure).
- Il fait très froid et notre réserve de combustible tire à sa fin : je ne sais ce qui adviendra de nous. Il tombe beaucoup de neige, depuis deux semaines sans arrêt. La nourriture est rationnée. Mais je m'arrange si bien qu'il y en toujours pour une semaine. C'est vrai que moi, je ne mange pas à ma faim, mais le primordial est que les enfants en aient assez. Mais je peux endurer. Nous recevons 3,8 kg par semaine ; mais pour beaucoup la ration est insuffisante [...] tout le village en est là. On a ramassé tout ce qu'il y avait. [...] On rationne aussi la nourriture des cochons et de la volaille. [L'expéditrice a deux enfants : elle touche

donc 1,266 kg par tête et par semaine, soit une ration quotidienne de 181 grammes de farine. NDT] (sa femme, Komádi, 3 février 1917, à Balogh Bálint, PG à Montluçon).

- Impossible de louer la vigne, même à 20 couronnes l'arpent, personne n'en veut, parce qu'il n'y avait pas de sulfate l'an dernier et il n'y en aura pas plus cette année. Aussi, il serait plus facile maintenant de vendre 300 couronnes une paire de bottes que de louer une vigne 20 couronnes l'arpent. (Mme Szénasi Lajos, Tiszabocs, 25 janvier 1917, à Joljart Sándor, PG à Roanne).
- J'ai été obligée de faire abattre le cochon, il n'avait que dix mois, mais je n'avais plus rien à lui donner à manger et devant l'impossibilité d'avoir du maïs je me suis décidée (sa femme, Kispest, 29 janvier 1917, à Klaniczay András, PG à Bragueville, Toulouse).
- On ne peut pas vivre des bénéfices de la halle, parce qu'on ne trouve pas de marchandises ; ce qu'il y a, c'est la ville qui le vend ; [...] c'est la ville qui vend les pommes de terre, les haricots et beaucoup d'autres choses, les fruits sont très chers, un kilo de pommes vaut 5-6 couronnes. [...] Sache que je touche de la ville 1 kg d'avoine par cheval, allez donc nourrir avec cela un animal de trait ! [...] (sa femme, Budapest, 20 janvier 1917, à Osto de Vanti, PG à Romans - Givors).
- On ne donne absolument pas de tabac. Quand par hasard le débitant en reçoit, il le vend en secret et aux hommes seulement, pas aux femmes ; c'est pour cela que maintenant beaucoup prennent des feuilles de noyer pour faire du tabac et fumer la pipe... Ma mère m'a conseillé de vendre la voiture (sa femme, Ercsi, banlieue de Budapest, 9 janvier 1917, à Pergel György, PG à Castelsarrasin).
- Nous avons tué les porcs le 6. Ils n'étaient pas bien beaux parce qu'il n'y avait pas de quoi les nourrir (sa femme, Kispest, 9 janvier 1917, à Klanicsay André, PG à Toulouse).
- Il ne se trouve personne pour louer la vigne parce qu'il n'y a aucun espoir de récolte pour cette année. J'ai vendu la vache pour 1 700 couronnes parce qu'il aurait fallu lui acheter même de quoi lui faire la litière ; deux charretées de paille coûtaient 40 couronnes. Je ne pouvais la garder

faute de fourrage. Et j'avais besoin de l'argent pour acheter du blé, du maïs, de l'orge. J'ai vendu deux quintaux de pommes de terre, pour 80 couronnes. C'était toute ma recette et, comme dépense, ce qui coûtait 10 couronnes, en coûte 100 maintenant. Si tu voulais acheter un vêtement, tu n'en aurais pas de bonne qualité pour 300 couronnes. L'étoffe pour la robe de ma fille vaut 10 couronnes le mètre (sa femme, Tiszakürt, 9 janvier 1917, à Besi Gerzson, PG à Toulouse).

- Je t'enverrais volontiers du tabac, mais je ne puis même pas en avoir pour moi fumer la pipe, pour cela je suis obligé de fumer des feuilles de tournesol (Petrecs J., Tecső, 6 janvier 1917, à Jőrős Lajos, PG à Rivier d'Allemont, Isère).
- Le petit Jean est guéri, Barbe aussi vient d'être malade pendant une semaine ; c'est l'excès du travail qui les a rendus malades. En vérité, je puis le dire, ces pauvres petits ont travaillé beaucoup trop. Nous avons tout fait pour gagner notre malheureux pain pendant cette grande guerre, et voilà maintenant qu'on nous l'enlève, on nous laisse seulement 9 kg de froment par mois et par personne. Que puis-je faire avec ces pauvres enfants ! Lorsque l'un d'eux mange un peu plus qu'il n'est permis, moi je deviens folle de souci : je ne peux pourtant enfermer le manger et le leur refuser, puisque ils travaillent tant. [...] C'est une existence nauséabonde que nous menons (Mme Kuher, Medina, 19 décembre 1916, à Kuher János, PG à Romans).
- Je t'enverrais bien de la charcuterie. [...] On ne trouve rien, même pour de l'argent. Tous les dix jours, je dois aller à la mairie et là on me donne un pain de 5 kg pour dix jours pour trois personnes. Mais on ne donne pas de farine pour faire des pâtes. [...] Et je vous fais savoir que, là où nous allons pour chercher nos cartes de pain, on nous fait de tels reproches que c'est à peine que nous nous tenons debout... Nous restons assis dans la maison froide sans manger ni boire (sa femme, Hongrie, 8 décembre 1916, à Valentini János, PG à Castres).
- J'ai réussi à acheter 100 kg de seigle au prix de 40 couronnes, ainsi que 100 kg de pommes de terre pour 30 couronnes, et un peu de pois. J'ai caché tout cela et ne dirai à personne que j'en ai car il me faudrait tout rendre et en plus

je n'aurais plus de carte de denrées. On ne trouve plus de pétrole, de vinaigre, ni de tabac.... Au moulin on pèse les grains apportés pour moudre et on n'accepte pas un kilo de plus du poids fixé par la carte. Je n'ai pas encore donné mon seigle à moudre, j'attends le printemps, la situation sera pire qu'aujourd'hui... Nous avons eu au village une journée de grande tristesse. On nous a pris les cloches de l'Église. On a voulu prendre la plus grande mais, sur la demande générale, le maire a télégraphié à Prague et on nous l'a laissée. Dans tous les villages, on a pris les cloches que les habitants accompagnaient en pleurant.

- Je ne sais où sont tes camarades, on reçoit peu de nouvelles d'eux. Ils sont tués ou prisonniers. Les six fils de Luznu sont tous partis. Le plus jeune est mort en Russie, les autres ne rentrerons probablement plus (Mme Hodik, Bohème, 11 novembre 1916, à Hodik, PG à Blaye).

Dans plusieurs autres lettres, ce sont les réquisitions qui constituent le thème dominant. Elles renseignent donc sur les prestations forcées qui portent à la fois sur les biens et les personnes. Un exemple montre que les sanctions peuvent s'exercer rétroactivement :

- Nous sommes bien portants, et nous n'avons pas d'autre mal que d'être forcés à aller aux travaux de guerre (Popucz Lőrinc son père, Élesd, 21 février 1917, à Popucz Tódor, PG à Caen).
- Notre nourriture est rationnée, on nous enlève tout pour le compte de l'armée (sa femme, Madaras, 18 février 1917, à Juhász András, PG à Roche-Maurice).
- Je vais passer en jugement à cause du maïs d'il y a trois ans. En 1915, on a relevé les stocks de grains, et j'avais 16 quintaux métriques de maïs, et alors on m'a dit qu'il ne fallait rien en donner à l'État. Mais que je ne pouvais pas engraisser plus de deux porcs, parce que c'est seulement pour la famille que c'était permis d'engraisser. Et, l'été passé, on m'a ordonné qu'il fallait que je porte 6 q. m. à l'État, mais il ne m'en restait plus ! Mon père aurait dû porter 40 q. m. et maintenant, il est cité pour le 7. On punit très rigoureusement pour cela, d'amende et de prison... On donnerait 120 couronnes pour un quintal de

maïs, mais on n'en trouve nulle part (sa femme, Cegléd, 7 février 1917, à Zila János, PG à Romans).

- Cela va très mal chez nous maintenant : on réquisitionne tout ; et on enrôle les hommes (Mme Kósa Lajos, Kamocsa, 19 janvier 1917, à Szabó Sándor, PG à Chartres).
- Mais si on nous enlève tout, le blé, le maïs, les haricots, les pommes de terre, l'orge, l'avoine, et même la farine dont on ne laisse que 5 kg par mois et par adulte, je ne sais ce que nous deviendrons. Si cela dure longtemps, nous allons mourir de faim. Il y a une telle cherté qu'on ne peut plus rien acheter. Mais tout cela serait encore bien si seulement la guerre finissait !
- On enrôle les hommes de 18 ans et ceux de 54 ans ; cela commence maintenant en janvier et finira le 19 février : les enrôlés seront immédiatement incorporés (sa femme, Dunaszekcső, 19 janvier 1917, à Franyó Imre, PG à Romans).
- Tout ce que nous avons récolté en été, deux soldats et un exempt viennent l'enlever avec une charrette. Tu vois que nous souffrons assez nous aussi, nous allons mourir (Docsi Mari, Dunaszekcső, 6 janvier 1917, à Franyó Imre, PG à Romans).
- On a réquisitionné les vivres, mais à nous on n'a rien enlevé ; nous ne recevrons que 52 kg par mois : pour nous, cela suffira, mais pour beaucoup de gens, cela est insuffisant. Je vais vendre les bestiaux, parce que je ne peux pas les nourrir. J'ai voulu acheter du son, mais on n'en trouve pas... On n'accepte aucun colis pour les PG (Mme Vagasi Gábor, Békés, 3 janvier 1917, à Vagasi Gábor, PG à Romans).
- Je te fais savoir que, même en Hongrie, il n'est pas possible d'envoyer des colis à quelqu'un parce que le colis disparaît au prochain bureau de poste. Car ici il y a grande disette de tout, encore maintenant on réquisitionne pour l'armée, tout ce que les gens possèdent, on leur enlève tout pour le compte de l'armée. C'est les soldats qui vont faire les réquisitions. (Mme Kosztolányi Imre, Nemeskossuth, 10 décembre 1916, à Kosztolányi Imre, PG à Carpiagne).

Les réquisitions connaissent en effet une accélération et, en Hongrie surtout, dépassent au printemps 1918 tout ce qu'on a connu auparavant. D'après les mémoires de Windischgraetz, grand propriétaire, conseiller de Charles IV et ministre du Ravitaillement dans le gouvernement Wekerle (qui a succédé à Tisza en août), environ 60 000 soldats et diverses forces de l'ordre ont participé à cette action. Ces forces, déjà très importantes, se sont révélées insuffisantes, en sorte que le haut commandement devait prélever d'autres unités sur les troupes combattantes.

Chaque unité affectée aux réquisitions comprenait 58 hommes de troupe, 3 officiers et 16 sous-officiers. Leur tâche était de cerner les localités repérées, participer aux fouilles et aux pesages, etc. Chaque soldat recevait 40 cartouches et se déplaçait le fusil chargé, prêt à tirer. En Hongrie, 5 000 communes, c'est-à-dire toute la région céréalière, furent ainsi passée par les investigations de l'armée.

Toutes les catégories de paysans en ont souffert, sauf les agrariens des grands domaines, dont les maîtres pouvaient par leurs relations faire atténuer le poids des livraisons obligatoires. Pour le leader des Petits propriétaires, István Nagyatádi Szabó, le système fut une « offensive contre le peuple producteur ».

En outre, le procédé a créé un esprit de résistance violente dans la paysannerie petite et moyenne, qui était restée jusque-là passive. Le général Ottokar Landwehr, chef de la commission commune des Affaires de ravitaillement, écrit qu'en certains endroits les paysans résistèrent avec détermination, parfois avec des armes à la main. Il arriva qu'ils enterrent le blé et même qu'ils le brûlent ou qu'ils le jettent dans le Danube, au lieu de le livrer aux détachements haïs venus réquisitionner. Le général et le ministre hongrois confirment aussi *« qu'il n'était pas rare qu'en territoire allemand, slave du Sud, tchèque et ukrainien, la réquisition provoquât des injures envers des organismes collecteurs et, dans plus d'un cas, leurs membres furent battus à mort*[23] ».

23 A. SIKLÓS, *op. cit.* p. 70.

Windischgraetz finit par reconnaître que les réquisitions n'ont pas atteint leur but. Il propose alors un système de troc, en espérant que du même coup les stocks dissimulés sortiraient de leurs cachettes. Pour réaliser le projet, l'armée devrait remettre une partie de ses réserves au gouvernement, entre autres 25 wagons de pétrole, 86 wagons de sucre raffiné, 80 000 kg de cuir pour semelles, 20 000 kg de cuir pour dessus de chaussures, 30 000 paires de chaussures, 100 000 mètres de drap de laine, 55 wagons d'allumettes, 200 wagons de sucre non raffiné, 2 000 chariots, 13 wagons de tabac, etc., le tout valant 43 millions de couronnes. On a quelques scrupules « du point de vue de la moralité supérieure », car ce sont les auteurs des camouflages qui profiteront de l'affaire, et non pas ceux qui ont livré honnêtement leurs produits, conformément aux décrets ; « *mais tout argument doit être relégué au second plan pour assurer le ravitaillement de l'armée* ».

Pour les échanges, les équivalences seraient établies ainsi : 1 paquet de tabac = 5 kg de céréales ; 1 broche de fil de coton = 10 kg de céréales ; 1 paire de chaussures ou 1 mètre de drap de laine = 100 kg de céréales ; 1 kg de bougies ou de pétrole ou de sucre ou de broches de lin = 20 kg de céréales[24], etc.

Aux émeutes de la faim et à la résistance des campagnes sont intimement liés les mouvements de la classe ouvrière organisée, en sorte que les uns concourent à amplifier les autres. Pour le pouvoir, la question est d'autant plus brûlante que la subsistance des masses ouvrières s'inscrit entièrement dans le complexe salaire-prix-pénurie, et que leur action a des répercussions immédiates sur la machine de guerre. Les conflits, que nous suivons ici plus particulièrement dans le cadre de la Hongrie, mobilisent toutes les instances du pouvoir, depuis les maires jusqu'aux ministres, en passant par les diverses catégories de forces de l'ordre.

On relève les mouvements revendicatifs les plus précoces en février et juin 1915 dans les mines de charbon de Járdánháza (au sud de Ózd), dans la minoterie de Kapuvár et dans le centre industriel de Csepel. Ici, le 9 juin, un incident qui dégénère en émeute est révélateur de l'état d'esprit du soldat,

24 PVCM, 22 mai 1918, n° 332, p. 455-456.

de la population, et de l'incurie du ravitaillement dans une usine militarisée.

Le 9 juin donc, à 11 heures du soir, le commissaire de police de Csepel, en contact téléphonique avec le préfet de police de Budapest, rapporte ainsi l'événement :

> Aujourd'hui, dans la matinée, au marché de Csepel, un soldat en permission effectuant ses achats, et trouvant trop élevé le prix qu'on lui demandait, commença à se comporter scandaleusement et les policiers municipaux durent s'interposer. Comme il refusa de leur obéir, ces derniers appelèrent au secours la garnison militaire de la cartoucherie. Ensemble, les soldats et les policiers amenèrent au poste le soldat permissionnaire et le marchand.
>
> Leur intervention provoqua une forte effervescence dans le peuple et une foule importante se rassembla devant la mairie, où elle prit une attitude menaçante, commençant même à lancer des pierres et à se livrer à la casse. Le chef de district prévenu prit le téléphone pour demander des gendarmes. Mais, puisqu'il ne reçut pas de réponse, il se tourna, à 11 heures du matin, vers le commissariat d'Erzsébetfalva, d'où László Vaday, commissaire, vint se rendre sur les lieux où déjà, par la voie de la préfecture de police, 20 agents à pied et 2 montés furent dirigés. Vaday trouva la mairie toutes fenêtres cassées et une foule assez importante, qu'il fit dissoudre et apparemment il rétablit l'ordre.
>
> Là-dessus, il laissa sur place un agent, un sous-officier et cinq policiers montés et quitta Csepel. À sept heures du soir, il reçut un coup de téléphone affolé de l'adjoint au maire de Csepel lui apprenant que l'émeute venait d'y éclater. À ce moment, il se rendit à nouveau à Csepel, où arrivèrent en même temps 31 policiers montés et 20 à pied. À leur arrivée, il y avait devant la mairie une foule d'environ 2 000-2 500 personnes qui avait brisé aussi les fenêtres de la maison paroissiale derrière la mairie. Les gens cassaient et lançaient des morceaux de pierres énormes et on entendit même des coups de feu venant de la foule. Le commissaire ordonna l'attaque et en 15-20 minutes la place de la mairie fut nettoyée. Il demanda ensuite au sous-préfet du comitat [département] de Pest des forces

militaires, puisque la foule commençait à se reformer et à piller les magasins.

Dans son rapport du 10 juin 1915, le commissaire Vaday signale que, devant la mairie, six policiers ont été blessés légèrement. Vers minuit et demie, deux compagnies du 38e régiment de marche sont venues remplacer les forces de police. La cause du mouvement, selon le chef du district, ce fut le manque total de farine. Le préfet du département de Pest précise à l'intention du ministre de l'Intérieur qu'à Csepel, dans les usines Weiss-Manfréd, le ravitaillement n'était assuré que pour l'effectif des temps de paix, soit 3 000 personnes, alors qu'« *aujourd'hui, à cause de la guerre, l'effectif des ouvriers est de 14 000. Et ces 11 000 hommes supplémentaires n'ont pas de nourriture* ». Non loin de Csepel, à Soroksár, un mouvement semblable a éclaté le même jour, donnant lieu à une distribution de farine et à l'envoi sur les lieux de 4 gendarmes et 260 soldats[25].

Alors que le PSD, le *Népszava* et les bulletins syndicaux multiplient les requêtes et les discussions pour dénoncer la « cherté insupportable » et exiger le réajustement des salaires, les autorités militaires et civiles poursuivent sans relâche les agitateurs, même potentiels. Le 16 juillet 1915, une réunion d'ouvriers de l'usine de chaussures Schmidt, de Budapest, bien qu'autorisée par le préfet de police, est empêchée par le capitaine Surányi ; sur son ordre, l'adjudant László Gaál relève les noms des organisateurs, dont quatre sont renvoyés à leur régiment territorial pour être enrôlés et dix-huit reçoivent des avertissements de la part du commandant de l'usine. Le 16 juillet encore, les ouvriers des usines de construction mécanique de Kistarcsa « *protestent, complotent, projettent quelque chose* », d'après les « *renseignements confidentiels* » du chef de district de Gödöllő, József Decsy, qui fait venir les forces de l'ordre pour prévenir la tenue d'un meeting.

Pour le 18 octobre 1915, le PSD appelle les ouvriers de dix professions différentes à se réunir dans divers quartiers de Budapest, pour organiser la lutte contre la cherté. Toutes ces réunions sont interdites par le préfet de police. Or, depuis

25 MMTVD, 4/B, p. 107-108.

septembre, la question est constamment tenue à l'ordre du jour par le *Népszava*, qui publie des éditoriaux, des articles nombreux, des communiqués, etc. sur le sujet.

C'est à son initiative que se tient le 28 novembre une conférence inter-classe, avec notamment les représentants du Conseil des syndicats de Hongrie et des différentes organisations patronales, dont la Fédération nationale des industriels (GYOSZ). Pour motiver la tenue du colloque, le *Népszava* écrivait : *« Il n'est pas permis de se réunir. Il n'est pas permis de manifester. Il n'est pas permis de publier des écrits mobilisateurs »*, et toutes *« les démarches que les ouvriers ont effectuées tout seuls* [...] *sont restées sans résultats. »*

Dans sa longue intervention, le leader social-démocrate Garami dénonce la politique douanière, fiscale, agricole et commerciale du gouvernement, qui subissait la pression des intérêts agricoles au détriment des villes en général et des ouvriers industriels en particulier. Il prône l'exemple allemand, dans le domaine entre autres du pouvoir d'achat : *« Que le gouvernement donne de l'argent aux villes, comme l'a fait le gouvernement allemand ! Nous ne pouvons pas accepter l'argument du manque d'argent, car nous savons qu'il y a de l'argent ! Quand on peut mobiliser des milliards pour la guerre, alors les industries et les villes de ce pays ne peuvent pas périr, alors il doit y exister aussi quelques millions pour ravitailler les villes ! »*

Garami prévient en des termes pathétiques les participants de la menace qui pèse sur le pays, et conclut son discours sur un clin d'œil militariste : *« Attention ! pendant qu'à l'extérieur on livre des combats victorieux pour l'avenir de la Hongrie, il ne faudrait pas qu'à l'intérieur on perde la Hongrie future. »*

À l'issue de la conférence, un mémorandum fut rédigé, à l'initiative du socialiste Vilmos Böhm, par une commission des participants : Chambre commerciale et industrielle de Budapest, Fédération nationale des industriels hongrois, Conseil des syndicats de Hongrie, Association nationale des usines sidérurgiques et métallurgiques hongroises, Association industrielle nationale, Association nationale des commerçants hongrois. Les rédacteurs attribuaient la hausse disproportionnée des prix à la politique proagrarienne du

gouvernement : suspension tardive des taxes douanières aux importations, plafonnement tardif des prix, politique désordonnée des achats, etc.

Le 30 novembre 1915, une délégation apporta le document au président du Conseil István Tisza, qui en fit un commentaire, avant d'écarter toute responsabilité du gouvernement[26].

Cependant, les syndicats veulent éviter la confrontation avec le pouvoir et cherchent, en suivant le modèle autrichien des comités de conciliation, à s'entremettre entre les industriels et leurs ouvriers, ceux avant tout de l'industrie du fer. De son côté, le pouvoir ne peut plus se contenter de la terreur militaire et policière pour assurer la continuité de la production, et trouve nécessaire de canaliser pacifiquement les mécontentements. C'est dans cet esprit qu'il met en place, au début de 1916, le Comité des doléances (Commission des doléances et des salaires, en Autriche – *Beschwerde und Lohnkommissionen*) : les industriels étaient contre (ils avaient pour eux l'armée, la police et la gendarmerie...), le gouvernement pour et, comme l'initiative venait des syndicats, c'était pour leur direction à la fois un succès politique et un moyen pour désarmer les mouvements de grève.

Le décret sur le Comité des doléances paru le 17 janvier 1916 réglemente les conditions de travail et de salaire des travailleurs des usines militarisées ; il est présidé par le délégué du ministre hongrois de la Défense et comprend deux syndicalistes, deux représentants des patrons et un délégué respectivement du ministre du Commerce et du commandement militaire. Mais le comité ne dispose que d'un droit consultatif, ce qui le condamne aussitôt à l'échec.

Or l'été de 1916 est marqué par des luttes salariales dans les lieux névralgiques de l'industrie de guerre : le 15 mai, dans le centre métallurgique de Diósgyőr, entraînant de graves menaces pour toute une série de familles ouvrières ; le 25 juin, dans les mines de Petrozsény, où « *les ouvriers ont beaucoup plus de confiance dans le personnel militaire que dans les fonctionnaires du bureau des mines* ». Le 28 juin, à Budapest, ordre est donné à tous les commissariats de quartier de surveiller

26 MMTVD, 4/B, 29 novembre 1915, n° 60, p. 125-128.

étroitement les restaurants, les débits de boissons et autres lieux où les ouvriers ont l'habitude de se réunir : tout rassemblement doit être dispersé et les participants ainsi que les propriétaires des salles dénoncés et sanctionnés.

Révélateur aussi de la crise des subsistances, l'incident qui s'est produit le 25 juin à Hódmezővásárhely, au cœur d'une région réputée terre de Canaan : tôt le matin, des centaines d'habitants, sans pain depuis deux ou trois jours, attendaient devant une boulangerie, quand le chariot chargé de pain apparut sur la place ; et la foule le prit d'assaut aussitôt ; deux policiers, un adjudant et un agent furent mis en sang et trente femmes conduites au commissariat (puis relâchées). Or, écrivait le *Népszava* le 28 juin, les moulins des environs étaient pleins de farine et les réserves de céréales pourrissaient dans les silos[27].

Toutefois, c'est encore au centre industriel de Csepel, dans la cartoucherie, que le mouvement de grève le plus important a eu lieu en cet été de 1916. Dans son télégramme du 4 juillet adressé à Tisza, le ministre commun de la Défense, le maréchal von Krobatin, s'inquiète de l'ampleur de ce conflit qui menace la sécurité de l'usine et qui a fait interrompre la fabrication des munitions « pour un temps indéterminé ». Il demande l'intervention des autorités militaires hongroises et l'application de la loi martiale contre chaque ouvrier astreint au service militaire. À l'origine de la grève, il y avait selon le commandement de Budapest la question des salaires, le ravitaillement défectueux et l'enrôlement d'un ouvrier qui, « dans des réunions et dans les villages », incitait les femmes à refuser les services imposés dans le cadre des mesures exceptionnelles. À la suite des menaces, 80 % des hommes et 40 % des ouvrières de l'usine ont repris le travail le 6 juillet.

Mais le ministre du Commerce estimait que le nombre de 10 millions de cartouches qui n'auraient pas été fabriquées à cause des trois jours de grève était surestimé, « *car la production quotidienne de 3 333 000 pièces n'était pas en*

27 MMTVD, 4/B, 18, 25, 27 mai et 25, 28 juin 1916, n^os^ 81-86, p. 160-168.

augmentation et il se trouvait que, pendant la grève, l'usine connaissait des difficultés d'approvisionnement en matière première».

Finalement, en accord avec ses collègues de la Défense, de l'Intérieur et de la Justice, le ministre du Commerce déconseille l'usage de «la terreur et surtout l'exécution de femmes»: «*Le résultat en serait la baisse de la production pendant la guerre, puis une excitation effrénée après le conflit contre le pouvoir de l'État, contre le capital et la grande industrie.*» Pour prévenir les grèves, dit-il, il faut améliorer les conditions de vie et de salaire et, à cette fin, développer le régime des comités ouvriers de doléances déjà expérimentés[28].

À cet égard, le *Népszava* a dû publier le 26 octobre une mise au point contestant l'allégation selon laquelle le comité de la cartoucherie aurait défendu unilatéralement les intérêts de l'usine, provoquant ainsi le départ de ses membres ouvriers. En tout cas, c'est dans ce contexte qu'un nouveau décret publié le 19 juillet 1916 accorde au comité (et ses commissions) des pouvoirs de décision et modifie sa composition. Cela apporte un certain apaisement dans les luttes sociales, avant que les conditions nouvelles de 1917 réduisent les possibilités pour le comité de jouer son rôle de conciliation.

À l'échelon des États, les aspects négatifs des relations économiques entre l'Allemagne et la monarchie sont de plus en plus visibles depuis l'automne 1916. Au début de la guerre, l'Allemagne a prêté 300 millions de marks mais refusé ensuite un nouveau prêt de 1000 millions que Budapest et Vienne demandaient avec insistance, pour ménager leurs réserves d'or dans les paiements étrangers. Pour Tisza, la dépréciation de la devise austro-hongroise vis-à-vis du mark s'expliquait par l'effort de l'Allemagne d'obtenir des avantages économiques. Et le processus fut accéléré par le système du troc. «*Il n'est pas vrai,* disait Tisza, *que nous devons aux Allemands 4 milliards. S'ils nous avaient envoyé des marchandises pour 14 milliards, et nous à eux pour 10 milliards, alors la balance serait de 4 milliards, mais* [puisque] *ils ont déprécié notre devise de 30-35 %,*

28 MMTVD, 4/B, 4-6 juillet et 4 octobre 1916, n^{os} 102-105, p. 195-202.

ce solde résulte de la cote de change et non pas du fait que nous leur aurions donné moins de marchandises qu'eux à nous. »

Le président du Conseil hongrois relève aussi que l'Allemagne a trouvé dès le début du conflit le moyen de faire venir de Hongrie d'importantes quantités de produits agricoles, sinon elle lui refusait les métaux indispensables à la fabrication des munitions, achetés dans les pays scandinaves.

Certes, les ministres d'Autriche-Hongrie ne se privaient pas de rappeler qu'à l'automne 1914 c'était l'armée de la monarchie qui avait contenu les Russes au prix de sa destruction, cela n'impressionnait guère l'allié germanique qui tenait à présent le haut du pavé[29].

De ces rapports qui n'allaient pas en s'améliorant témoigne aussi l'incident qui se produisit en mai 1917, quand « *des chalands qui remontaient le Danube et 2 000 wagons de céréales de Roumanie à destination de l'Allemagne furent sans façon confisqués au passage par le général Landwehr, chef de l'Office autrichien de l'alimentation* », ce que l'impératrice d'Allemagne a qualifié de « *brigandage de grand chemin*[30] ».

À l'intérieur de la monarchie également, les frictions et même les affrontements sont assez fréquents entre Vienne et Budapest. Il y avait d'abord la question du dédommagement des dégâts causés par les opérations militaires, qui ont touché principalement les provinces autrichiennes et que la Hongrie refusait de mettre à la charge du budget commun : pour elle, seul le paiement des dépenses de l'armée commune selon sa quote-part (36,4 %) était dans l'ordre des choses. Mais surtout, les débats sur le ravitaillement sont permanents dès 1914-1915 entre les deux gouvernements. Les polémiques étant plus qu'ébruitées par la presse des deux capitales, au désagrément de Tisza, celui-ci demande l'emploi de la censure à son collègue Stürgkh pour qui, au contraire, il s'agit là d'un bon moyen pour manifester les sentiments et la pression de l'opinion autrichienne sur la Hongrie. Lors du Conseil commun des ministres du 12 décembre 1915, « *Stürgkh s'énerva tellement qu'il fut obligé de quitter la séance. De même, dans les*

29 J. GALÁNTAI, *op. cit.*, p. 276-277.

30 B. AUERBACH, *op. cit.*, p. 489.

années suivantes, surtout pendant les mois d'hiver, les affrontements violents étaient constamment à l'ordre du jour[31]. »

Le renouvellement de la période décennale des accords économiques austro-hongrois (arrivée à l'échéance en 1917) se compliquait dans la mesure où, depuis le printemps 1915, l'Allemagne courtisait l'Autriche en vue d'un rapprochement économique qui pouvait aller jusqu'à une union douanière. Or il y avait là comme une menace vis-à-vis des Hongrois, qui souhaitaient revenir sur le commerce libre entre les deux parties de la monarchie, tant cette liberté est devenue « *l'entrave la plus importante au développement industriel de la Hongrie* ». Le ministre du Commerce et la confédération patronale en particulier avançaient des propositions qui, sans mettre en cause l'union douanière, risquaient d'entrer en contradiction avec le compromis de 1867.

Directement, sur le terrain de la guerre, les frictions entre le gouvernement hongrois et l'administration militaire autrichienne résultent, comme plusieurs exemples l'ont déjà montré, des réquisitions autrichiennes en Hongrie et de la discordance entre les deux conceptions quant à l'application des mesures exceptionnelles dans les entreprises militarisées : à Budapest, on pense aux conséquences politiques présentes et futures, alors que pour le haut commandement les choses sont aussi simples qu'un code militaire.

Or, à partir de 1917, le nombre de grèves et de divers mouvements augmente de façon spectaculaire, stimulés à la fois par les luttes ouvrières proprement sociales, le combat pour la paix et pour le droit de vote. Des mouvements, dont on recense une quarantaine en Hongrie, les plus importants ont touché la métallurgie, les mines et les ateliers de construction et de réparation des chemins de fer de l'État en une quinzaine de centres industriels et miniers. Parmi les sanctions les plus graves figure la condamnation à mort de six mineurs de Tatabánya. Ils faisaient partie d'un groupe de 26 mineurs arrêtés et conduits à la gare les mains ligotées, entre deux rangs de soldats, « *pour éviter que le peuple des mines surexcité et leurs proches ne viennent attaquer les gendarmes pour*

31 J. GALÁNTAI, *op. cit.*, p. 279-280.

libérer les personnes arrêtées », comme l'écrivait le procureur de Komárom.

Graciés par le roi Charles, les six mineurs ont vu transformer leur peine en neuf ans de réclusion, dont l'exécution fut finalement suspendue jusqu'à la démobilisation par le président de la cour martiale, Szilárd Dobler, commandant de la forteresse de Komárom[32].

L'âpreté des conflits sociaux dans les centres industriels remet à l'ordre du jour le 1er Mai, dont le gouvernement a interdit la célébration en 1915 et 1916, en application des lois d'exception. Cette fois-ci, il était trop risqué de renouveler l'interdiction. Aussi la police, sans autoriser les défilés, a-t-elle pris bonne note des arrêts de travail et de la tenue de réunions, tout en mettant en état d'alerte la police montée et la gendarmerie. La journée s'est déroulée dans une ambiance de ferveur à travers le pays, les villes et même les bourgades importantes ayant accueilli des orateurs du PSD délégués de la capitale. À Budapest, un meeting a réuni au parc municipal quelque 7 000 personnes, selon la préfecture de police. Chacun des orateurs, dirigeants socialistes connus (Garbai, Bokányi, Landler, Buchinger, Kunfi, Amadeusz Nagy), a salué les efforts des travailleurs russes pour la paix et développé la question du droit de vote. Le tract distribué se terminait d'ailleurs sur ces slogans : « *Le peuple de Hongrie exige la paix, le droit, le pain, des réformes sociales, c'est pourquoi il déclare le 1er mai, avec toute la force de sa détermination :*

Vive le socialisme international !

Vive le droit de suffrage universel et secret, y compris pour les femmes !

Vive la paix mondiale !

À bas le règne de Tisza, exploiteur et oppresseur du peuple ![33] »

La conséquence la plus visible du 1er Mai, ce fut l'augmentation rapide des syndiqués à partir de cette date précisément : de 55 338 à la fin de 1916, le nombre des adhérents passe en effet à 215 222 un an plus tard. Mais, étant donné la menace

32 MMTVD, 4/B, 29 mai et 30 juin 1917, nos 161-162, p. 314-315.

33 MMTVD, 4/B, 25 avril et 1er mai 1917, nos 136-138, p. 280-283.

permanente qui pèse sur les responsables syndicaux d'être envoyés au front en cas de grèves non maîtrisées, ces derniers cherchent à canaliser les luttes sociales vers le combat pour le droit de vote. Et d'autant plus que c'est une vieille revendication de la social-démocratie hongroise, pour laquelle l'instauration du socialisme et d'un pouvoir ouvrier n'est qu'une possibilité lointaine ; auparavant, la classe ouvrière doit accéder au Parlement et s'allier durablement avec l'opposition bourgeoise pour réaliser les conditions démocratiques de sa participation au pouvoir.

Cette préoccupation donne naissance à l'idée d'un Bloc pour la réforme électorale, propagée avec force par le PSD avant d'être effectivement réalisée. Créé le 6 juin 1917, le Bloc réunit les hommes de Károlyi (Parti de l'indépendance), les radicaux et les sociaux-démocrates, et souhaite réaliser le suffrage universel et secret et la paix sans conquête ni indemnités ; pour assurer la paix durable, il veut mettre en place des institutions internationales et démocratiser les affaires militaires et étrangères.

La cause électorale avait le vent en poupe car, sentant la force des mouvements sociaux, le roi Charles avait demandé dès le 28 avril à Tisza de prendre les mesures sociales qui s'imposaient et d'élargir le droit de vote, *« en considération des intérêts vitaux de l'État hongrois et des sacrifices consentis par le peuple »*.

Mais, pour Tisza, une réforme radicale du droit de vote est une menace pour l'existence de la nation et, le 22 mai 1917, il donne sa démission. Le *Népszava* salue l'événement : *« C'est le prolétariat hongrois qui fit échouer István Tisza, et c'est sur la grande idée du droit de vote que son gouvernement se cassa la figure*[34]*. »*

Le successeur de Tisza, le comte Móric Eszterházy, fait entrer dans son gouvernement les deux partis parlementaires du Bloc (ceux de Vilmos Vázsonyi et de Tivadar Batthyány), ce qui fait croire au PSD qu'il est en présence d'un *« gouvernement du droit de vote »*. En fait, le projet, même dans sa version modérée, est vigoureusement contesté par le Parti

34 MMTVD, vol. 4/B, 24 mai 1917, n° 141, p. 288.

du travail de Tisza, majoritaire au Parlement ; de même, les tentatives timides de quelques réformes sociales (syndicalisation des mineurs et des ouvriers terrassiers, problème des usines militarisées) ne connaissent aucune application. Ainsi, coincé entre l'opposition parlementaire, la pression sociale et le risque d'une dissolution de la Chambre, Eszterházy donne sa démission le 20 août 1917.

Sándor Wekerle qui lui succède (et qui a été déjà deux fois Premier ministre dans le passé) démissionnera à son tour dès avril 1918 pour se succéder à lui-même, en reconstituant une équipe tout à fait conforme aux exigences de Tisza. C'est que, entre-temps, il y a eu les grandes grèves politiques de janvier 1918 et, comme l'écrivait Károlyi, « *les hommes les plus conscients de la réaction ont été stupéfaits* », c'est-à-dire que la peur sociale a pris le dessus sur les velléités de compromis démocratiques dans le camp de l'opposition libérale ; quant au PSD, l'état moral et matériel de la monarchie et la crise révolutionnaire qu'il annonce rendent désormais le combat électoral sans perspective.

Gustave Grátz, ministre des Finances dans l'équipe éphémère de Móric Eszterházy (et chef de la division commerciale du ministère commun des Affaires étrangères), écrira qu'après l'hiver 1917-1918 « *l'économie de la monarchie présentait les symptômes de la décomposition* ». Le ravitaillement des villes et de l'armée devenait catastrophique, même le pillage de l'Ukraine et de la Roumanie n'y changeait rien, et d'autant plus que le butin revenait, pour l'essentiel, à l'Allemagne. Dans l'armée, « *les mois de juillet-août furent véritablement des mois de famine.* [...] *L'habillement était encore plus misérable.* [...] *C'était un spectacle quotidien que des hommes portant des chemises sans manches et sans dos et des culottes déchirées* ».

Une note issue des services de l'armée française confirme l'affaiblissement matériel et moral de la monarchie :

> La situation économique laisse entrevoir la possibilité d'une révolution. La situation politique fait craindre la désagrégation de l'empire. [...] Les pays Cisleithaniens (couronne d'Autriche) sont les plus éprouvés, à tel point que la famine, en certaines régions, y apparaît menaçante. En Istrie, les pommes de terre destinées à

> l'ensemencement ont dû être distribuées, afin de conjurer la disette. [...] Tandis que l'Autriche allemande et slave est à la veille de la famine, la Hongrie est encore en bonne situation économique, malgré l'active contrebande qui s'exerce à travers ses frontières restées égoïstement fermées. [...] La prolongation de la guerre, par l'accroissement des difficultés d'alimentation et des conditions défavorables de production et de travail, a créé dans les pays autrichiens un état d'existence précaire et misérable. Dans les usines, la débilité des ouvriers insuffisamment alimentés, la pénurie de charbon aggravée par des grèves fréquentes, ont imposé des restrictions de travail. Aux usines Skoda à Pilsen, on ne travaille plus de nuit et il y a deux jours de chômage par semaine[35].

Sur le front des luttes sociales, l'âpreté et la fréquence des mouvements sont le fait dominant en 1918.

En Bohème, Pilsen connaît des grèves et mouvements divers les 20 et 22 mars ; les 9, 19 et le 30 avril ; les 4, 13, et 23-24 mai, puis les 11, 20-22 et 24 juin. Fin avril, le nombre de grévistes atteignait les 35 000. Dans le bassin minier de Kladno-Schlan-Rakonitz, 9 000 mineurs ont cessé le travail entre les 4-16 mai, allant de village en village à la recherche de nourriture. À Vienne, la grève des 17-26 juin 1918 s'est étendue à 120 grandes usines.

Dans les régions minières de Bohème-Moravie, les mineurs grévistes se réfugient dans les forêts difficilement accessibles, pour fuir la contrainte par corps. Le commandant de Pilsen écrit dans son rapport du 29 septembre 1918 que le colonel Zsenyey, à la tête de la 1re compagnie du 1er régiment de chasseurs impérial, a lancé une chasse à courre en règle contre les mineurs sur un territoire délimité par les localités de Staab, Popov, Sekeru, Lohutron, Tuschkau, Nürschan et Willkischen. Les mineurs arrêtés furent conduits devant le chef militaire du puits n° 1 de Chotischan, où 45 % des mineurs grévistes acceptèrent de reprendre le travail.

En octobre 1918, ce sont derechef les députés du PSD autrichien qui présentent une interpellation pour dénoncer

35 Note sur la situation de l'Autriche-Hongrie/2e bureau/GQG NE, du 28 juin 1918, cité par M. CHIAVON, *op. cit.*, p. 223-224.

les violences exercées contre les mineurs du bassin d'Ostrava-Karvin : le 14 août 1918, les mineurs ont demandé l'amélioration de leurs conditions de travail, demande laissée sans réponse par les propriétaires ; les soldats allemands et hongrois qui occupaient les lieux ont alors agi avec brutalité, tapant sur les ouvriers et distribuant des gifles en les poussant vers les puits. Cela a déclenché la grève. Au cours des razzias, les patrouilles, baïonnette au canon, venaient chercher les mineurs pour les conduire, souvent sous une pluie battante, aux interrogatoires.

Les députés signataires de l'interpellation ont cité de nombreux autres cas semblables et demandé de mettre fin à la militarisation des mines[36].

Dans le royaume de Hongrie, un rapport de synthèse confidentiel du ministre de l'Intérieur fait état de 436 grèves et 193 mouvements divers, du 1er mars au 30 juin 1918. Comme en 1917, les conflits les plus durs ont eu lieu dans les centres sidérurgiques et les bassins miniers. L'affrontement qui s'est produit le 20 juin à Csepel a connu la plus grande résonance, puisque les gendarmes ont tiré sur les ouvriers en grève de la fonderie des constructions mécaniques de la MAV, faisant quatre morts et dix-neuf blessés. Les gendarmes ont tiré car les ouvriers refusaient de se disperser et commençaient à lancer des bouts de fer, blessant quelques-uns d'entre eux. Il y aurait eu également deux coups de feu tirés du côté des ateliers.

En tout cas, du 20 au 28 juin, cet événement a déclenché une grève générale politique dans les usines et les ateliers ferroviaires du pays : Budapest et ses environs, Győr, Diósgyőr, Nagytétény, Ózd, Salótarján, Szombathely, Szeged, Székesfhérvár, etc., ont connu des mouvements importants.

À Budapest, peu après l'incident, les ouvriers de plusieurs usines de la capitale cessèrent le travail et se dirigèrent vers le Parlement. Une masse de 3 000 à 4 000 ouvriers se trouva ainsi assemblée, entre 13-14 heures, place de la Liberté pour écouter le Dr Jenő Landler, avocat et dirigeant social-démocrate. Dans son rapport au ministre de la Justice, le substitut

36 A. SIKLÓS, *op. cit.* p. 73-74.

du procureur général, Albert Vary, a retenu quelques passages du discours incriminé qui vaudront à Landler la cour martiale :

> Les mots ne suffisent plus, le temps des actes est venu, il faut régler son compte à tout le système gouvernemental et parlementaire corrompu.
>
> Les ouvriers doivent venger les événements sanglants qui se sont produits aujourd'hui. Quand le temps viendra, ils régleront son compte à ce système gouvernemental.
>
> Il [Landler] ne croit pas qu'il existe en Hongrie un seul homme honnête dans le cœur de qui cet acte odieux n'allumerait pas la flamme de l'exaspération et de la vengeance[37].

La propagation des grèves en province et le discours de Landler furent longuement discutés en Conseil des ministres : les cheminots qui ne reprendraient pas le travail dans les 24 heures seraient licenciés et perdraient tous les droits et avantages obtenus, ainsi que l'exemption du service militaire. De son côté, Landler est arrêté et emprisonné[38]. Libéré en octobre, il sera membre du Conseil national et joue un rôle important dans la réalisation de la République des Conseils, avant d'être chargé du commandement de l'armée rouge hongroise en 1919.

37 MMTVD, vol. 5., 21 juin 1918, n° 180, p. 211-212.

38 PVCM, 21 juin 1918, n^{os} 348-341, p. 470-474.

5. L'armée : fraternisations, désertions, mutineries[39]

L'organisation de l'armée austro-hongroise était calquée sur la structure dualiste de l'État bicéphale (voir chap. 1er) L'armée commune « impériale et royale » était au grand complet : infanterie, cavalerie, artillerie, unités du génie (sapeurs routiers et pontonniers, chauffeurs, téléphonistes, etc.), service de santé et de logistique. Le Honved hongrois avait comme grandes unités l'infanterie, la cavalerie et l'artillerie, et son équivalent, le Landwehr autrichien, l'infanterie (avec ses tirailleurs tyroliens) et l'artillerie. La marine de guerre était commune et possédait sa propre organisation.

L'obligation de service touchait dans le passé les hommes de 19 à 42 ans. Une loi de 1912 fit baisser la durée du service actif de trois à deux ans (permettant d'accélérer l'instruction des mobilisables), sauf pour la cavalerie et l'artillerie montée, ainsi que pour la marine, où elle demeurait respectivement de trois et quatre ans.

Au terme de deux ans de service militaire actif, les soldats passaient dans la catégorie des réservistes pour dix ans, sauf les volontaires, qui ne restaient que pendant un an sous les drapeaux et onze années dans le statut de réserviste.

Les troupes territoriales se composaient d'anciens réservistes et des hommes qui n'avaient été mobilisés ni pour l'armée commune ni pour les armées nationales. Le territoire de la monarchie était divisé en 112 circonscriptions militaires, dont 47 pour la Hongrie.

Comme toutes les armées du monde, la matière humaine de la machine militaire austro-hongroise fonctionnait par la hiérarchie, et pour l'illustrer il n'y a rien de mieux que l'exemple de l'infanterie. Elle constitue en effet la grande majorité des forces armées, qu'il s'agisse de l'armée commune, des armées nationales et des troupes territoriales. L'instruction

39 Ouvrages de référence : J. GALÁNTAI, *op. cit.* A. SIKLÓS, *op. cit.*

du fantassin est « *relativement simple et, de ce fait, rapide ; son équipement est bon marché* », l'ensemble pesant 26 ou 27 kg.

250 fantassins forment une compagnie, qui est l'unité de base ; 4 compagnies et une section de mitrailleurs composent un bataillon, et 3 ou 4 bataillons, un régiment de marche. Au-dessus encore, on trouve la division, le corps d'armée et l'armée.

« *L'effectif de la compagnie a été établi en se fondant sur l'expérience, de telle sorte que le commandant puisse influencer et juger les hommes individuellement, qu'il puisse en avoir une vue d'ensemble au cours de la marche et dans le combat, et aussi qu'il puisse les diriger séparément*[40]. »

Cet encadrement à la fois global et individuel est assuré par les subdivisions de la compagnie en sections (4 par compagnie) et des sections en pelotons (4 par section).

En considérant donc la structure qui insère directement le soldat dans la troupe, la question de savoir s'il est consentant ou non à faire la guerre et à tenir ne se pose guère. Surtout qu'à la contrainte extérieure s'ajoute l'emprise sur l'âme : le serment envers Dieu et l'empereur.

Le premier pas du « jeune homme », écrit un spécialiste, c'est le serment solennel prêté « sur le Dieu tout-puissant », et la fidélité envers le souverain ainsi que l'acceptation des sacrifices sont autant de « manifestations de la religion ». Quand, « *après la bataille victorieuse des troupes habsbourgeoises, monte des lèvres de l'aumônier apostolique vers le ciel le chant laudateur* Te Deum laudamus *: à ces moments, comme si le crépitement de la salve d'honneur disait Amen ! - Amen ! dit le grondement des canons, et le cœur du combattant bat sur l'Amen !*[41] »

Quant aux officiers, leur serment est une allégeance de type féodal à la personne de l'empereur : « *Indépendamment de*

40 PILCH Jenő (Major de Honved), *Ausztria és Magyarország hadserege*. [L'Armée de l'Autriche et de la Hongrie), Bp., 1915, p. 20-22.

41 DANCZER Alfons (dir.), *A mi hadseregünk. Az osztrák-magyar monarchia népei fegyverben és a zászlók alatt*. [Notre armée. Les peuples de la monarchie austro-hongroise en armes et sous les drapeaux], Bp., 1889, p. 151-152.

leur rang et de leur appartenance ethnique, les officiers tendent à se considérer comme les sujets personnels de l'Empereur, à qui les lie leur serment d'officier, leurs devoirs de citoyen envers l'empire passant clairement au second rang de leur sentiment d'appartenance[42]. »

Les auteurs consultés sont moins loquaces sur le chapitre des châtiments et autres humiliations subies dans l'armée austro-hongroise, et c'est au hasard des lignes qu'on en découvre quelques éléments. Le ligotage et le garrottage, par exemple, qui furent visiblement supprimés par le roi Charles après son avènement, sont rétablis en février 1918 pour punir les déserteurs[43]. De même, pour ce qui est de la bastonnade, elle est mentionnée dans une anecdote rapportée par Rákosi, qui se trouvait comme aspirant au front de l'est, dans les Carpates :

> Il y avait dans la compagnie un chef de section, maire de son village au moment de la mobilisation. [...] C'était un homme fier, autoritaire, qui aimait montrer que, dans la tranchée aussi, il était au-dessus des autres. Une nuit, il faisait peut-être moins vingt degrés, la compagnie était au repos, mais personne n'arrivait à dormir à cause du froid terrible. On se demandait comment on pourrait faire un bon feu mais, selon l'opinion générale, cela était impossible du fait que le bois vert ne brûlait pas et qu'on ne trouvait pas de bois sec dans la forêt.
>
> Notre maire, qui restait assis, méditatif, s'écria soudain : « Je vais apporter du bois sec, moi ! » Il disparut dans le noir et, en effet, il revint au bout d'un quart d'heure, chargé d'une énorme brassée de planches sèches cassées en morceaux, avec lesquelles on réussit à faire un feu substantiel. Tout le monde flattait le maire, on l'interrogeait comment il avait pu trouver du bois sec dans cette forêt sauvage, mais lui, il ne disait rien.
>
> Ce fut le lendemain que le scandale éclata. On apprit que c'était les croix de bois d'un cimetière militaire proche que le maire avait ramassées et cassées pour en faire du feu. L'affaire remonta aussitôt devant le commandant du bataillon, le maire fut dégradé et reçut en plus 25 coups

42 M. SCHIAVON, *op. cit.*, p. 41.

43 A. SIKLÓS, *op. cit.*, p. 91.

> de bâton sur les fesses. (La punition de la bastonnade était pratiquée au front.) De ce jour là, le maire, comme si on l'avait changé, s'effondra, devint taciturne. [...] Deux ou trois jours après, il fut tué[44].

Malgré l'étreinte institutionnelle et psychologique, le refus du service militaire n'était pas rare et se traduisit dès le début du conflit par des désertions. L'estimation de leur importance au fil des ans repose sur le nombre de fugitifs arrêtés. En général, elle est minimisée, surtout exprimée en pourcentages par rapport à la masse d'hommes mobilisés. Ces actes n'en sont pas moins significatifs, par leur tendance notamment, y compris pour les années qui précèdent l'ébranlement du printemps et de l'été 1918.

Le phénomène le plus précoce fut ici la désertion ou la fuite des Roumains de Hongrie proprement dite et de Transylvanie vers la Roumanie neutre, qui commencent à devenir massives à partir de la fin de 1914. Selon les données du gouvernement hongrois, 405 soldats des régions concernées avaient quitté leurs unités jusqu'en novembre 1914 et, de janvier à juillet 1915, dans la seule circonscription de la gendarmerie de Nagyszeben (Sibiu, Hermannstadt), 669 déserteurs furent arrêtés ; un chiffre qui ne renseigne donc que sur les échecs.

Le 18 juin 1918, impressionné par *« la gravité de la situation en rapport avec les désertions militaires »,* l'inspecteur général de la gendarmerie établissait comme suit, à l'intention du ministre de la Guerre, le nombre de fugitifs *« arrêtés sur le territoire de l'empire hongrois depuis l'éclatement de la guerre »* : 6 689 en 1914 ; 26 251 en 1915 ; 38 866 en 1916 ; 81 605 en 1917 et 44 611 dans le premier trimestre de 1918, ajoutant que jusqu'à la fin de 1918 le nombre prévisible d'arrestations de déserteurs pourrait s'élever à 150 000.

Il estimait finalement à plusieurs centaines de milliers le nombre de soldats qui manquaient au combat et, *« puisqu'il était vraisemblable que la situation fût pareille dans l'autre partie de la monarchie »,* la recrudescence des désertions

44 M. RÁKOSI, *op. cit.*, p. 202-203.

« *pouvait avoir des conséquences fatales sur l'efficacité de l'armée, et donc sur le destin du trône et de la patrie*[45] ».

Il ajoutait aussi que, parmi les soldats arrêtés, un certain nombre avaient déserté de trois à douze fois, à des intervalles de temps plus ou moins longs, et que la résistance armée des fugitifs et l'assassinat de gendarmes devenaient de plus en plus fréquents.

Pour illustrer cette évolution, il rapporte le nombre de cas où, depuis 1914, les patrouilles de gendarmes devaient faire usage de leurs armes : 17 en 1914 ; 93 en 1915 ; 129 en 1916 ; 464 en 1917 et 275 dans les trois premiers mois de 1918, qui pourraient monter à 1 200 jusqu'à la fin de l'année. Dans un nombre de cas non négligeable, ajoute-t-il, ces accrochages se soldèrent par des morts.

Déjà en février 1918, le ministre de l'Intérieur constatait devant ses collègues que, « *chaque jour, les mouvements dangereux pour l'État et la société devenaient plus nombreux. Parmi eux, il fallait insister sur les vols et les assassinats massifs commis par des soldats déserteurs, comme lors des événements de Kiskunfélegyháza* » : aux environs de cette ville, entre le 20 et le 27 février 1918, des soldats fugitifs avaient en effet assassiné plusieurs gendarmes et paysans riches[46].

Dans toute la monarchie, même au ministère de la Guerre, on ne connaissait pas le nombre exact de déserteurs. Pour le printemps-été 1918, une estimation minimale faisait état de 230 000 soldats en fuite et ventilait ce chiffre par pays de l'empire de la façon suivante : Galicie : 40 000 ; Croatie-Slavonie, Bosnie-Herzégovine et Dalmatie : 70 000 ; Hongrie : 60 000 ; Bohème-Moravie : 20 000 ; Autriche allemande : 40 000.

La majorité des déserteurs appartenaient aux troupes de l'arrière, mais beaucoup de soldats faussèrent compagnie aux unités qui se dirigeaient vers les fronts, d'autres quittèrent les trains qui transportaient les troupes d'un front à l'autre. Une bonne partie des fugitifs étaient des permissionnaires qui avaient « oublié » de rejoindre leur corps, et il y avait ceux qui n'avaient jamais répondu à leur convocation.

45 MMTVD, vol. 5., n° 176, p. 207-208.

46 PVCM, 28 février 1918, n° 285, p. 398-399.

Comme explication, les rapports évoquaient le plus souvent des raisons personnelles : ravitaillement insuffisant du soldat, difficultés des familles en l'absence du père, urgence des travaux agricoles, menace de délabrement des exploitations agricoles, etc. En outre, l'évasion était facile, surtout pour les soldats de l'arrière et, en général, les autorités locales donnaient facilement de faux papiers. Le déserteur bénéficiait de la complicité de la famille et des amis ; les fermes, les villages perdus, les forêts et les montagnes ainsi que les grandes villes offraient de bons lieux de refuge.

Pour sanctionner les complicités, un décret du ministre de la Guerre prescrivait l'emploi de la force contre la population civile qui favorisait les évasions. À titre de justification, ce décret du 18 juin 1918 relatait le cas suivant :

> Un fugitif arrêté par une patrouille militaire essaya de s'enfuir, mais fut à nouveau arrêté. Entre-temps, une foule d'environ 150 personnes se forma et tenta d'empêcher le passage de l'escorte. Le prisonnier, encouragé par l'attitude de la foule à son égard, en vint aux voies de fait contre la garde, mais il fut assommé par un sous-officier venu en renfort. À l'aide d'une nouvelle garde, on réussit enfin à maîtriser le prisonnier. Au moment où l'on se remit en marche, il y avait déjà quelque 1 000 manifestants, qu'un détachement de soldats dispersa par la suite[47].

Il semble que, dans les premiers temps de la guerre, les sanctions infligés aux déserteurs arrêtés n'étaient pas très lourdes, elles paraissaient plus supportables en tout cas que la vie de caserne et les épreuves du front. Le plus souvent, les rapports niaient l'existence de motivations politiques, comme la haine de la guerre ou l'inutilité du service, admettant à la rigueur la faiblesse du travail éducatif des officiers et, après 1917, les effets négatifs des idées bolcheviques sur la discipline.

Pourtant, les rares lettres conservées de soldats ou de leurs proches témoignent à la fois d'une prise de conscience et d'une exaspération : « *Cette vie n'est pas une vie mais seulement de la misère,* écrit une paysanne à son mari, au front italien ; *nous nous endormons en pleurant, nous nous levons*

47 MMTVD, vol. 5., n° 177, p. 209.

en pleurant, nous mangeons en pleurant ; [...] *pourquoi donc la terre ne s'ouvre-t-elle pas pour engloutir tous ces pauvres, il ne resterait que les messieurs, il n'y aurait plus de guerre, car les messieurs sont tous à la maison*[48]. » Du front italien également, le jeune officier Sándor Latinca, émerveillé d'abord par le paysage grandiose qui domine la vallée de l'Isonzo puis horrifié par les tueries, écrit à sa fiancée :

> Cette boucherie, que dans la troisième année de la guerre quelques militaires gâteux appellent encore science, stratégie et tactique, remplit d'horreur l'âme de celui dont le cœur bat encore sous la vareuse. Nous sommes en colère contre ceux qui ont rendu possible l'assassinat des millions [de gens]. Si je pouvais, j'enverrais un morceau de chair humaine sur la table de chaque fauteur de guerre, de chaque diplomate, chaque général, chaque ministre et chaque journaliste, pour qu'ils voient le résultat de leur travail, la récolte qu'ils peuvent engranger ![49]

Pour survivre et affronter les difficultés de leur situation, une partie des déserteurs se rassemblaient en groupes plus ou moins importants que l'on désignait par le nom de « cadre vert » (à rapprocher probablement de l'expression « se mettre au vert »). Armés et à la recherche de vivres, ils sortaient de leurs refuges pendant la nuit et attaquaient, dans les gares ou même sur les voies, les wagons chargés de marchandises, ainsi que les éléments impopulaires des villages : usuriers, nouveaux riches, mouchards, etc., en sorte qu'en certains endroits, dans le Szerémség (Sirmium) par exemple, où les habitants organisèrent leur autodéfense, les affrontements eurent un caractère de classe.

Le mouvement connut sa plus grande ampleur dans les pays slaves du Sud (Croatie, Slavonie, Dalmatie, Rijeka [Fiume] et Trieste, Bosnie-Herzégovine, Sirmium, Bánát, Bácska), mais il en existait dans d'autres provinces (Galicie, Transylvanie)

48 P. HANÁK, *op. cit.*, 1973/3, p. 70.

49 Lettre manuscrite de Sándor Latinca, Bp., PIL. [Archives de l'Institut d'histoire politique], 686. F. 1/37. - 62-63.

et d'autres États belligérants (Allemagne, Hongrie, Russie, Bulgarie, Italie)[50].

L'historien serbe Bogumil Hrabak rappelle que l'armée serbe aussi avait ses déserteurs dès 1914, et surtout à l'automne 1915, au moment de son repli devant la force supérieure de l'armée austro-hongroise. Il pense qu'avant le printemps 1917 on ne pouvait pas parler de cadre vert, et il insiste sur la diversité de ces groupements : déserteurs pacifistes qui ne croyaient pas à la victoire de l'Autriche-Hongrie ; déserteurs armés et en partie organisés qui se livraient à des attaques, principalement pour assurer leur subsistance, et qui se défendaient par les armes contre les patrouilles ; « anarchistes subversifs » dont les actes ne relèvent pas de la catégorie du cadre vert.

Les années 1914-1916 furent le temps des désertions pacifiques, auquel succéda en 1917-1918 la période de la massification et des regroupements dans le cadre vert, mouvement catalysé par le retour en très grand nombre des prisonniers de Russie et par la multiplication des mutineries[51].

Pour endiguer les désertions, qui par leur ampleur menaçaient l'armée de désintégration, le ministre de la Guerre prit diverses mesures, dont la plus sévère fut l'instauration le 20 mars 1918 de la loi martiale dans les circonscriptions militaires de Zágráb (Zagreb) et de Budapest. Dans le même temps, on annula la disposition du 10 août 1917, selon laquelle les peines capitales devaient être soumises au roi pour confirmation avant leur exécution. De ce fait, les condamnations à mort prononcées en série par les tribunaux militaires des divisions furent rapidement exécutées.

Tenues dans le plus grand secret, ces exécutions pouvaient être parfois rendues publiques, à titre d'exemple, afin de décourager les candidats à la désertion. C'est ainsi que parut dans *Az Est* (Le Soir) du 1er mai 1918 un reportage de Miklós Faragó relatant dans ses détails les plus atroces l'exécution

50 HRABAK Bogumil, *A katonaszökevények és a zöld káder.* [Les déserteurs et le cadre vert], Novi Sad, 1990. Compte rendu de livre par Danilo KECIĆ. adattar. vmmi. org/.../letunk_1992.2-3_13_danilo_kec...

51 *Ibid.*

d'un jeune paysan souabe (Allemand de Hongrie) de 24 ans, Ferenc Ummerhoffer, deux fois blessé au front et accusé de désertion.

Incrédule jusqu'au bout quant à sa mise à mort, Ummerhoffer se jeta à terre au moment où il réalisa qu'il vivait les derniers moments de sa vie, et implora en sanglotant le capitaine de l'épargner ; il était impossible de lui bander les yeux et de le maintenir à genoux, et ce fut à bout portant que les quatre soldats désignés à cet effet exécutèrent les tirs, l'impact des balles provoquant des « jets de sang épais de la tête » du fusillé. Le médecin fut si bouleversé qu'il était incapable de tâter le pouls pour annoncer la mort, en sorte qu'une deuxième salve de quatre fusils s'abattit sur le corps inerte du soldat laboureur Ummerhoffer[52]. Le prêtre fit un bref discours devant le millier de soldats de la garnison, soulignant l'exemplarité de l'événement, et le capitaine commanda : « Demi-bataillon, à la prière ! »

Mais, au lieu de l'effet recherché, la publicité donnée à l'exécution provoqua la consternation et l'indignation à travers le pays, et l'expérience ne fut pas renouvelée sous cette forme.

La direction militaire envisagea aussi la déportation en Albanie des soldats récalcitrants puis, après l'abandon de cette idée, elle mit en place des compagnies disciplinaires. Les principes en furent définis le 12 avril 1918 : les soldats enrôlés dans ces compagnies devaient être employés au front ou derrière, pour exécuter des travaux difficiles ; ils ne pouvaient porter ni armes ni décorations, leurs galons leur furent enlevés, il leur était interdit de fumer ainsi que de partir en permission. Leur enrôlement était prévu pour trois mois, et prolongé ou non selon l'avis des commandants.

Du côté hongrois, le ministre de la Guerre était d'avis que le moyen le plus efficace contre les déserteurs était le ratissage : il fallait y procéder de façon systématique et par surprise, aussi

52 FARAGÓ Miklós, *Szökött katona kivégzése Kecskeméten.* [Exécution d'un soldat déserteur à Kecskemét] Digitália - *Pécsi Tudományegyetem Az Est kiküldött munkatársától. Kecskemét, 1918 április* 29/digitalia. lib. pte. hu/?m=201301



Carte de correspondance réglementaire de Mátyás Domán, grand-père maternel de l'auteur, prisonnier de guerre en Russie de 1915 à 1921. *Coll. de l'auteur.*



Prisonniers de guerre austro-hongrois en Russie. *Coll.part.*

bien dans les grandes villes que dans les campagnes ; l'usage des armes fut simplifié, par la suppression notamment du tir d'avertissement.

En appliquant cette méthode, on arrêtait des centaines et parfois plus de mille personnes qui ne pouvaient pas fournir les papiers d'identité nécessaires. À Budapest par exemple, au terme du ratissage des 26 et 27 mars 1918, on arrêta 2 164 habitants, dont 608 s'avérèrent être des déserteurs ; en mai, ces chiffres étaient respectivement de 251 et 73. Dans la région d'entre Danube et Tisza, une vaste opération menée du 10 au 15 juin 1918 se solda par l'arrestation de 1 892 déserteurs et de 1 081 prisonniers de guerre évadés.

Or, malgré ces chiffres impressionnants et les innombrables mesures de rétorsion contre les familles des évadés et tous ceux qui étaient convaincus ou soupçonnés de complicité, le but ne fut pas atteint : les désertions, au lieu de devenir plus rares, continuaient à progresser.

D'autre part, la situation de l'armée se compliquait du fait du retour massif de prisonniers de guerre de Russie, au printemps et à l'été 1918. Au cours de la guerre, plus de deux millions de soldats des puissances centrales furent faits prisonniers sur le front de l'est[53] : la Croix-Rouge fit état de 2 050 000 de soldats et de 54 146 officiers, et une statistique officielle autrichienne donnait des chiffres semblables.

Au milieu de l'été de 1918, plus de 500 000 d'entre eux étaient de retour sur le territoire de la monarchie, posant de nombreux problèmes d'accueil et suscitant une grande méfiance dans les états-majors. L'origine de cette attitude remontait aux fraternisations sur le front de l'est qui se prolongèrent par l'engagement d'un grand nombre de prisonniers austro-hongrois aux côtés des bolcheviks. Autant dire aussi que ces faits intervinrent largement dans la compréhension des événements que la Hongrie allait connaître à l'automne 1918 et à partir de mars 1919.

53 PAPP Julien, « Prisonniers de guerre d'Autriche-Hongrie en Russie dans la révolution et la guerre civile (1917-1920) », dans *Espoirs et violences. De la Hongrie du XX^e siècle,* Dijon, 2013, p. 53-71.

Après avoir été signalées sur le front de l'ouest entre soldats anglais, français et allemands, à l'occasion des fêtes de Noël de 1914, les premières rencontres amicales entre soldats ennemis sur le front oriental eurent lieu, selon les rapports officiels, en avril 1915 ; mais dès janvier, à l'heure des préparatifs du congrès des socialistes des pays neutres à Copenhague (voir chap. 3.), le *Népszava* avait signalé des mesures d'interdiction prises à ce sujet par la direction militaire :

> Et le contact amical entre les tranchées, que la direction militaire vient d'interdire, n'était pas seulement une manifestation de la fatigue et de l'instinct social, mais aussi le résultat de l'éducation internationaliste. Les retrouvailles amicales des tranchées étaient des petits congrès internationaux. L'internationalisme du travail et des travailleurs est vivant[54].

Le 1er avril 1916, un officier du 69e régiment d'infanterie de l'armée commune notait sur son journal : « *Dans la matinée, grande fraternisation avec les Russes* [...] *nos bidasses et les Russes sortent des tranchées en rampant* » ; ensuite, chaque camp envoie ses délégués, qui se rencontrent entre les deux positions et se livrent à des discussions amicales.

Les rencontres semblables qui se produisirent occasionnellement étaient souvent tolérées par les officiers des troupes, mais les commandements supérieurs réagirent avec sévérité. L'archiduc Joseph de Habsbourg par exemple, qui commandait trois armées sur le front de l'est, après avoir constaté que les contacts amicaux résultaient des longues périodes de face-à-face dans les tranchées, ordonnait le 18 juin 1917 de renvoyer devant le tribunal militaire les soldats qui se seraient livrés à des « *conversations, contacts ou entretiens* » avec l'ennemi, et cela pour prévenir « *l'amollissement des vertus militaires*[55] ».

En Russie, après l'abdication de Nicolas II, le gouvernement provisoire ordonnait la poursuite de la guerre, et le général en chef des armées russes, Mikhail Alexeiev, interdisait lui aussi les rencontres entre soldats ennemis, sans pouvoir empêcher la propagande révolutionnaire et les fraternisations qui, à

54 *Népszava*, 15 janvier 1915. « A béke ». [La paix].

55 J. GALÁNTAI, *op. cit.*, p. 314.

l'occasion des fêtes de Pâques, avaient lieu sur toute la ligne du front.

Dans le secteur de la 34e division d'infanterie austro-hongroise, où le mouvement fut le plus important, le commandement fit état de la venue de 10 officiers et de 400 à 500 soldats russes. À côté de l'interdiction catégorique, on conçut dans les états-majors de la monarchie l'idée que les fraternisations pouvaient être utilisées pour approfondir la subversion chez l'ennemi, en pratiquant une propagande pacifiste. Il ne fallait donc pas contrarier les visites massives venant des lignes russes, mais les contacts ne devaient être pris que par des officiers de propagande désignés à cet effet et, dans le même temps, il fallait empêcher par tous les moyens que les soldats des deux camps entrent en contact directement les uns avec les autres.

D'autre part, l'autorité militaire monarchiste interdisait d'imiter les initiatives russes, en sorte que les fraternisations « officialisées » devaient rester unilatérales. Dans la réalité, c'était assez différent, comme le montrait un ordre du 20 avril 1917, émis par le commandant de la 38e division d'infanterie du *Honved* :

> Il apparaît des rapports journaliers et des renseignements venus de l'ennemi que les ordres donnés quant à l'attitude à prendre vis-à-vis des délégations russes et le comportement de nos troupes face à l'ennemi ne sont pas exécutés partout conformément aux ordres.
>
> Il n'est pas admissible que l'accueil des délégations russes donne lieu à des scènes de fraternisation de grande ampleur, que des délégations soient envoyées [de nos lignes], et que l'on tolère que les soldats [des deux camps] discutent entre eux devant les obstacles. [...] Pour l'avenir, les consignes sont les suivantes : les sentinelles des postes de garde doivent arrêter les Russes qui avancent et prévenir dans tous les cas l'officier le plus proche [...] les discussions ne peuvent avoir lieu que par des officiers ou, en leur présence, par l'interprète. [...] Il est interdit d'envoyer des délégations de notre côté. L'entretien ne peut être mené que par des personnes autorisées. Toutes sortes de

> contacts (ou tentatives), surtout de la part des gens de la troupe, sont interdits en toutes circonstances[56].

En particulier, dans les secteurs du front où la discipline laissait à désirer, les autorités, comme le général Lukachich, interdirent toute fréquentation mutuelle, que ce fût dans les tranchées ou dans le no man's land ; un commandant de division du *Honved* ordonna même de tirer sur les Russes qui s'étaient installés en dehors de leur abri.

Toutefois, la fermentation révolutionnaire entretenue par les bolcheviks donna un nouvel élan aux mouvements de fraternisation : encouragés par le pouvoir soviétique, ils se généralisèrent dans le secteur austro-hongrois du front de l'est, dès avant la signature de l'armistice. Ainsi, le 7 décembre 1917, un membre de la police montée de Nagyvárad (Oradea), Mózes Karácsony, mobilisé comme hussard sur le front russe, relatait dans sa lettre au commissaire de police de sa ville une rencontre avec les soldats russes, chargée d'émotion :

> Ils s'approchaient de nos tranchées par groupes, en agitant des mouchoirs blancs. […] Ils tendaient leurs bras en avant pour nous embrasser et tous avaient des larmes aux yeux. Assurément ! Nous-mêmes, des vieux hussards, nous ne pouvions pas rester sans larmoyer. […]
>
> Depuis des jours, le combat avait cessé dans ce secteur du front, on n'entendait que par-ci par-là un coup de fusil ; après la première visite des Russes, un profond silence régnait sur toute la contrée, on n'entendait que du côté de leurs tranchées le vacarme de la musique et de la gaîté.
>
> Le lendemain vers cinq heures, un grand drapeau blanc apparut en direction de notre tranchée et le son de la musique devenait de plus en plus fort. Les Russes arrivaient !
>
> Près du drapeau, un jeune lieutenant puis, en rangs de quatre, l'ennemi, tous sans armes ; arrivés à une cinquantaine de pas, ils laissèrent en arrière leurs musiciens et vinrent en courant vers nos tranchées. Des larmes de bonheur aux yeux, les Russes embrassaient tout le monde et serraient nos mains. Puis, après l'apaisement des

56 *Ibid.*, p. 317.

> premières explosions fiévreuses de joie, l'officier salua nos troupes en allemand, demandant que les héros de l'armée austro-hongroise accueillent de bon gré leurs camarades russes, qui les aimaient de tout cœur en tant qu'hommes, et qui n'avaient participé à cette effusion de sang maudite qu'en obéissant aux ordres du tsar. Mais, pour les Russes, cela était terminé pour toujours.[57]

Du côté de la direction militaire, un télégramme du 26 décembre 1917 fit état d'un « cas inouï » qui s'était produit dans un régiment territorial hongrois, dont plusieurs groupes s'étaient rendus dans les positions russes pour se plaindre de la médiocrité de leur ravitaillement.

> En plus, ils racontèrent aux Russes que nous avions retiré de notre secteur du front des troupes assez nombreuses pour les employer ailleurs ; ce procédé qui frise la trahison montre que, malgré les interdictions réitérées, celles-ci n'avaient pas été suffisamment prises en considération, et que le contrôle des soldats de la première ligne n'avait pas été du tout effectué ou qu'il avait été défectueux[58].

Il arrivait par ailleurs que les soldats russes prennent connaissance de la victoire des bolcheviks et du décret sur la paix grâce à la propagande austro-hongroise, puisque leurs propres officiers leur cachaient ces événements.

C'était pour cette raison notamment que le 24 novembre 1917, le Conseil des commissaires du peuple soviétique s'adressa directement aux soldats par radiotélégraphe, leur demandant de neutraliser les officiers hostiles à leur cause et de négocier localement des armistices avec les troupes d'en face. De tels armistices locaux furent conclus même à des niveaux plus élevés, le 29 novembre par exemple, entre la 3e armée austro-hongroise et le XIe corps d'armées russe, ainsi que la 4e armée et les deux divisions russes qui lui faisaient face.

---

57 MMTVD, vol. 5., n° 14, p. 33.

58 MMTVD, vol. 5., n° 16, p. 34-35. Télégramme de l'état-major du Ier Honved au commandement du 17e régiment d'infanterie territorial de Székesfehérvár.

De ces prolongements des fraternisations, les acteurs étaient de plus en plus fréquemment des prisonniers de guerre qui avaient pris parti pour la cause bolchevique. Un bon aperçu en fut donné par le rapport que le procureur militaire de Budapest adressa le 5 février 1918 au ministre de la Guerre, en se fondant sur le témoignage d'un officier invalide rapatrié.

Il y est d'abord question de la version hongroise du journal *Socialiste International,* qui appelle les prisonniers hongrois de Russie à s'organiser et fait un compte rendu de leurs réunions. Un article spécial dénonce la diplomatie secrète, illustrée dans le journal par la reproduction de trois documents. Le rapport relate enfin l'ambiance révolutionnaire de la captivité :

> Je vous rapporte par là même qu'il existe des soupçons concernant les idées révolutionnaires russes qui ont exercé une influence négative sur une partie de nos officiers et sur les soldats en captivité ; en effet un lieutenant, Fodor, appartenant au 31e régiment de marche du Honved, a participé à une assemblée populaire bolchevique ; un aspirant de hussards nommé Holländer a accepté un poste au ministère russe des Affaires étrangères et, au camp de prisonniers de Krasnoïarsk, les ordonnances ont fondé une organisation avec un comité et, outre le fait qu'ils se sont comportés de façon indisciplinée envers leurs officiers, ils ont obligé ces derniers à satisfaire leurs revendications, précisément qu'ils partagent avec eux leur indemnité mensuelle de 50 roubles, qu'ils leur fassent cuire le dîner tous les jours et qu'ils leur cèdent parfois leur terrain de jeu[59].

Il y avait environ 400 camps de prisonniers de guerre sur le territoire de la Russie, dont les plus éloignés du front furent occupés principalement par les prisonniers allemands et austro-hongrois : Omsk, Berezovka, Tchita, Krasnoïarsk, Samarkand, etc.

Le pouvoir bolchevik libéra les prisonniers : le travail forcé et les régimes disciplinaires prirent fin, les anciens prisonniers pouvaient s'organiser librement et chercher du travail

59 MMTVD, vol. 5., n° 68, p. 97-98.

dans les mêmes conditions que les travailleurs autochtones ; profondément haïs par les soldats, les privilèges des officiers furent supprimés.

Beaucoup de ceux qui, dans leur pays, avaient participé au mouvement socialiste d'avant-guerre devenaient organisateurs communistes en Russie soviétique : Károly Ligeti, Béla Kun, Tibor Szamuely, Ernő Pór, Ferenc Jancsik, József Rabinovits et bien d'autres, pour ce qui concerne la Hongrie.

Le 24 mars 1918, ils créèrent le Groupe hongrois du Parti communiste (bolchevik) de Russie, et Béla Kun en fut élu président ; le 3 avril parut à Moscou *Szociális Forradalom* (Révolution sociale), journal central du Groupe hongrois ; en mai, les formations étrangères du Parti bolchevik (allemand, autrichien, hongrois, tchèque, etc.) se constituèrent en fédération sous la présidence de Kun. De fait, les organisations socialistes des différents camps regroupaient dès le début les adhérents de toutes les nationalités en présence. L'appel des prisonniers sociaux-démocrates de Berezovka, par exemple, était ainsi rédigé :

> Prolétaires de tous les pays unissez-vous !
>
> Frères !
>
> Nous vous informons qu'à Berezovka le comité d'organisation des prisonniers de guerre sociaux-démocrates vient d'être constitué, dans le but d'organiser les sociaux-démocrates internationalistes. L'organisation s'étend sans différence de nationalité sur les prisonniers de guerre allemands, autrichiens, hongrois, slaves, roumains, etc. Nous avons tout fait pour pouvoir poursuivre notre action sans obstacle, et nous avons obtenu l'autorisation des partis frères russes.
>
> Frères !
>
> Le comité d'organisation convoque pour le lundi 7 janvier 1918, à 2 heures, une assemblée populaire constitutive en langue allemande et hongroise, dans les locaux du théâtre de Berezovka.
>
> Soyez tous là, sans différence de nationalité !
>
> Le comité d'organisation des prisonniers de guerre sociaux-démocrates internationalistes[60].

60 MMTVD, vol. 5., p. 99.

Le groupe des prisonniers socialistes formé le 19 février 1918 près de Borovsk (gouvernement de Novgorod), sur les chantiers d'une société d'exploitation de tourbe, comprenait 199 ouvriers hongrois, 40 allemands et 30 autrichiens. D'autres organisations ayant signalé à cette date leur existence au journal central étaient localisées, outre Moscou, à Iaroslavl, Tver et Serpoukhov ; à Petrograd, l'assemblée constitutive du 19 février réunissait environ 2 000 prisonniers de guerre : « *Hongrois, Allemands, Roumains, Tchèques, Slovaques, Polonais, qui rejoignirent tous avec enthousiasme le mouvement.* » Omsk et Tomsk furent également des centres très actifs, où le travail de propagande fut mené respectivement par Károly Ligeti (et le journal *Forradalom* – Révolution) et Ferenc Münnich ; à Tomsk, le groupe disposait d'une garde rouge de 300 militants.

L'événement majeur dans la vie des anciens prisonniers de guerre, ce fut leur congrès national, tenu à Moscou du 13 au 18 avril 1918 : « *Les délégués arrivaient de tous côtés de la terre russe, même des localités où il n'y avait pas encore d'organisation. De la Sibérie : Semipalatinsk, Omsk, Tomsk ; de l'Oural : Orenbourg, Iekaterinbourg, ; de la région de la Volga : Penza, Samara, Saratov, Simbirsk, Kazan, Nijni-Novgorod, Astrakhan, et pratiquement de toutes les grandes villes et de camps de prisonniers importants de la Russie d'Europe.* » Deux grandes salles ne pouvaient contenir l'auditoire, il y avait du monde jusque dans la rue. L'*Internationale* jouée par l'orchestre du régiment letton fut suivie de discours en plusieurs langues (russe, allemand, roumain, polonais, hongrois). L'intervention de Béla Kun déclencha des tempêtes d'applaudissements parmi les Hongrois, « *qui formaient peut-être la grande majorité de l'auditoire* ». Avec tout son talent oratoire, Kun termina ainsi son discours, à l'adresse de ses compatriotes :

> Maintenant, après quatre années amères que vous avez passées au front et en captivité, vous allez retourner chez vous pour continuer le combat sur les fronts français, italien ou balkanique. Rentrez à la maison mais, le fusil qu'on vous mettra entre les mains, retournez-le contre vos véritables ennemis.

> Mettez le pays en feu. [...] Incendiez le pays des impérialistes, des capitalistes, des curés, des brigands. Prolétaires qui rentrez au pays, révoltez-vous ![61]

Alors que de 80 000 à 100 000 anciens prisonniers de guerre hongrois restèrent en Russie pour participer aux côtés du pouvoir soviétique à la guerre civile, leurs camarades rapatriés ou parvenus dans le pays par leurs propres moyens s'y retrouvèrent d'emblée dans un encadrement préparé en vue de leur rééducation : quatre semaines de quarantaine, puis quatre semaines encore d'exercices disciplinaires (plus tard, ces périodes furent réduites respectivement à deux semaines et à dix jours).

Dans ces camps, les hommes furent classés en trois catégories : impeccables, douteux et suspects. Ces derniers subissaient un véritable régime pénitentiaire, tandis que les éléments des deux autres groupes (après d'autres vérifications pour les « douteux ») bénéficiaient de quatre (et plus tard de huit) semaines de congé. Ce temps passé, ils étaient enrôlés dans des compagnies de marche et envoyés directement sur le front italien.

Mais « l'accueil », avec ses vexations et ses déceptions amères, puis les misères du front (régime de famine, manque de vêtements, etc.) firent que la réintégration manqua son but. Dans une unité par exemple, la majorité des anciens prisonniers interrogés, « sans en avoir l'air », disaient qu'ils auraient mieux fait de rester en Russie ; surtout, ils ne pensaient pas qu'ils seraient de nouveau envoyés au front. En outre, la rééducation n'effaça pas l'expérience vécue en Russie ni les idées révolutionnaires découvertes dans ce pays :

> Bon gré mal gré, avec précaution mais sans arrêt, les anciens prisonniers de guerre, rentrés chez eux ou enrôlés dans leurs nouvelles unités, parlent de ce qu'ils ont vécu : de la destruction de la tyrannie, du partage des terres, de l'occupation des usines, de la liberté et, principalement, de la paix qui, là-bas, en Russie, a été réalisée d'un seul coup.

D'après un compte rendu de l'époque :

61 MMTVD, vol. 5., n° 77, p. 107.

> L'humeur de ceux qui sont revenus est grave, renfermée, pensive. Souvent, en secret, ils chantonnent des airs russes, ils racontent volontiers leurs souvenirs de captivité, et continuent à être préoccupés de la situation en Russie[62].

Le retour des prisonniers de guerre se révéla surtout comme un levain puissant de la vague de mutineries qui déferla sur l'Autriche-Hongrie à partir du printemps 1918.

Le 1er février, la mutinerie de Cattaro fut comme un signe annonciateur de cette série d'événements et, dans le même temps, comme l'ultime répercussion de la grève générale du mois précédent (voir chap. 3.).

Depuis le 20 janvier, les bases de l'Adriatique (Pola, Trieste, Muggia) connaissaient plusieurs mouvements de grève. Des matelots avaient participé à des réunions politiques dans le port de Pola, où la grève des ouvriers du port et de l'arsenal semblait créer une situation favorable pour organiser des manifestations sur les bateaux, à la fois pour la paix et contre les conditions du service et du ravitaillement.

Recrutés pour la plupart dans les pays slaves, les équipages de la marine de guerre austro-hongroise en rade de Cattaro (Kotor) représentaient un large éventail des nations et des minorités nationales : outre les Hongrois (20,4 %) et les Allemands (16,3 %), 34,1 % étaient des Yougoslaves, 11 % des Tchèques et des Slovaques, 14,4 % des Italiens et 3,8 % des Polonais. La flotte de Cattaro réunissait 40 bateaux de guerre et plus de 6 000 marins, répartis entre les différentes unités : grands vaisseaux, torpilleurs et contre-torpilleurs, bateaux-ateliers, patrouilleurs ; sur la côte, différentes installations (station radio, deux arsenaux, etc.) et des tavernes complétaient les installations du port.

Les équipages était commandés par l'amiral Alexandre Hansa, « *homme gai* [qui] *aimait la société agréable* [et qui] *savait parler aux matelots* ».

Mais les vexations étaient nombreuses, y compris les châtiments corporels et, à la sous-alimentation des hommes du bord, s'opposait le luxe étalé des officiers :

62 A. SIKLÓS, *op. cit.*, p. 95.

> Le vice-amiral Hansa habitait avec toute sa famille sur le vaisseau de ligne *Kronprinz Rudolph* et se servait des stocks de l'équipage. Il prêtait des bateaux à moteur à ses officiers quand ces derniers voulaient les emmener en promenade en mer. Les marins les appelaient finement « bistros flottants », ou encore « bordels flottants ». Une fois, une invitée, une baronne, cria fort : « Je ne peux pas supporter ces gens vulgaires de l'équipage » [propos qui vint enrichir les conversations dans les tavernes].
>
> Une autre fois, les hommes remarquèrent qu'on leur donnait des petits pois avariés et demandèrent que le médecin de service vienne les voir. Or celui-ci déclara non sans cynisme : « Les Viennois seraient contents s'ils pouvaient manger au moins cela ! » [...]
>
> Il y avait des officiers qui vendaient au marché noir les produits alimentaires et les vêtements pris sur les réserves des marins. [...] Sur certains bateaux, on aménageait des boîtes de nuit (plus exactement des bordels), où le champagne coulait ; [...] on organisait souvent des réjouissances nocturnes avec musique qui duraient jusqu'à l'aube [empêchant] les hommes de dormir, alors que le lendemain un service pénible les attendait[63].

Au fil des discussions qui les réunissaient dans les auberges du port, les marins mûrissaient le projet de faire une manifestation en solidarité avec les grévistes de l'arsenal de Pola. Il n'était pas question de mutinerie, mais de « devoir de solidarité » envers les ouvriers. La date fut fixée au 1er février, à 12 heures, en accord avec les équipages des différents bateaux. Le signal prévu était un coup de canon tiré sur le *Saint-Georges*, et partout on devait hisser le drapeau rouge.

> À midi moins cinq, la garde d'honneur vint s'aligner sur le pont du *Saint-Georges*. Au son du clairon, ils annoncèrent qu'il était midi. Dans le mess des officiers, comme chaque jour, le déjeuner devait commencer à douze heures. Et l'orchestre devait jouer une musique distrayante.

63 MERÉNYI László, *A cattaroi matrózfelkelés*. [Le soulèvement des matelots de Cattaro], Bp., 1984, p. 27-28, 33.

> Mais à 12 heures, le coup de canon retentit. Il fut tiré par Ferenc Schach, d'origine hongroise. À ce signal, l'équipage aligné sur le pont poussa un cri frénétique : « Béke ! », « Mir ! », « Frieden ! », « Pace ! » en quatre langues, mais mu par les mêmes sentiments. En ce même instant, le drapeau rouge fut hissé sur le mât du *Saint-Georges,* l'orchestre interrompit la musique militaire et attaqua subitement *la Marseillaise.* [...] Son rythme merveilleux remplissait la baie et sa mélodie résonnait en vagues successives contre les parois rocheuses.
>
> L'amiral Hansa et ses compagnons assistèrent consternés aux événements qui venaient de se passer en quelques minutes[64].

À 14 heures, le conseil central des marins se réunit sur le *Saint-Georges* et rédigea les revendications des insurgés, sous le titre « Ce que nous voulons ». Le première partie comportait en sept points des revendications politiques : paix générale et immédiate ; indépendance politique totale des autres États ; conclusion de la paix sans annexion, sur la base démocratique de la proposition russe ; désarmement et mise en place d'une milice de volontaires ; droit à l'autodétermination des peuples ; réponse honnête à la note de Wilson ; gouvernements démocratiques en Autriche et en Hongrie.

Une deuxième partie du texte, en neuf points, contenait des revendications concernant la vie des marins : alimentation et habillement ; régime des permissions ; suppression du mess des officiers ; suppression de la censure des lettres ; prise en charge des familles des mobilisés.

Élu commandant du *Saint-Georges,* le maître de bord Franz (ou Frantiśek) Rasch, né à Přerov en Moravie, ancien militant social-démocrate, envoya des messages aux bateaux qui n'avaient pas encore monté le drapeau rouge, leur demandant de le faire, sinon ils recevraient des tirs de canon.

Mais déjà les autorités du port furent alertées et mirent en place tout un dispositif pour écraser la révolte : l'artillerie de la côte était prête à bombarder la flotte si l'insoumission se prolongeait. En outre, tout en poursuivant les négociations

64 *Ibid.*, p. 55-56.

avec l'amiral Hansa, le conseil central des matelots élu sur le *Saint-Georges* était conscient du fait que, sans le concours des ouvriers et des soldats de l'intérieur, il ne pourrait pas envisager une action révolutionnaire durable[65]. Il existait pourtant une fraction radicalisée, prête à engager l'affrontement par les armes pour gagner la haute mer. De leur détermination témoignait la scène qui se déroula à bord du *Kaiser-Max* :

> Le soir vers 18 heures, des groupes commencèrent à se former sur le pont. « La paix ! », « Nous rentrons chez nous ! », criaient-ils.
>
> Alors, le commandant Franz Laurin se plaça devant l'équipage. Faisant allusion à la messe qui devait avoir lieu le lendemain, il fit remarquer :
>
> - Il est préférable que la paix, que Sa Majesté cherche à obtenir depuis longtemps, nous la demandions à Dieu tout-puissant, au lieu de suivre les tentatives de subversion des dirigeants sociaux-démocrates juifs venus de Russie !
>
> - Il n'y a plus de Dieu ! cria-t-on dans la foule.
>
> Le capitaine, voyant que sa provocation antisémite n'avait pas de succès, chercha à employer une autre tactique. Il dit que le soir il y aurait un film intéressant au cinéma et qu'il autoriserait tout le monde à y aller. Là-dessus, l'équipage répondit spontanément : « Nous ne voulons pas de cinéma, nous voulons la paix ![66] »

Les insurgés envoyèrent des télégrammes à Vienne, à Budapest, à Prague et à Trieste pour demander à différentes autorités et aux dirigeants sociaux-démocrates d'intervenir pour éviter l'affrontement armé. Mais tous leurs messages furent interceptés par les stations du port. Dans l'après-midi du 2 février, la situation militaire des marins se détériora rapidement et le délai fixé par l'ultimatum du commandant du port arrivait à expiration. Les matelots finirent par se rendre.

Le tribunal militaire qui se réunit le 10 février prononça quatre condamnations à mort (dont le principal organisateur Franz Rasch), sept peines de prison à vie et 385 peines de prison de durée plus ou moins longue.

---

65 D. GROS, *op. cit.*, vol. I., p. 97.

66 L. MERÉNYI, *op. cit.*, p. 64.

La mutinerie de Cattaro restait isolée, mais les soldats ruthènes et slaves du Sud qui se soulevèrent peu après (Mostar, Čapljina, Konjica, Sinj) en eurent probablement connaissance. Sinon, c'est à partir du printemps qu'on assista à un véritable déploiement de ces mouvements. La statistique du ministère de la Guerre fondée sur les rapports des commandements militaires en signalait 30 cas entre 11 avril et le 16 juillet 1918, dont 22 en mai et au début de juin. Selon d'autres sources militaires, le nombre de mutineries durant cette période s'élevait plutôt à 42 ou plus, écrit András Siklós, dont l'ouvrage cité et les documents consultés[67] permettent d'établir le tableau suivant :

Lieu	Date	Nombre de participants	Nom des unités
Mostar	10 février	Non indiqué	22e régiment d'infanterie (RI)
Čapljina	11 février	'	36e RI
Konjica	13 février	"	53e RI 8e bataillon de chasseurs Bosnie-H.
Sinj	20 février	"	Détachement de transport de fourrage
Csorna	11 avril	200	4e RI de Bosnie-H.
Judenburg	13 mai	1 181	13e RI
Rimaszombat	13 mai	711	80e RI
Murau	14-15 mai	168	7e bat. chasseurs
Pécs	20 mai	2 000	6e RI
Lublin	20 mai	101	58e RI
Rumburg	21 mai	650	7e rég. tirailleurs
Märisch-Schönberg	23 mai	311	95e RI
Radkersburg	24 mai	1 600	97e RI
Miskolc (Sajoecseg)	30 mai	150	II/305e bat. inf.
Kragujevac	3 juin	500-600	71e RI

67 A. SIKLÓS, *op. cit.*, p. 96-97 et note 33, p. 104. MMTVD, vol. 5., nos 171-175, p. 198-207.

Lieu	Date	Nombre de participants	Nom des unités
Pozsony	5 juin	307	72e RI
Sanok	7 juin	2 compagnies	54e RI
Zamosc	5 juillet	2 compagnies	30e RI
Lemberg	7 juillet	200	55e RI

Si le caractère national des mutineries apparaît ici et là dans les rapports consultés, comme sujet de méfiance de la part de autorités civiles ou militaires, les causes en sont les conditions matérielles et morales des soldats, et sont systématiquement désignés comme éléments déclencheurs les anciens prisonniers de guerre de Russie, comme le montrent les extraits de comptes rendus qui suivent :

> Après le rapport, la plus grande partie de la troupe retourna dans ses baraquements, où le mécontentement explosa avec une force élémentaire. Puisque, précisément, [...] il s'y trouvait beaucoup d'éléments qui durant la longue captivité et du fait de leur séjour prolongé dans les conditions de la Russie révolutionnaire s'étaient coupés de la discipline et des mœurs militaires, ces éléments, profitant des conditions d'existence de la troupe, se livraient à la diffusion des idées qu'ils avaient rapportées avec eux de la Russie.
>
> [Rapport du procureur militaire de Kassa au commandement local au sujet de la mutinerie de Rimaszombat des 12-13 mai, 24 mai 1918].
>
> La journée du 21 du mois en cours était sans viande. Pour le déjeuner, la troupe reçut de la soupe de pommes de terre, de la betterave fermentée et une grosse boule de fromage blanc. On y ajouta une partie de la ration journalière de pain, qui est de 240 grammes et qui, de l'avis général et d'après l'expérience, est bien peu.
>
> La troupe, comme d'habitude, se mit à table en présence des officiers et d'un médecin, les compagnies séparées les unes des autres. La deuxième, où l'on avait groupé les soldats revenus de la captivité russe afin qu'ils ne contaminent pas les autres compagnies avec leurs idées, refusa net la betterave fermentée. Le refus se fit si soudainement et tellement à l'unisson que l'on peut supposer à

bon droit qu'il y avait complicité et accord préalable. [...] Il est fort probable que la récrimination contre la betterave de la part justement de cette compagnie [...] ne fut qu'un prétexte pour déclencher les perturbations. Cela semble être confirmé par cette information obtenue par l'homme de confiance de l'un des officiers du bataillon, à savoir que la troupe projetait de mettre la main sur le dépôt d'armes et de munitions. […]

Le 23 du mois en cours, à midi, la compagnie des recrues installée à Csákfalva et encouragée probablement par le cas précédent, après avoir fini la soupe et la viande, refusa d'accepter et de consommer les épinards et se mit à faire du tapage.

En essayant de rétablir l'ordre, l'un des officiers commit la faute de frapper un soldat. La population civile qui assistait à la scène[68], des femmes principalement, qui par avance était du parti des soldats, se mit à crier et à manifester ses sentiments contre la guerre, en injuriant les officiers. Le mécontentement subit de cette compagnie de recrues peut s'expliquer par le fait qu'il y a à Csákfalva quelques soldats permissionnaires revenus de Russie et qui ont probablement ameuté les soldats de la compagnie.

[Rapport du préfet de Trencsén au Premier ministre au sujet des mutineries des 21-23 mai, 24 mai 1918].

Je résume à l'intention de Votre Excellence [...] mes rapports communiqués par téléphone [...] concernant l'insurrection militaire éclatée à Pécs le 20 mai 1918. […]

Les initiateurs de l'insurrection étaient des hommes de la compagnie de marche intégrée dans le bataillon complémentaire. La compagnie de marche était composée en partie ou en grande partie de ceux qui étaient revenus de la captivité russe et qui sont imbibés de thèses bolcheviques. Cette compagnie de marche encercla sa propre caserne, un comité exigea que l'officier de service lui remette les clefs du dépôt d'armes et de munitions et de la caisse. [...] Ils armèrent les hommes du bataillon qui leur étaient acquis, ils s'emparèrent de 19 ou 24 mitrailleuses et emportèrent la caisse.

68 Il s'agit visiblement des parents qui ont accompagné leurs fils enrôlés.

[Rapport du procureur général au ministre de la Justice concernant l'insurrection militaire éclatée à Pécs le 20 mai 1918].

Télégramme reçu le 30 mai de Sajóecseg :

Aujourd'hui, de 7 heures à 11 heures [...] une partie du bataillon, environ 150 hommes, organisa une manifestation. Ils tiraient en l'air, maudissaient la guerre et déclarèrent en criant qu'ils n'iraient pas au front. Vers 2 heures ils pénétrèrent dans les locaux disciplinaires et libérèrent les cinq hommes qui s'y trouvaient. Le tout avait un caractère bolchevik, et il n'est pas impossible qu'il y en ait une suite.

[Télégramme du commandement du 10e bataillon complémentaire du Honved au ministère de la Guerre, au sujet de la mutinerie de Sajóecseg, 30 mai 1918].

Dans le répertoire des slogans, figuraient parfois des cris à caractère national (Vive les Slovènes !, À bas l'Autriche !) mais, pour l'essentiel, ils véhiculaient les mots d'ordre de la révolution russe : À bas la guerre et la faim !, Vive la paix !, Vive la révolution !, Vive l'Internationale !, Bolcheviks, en avant !...

À Vienne, le phénomène suscita de grandes inquiétudes et donna lieu à une série d'instructions et de décrets, exigeant le renforcement des mesures de rétorsion, en commençant par les officiers qui feraient preuve de faiblesse. Il fallait bien insister auprès des troupes que les jugements des cours martiales seraient exécutés immédiatement ; pas d'excuse non plus pour les égarés : le principe du « marcher ensemble, tuer ensemble, être pendus ensemble » devait être appliqué. Tous les moyens devaient être mis en œuvre pour faire taire les « sauveurs du peuple, les agitateurs et les démagogues ». Les forces de ce front intérieur seraient pourvues d'artillerie et d'autres instruments de combat appropriés.

Toute supervision des jugements des tribunaux militaires par une autorité supérieure était censée nuire à la discipline et considérée comme contradictoire avec la loi martiale. Ainsi, à la suite de la mutinerie de Rumburg, la cour prononça 21 peines de mort, dont 10 « seulement » furent exécutées ; aussitôt, une note adressée au ministre autrichien de Guerre demanda la mutation du procureur. L'autorité militaire

exprima en revanche sa satisfaction quand, des 44 condamnés à mort des mutins de Kragujevác, aucun ne fut gracié. Rappelons ici que les sources et les ouvrages consultés ne nous ont pas permis de citer le nombre même approximatif de soldats austro-hongrois fusillés pendant la guerre.

Pour tenter de rétablir la cohésion de l'armée, l'AOK introduisit, sur le modèle allemand, l'« instruction patriotique » (*Vaterländischer Unterricht*) sous l'autorité d'un organisme de contre-propagande (*Feindespropaganda - Abwehrstelle*) qui faisait en même temps office de service de renseignements.

Cet organisme donnait des directives et édita une masse de matériaux de propagande (brochures, calendriers, tracts, etc.) et lança la publication d'un hebdomadaire en allemand (*Heimat* – Patrie), en tchèque (*Domov* – Foyer) et en hongrois (*Üzenet, Tűzhely* – Message, Foyer). Les instances supérieures de l'armée prenaient en charge la formation d'officiers instructeurs, destinés à donner des cours et des conférences.

L'impact de cette action restait faible, selon les observations faites auprès des troupes. Si les mutineries cessèrent après la vague de mai-juin 1918, des attitudes et des gestes innombrables témoignaient de la persistance de l'esprit de révolte : mutilations volontaires ; refus de la nourriture considérée comme immangeable ; réquisitions arbitraires et vols ; refus du salut militaire, des ordres, du serment ; propos contre la guerre, etc.

Le 20 septembre 1918 par exemple, au cours de leur transfert de Neu Sandez (Galicie) en Italie du Nord, les soldats du 10^{e} régiment d'infanterie commun se livrèrent à toutes sortes d'actes de violence et d'indiscipline, illustrant la décomposition avancée de l'armée austro-hongroise. De loin plus tragique est le témoignage des chiffres, car l'effectif des combattants, qui le 1er juillet s'élevait à 406 000, ne sera plus que 238 900 le 1er octobre, à la veille du désastre sur la Piave.

6. La révolution démocratique bourgeoise et la République populaire
(30-31 octobre 1918 – 21 mars 1919)[1]

Alors que la monarchie était en train de s'effondrer, les partis politiques hongrois se livraient à une activité fiévreuse. « *L'un des symptômes de la crise politique, ce fut la réorganisation incessante des partis, les entrées et les sorties, qu'on avait finalement du mal à suivre* », écrit Tibor Hajdu, un des meilleurs historiens de cette période.

Depuis les dernières élections législatives, en 1910, la Chambre des députés de Budapest restait dominée par le successeur de l'ancien Parti libéral, le Parti national du travail, dont l'un des fondateurs, Istvan Tisza, fils du « Bismarck hongrois » Kálmán Tisza, avait déjà été président du Conseil de 1903 à 1905. Son retour en 1910 et la reconquête de la majorité parlementaire furent marqués par la violence et la corruption, puis par le « double coup d'État parlementaire » en 1912, quand Tisza, parvenu à la présidence de la Chambre, brisa l'obstruction par la force policière et imposa le vote des crédits militaires souhaités par les milieux militaires de Vienne.

Président du Conseil à partir de 1913, Tisza avait réduit la liberté de la presse, celles de réunion et d'association, et renforcé le pouvoir exécutif contre le Parlement. Le mouvement républicain, qui se dressa contre son pouvoir sous la direction de l'avocat György Nagy, fut persécuté et interdit au nom de la défense de la royauté. Dans la société, les soutiens de Tisza se recrutaient parmi les hauts fonctionnaires de l'empire, dans la

1 Ouvrages généraux : BALOGH Sándor (dir.), *Magyarország története 1918-1975*. [Histoire de la Hongrie 1918-1975], Bp., 1986, p. 14-27. PÖLÖSKEI Ferenc-GERGELY Jenő-IZSÁK Lajos (dir.), *Magyarország története 1918-1990*. [Histoire de la Hongrie 1918-1990], Bp., 1991, p. 13-22. HAJDU Tibor, *Az őszirózsás forradalom*. [La révolution des reines-marguerites], Bp., 1963.



István Tisza. *Coll.part.*



Mihály Károlyi. *Coll.part.*

grande bourgeoisie industrielle et négociante et dans l'aristocratie foncière engagée dans la mécanisation de l'agriculture.

L'opposition parlementaire était représentée, pour l'essentiel, par trois formations.

Le Parti constitutionnel, animé par Gyula Andrássy junior, avait le soutien de la noblesse libérale et fédéraliste et d'une partie de la haute administration ; il souhaitait une démocratie de type anglais, sans la remise en cause des institutions et des traditions de la double monarchie.

Le Parti de l'indépendance de 1848 s'était divisé en deux après la défaite électorale de 1910 : son aile droite, qui représentait la noblesse terrienne réactionnaire et nationaliste, suivit le comte Albert Apponyi et Ferenc Kossuth (fils de Lajos, le héros de la révolution de 1848) ; et l'aile gauche, favorable aux réformes démocratiques, se mit derrière Gyula Justh et Lajos Holló ; ces derniers furent rejoints en 1913 par le comte Mihály Károlyi, et tenaient dès 1911 des réunions communes avec les radicaux d'Oszkár Jászi et les sociaux-démocrates. Ce courant libéral des indépendantistes s'appuyait sur l'aristocratie éclairée et la petite noblesse terrienne et chauvine (la gentry) dont une grande partie, ruinée, avait investi la fonction publique ; certains d'entre eux entretenaient l'idéal républicain et la mémoire de Lajos Kossuth.

Le troisième parti parlementaire important, le Parti catholique populaire, avait pour chef le comte Aladár Zichy, ministre auprès de la personne du roi de 1906 à 1910, puis en 1917-1918. Ce parti, à forte tendance antisémite, défendait les intérêts de l'Église catholique et préconisait des réformes sociales en faveur de la paysannerie.

Sur ce chapitre, il faut mentionner le parti encore peu influent des petits propriétaires fondé en 1909 par l'exploitant agricole István Nagyatádi Szabó, élu député en 1908. C'était surtout un parti des paysans aisés.

Peu influents également, deux formations à caractère confessionnel : le Parti démocratique de Vilmos Vázsonyi qui s'occupait des intérêts de la communauté juive, et le Parti social-chrétien créé par le prélat et théologien Sándor Giesswein, député opposé à la guerre et partisan des mouvements sociaux et démocratiques. Mais, comme l'écrivait Oszkár

Jászi, le Parti social-chrétien n'avait jamais pu s'émanciper de l'influence du haut-clergé, de la cour et des propriétaires cléricaux, et resta complètement isolé.

En dehors du Parlement, l'opposition était menée par le petit Parti radical de Jászi et surtout par le Parti social-démocrate, la seule organisation politique de masse, dirigé depuis 1905 par Manó Buchinger. En connexion avec les indépendantistes de Károlyi, ces deux partis dominèrent politiquement les deux premiers mois de la révolution, et pour plusieurs raisons : promesse de l'indépendance nationale et d'une réforme agraire, affaiblissement politique de la grande bourgeoisie, divisée entre patriotes et pro-autrichiens, faiblesse de l'influence de l'Église catholique sur le syndicalisme ouvrier, etc.

C'est entre 1916 et 1918 que le comte Károlyi fit sa rupture avec les indépendantistes conservateurs et chercha à s'orienter vers les pays de l'Entente. En juillet 1916, il fonda avec une vingtaine de députés un nouveau Parti de l'indépendance à caractère démocratique, le Parti unifié de l'indépendance et de 1848. Son programme prévoyait la suppression des affaires communes avec l'Autriche (en maintenant seulement une union personnelle), le suffrage universel et secret, un changement profond dans les rapports de la propriété foncière, et la préservation de l'intégrité territoriale de la Hongrie historique.

Mihály Károlyi était issu de l'une des plus vieilles familles de la haute noblesse hongroise ; il appartenait à cette lignée d'hommes politiques de sa caste qui, en rupture ou non avec leur milieu, s'étaient opposés depuis le 17e siècle aux Habsbourg : les princes Bocskai et Rákóczi, le comte Batthyány, le baron Eötvös et le hobereau Lajos Kossuth.

Il fut élevé par son oncle, Sándor Károlyi, un lecteur assidu des auteurs républicains et socialistes du 19e siècle : Louis Blanc, Paul Cabet, Proudhon et aussi Karl Marx, dont certains éléments de la petite noblesse pensaient pouvoir tirer des arguments contre le capitalisme, ses banques et ses grandes sociétés, ennemies mortelles des petits et moyens propriétaires indépendants du monde rural. Sándor avait présidé notamment l'association centrale des coopératives Hangya (Fourmi), réseau de commerce fondé pour tenir tête aux

négociants et autres courtiers. Son neveu Mihály, qui allait lui succéder, voulait encourager l'influence de la paysannerie sur l'administration, ce qui lui valait d'être traité de républicain et de révolutionnaire. Élu député indépendantiste, Mihály soutenait en novembre 1914 la politique de guerre, comme tous les partis du Parlement, avant d'être partisan, en 1918, d'une paix négociée, et même séparée.

Le 30 septembre 1918, en pleine crise sociale et politique, Wekerle donna à nouveau sa démission mais, faute de successeur, il continuait à expédier les affaires courantes. Il incarnait toujours, avec le parti de Tisza, une certaine stabilité aux yeux des possédants, bien que le roi ait pu désigner un cabinet en dehors de la Chambre. De leur côté, ni Andrássy ni Károlyi n'osaient ni ne voulaient en appeler au peuple. En effet la crise gouvernementale s'accompagnait d'une fermentation sociale qui ne cessait de croître. L'un des signes en fut l'arrêt de travail spontané des ouvriers de Budapest pendant dix minutes, le 2 octobre, lors du décès d'Ervin Szabó, intellectuel proche des socialistes révolutionnaires (voir chap. 3).

Pour répondre à cette situation, le *Népszava* publia le 8 octobre une proclamation du PSD qui fut lue et adoptée dans les usines de la capitale et ses environs. Le texte s'adressait « *à tous ceux qui par leurs actes et leurs intérêts ne s'étaient pas rendus coupables des crimes du passé, de l'écrasement de la liberté et de l'oppression des classes et des nations* ». C'était une proposition en dix points qui visait à résoudre la crise révolutionnaire par des réformes. En gros, elle définissait la tâche d'un nouveau gouvernement et d'une nouvelle Assemblée démocratiquement élue, dans le domaine de la paix, des droits des nationalités, de l'administration, de la réforme agraire, de la socialisation des grandes usines, de la politique fiscale, des lois sociales et de la prise en charge des soldats démobilisés et des victimes de guerre[2].

Ce document fut réfuté point par point, et non sans ironie, par *Szociális Forradalom* (Révolution sociale), journal bihebdomadaire du Groupe hongrois du Parti communiste de Russie : la paix, que « *les États brigands impérialistes concluront*

2 MMTVD, vol. 5., n° 215, P., 244-246.

"sur la base de la révolution prolétarienne" et des principes de Wilson : "Vive la paix, riez donc !" ; battez-vous pour le désarmement, qui permettra à la bourgeoisie d'entretenir des mercenaires contre l'ennemi intérieur, à savoir les prolétaires affamés et exploités ; réforme agraire contre indemnisation, qui serait approuvée même par Tisza et Prohászka, surtout qu'il n'est pas question de la confiscation des biens des évêques, des chanoines, des monastères, ni de la sécularisation, ni du slogan : les curés hors de l'école ; Assemblée nationale constituante, où les représentants de "toutes les classes démocratiques du pays" vont concourir avec Tisza, Apponyi, Andrássy, Prohászka, Károlyi, Vázsonyi et autres banquiers, curés et seigneurs fonciers pour consolider l'édifice délabré de l'État bourgeois, etc. »

Bref, pour les communistes hongrois qui sont encore à Moscou, s'adresser « à tout le monde » comme le fait le PSD, c'est abandonner la lutte des classes et les intérêts révolutionnaires de la classe ouvrière : « *Ce parti n'est pas le parti des pauvres des villes et des villages. Il faut en Hongrie aussi un nouveau parti, un nouveau regroupement pour la classe ouvrière : un parti communiste révolutionnaire qui abolira à la fois le règne de la bourgeoisie et de la social-démocratie opportuniste*[3]. »

Cependant, la réunion convoquée par le PSD pour le 13 octobre afin d'ouvrir la voie devant un gouvernement de coalition de gauche (indépendantistes, socialistes, radicaux) subit la pression des masses et démontra l'échec de la politique de conciliation, ne fût-ce que par les interventions de Landler et de Kunfi (rédacteur en chef adjoint du *Népszava*) qui occupèrent l'avant-scène. « *Les journalistes libéraux furent stupéfaits par le ton révolutionnaire que prenaient les délégués réunis.* » Cela d'autant plus que János Vanczák, un des dirigeants du syndicat des métallos, proposait d'armer les ouvriers et que Béla Szántó, de l'aile gauche antimilitariste du PSD, encourageait les soldats à l'action directe.

Le courant révolutionnaire se nourrissait des nouvelles de la Russie soviétique ; les tracts comme celui de Béla Kun, intitulé *Que veulent les communistes ?*, furent diffusés à travers le

3 MMTVD, vol. 5., 23 octobre 1918, n° 218, p. 247-249.

pays en grosses quantités. Selon la police, les agitateurs antimilitaristes avaient inondé le pays et les tranchées de leurs tracts, au cours de ce mois d'octobre 1918.

Dans la situation donnée, la population en sa grande majorité souhaitait un gouvernement Károlyi, que le roi avait reçu le 10 octobre mais que le « complot des comtes et des princes » (Tisza, Andrássy, Apponyi, Windischgraetz, etc.) empêchait d'accéder au pouvoir.

Au Parlement, Tisza n'était plus que l'ombre de lui-même, tant il était brisé par l'effondrement d'un monde qu'il avait défendu avec tant d'obstination. À bout de souffle, il recommanda aux siens de rejoindre les constitutionnalistes de Wekerle.

Le 15 octobre, le roi Charles réinvestit ce dernier président du Conseil puis, le 16, par un manifeste, il transforma l'Autriche en État fédératif qui devait accorder l'autonomie à ses nationalités. En Hongrie, Wekerle et les partis réactionnaires obtenaient que le manifeste « *ne concernât aucunement l'intégrité des pays de la Sainte Couronne hongroise* », c'est-à-dire qu'il ne changeât pas le statut des nationalités du royaume historique.

La fédéralisation de l'Autriche signifiant la fin de la double monarchie, Wekerle annonça les préparatifs de l'union personnelle avec l'État des Habsbourg, ce qui était souhaité également par Károlyi, mais certainement pas par le peuple hongrois.

Cette séance de la Chambre du 16 octobre fut d'ailleurs particulièrement mouvementée. Alors que Károlyi annonçait : « *Nous avons perdu la guerre. Ce qui importe à présent, c'est que nous ne perdions pas la paix* », un de ses partisans, Márton Lovászy, lança un cri vers la droite : « *Vous avez tué un million de Hongrois. Leur sang, vous l'aurez sur la conscience !* » Là-dessus, Imre Miskolczy, du camp de Tisza, réagit violemment : « *C'est la parole de l'Entente !* » Réplique de Lovászy : « *Sachez que nous sommes tous les amis de l'Entente* », ce qui provoqua le regroupement et les vociférations du Parti du travail au milieu de la salle et la suspension de la séance.

La suite fut aussi orageuse, le ministre hongrois de la Défense Sándor Szurmay rejetant notamment avec

indignation l'assertion de l'indépendantiste László Fényes, selon laquelle les soldats ne voulaient plus se battre ; peu avant, Fényes s'était fait traiter de scélérat et de traître misérable par Tisza et Windischgraetz. Pour l'écrivain Gyula Krudy, ce fut « *l'aboiement de vieux cabots édentés* ». Après avoir quitté le bâtiment du Parlement et au moment où il montait dans sa voiture, Tisza fut l'objet d'une tentative d'attentat commise par le jeune antimilitariste János Lékai, dont le pistolet s'enraya au moment du tir.

Le 17 octobre, Tisza reprit la phrase de Károlyi : « *Nous avons perdu la guerre* », provoquant la stupéfaction générale ; tournant casaque, il parla de la nécessité d'une démocratisation et appela tous les partis parlementaires à fusionner. Mais, à l'exception du groupe Tisza-Wekerle, aucun parti ne se prêta à assumer le bilan politique et moral du Parti national du travail, cette idée saugrenue impliquant sans aucun doute une responsabilité collective autour du noyau dur de son concepteur.

Parmi les mauvaises nouvelles qui arrivèrent le 18, il y avait la lettre de Wilson annonçant que les nationalités ne se contentaient plus de l'autonomie, elles voulaient l'indépendance. Ce qui serait chose faite puisque, les 19 et 22 octobre, les Conseils nationaux tchèque et croate proclamèrent respectivement la Tchécoslovaquie indépendante et l'union des peuples yougoslaves (Slaves du Sud). Par ailleurs, les unités qui se trouvaient sur le front italien exigeaient leur retour : Tisza n'avait-il pas déclaré qu'on avait perdu la guerre et, en tout cas, les soldats mouraient de faim. Il y avait durant cette période à Budapest de 61 000 à 80 000 soldats, permissionnaires, tire-au-flan et autres déserteurs. Dans les usines, les réunions politiques se succédèrent, l'organisation entre ouvriers des grandes usines se faisant par contacts directs ou par l'action des socialistes de gauche et des groupes antimilitaristes.

Dans le même temps, la direction modérée du PSD (Garami, Buchinger, Peidl, Peyer) perdait le contact avec le mouvement, noyée qu'elle était dans les problèmes de la coalition ou figée dans l'expectative.

Quant au comte Károlyi et aux partis démocratiques, ils craignaient les débordements et n'osaient pas se tourner vers

le peuple, tout en avertissant le roi du danger révolutionnaire : *« Si nous ne voulons pas que les sans-culottes ou les bolcheviks prennent le pouvoir,* disait le comte, *il faut prendre des décisions, et plutôt aujourd'hui que demain. »*

Hâbleur, Wekerle déclara que les masses des nationalités n'avaient pas envie de faire sécession, que la Tchécoslovaquie était un fantasme et que le séparatisme croate n'était pas acceptable. Or justement, le 22 octobre, deux régiments croates refusèrent de monter au front et le lendemain on annonça l'insurrection de la garnison yougoslave de Fiume. Ce jour-là, le roi venu à Debrecen pour inaugurer l'université fut accueilli au son de l'hymne impérial, le *Gott erhalte,* détesté par les patriotes magyars.

Profitant de cette affaire qui mit la Chambre en ébullition, l'opposition réitéra son offre de former un gouvernement sous la présidence de Károlyi, avec les partis extraparlementaires, PSD et radicaux.

L'opposition modérée (Andrássy, Apponyi) était contre et proposa sa propre combinaison, acceptant à la rigueur Károlyi pour un poste subalterne, dans une équipe présidée par Andrássy, avec la bénédiction de Tisza. Ce fut l'impasse, et vers 22 heures le 23 octobre Wekerle annonça derechef sa démission devant les députés.

Károlyi retourna ensuite dans son palais, où l'attendaient déjà les représentants des partis démocratiques : Ernő Garami et Zsigmond Kunfi (PSD), Tivadar Batthyány, János Hock et Márton Lovászy (pour le parti de Károlyi), Oszkár Jászi, Lajos Purjesz, Gyula Rácz et Pál Szende (radicaux) et quelques sympathisants (László Fényes, Ferenc Harrer et Ferenc Nagy). Ensemble, ils décidèrent de fonder un Conseil national hongrois qui devait gouverner et assumer la transition pacifique vers une Hongrie indépendante et démocratique. Les frontières et les rapports de propriété resteraient inchangés. Batthyány écrira en effet que toute velléité révolutionnaire était exclue du programme du nouvel organisme. Celui-ci était en revanche prêt à accueillir les éléments de l'opposition modérée, y compris le germanophile Andrássy, qu'entre-temps le roi désigna, en secret, ministre commun des Affaires étrangères ! Et le nouveau projet de cette opposition

consistait à former un cabinet sans le Conseil national mais en s'appropriant son programme pour détourner l'opinion publique. Or, ce 23 octobre, une note de Wilson fit savoir qu'il n'était pas question de discuter de la paix avec les hommes de l'ancien régime et autres responsables de la guerre. Outre le énième complot des gens d'Andrássy, ce fut d'ailleurs la note américaine qui finit par décider le Conseil national à se manifester au grand jour.

Dès le 24 octobre, l'éditorial du *Népszava* fit sentir le changement intervenu : « *Pendant que dans la Chambre des députés le crétinisme parlementaire se livre à une véritable orgie, pendant que des partis s'unissent et se séparent, que des politiciens entrent et sortent, fusionnent et se concentrent, les événements se passent ailleurs.* » De fait, les masses ouvrières, la jeunesse et les soldats apportèrent leur soutien aux partis démocratiques ; dans la matinée du 24 octobre, Károlyi s'adressa aux étudiants qui défilaient devant son palais puis, dans la soirée, il recevait deux cents officiers au siège de son parti. Le même jour, l'Association des journalistes décida de ne plus présenter les articles à la censure.

Mais, alors que le roi acceptait la démission de Wekerle, sans parvenir à désigner un autre gouvernement, et que sur le front italien plusieurs unités (trois régiments, un bataillon, une division) refusaient le combat, le Conseil national hésitait toujours : il n'avait pas encore proclamé son existence et ne tenta pas de prendre le pouvoir. Or même l'archiduc Joseph de Habsbourg trouvait étrange que les troupes de la monarchie continuassent à défendre la Croatie et la Slovénie, alors que ces pays avaient déjà annoncé leur séparation.

Finalement, ce fut la voix de la rue qui pesa vers le déblocage de la situation. À partir du 25 octobre, les rues de Budapest devenaient le théâtre principal des événements politiques : pendant une semaine, tous les jours, les ouvriers s'y rendaient après leur travail, ainsi que les habitants, toutes catégories confondues ; on discutait, on écoutait les orateurs, on défilait en demandant la paix et la république. Dans les banlieues, la police signalait que depuis quelque temps on enterrait chaque semaine deux ou trois de leurs collègues tués par des balles de fusil de guerre, c'est-à-dire par des soldats déserteurs.

Le soir du 25, environ 3 000 étudiants adoptèrent les revendications de la jeunesse en douze points, qu'ils décidèrent de remettre au roi, censé se trouver au château de Buda, qui domine la rive droite du Danube. (En fait, Charles était à ce moment à Gödöllő, toujours occupé de former un nouveau cabinet).

Rejoint par un grand nombre d'ouvriers et par 300-400 officiers de l'armée, le cortège se forma et parvenait devant le palais royal, après avoir forcé plusieurs cordons de policiers et de soldats. Sur la place d'Armes, Jenő Pusztai Gazda, un lieutenant revenu du front russe et encore étudiant, appela les officiers et la foule assemblée à prêter serment sur la Hongrie indépendante et démocratique ; ce qui fut fait, avec épées tirées et dressées vers le ciel, pendant que la foule acclamait la république. La démonstration venait de se terminer dans le calme, quand une unité de gendarmes et de policiers montés se jetèrent sur les manifestants, assénant des coups d'épée à gauche et à droite avec une brutalité inouïe. Il y eut 40 blessés graves et 200 plus légers. (C'est ce qu'on a appelé la « première bataille du pont de Chaînes », puisque les manifestants ont forcé le premier barrage à l'entrée de ce pont).

En signe de protestation, un meeting fut tenu devant le Parlement, au cours duquel les orateurs annoncèrent la formation d'un conseil d'étudiants révolutionnaires. Plus tard dans la soirée, un cortège de 8 000 à 10 000 personnes se rendit devant le siège du parti de Károlyi (place Gizella à l'époque, place Vörösmarty de nos jours), mais le comte se trouvait à Gödöllő, chez le roi. Ce furent donc ses lieutenants de la coalition de gauche, Lovászy et János Hock, qui s'adressèrent aux manifestants. Hock (un curé franc-maçon et bon orateur), tout apeuré par l'état d'esprit de la foule, déclara : « *Au moment où Mihály Károlyi délibère avec le roi couronné pour trouver une solution constitutionnelle, celui qui acclame la république est l'ennemi de la nation.* »

À Gödöllő, le défilé d'un grand nombre de politiciens ressemblait plus à une comédie qu'à une audience : Tisza, Apponyi, Andrássy, Hadik, Vázsonyi, Bárczy..., tous voulaient démontrer l'unité des « classes historiques » mais aucun d'entre eux n'acceptait de former un gouvernement ; ce qui les

unissait à ce moment-là, c'était de déconseiller au roi influençable et hésitant de désigner Károlyi.

Les partis démocratiques finirent par comprendre qu'ils ne pouvaient rien espérer du roi ni du Parlement, et décidèrent d'annoncer publiquement la naissance du Conseil national hongrois. Cela se passa le 25 octobre, tard dans la nuit, dans le palais de Károlyi. Un manifeste résumait en 12 points le programme du Conseil : rendre à la Hongrie son indépendance, en finir tout de suite avec « une guerre sans espoir », dissoudre l'alliance avec l'Allemagne, restituer les libertés démocratiques et libérer les prisonniers politiques, organiser de nouvelles élections, entreprendre une réforme agraire, réaliser des mesures sociales, annuler les traités de paix de Brest-Litovsk et de Bukarest.

Le manifeste appelait les peuples et les gouvernements étrangers à ne traiter qu'avec le Conseil national, qui se présenta donc comme un contre-gouvernement. Pour l'appareil d'État toujours en place, c'était un organisme illégal, et les autorités firent saisir les journaux qui, le lendemain, reproduisirent le document. Mais, si l'ancien appareil n'avait plus assez de force pour arrêter les membres du Conseil comme rebelles, ces derniers se sentaient toujours liés au roi en tant que sujets et n'étaient aucunement prêts à renoncer à l'intégrité territoriale de la Hongrie historique ; d'où de nouveaux tiraillements et autres roublardises politiques concoctées autour de l'équipe Wekerle.

Toutefois, l'entrée sur scène du Conseil national ne passa pas inaperçue, et le même jour vit la naissance d'un conseil de soldats. C'était un regroupement spontané de jeunes officiers rapatriés de Russie ou venus directement des tranchées, que le Conseil national accueillit avec des sentiments mitigés, craignant des actions précipitées de leur part. Károlyi ne cachait pas sa méfiance :

> Le conseil de soldats voulait d'abord se réunir dans ma maison. Je n'avais pas très confiance en eux et je suis parvenu, au bout de quelques jours, à les mettre dehors. Je n'ai jamais assisté à aucune de leurs réunions et, pour

parler franc, le Conseil national ne les a jamais considérés jusqu'au dernier jour comme des hommes sérieux[4].

Tous les membres du Conseil national ne partageait pas cette attitude ; surtout, l'ancienne opposition antimilitariste et syndicaliste du PSD ainsi que les fonctionnaires groupés autour de Landler gardaient les contacts avec les militaires. Ce fut à leur initiative que Béla Szántó entra dans le conseil de soldats. Szántó avait servi au ministère de la Défense comme lieutenant de réserve et connaissait bien ce milieu, en sorte qu'il se lia facilement avec le capitaine Imre Csernyák, un des principaux responsables du conseil de soldats, pour prendre en main la direction politique de cet organisme. En peu de temps, ils parvenaient à recruter et à coordonner 80 unités de gardes mobiles armées, prêtes à répondre aux besoins d'une action révolutionnaire.

Les préparatifs d'une insurrection ne restèrent pas inconnus de la direction militaire de Budapest. Le soir du 25 octobre, Windischgraetz courut chez Wekerle pour lui dire qu'il savait de sources « sûres » que le 26, à 3 heures du matin, la révolution allait éclater. Wekerle, Szterényi, Szurmay et Windischgraetz se réunirent au ministère de la Défense pour décider de ce qu'il fallait faire. Après minuit, ils y convoquèrent le général Géza Lukachich, connu pour sa cruauté, qui se mit aussitôt à organiser la résistance, en qualité de commandant de la circonscription militaire de Budapest.

Mais le lendemain il ne se passa rien ; les deux camps hésitaient à engager l'épreuve de force. Sauf que, malgré leur saisie annoncée, une partie des journaux de gauche y avaient échappé et purent diffuser la proclamation du Conseil national, ce qui mit le pays en ébullition. Dans les villes, des assemblées populaires adoptèrent son programme, et des lettres d'adhésion arrivaient de tous côtés à Budapest. « *Dans l'ambiance de plus en plus brûlante, l'entourage du roi trouvait plus sage de continuer la discussion avec les rebelles pour les*

4 KÁROLYI Mihály, *Egy egész világ ellen.* [Contre le monde entier], Bp., 1965, p. 445.

retenir d'agir. Et le Conseil national se sentait soulagé de ne pas être contraint de réaliser les promesses de sa proclamation[5]. »

Vers 16 heures de ce 26 octobre, sous une pluie battante, une foule d'étudiants, d'ouvriers et de soldats assemblée place Gizella attendait la suite des événements pendant que le roi reprenait ses audiences ; c'était la première fois notamment, dans l'histoire de la Hongrie, qu'un souverain Habsbourg discutait politique avec un paysan, en la personne du député István Nagytádi Szabó. Le choix d'un Premier ministre se porta sur le comte János Hadik, constitutionnel et ancien ministre du Ravitaillement. Dans cette fonction, il avait acquis une certaine popularité et paraissait donc le plus apte à faire semblant d'adopter le programme du Conseil national et, en tout cas, à n'en appliquer que le strict nécessaire. Plutôt incrédule, Hadik se laissa convaincre et resta à Gödöllő dans l'attente de sa confirmation.

Le roi recut ensuite Károlyi. Il approuvait, disait-il, le programme confisqué du Conseil, puis posa la question au futur « comte rouge » : « *Ces Messieurs ne cessent de me prévenir contre vous. Ils me disent que vous voulez la république. Est-ce vrai ? – Je peux rassurer Sa Majesté,* répond Károlyi, *que c'est une calomnie. Je ne veux pas la république, mais une Hongrie indépendante et démocratique.* » Là-dessus, Charles déclara avec solennité : « *J'ai décidé de vous nommer mon Premier ministre.* »

Il lui demanda aussi de l'accompagner à Vienne pour confirmer sa nomination et le mettre en relation avec le nouveau gouvernement autrichien. Avant de partir, Károlyi dînant avec Hadik, les deux hommes se regardaient avec suspicion : pourquoi celui-là attend-il donc le roi, puisque c'est moi le Premier ministre ? Avant de monter en voiture, Károlyi lança à Hadik éberlué : « *Je pars à Vienne avec Sa Majesté !* » Mais entre-temps Andrássy téléphona au roi pour l'avertir que, si Károlyi était nommé, il risquait de perdre son trône ; de leur côté, plusieurs membres du Conseil national, reçus également en audience, expliquaient : pour éviter l'effondrement total et la révolution, il fallait un gouvernement Károlyi homogène.

5 T. HAJDU, *op. cit.*, p. 101.

Quand le lendemain matin le comte et le roi arrivèrent à Vienne, ce dernier avant de le quitter lui dit qu'il le convoquerait au château de Schönbrunn, la résidence d'été des Habsbourg. Károlyi s'installa à l'hôtel Bristol et attendit de 7 heures 30 à 15 heures de l'après-midi. Ayant perdu patience, il se renseigna et compris qu'il avait été roulé dans la farine : le roi voulait seulement gagner du temps et éloigner le comte des masses populaires de Budapest, pour vingt-quatre heures au moins, le temps qu'il fallait pour investir le comte Hadik.

Au lieu d'être convoqué par Charles, Károlyi fut rejoint par l'archiduc Joseph de Habsbourg qui lui apprit qu'il avait été nommé *homo regius* de Hongrie, c'est-à-dire lieutenant du roi muni de pleins pouvoirs. Ensemble, ils prirent le train pour Budapest, où déjà les orateurs du Conseil national haranguaient une foule d'une centaine de milliers de personnes, mettant en œuvre tout leur talent pour éviter l'explosion. Or, au moment de la dispersion, la nouvelle arriva que Károlyi avait été berné à Vienne. Aussi des dizaines de milliers de manifestants se dirigèrent-ils vers la gare de l'Ouest pour accueillir le comte et l'archiduc. Károlyi, l'homme découragé et humilié, fut acclamé et porté sur les épaules, tandis que Joseph, distinguant les cris : « À bas le dictateur ! », s'éclipsait avec son épouse par une porte de derrière ; plus loin, à l'air de l'hymne national et des chants Kossuth[6] se mêlait le chant des prolétaires : *« Famine, misère sont notre lot – Mais tous, tous, nous nous soulèverons. »*

6 Datés de la révolution de 1848, ces chants sont devenus partie intégrante de la culture populaire hongroise, comme l'écrivait un journaliste français en 1905 : *« On ne trouverait pas dans l'Europe occidentale une dévotion comparable à celle qui s'attache là-bas* [en Hongrie] *au nom de Kossuth. Il est répété à l'infini par les chants populaires. "Louis Kossuth est mon véritable père", dit l'un d'eux.* [...] *Dans les grands jours, lorsqu'on veut vexer l'autorité et ennuyer l'Autriche, on entonne l'hymne Kossuth, le Kossuth Lajos, qui remonte à 1848 : "Louis Kossuth nous a fait dire qu'il n'avait plus de régiments. S'il nous le fait dire encore, nous devons tous partir. Vive la liberté hongroise et vive la patrie !" »* FROLLO Jean, « Les deux Kossuth », *Le Petit Parisien*, 6 février 1905. gallica. bnf. fr/m/ark :/12148/bpt6k561690p/f1.r=.langFR ; jsessionid...

Le soir, les délégués ouvriers se réunissaient autour de Béla Szántó, László Rudas et d'autres ; constatant que le climat était révolutionnaire et que dans les usines l'armement était suffisant, ils fixèrent la date de l'insurrection pour le 4 novembre.

L'archiduc se préparait aussi et demanda une division à Vienne, mais sans succès. En attendant, il était à la recherche de ministres pour compléter l'équipe du comte Hadik. Il courtisait le Conseil national, et même le PSD. Celui resta sur la position de Garami : le parti ne devait pas participer à un gouvernement démocratique bourgeois, car la classe ouvrière lui demanderait légitimement la réalisation du socialisme ; et en cas de refus, plus que probable, il perdrait la confiance des masses. Quant au Conseil national, installé maintenant à l'hôtel Astoria, il subissait de plus en plus l'influence d'un environnement révolutionnaire. La direction de son bureau fut prise en main par Jenő Landler, sorti depuis peu de sa prison ; sous son autorité, l'aile gauche du PSD pouvait peser davantage dans la politique du parti.

Autour de Károlyi, les éléments les plus à gauche, l'avocat Buza Barna, le journaliste László Fényes et l'industriel István Friedrich, craignant que leur parti et le Conseil national ne soient décrédibilisés devant la population, se proposèrent, le soir du 28 octobre, de conduire la foule assemblée place Gizella au Château, auprès de l'archiduc, pour exiger derechef la nomination de Károlyi comme Premier ministre. Or l'archiduc Joseph venait d'ordonner au général Lukachich et au préfet de police László Sándor de ne pas laisser la foule traverser le pont de Chaînes, quoi qu'il arrive.

Les manifestants franchirent d'abord deux cordons de soldats, qui « n'ont pas fait leur devoir », mais furent bloqués devant le pont par la police montée. Il y eut des coups de feu isolés puis la police tira une salve et chargea la foule au sabre. Échappés de l'affrontement, qui fut très violent, quarante ou cinquante hommes réussirent à monter sur le pont et à atteindre l'autre bout, côté Buda ; là, ils se heurtèrent aux baïonnettes des policiers et des gendarmes, et furent sérieusement tailladés. Du côté Pest, la tête de pont fut nettoyée des manifestants, que Fényes regroupa et reconduisit place

Gizella. Ils emportèrent avec eux une partie des blessés pour qu'ils ne tombent pas aux mains de la police.

Le carnage fit trois morts, de cinquante à soixante blessés graves et de nombreux blessés plus légers. Dans le hall de l'hôtel Ritz, où les blessés s'étaient retirés, on marchait dans des flaques de sang. Parmi les morts, il y avait deux ouvriers et un soldat rendu méconnaissable par ses blessures. Près de la moitié des blessés graves étaient également des travailleurs manuels, suivis en nombre par des étudiants ; il y avait aussi un prisonnier de guerre russe et plusieurs employés de commerce, ainsi que des fonctionnaires administratifs. Seuls les gendarmes et les policiers avaient participé à la répression, les soldats ayant refusé ostensiblement de prendre part à l'assaut.

Les trois morts pouvaient paraître peu de chose à côté des milliers de tués de la guerre, et même en regard des victimes de la grippe espagnole, qui causa en cette seule journée du 28 octobre trente-neuf décès à Budapest.

Mais la « deuxième bataille du pont de Chaînes » mit de l'huile sur le feu. Pendant que le sang coulait devant le pont, là-haut, dans le château royal, Károlyi poursuivait l'interminable marchandage politique avec l'archiduc Joseph. La provocation sanglante mit subitement fin à leurs entretiens : à 3 heures du matin ce 29 octobre, Károlyi se présenta à nouveau chez l'archiduc et lui fit connaître la décision du Conseil national, à savoir qu'il n'y aurait plus de négociation ni avec lui ni avec les autres responsables du sang versé.

Dès lors, le pouvoir hésitait entre le louvoiement et l'emploi de la violence. Tous les journaux qui rendaient compte des événements furent saisis et le général Lukachich, en accord avec le procureur général Albert Váry, proposa l'instauration de l'état d'urgence et l'arrestation des députés Buza et Fényes ; devait s'ensuivre l'arrestation des autres membres du Conseil national et des révolutionnaires les plus connus.

Dans l'après-midi du 29, le comte Hadik fut désigné Premier ministre au nom du roi pour être investi le lendemain. C'était le retour de l'opposition modérée, « en version plus honnête » que le cabinet Wekerle. Plus significatif était le fait que Hadik, pour compenser l'influence du Conseil national auprès des masses, fit appel aux représentants de la paysannerie

aisée (Nagyatádi Szabó) et de la petite bourgeoisie cléricale (Parti populaire de Rakovszky et groupe de Károly Huszár, appelé « leader des hooligans » par la presse de gauche), catégories qui fourniront un an plus tard la base sociale du régime Horthy et des forces contre-révolutionnaires. Le grand capital aussi, tout en soutenant Hadik, mit en place une commission exécutive commune à plusieurs organismes patronaux, afin de faire valoir ses intérêts dans les questions économiques et politiques importantes.

Mais le gouvernement Hadik fut balayé dès le lendemain. Le 30 octobre, soldats et civils de Budapest commencèrent à envahir les rues de la capitale et les défilés se poursuivirent une bonne partie de la nuit, ponctués de gestes hautement symboliques. L'un d'entre eux allait servir à désigner cette révolution qui se termina vers 3 heures du matin sans trop d'effusion de sang : « *Pour remplacer les galons qu'ils avaient arrachés, les militaires arboraient soit des reines-marguerites, soit, quelquefois, des cocardes tricolores. Des reines-marguerites fleurissaient également les boutonnières des vêtements civils. Ces fleurs, traditionnellement symboles de l'automne et de la mort, annonçaient cette fois un nouveau printemps*[7]. »

Les événements de cette « révolution des reines-marguerites » furent relatés dans tous leurs détails par les journaux, y compris par *Az Ujság* (La Gazette), quotidien semi-officiel du parti de Tisza. En voici quelques passages, qui donnent une idée du déroulement de la nuit du 30 au 31 octobre 1918 :

> Toute la journée [du 30 octobre], des groupes plus ou moins importants se réunissaient devant le siège du parti de Károlyi, mais l'animation ne commença que vers 6 heures avec l'arrivée d'une foule de 3-400 personnes, conduites par des policiers qui venaient de se réunir au café Gresham. Ils acclamèrent le Conseil national. […]
>
> Arrivaient ensuite les étudiants [ainsi que] des officiers de plus en plus nombreux. Des fenêtres du cercle du parti, on entendait des discours enthousiastes. À 7 heures, la foule devait compter 10 000 personnes. [...] Mihály

7 HANÁK Péter (dir.), *Mille ans d'histoire hongroise*, Bp., 1986, p. 169.

Károlyi prit la parole, suscitant une joie immense. [...] Ensuite, plus de deux cents officiers sortirent leurs épées et prêtèrent le serment qu'ils se battraient pour la Hongrie indépendante. [...] Un capitaine s'écria : Soldat ! Officiers ! Enlevons nos insignes ! [...] Cette scène provoqua un enthousiasme frénétique. On acclamait les soldats, les conseils de soldats, la Hongrie indépendante. […]

À 9 heures du soir, la démonstration devant le cercle Károlyi fut terminée. Les soldats se mirent en rangs pour se diriger vers le Conseil national qui siégeait à l'hôtel Astoria. [Ils] étaient suivis de plusieurs milliers de personnes. […].

Quand le cortège arriva devant le Casino national, une clameur assourdissante s'éleva : À bas les comtes ! À bas la domination de classe ! Du gouvernement Hadik, on n'en veut pas ! Vive Károlyi !

Devant l'Astoria, il y avait déjà environ 2000 personnes, à qui depuis 7 heures du soir on faisant des discours de façon ininterrompue. [...] L'enthousiasme était à son comble. On parlait contre la monarchie. Les plus nombreux acclamaient la république.

Au milieu d'applaudissements frénétiques, on annonça que, dans la prison militaire de la rue Conti, la garde avait déposé les armes et que tous les prisonniers étaient libérés. […].

La foule crie vengeance : À bas Lukachich, le tigre assoiffé de sang ! Du balcon, on fait un discours contre Lukachich, on le nomme l'assassin décoré de l'ordre de Marie-Thérèse. La foule gronde sans arrêt : Libérons les prisonniers ! Allons à la caserne Marie-Thérèse ! […]

Plus loin, on chante des airs Kossuth et l'hymne national, on acclame la république et la révolution, et cela dure jusqu'à vers 10 heures, quand un lieutenant lance depuis le balcon :

- À la gare de l'Est, une compagnie de marche est sur le point de partir ! Libérons les soldats !

La foule, plus de dix mille personnes, se met en marche dans l'avenue Rákóczi, en chantant des airs Kossuth. […].

Dans l'avenue, plusieurs propriétaires de magasins sont des fournisseurs de la cour, dont un marchand de

valises, et cette distinction est signalée par des emblèmes autrichien et hongrois. En un clin d'œil, cinq hommes remontent le parasol, grimpent sur l'enseigne, la martèlent et, en à peine deux minutes, l'aigle à deux têtes se brise avec fracas sur le sol.

Place Baross […], la foule afflue vers la gare de l'Est. Elle déferle par les portes et se lance à travers les rails, pardessus les wagons et les structures en réparation, pour accéder aux perrons extérieurs, où la compagnie attend.

Un seul cri remplit les halls : Il n'y a plus de guerre ! Nous avons proclamé la paix ! Il n'y a plus d'obéissance ! Il n'y a plus que le conseil des soldats pour donner des ordres !

Près du hall, se trouvent les locaux du commandement de la gare, du commandement allemand et le bureau *Urlauberzüge* (contrôle des soldats allemands permissionnaires), tout cela indiqué par de grosses lettres, des tableaux, des affiches. Comme des chats, dix-vingt hommes grimpent sur les murs pour arracher les inscriptions. […]

La foule apprend que sur une voie extérieure on prépare un wagon pour transporter des armes et des munitions. [...] On arrache les plombs des voitures, on y monte et distribue les armes aux gens, qui se bousculent pour en recevoir. En moins de dix minutes, environ 2 000 hommes jeunes ont des armes entre leurs mains.

La foule se dirige ensuite vers l'autre côté de la gare. Là, c'est la distribution des munitions. Chacun reçoit 40,60 ou 80 cartouches, les poches en sont remplies.

À présent, tout est déchaîné. [...] Les cheminots ne savent plus quoi faire, il ne peuvent plus faire circuler les trains. [...] Dans une voiture, il y a des soldats en partance pour le front. On leur prend l'équipement, les baïonnettes, les ceinturons, beaucoup de soldats offrent leurs cartouches, et les officiers leurs revolvers et leurs épées. […]

Dans un coin, quinze soldats allemands... Chacun d'entre eux est armé. La foule y accourt, gesticulations nerveuses, et en quelques minutes les soldat allemands sont désarmés. […]

Retour vers la caserne Marie-Thérèse ! Il faut libérer les prisonniers ! [...] La foule qui reflue dans l'avenue Rákóczi acclame sans cesse la révolution et la république. [...] Il y a 15-20 000 hommes maintenant, ils veulent faire la jonction avec la garnison.

À la sortie de la gare, ils ont rencontré des soldats libérés le soir de la prison militaire de la rue Conti ; on les embrasse, on les enlace, on les traite de frères. Plus loin, c'est un groupe de prisonniers russes, ils les embrassent aussi. Salut tovaritch, répètent-ils.

Proclamation du Conseil national aux soldats : [Il] vous délie de votre serment impérial et royal, c'est à ses ordres seuls que vous devez désormais obéir. […]

Il est ordonné à ceux qui ne possèdent pas d'armes de ne plus suivre le cortège. Ainsi, il ne reste plus que 3 000 hommes. […]

Barricade de mitrailleuses devant la caserne Marie-Thérèse et 600 gendarmes dans la cour, prêts à toute éventualité. [...] Les officiers décident de renoncer au siège. […]

À minuit et quart, les manifestants reviennent devant le Conseil national et, poursuivant leur chemin, occupent le commandement de place de la rue Irányi, après avoir désarmé la garde. [...] À 2 heures moins le quart, une unité de gendarmes accourt pour libérer le poste. Les manifestants les reçoivent en tirant trois salves. Il s'ensuit une fusillade terrible. [...] Il y a beaucoup de blessés. À 2 heures et quart, il se met à pleuvoir, les rues sont pleines de soldats, on entend des coups de feu de tous côtés. [...] Les ambulanciers prévenus organisent un poste de secours devant l'Astoria.

À 2 heures et demie, on apprend que plusieurs milliers de soldats assiègent la poste centrale et le central téléphonique. […]

À 2 heures et quart, le général Várkonyi, commandant de la garnison de Budapest, se présenta au Conseil national pour se rendre. [...] À 3 heures du matin, les soldats stationnés devant l'Astoria proclamèrent le comte Mihály Károlyi président de la République. Le général Várkonyi prêta serment au programme du Conseil national. Les soldats investirent la poste centrale, désarmèrent la garde

et conduisirent les officiers devant le Conseil national pour qu'ils rejoignent le conseil des soldats[8].

Dans l'après-midi de ce 31 octobre, un groupe de huit soldats armés pénétra dans la villa du comte István Tisza. L'un d'entre eux rappela les millions de morts et la souffrance d'autres millions, dont l'ancien Premier ministre portait la responsabilité. Après une brève altercation, Tisza fut abattu. « *Depuis longtemps objet de la colère populaire, sa mort fut considérée par ses contemporains comme l'exécution du verdict de l'histoire*[9]. »

Le 31 également, l'archiduc Joseph nomma Károlyi Premier ministre, qui allait constituer son gouvernement avec les partis du Conseil national. Le comte se réserva aussi le ministère des Affaires étrangères, qui restait à organiser. Son parti détenait six portefeuilles, le PSD et le Parti radical deux postes chacun, dont Jászi un ministère sans portefeuille chargé de la question des nationalités. Parmi les autres membres, il y avait trois ministres sans parti et deux femmes.

Bien qu'il dût son existence à la révolution, le gouvernement souhaitait garder l'apparence de la continuité juridique et prêta serment au roi, par l'intermédiaire de l'archiduc. L'équipe exécutive de la démocratie bourgeoise s'intitulait donc « gouvernement royal hongrois ».

Dans sa première séance, celui-ci confirma le programme déjà annoncé du Conseil national : pour l'essentiel, il visait à liquider les vestiges féodaux et à créer une démocratie bourgeoise moderne.

Mais, comme la révolution avait pour acteurs principaaux les ouvriers et les fils du peuple paysan habillés en soldats, dès le début le mouvement cherchait à aller plus loin. Outre les informations officielles, les nouvelles de Budapest furent répandues dans les villes de province puis dans les villages par les soldats qui rentraient dans leurs foyers. En quelques jours, les souffrances accumulées explosèrent au grand jour,

8 MMTVD, vol. 5, n° 245, p. 283-287. « Budapest forradalmi éjszakája ». [La nuit révolutionnaire de Budapest]. *Az Ujság*, 31 octobre 1918.

9 P. HANÁK, *op. cit*, 1986, p. 169.

prenant souvent la forme de jugements populaires : les gens se livraient au pillage des magasins des fournisseurs de guerre et des riches maisons bourgeoises ; les membres détestés des administrations locales furent chassés de leur place, dont 86 % des secrétaires de mairie : *Jegyző* en hongrois (*public notary* en Angleterre). Ces fonctionnaires administratifs (institués dans la deuxième moitié du 19e siècle) étaient chargés pendant la guerre de taxer et de réquisitionner les biens de la population rurale ; ils étaient connus pour leurs privilèges et leurs abus. En maints endroits par ailleurs, les paysans procédèrent à l'occupation des terres, en attendant que le gouvernement réalise ses promesses sur la réforme agraire.

Sur le territoire de la Hongrie historique, la répression des différentes formes de violences populaires fit près de 600 morts et de très nombreuses arrestations.

En réaction aux mouvements sociaux, le gouvernement demanda dès le 1er novembre à être délié de son allégeance au roi ; il put ainsi renouveler son serment devant le Conseil national. Par ce geste, la rupture des « octobristes » avec l'Autriche devenait définitive.

Mais l'indépendance attendue depuis quatre siècle s'annonçait dans un contexte de catastrophe nationale. Bien que l'armistice signé à Padoue le 3 novembre ne comportât aucune modification des frontières de la Hongrie historique, les troupes serbes et tchèques franchirent respectivement le 5 et le 8 novembre ces frontières, pour prendre possession des territoires qui leur avait été promis par l'Entente dans la dernière phase de la guerre.

Sans revenir ici sur les relations passées des nationalités de la double monarchie avec les Occidentaux pendant le conflit mondial, rappelons que le tournant dans l'attitude de ces derniers se produisit au cours de l'année 1917 sous l'effet des révolutions russes, surtout la deuxième, dans la mesure où les puissances redoutaient la propagation du bolchevisme et le bouleversement de l'ordre social européen par la conjonction des luttes nationales et sociales.

Début mars 1918, le traité de Brest-Litovsk fut un moment décisif. Avec le départ de la grande alliée qu'avait été la Russie, il n'y avait plus en effet de contrepoids à la pression allemande

à l'est, ce qui ouvrait la perspective de la création d'une zone de petites nations qui seraient assez efficaces, à la fois pour contrer la pression germanique et pour barrer la route devant la propagation des idées révolutionnaires.

Une étape essentielle fut le Congrès des peuples opprimés tenu du 9 au 11 avril 1918 à Rome, où les délégués des nationalités déclarèrent que les peuples de la monarchie ne voulaient plus vivre dans l'empire et souhaitaient constituer leurs propres États. Le 29 mai, le gouvernement des États-Unis accepta cette déclaration et il sera suivi par les chefs d'État français, anglais et italien.

À partir de cette époque, les conseils nationaux se multiplièrent, et les convergences se firent entre émigration et mouvements nationaux autochtones, d'une part, et entre les peuples de l'intérieur et de l'extérieur de la monarchie, d'autre part. Ces convergences poussaient à la radicalisation des volontés d'indépendance et, durant le dernier trimestre de 1918, la défaite militaire et la désintégration de l'Autriche-Hongrie débouchèrent sur la création de six États successeurs, dont l'existence sera ratifiée par les différents traités de la conférence de la paix : Autriche, Hongrie, Pologne, Roumanie, royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Tchécoslovaquie.

Le gouvernement soviétique de son côté s'était adressé aux peuples de la monarchie, saluait la révolution démocratique et prévenait contre le danger du nationalisme bourgeois. Il appela à suivre l'exemple de la Russie soviétique et à former des républiques fédérées. C'est dans cette perspective que fut fondé à Moscou le 4 novembre 1918 le Parti communiste de Hongrie qui, jusque-là, était un groupe du Parti bolchevik de Russie. Dans sa direction, il y avait des représentants des nationalités, en sorte que les communistes hongrois se proposèrent de créer, après leur retour, un État multinational, où la solidarité de classe l'emporterait sur les oppositions nationales.

À Budapest, après la victoire de la révolution démocratique, la consolidation du pouvoir était à l'ordre du jour. Le PSD annonça la suspension de la lutte des classes et la limitation de l'activité des organismes populaires.

Pour ce qui était des rapports entre le Conseil national et le gouvernement, il fut admis que le Conseil ne fonctionnerait plus qu'en tant qu'organisme de contrôle, et que tout le pouvoir exécutif reviendrait à l'équipe formée par Károlyi, cela jusqu'à la convocation d'une Assemblée constituante.

Le conseil ouvrier de Budapest fut placé sous le contrôle de la direction du PSD et des syndicats, devenant désormais une sorte d'organisme électif élargi du parti. Mais la pression des masses faisait que le conseil ouvrier conserva une grande autorité.

Les sociaux-démocrates apportèrent également leur concours pour neutraliser le conseil militaire révolutionnaire : on nomma à sa tête un commissaire en la personne de József Pogány, qui aida à placer l'organisation des soldats sous le contrôle du gouvernement. Au terme de ce processus, le 5 novembre, les deux types de conseils de Budapest firent une déclaration commune par laquelle ils reconnaissaient les pleins pouvoirs du gouvernement.

Le changement de la forme de l'État fut une autre étape importante dans la stabilisation de la démocratie bourgeoise. Acclamée sans cesse par les manifestants, la république devenait une réalité institutionnelle le 16 novembre. En Autriche, sa proclamation suivit l'abdication de Charles IV comme empereur, le 11 novembre ; le 13, il renonça aussi à son titre de roi de Hongrie, ce qui facilita l'avènement de la République populaire hongroise. Dès le début du mois, il était proposé d'accoler un adjectif à la république pour qualifier la nature du nouveau pouvoir ; parmi les différentes propositions : socialiste, nationale, démocratique, c'était finalement l'épithète populaire qui fut retenue.

Sa proclamation eut lieu au Parlement le 16 novembre, en assemblée plénière, puis fut annoncée à l'extérieur, où des orateurs, dont Kunfi et Garami, firent des discours enflammés devant plus de 300 000 personnes.

Cet événement marqua la fin des Chambres de l'ancien Parlement, et le Conseil national, complété par délégation à 1 000 membres, remplaça le pouvoir législatif. Mais le rôle principal revenait en cette matière aussi au gouvernement qui, en plus, remplissait collectivement les fonctions de chef



Mihály Károlyi président de la République, 16 novembre 1918. *Coll.part.*

de l'État. Les lois s'intitulaient « lois populaires » (*néptörvények*), la première ayant décrété les mesures les plus urgentes à prendre : le droit de vote, la liberté de la presse, les libertés de réunion et d'association, la réforme agraire, question la plus urgente, bien que les mouvements d'occupation des grands domaines, qui poussaient au partage, fussent rapidement brisés ou découragés.

L'action du gouvernement Károlyi dépendait avant tout des conséquences de la défaite et de la position internationale du pays, très défavorable. La convention de Belgrade signée avec le général Franchet d'Esperey le 13 novembre ne modifia pas ce qui était désormais un état de fait : il fallait évacuer pratiquement toute la partie méridionale de l'ancien royaume (sud de la Transylvanie, Bánát, Bácska, sud du comitat de Baranya) et, au nord, les Tchèques commencèrent l'occupation de près de vingt départements.

Il existait ici et là des résistances locales, ce qui incita le nouveau ministre de la Défense, Albert Bartha, à organiser une armée nouvelle (l'accord de Belgrade n'ayant autorisé que huit divisions pour maintenir l'ordre intérieur), mais finalement on préféra d'éviter une confrontation armée.

Au démembrement du pays s'ajoutaient l'arrivée massive des réfugiés en provenance des territoires perdus et la

désorganisation de l'économie, aggravée par la perte d'importantes régions minières et industrielles. La production s'effondra, le chômage et l'inflation prenaient des proportions énormes. Par rapport à juin 1914, la masse monétaire était dix fois plus élevée en octobre 1918. Alors que toutes les catégories de salariés se trouvaient durement frappées, les possédants cherchaient à mettre leurs capitaux en sécurité.

Ces conditions ne pouvaient qu'accélérer la crise politique. La première se produisit à la mi-décembre, quand la mobilisation par le conseil de soldats de ses unités de Budapest fit blackbouler le ministre de la Défense Bartha, accusé de complot contre-révolutionnaire. Avec lui, quittèrent le gouvernement Tivadar Batthyány et Márton Lovászy, favorables à la grande bourgeoisie. Dans l'ensemble, la crise entraîna un glissement vers la droite de la majorité du Parti de l'indépendance, tandis que Károlyi lui-même se rapprochait des radicaux et des sociaux-démocrates.

À la même époque, l'entrée sur scène des communistes marqua la naissance d'une opposition révolutionnaire, à l'organisation de laquelle d'anciens prisonniers de guerre de Russie (Béla Kun, Ferenc Jancsik, Ernő Pór, Károly Vántus et Tibor Szamuely, revenu plus tard) jouèrent un rôle d'initiateurs. Revenu à Budapest le 17 novembre 1918, Béla Kun, pour constituer son parti, chercha d'abord des appuis dans l'aile gauche du PSD, peu encline à vrai dire à rompre l'unité sociale-démocrate. Kun eut plus de succès auprès des éléments oppositionnels (Béla Szántó, Béla Vágó, János Hirossik...) du PSD, et pouvait surtout compter sur le groupe illégal des socialistes révolutionnaires (Ottó Korvin, József Mikulik), qui n'étaient pas liés au PSD.

Ce furent donc ces trois courants qui fondèrent, le 24 novembre 1918, le Parti communiste de Hongrie (et non pas « hongrois », puisqu'il allait de soi que tous les partis communistes constituaient les éléments d'un ensemble international). Le PCH fut ensuite rejoint par un groupe d'ingénieurs (Gyula Hevesi, József Kelen) et un petit cercle d'intellectuels formé autour de György Lukács.

Le premier numéro du journal du PCH, *Vörös Ujság* (Gazette Rouge), parut le 7 décembre. Son éditorial annonçait

le but des communistes : dictature du prolétariat et réalisation de la République des Conseils, ce qui les séparait d'emblée des sociaux-démocrates.

Le PCH gagnait rapidement en influence, en même temps que la tension révolutionnaire ne cessait de monter et que les forces de la réaction se manifestaient aussi de plus en plus ouvertement. Du jeu d'ensemble de ces trois facteurs naquit en janvier 1919 une nouvelle crise gouvernementale. S'y ajoutait bien sûr le fait qu'en guise de bilan l'équipe dirigeante ne pouvait présenter que ses échecs en politique étrangère, l'Entente étant restée insensible à toutes ses professions de foi démocratiques. La crise qui se déclara le 11 janvier 1919 avait pour cause directe la nomination de Károlyi comme président de la République, à l'initiative du Conseil national. Cela rendit nécessaire la recomposition du gouvernement, mettant surtout le PSD devant des choix difficiles : Garami était pour le départ pur et simple, avec promesse d'un soutien extérieur ; Garbai voulait prendre en main toute la responsabilité gouvernementale ; et Kunfi proposa un compromis car, disait-il, le départ du PSD ouvrirait la porte à la contre-révolution et, en cas d'un cabinet PSD pur, les masses exigeraient la réalisation du socialisme.

Mais, arguant du poids accru des sociaux-démocrates et de la classe ouvrière dans la vie publique, Kunfi voulait que le PSD reçût les portefeuilles de l'Intérieur et de la Défense et prît ainsi une plus grande part au pouvoir.

Finalement, ce fut un homme sans appartenance politique, Dénes Berinkey, qui reçut la mission de former un gouvernement. Le PSD se vit attribuer les postes du Commerce (Garami), du Travail (Gyula Peidl), de la Défense (Vilmos Bőhm) et de l'Instruction publique (Zsigmond Kunfi) ; pour l'Intérieur, ils durent se contenter d'une place de secrétaire d'État. En outre, pour répondre à l'impatience de la paysannerie, on créa un ministère de l'Économie populaire pour István Nagyatádi Szabó, leader des Petits propriétaires ; en revanche, Oszkár Jászi dut quitter la scène politique, puisque la question des nationalités devenait sans objet.

Dans l'ensemble, le PSD se sentait désormais plus en état de contenir à la fois la contre-révolution et les efforts communistes.

Les élections législatives annoncées pour le 13 avril 1919 mobilisèrent les diverses forces politiques. Dans le camp des indépendantistes, les minoritaires proches de Károlyi quittèrent le parti pour former sous la présidence de János Hock un Parti national de l'indépendance et de Károlyi ; la majorité présidée par Márton Lovászy gardait le nom de Parti de l'indépendance de 1848.

Sur la droite de l'échiquier politique, s'activaient les cléricaux (chrétiens-socialistes et chrétiens-démocrates), les agrariens concurrents de Nagyatádi Szabó, ainsi que les formations représentant les intérêts de la grande bourgeoisie : Parti libéral hongrois et Parti de l'union nationale brassant, à l'initiative du comte István Bethlen, les anciens de Tisza et des constitutionnels.

La contre-révolution regroupait ses forces depuis l'automne 1918, principalement dans l'Association nationale de défense et l'Association des Hongrois éveillés. Mouvements très actifs, elles organisaient des manifestations contre le gouvernement à Budapest et dans les villes de province.

De plus en plus isolé, le pouvoir cherchait à combattre à la fois les forces de la réaction et le Parti communiste qui répondait avec détermination aux mouvements de masse, en donnant aux explosions spontanées des cadres organisés. La lutte anticommuniste s'avéra plus efficace. En effet, le 20 février, quand une manifestation de chômeurs devant la rédaction du journal du PSD finit par des échanges de coups de feu et la mort de quatre policiers, les autorités saisirent l'occasion pour emprisonner 68 responsables communistes, dont Béla Kun, durement tabassé par les policiers, sous prétexte de venger leurs camarades.

L'affaire rappela trop la responsabilité des sociaux-démocrates dans l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, et provoqua une vaste campagne ouvrière en faveur des communistes emprisonnés. Le gouvernement fut ainsi amené à leur assurer des conditions de détention

aménagées, leur permettant même de poursuivre leur activité politique.

Un remède plus efficace pour calmer les esprits s'annonçait avec la loi sur le partages des terres, publiée le 16 février 1919. L'État pouvait exproprier les terres au-delà de 500 et même 200 arpents (environ 300 et 120 ha) contre indemnisation, sur la base des prix de 1913. Les bénéficiaires auraient reçu leurs parcelles en fermage perpétuel, avec possibilité de rachat s'ils voulaient devenir pleinement propriétaires.

Pour donner le bon exemple, le comte Károlyi entreprit dès le 23 février de parcelliser ses domaines de Kápolna, mais le gouvernement tardait toujours à mettre sa loi à exécution.

Les événements extérieurs contribuèrent davantage à accélérer le cours de la vie politique et sociale. Les nouvelles venues d'Allemagne et surtout l'avance de l'Armée rouge soviétique vers les frontières de l'ancienne Hongrie rendirent de plus en plus populaire l'idée de se rapprocher de la Russie et de rompre avec la politique pro-Entente stérile du pouvoir.

Fin février-début mars 1919, on assista alors à l'éclosion de toute une série de mouvements à caractère socialiste. En maints endroits, les conseils ouvriers s'emparèrent de la direction des usines et d'autres entreprises, les occupations d'usines se multiplièrent, en sorte que le 17 mars le gouvernement décida de créer un ministère qui s'occuperait de la socialisation des usines.

Dans les villages, la reprise des mouvements d'occupation des grands domaines témoignait du changement intervenu dans l'état d'esprit des habitants, surtout que dans plusieurs villes de province le pouvoir réel passa entre les mains des conseils ouvriers.

À la faveur de ces événements, le centre et la gauche du PSD prirent en février l'initiative de mettre à l'ordre du jour la reprise des relations avec le PCH. C'est à leur demande que le 11 mars, dans sa prison, Kun élabora les conditions d'une coopération ou d'une fusion des deux partis ouvriers.

Le 18 mars, les ouvriers de Csepel décidèrent de libérer les communistes emprisonnés ; par ailleurs, le lendemain, 20 000 chômeurs défilaient à Budapest, menés par des militants du PCH.

C'est dans ce contexte explosif que parvenait le 20 mars un nouvel ultimatum de la conférence de paix de Paris, par l'entremise du chef de la mission militaire française à Budapest, lieutenant-colonel Vix. Pour l'essentiel, les troupes hongroises encore présentes à l'est d'une ligne Arad-Nagyvárad-Szatmárnémeti (Arad-Oradea-Satu Mare) devaient se retirer à 100 km plus à l'ouest, pratiquement jusqu'à la Tisza. Le territoire ainsi libéré serait occupé par l'armée roumaine et comprendrait une zone neutre, délimitée très visiblement en vue d'une intervention contre la Russie soviétique. Interprétée par les Hongrois comme un projet de frontières définitives, la note Vix aurait signifié l'annexion de la grande plaine hongroise, avec notamment les villes de Debrecen et de Szeged.

Ne pouvant ni résister militairement ni accepter l'ultimatum, Károlyi opta pour la démission et pour le remplacement de son cabinet par un gouvernement purement social-démocrate, qui pourrait, disait-il, éviter « l'anarchie et le bolchevisme » et trouver une nouvelle orientation en politique étrangère.

À ces questions, la République des Conseils cherchera à répondre.



La mission Vix. Au centre, le colonel Fernand Vix. *Coll.part.*

7. La République hongroise des Conseils

(21 mars – 1er août 1919)[1]

Dès que l'ultimatum transmis par le lieutenant-colonel Vix fut connu par la direction du PSD, celle-ci envoya auprès des communistes une délégation de cinq membres (Haubrich, Kunfi, Landler, Pogány, Weltner) afin de conclure par un accord formel les négociations commencées en février. Comme Béla Kun l'avait précisé, il s'agissait bien de l'union ou fusion des deux partis, et non d'une coalition gouvernementale. Seuls Buchinger, Garami et Peidl refusèrent de signer l'accord avec les communistes.

La fusion se fit sur la base du programme communiste, c'est-à-dire la mise en œuvre de la dictature du prolétariat. Le nouveau régime devait reposer sur les conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans. En fin d'après-midi du 21 mars, Sándor Garbai présenta au conseil ouvrier de Budapest l'accord socialiste-communiste, en déclarant :

> La nouvelle tournure que prennent les événements signifie que nous obtiendrons à l'est ce que nous n'avons pu obtenir à l'ouest. [...] L'armée du prolétariat russe approche rapidement. Un gouvernement bourgeois [...] sera incapable de tenir tête à cette nouvelle évolution. Donc, nous devons conclure la paix entre les sociaux-démocrates et le Parti communiste, créer un gouvernement socialiste et instituer la dictature du prolétariat[2].

Le conseil des soldats apporta aussitôt son soutien politique et le concours de ses forces disponibles dans la capitale. En août 1920, dans le procès des commissaires du peuple, le préfet de police de Budapest, Károly Dietz, relatait le passage des forces de l'ordre aux côtés du nouveau pouvoir :

---

1 S. BALOGH, *op. cit.*, p. 28-42. F. PÖLÖSKEI-J. GERGELY-L- L. IZSÁK, *op. cit.* p. 23-31. D. GROS, *op. cit.*, Tome II., p. 301-467.

2 *Népszava*, 22 mars 1919.

> Vers 5 heures [de l'après-midi du 21 mars 1919], le commandant de place de l'époque, Pál Moór, me fit venir de toute urgence dans son bureau. Je dus y arriver quelques minutes plus tard, en voiture. Il m'accueillit entouré d'officiers [et] me fit savoir que [...] le conseil de soldats et l'armée avaient déjà pris position pour la dictature du prolétariat. Il me demanda quelle attitude je comptais adopter.
>
> Je me trouvais devant le fait accompli, […] au total, je n'avais pas tout à fait 700 hommes à la caserne. L'effectif de toute la police s'élevait alors à 2 742. […]. La garde populaire [...] n'était pas sous mon commandement et, d'autre part […], elle sympathisait ouvertement avec les communistes. […]
>
> Face à mes 700 hommes, il y avait la garnison avec environ 20 000 soldats, une garde nationale fluviale d'environ 2 000 hommes, quelque 18 000 soldats et sous-officiers démobilisés, environ 9 000 gardes nationaux des chemins de fer, les ouvriers en armes, et encore 5 000 gardes populaires ; il était donc impensable de résister, d'autant moins qu'ils avaient entre leurs mains les monitors, des canons, des lance-grenades, des munitions en quantité illimitée, et moi, je n'en avais pas. […]
>
> Il faut que j'ajoute [qu'à la fin de l'entretien] Pál Moór souhaita que j'enlève mes galons. On me donna un couteau, mais j'étais extraordinairement nerveux […], aussi deux soldats se placèrent-ils à mes côtés et découpèrent mes galons, en sorte que c'est sans mes insignes que je retournai à la préfecture. Là [...], le sous-préfet de police Schreyer m'accueillit tout à fait consterné : Je t'en prie, la garde, la compagnie de policiers avaient quitté le bâtiment, elles avaient refusé d'obéir.[3]

C'est dans la soirée que l'on annonça à Károlyi, par téléphone semble-t-il, la démission du gouvernement Berinkey. Le président de la République fit alors afficher la déclaration suivante :

> Au peuple de Hongrie !

3 MMTVD, vol. 5., n° 706, p. 683-684.

> Le gouvernement a démissionné. Ceux qui jusqu'à présent ont gouverné le pays par la volonté du peuple, avec le soutien du prolétariat hongrois, ont admis que la force des circonstances exige une nouvelle direction.
>
> On ne peut assurer la marche de la production que si le prolétariat prend en main le pouvoir.
>
> Outre l'anarchie qui menace la production, la situation extérieure est également critique.
>
> En secret, la conférence de paix de Paris a décidé d'occuper militairement *presque tout le territoire* de la Hongrie. La mission de l'Entente a déclaré qu'elle considérait désormais la ligne de démarcation comme frontière politique.
>
> Le but de cette occupation du pays est de transformer la Hongrie en base de concentration et d'opérations militaires contre l'armée russo-soviétique qui se bat sur la frontière roumaine. Et les territoires qui nous ont été volés seraient la récompense des troupes roumaines et tchèques, avec l'aide desquelles on veut écraser l'armée russo-soviétique.
>
> Face à cette décision de la conférence de Paris, moi, en tant que président par intérim de la République populaire hongroise, je me tourne vers le prolétariat du monde pour demander justice et secours, je démissionne et je transmets le pouvoir au prolétariat des peuples de Hongrie. [Signé] Mihály Károlyi[4]

L'avènement pacifique de la dictature ouvrière en Hongrie fit une grosse surprise à Paris, où l'affaire fut assimilée à une sorte de révolution de palais, intervenue sous la pression de la menace extérieure. C'est en ce sens par exemple que *Le Temps* du 26 mars 1919 commentait l'événement :

> La révolution communiste s'est accomplie sans effusion de sang. Il n'y a pas eu de soulèvement populaire. Le changement de régime n'a pas été provoqué par un soulèvement du prolétariat. Il a été décidé, semble-t-il, pour des raisons de politique extérieure, et il a été proclamé d'accord entre Károlyi et son successeur, M. Béla Kun, ce

4 MMTVD, vol. 5., n° 707, p. 684-685.

> chef communiste que la police assommait à demi dans sa prison, voici quelques semaines.

Mais, au-delà des réactions contemporaines, la démission de Károlyi et les circonstances du transfert du pouvoir donnèrent lieu à des controverses qui réapparaissent jusqu'à nos jours dans les livres consacrés à cette période et dans les polémiques politico-historiques.

Dans une interview donnée le 25 juillet 1919 à l'*Arbeiter Zeitung* de Vienne, publiée sous le titre de « L'histoire de ma démission », Károlyi confirma pour l'essentiel sa déclaration du 21 mars précédent : *« Le nouveau gouvernement social-démocrate devait conclure sur-le-champ un accord avec les communistes pour éviter les désordres ;* [...] *je signai la proclamation par laquelle je démissionnais et remettais le pouvoir au prolétariat, qui l'avait en fait déjà pris et proclamé lui-même. »*

Or, dans ses Mémoires parues en 1956, Károlyi affirme qu'on avait falsifié sa signature sur le document portant sur la transmission du pouvoir : il n'en aurait été ni le rédacteur ni le signataire.

Cette version était déjà présente dans le livre témoignage que Vilmos Bőhm avait publié en 1923 : la proclamation incriminée n'était pas l'œuvre de Károlyi, n'avait jamais été signée par lui[5].

Dans l'esprit du « nouveau cours » instauré depuis 1990 en Europe centrale, la révélation de Károlyi a été adoptée très visiblement pour étayer ou sous-entendre l'illégalité du pouvoir ouvrier, présenté comme le produit d'un coup de force. Tout en soulignant l'ambiguïté de la situation de la journée du 21 mars 1919, l'universitaire Miklós Molnár écrit par exemple :

> Les documents sont confus et contradictoires. La proclamation sur la passation des pouvoirs au prolétariat est un « vrai-faux » : ce n'est pas Károlyi qui l'a rédigée, il a nié l'avoir signée et fait diffuser. Et peut-être n'a-t-il pas très bien compris la différence entre sociaux-démocrates et communistes, pas plus que la signification de cette

5 BÖHM Vilmos, Két forradalom tüzében. [Dans le feu de deux révolutions], München, 1923, p. 252.

> passation de pouvoirs. À son insu, les auteurs du coup d'État socialo-communiste l'ont déjà écarté de la présidence au moment où, au dîner, dans son palais, il attend d'être appelé pour désigner un chef de gouvernement socialiste. Idéaliste un peu naïf et confus, Károlyi s'est sans doute laissé porter par les événements[6].

Mais que faire alors de l'interview du 25 juillet 1919, qui n'est ni reniée ni confirmée par le mémorialiste ? Ce qui pose surtout problème c'est le juridisme fragile par lequel une certaine postérité cherche à occulter ou à faire passer au second plan le fait qu'on avait affaire à une révolution, authentique à la fois par sa dimension sociale et par les moyens mis en œuvre, qui n'avait rien d'un coup d'État. Le témoignage précité du préfet de police de Budapest en apporte la preuve, et il faudrait y ajouter les événements de province où, dans onze départements au moins, les pouvoirs administratif et économique étaient déjà entre les mains des conseils ouvriers au moment de la signature de l'accord sur la fusion des deux partis.

En réalité, Károlyi a épuisé ses possibilités. En octobre 1918, au milieu de l'agitation révolutionnaire, le PSD subit des pressions contradictoires et finit par préconiser la suspension pour un temps de la lutte des classes, afin de permettre au gouvernement Károlyi de se stabiliser.

Ce dernier ne voit en effet que deux possibilités, déclarant : « *Ou bien je serai à la tête de la révolution et dans ce cas je maintiendrai l'ordre selon les forces dont je dispose, ou bien je céderai le pas au peuple exaspéré qui, dans ce cas, établira un gouvernement soviétique*[7]. » Károlyi a effectué successivement les deux démarches.

Dans un premier temps, le gouvernement organisa des unités spéciales pour réprimer les soulèvements de la paysannerie pauvre et des ouvriers agricoles, en s'appuyant sur les officiers d'ancien régime et sur les paysans riches.

> C'est ainsi qu'un village de la région d'Arad fut bombardé sur requête du commandement militaire de

6 M. MOLNÁR, *op. cit.*, p. 331.

7 M. KÁROLYI, *op. cit.*, p. 442.

> Temesvar. Les forces de gendarmerie, regroupées au niveau des districts et des départements, après avoir subi la colère des paysans, opéraient des raids punitifs dans les villages et procédaient à de nombreuses exécutions sommaires. [...] L'administration du gouvernement républicain fit plus de victimes parmi les paysans que celle du régime des Habsbourg et de la monarchie hongroise[8].

La deuxième étape fut donc le « gouvernement soviétique » des conseils. Ainsi, dans une hiérarchie des faits et vu la signification des événements, la question première n'est pas le transfert volontaire ou non du pouvoir, mais la conquête révolutionnaire de celui-ci. Comme l'observe l'historienne Zsuzsa Lévai Nagy, « *Károlyi représentait alors si peu de chose que ses anciens ministres socialistes ne prirent même pas la peine de l'aviser de leur démission et de la signature du nouvel accord de gouvernement. C'est par le journaliste Pál Kéri que le président de la République apprit la nouvelle*[9]. »

La période de la République démocratique prit donc fin, le pouvoir passa officiellement entre les mains de la classe ouvrière, fondement social de l'État prolétarien. À la tête du pouvoir exécutif se trouvait le Conseil de gouvernement révolutionnaire présidé par Sándor Garbai, ancien leader du syndicat du bâtiment qui, dans sa nouvelle fonction, n'avait guère de pouvoir réel (il ouvre les débats, les clôt, modère les orateurs, etc.). Les membres du gouvernement, appelés commissaires du peuple comme en Russie soviétique, furent désignés dès le 21 mars. Le poste le plus important, celui du commissaire aux Affaires étrangères, revenait à Béla Kun, qui tirait une grande autorité de ses relations avec Moscou et qui fut le véritable chef du gouvernement. Les douze autres postes de commissaires étaient répartis entre les hommes du centre et de la gauche de l'ancien PSD, mais auprès de chacun d'entre eux on nomma un vice-commissaire ; neuf étaient des communistes, qui allaient devenir en peu de temps des membres à part entière du Conseil de gouvernement. Les

8 D. GROS, *op. cit*. vol. I., p. 230.

9 Cité par D. GROS, *op. cit*., p. 314.

commissariats correspondaient pour l'essentiel aux ministères du gouvernement précédent.

Dès le 3 avril des conflits éclatèrent, au sujet notamment de la « communisation » des terres ; le gouvernement fut alors réorganisé, sans que les communistes gagnent en prépondérance.

Il était d'ailleurs précisé dès le début que, en attendant le congrès qui devrait entériner l'unification, le Conseil de gouvernement serait en même temps l'organe dirigeant du parti unifié. La question était mal éclaircie, mais la majorité était d'avis qu'avec l'avènement du pouvoir ouvrier la fonction de direction politique appartenait également à l'État, incarné maintenant par ledit Conseil, tandis que le parti devait se restreindre à une activité éducative et de propagande. Or, dans un radio-télégramme adressé à Béla Kun le 23 mars, Lénine s'intéressait surtout aux rapports entre les deux partis, tout en mettant en garde contre l'imitation mécanique de la tactique des communistes russes :

> Je vous prie de me faire savoir quelles garanties effectives vous avez que le nouveau gouvernement hongrois sera réellement communiste, et pas seulement socialiste, c'est-à-dire social-traître.
>
> Les communistes sont-ils en majorité au gouvernement ? Quand aura lieu le congrès des soviets ? En quoi consiste concrètement la reconnaissance de la dictature du prolétariat par les socialistes ? Il est absolument hors de doute qu'une imitation pure et simple de notre tactique russe dans tous les détails serait une erreur, étant donné les conditions particulières de la révolution hongroise. Je dois mettre en garde contre cette erreur, mais je voudrais savoir quelles garanties effectives vous voyez.[10]

Outre les forces révolutionnaires, la paysannerie et la petite bourgeoisie urbaine pouvaient être assimilées à la base sociale du nouveau régime. Leur adhésion, bien que transitoire, n'était pas une fiction puisque, en pleine catastrophe nationale, la classe ouvrière comme seule force organisée incarnait aussi la direction de la nation. De ce fait, et pour

10 D. GROS, *op. cit.*, Documents et annexes, p. 38.

Kun notamment, l'unification des partis ouvriers ne pouvait être évitée, sous peine de ne pas pouvoir prendre et conserver le pouvoir.

À l'heure de l'unification, le PSD avait 700 000 à 800 000 adhérents, et le PCH environ 40 000, des anciens socialistes pour la plupart. Le parti unifié devenait rapidement un parti de masse, atteignant jusqu'en juin 1919 le chiffre d'un million et demi de membres. Les effectifs des syndicats augmentèrent dans le même rythme, pratiquement chaque salarié était syndiqué.

Concernant justement la « base », il importe de rappeler que la grande majorité des adhérents, qu'ils fussent sociaux-démocrates ou communistes, n'étaient pas au courant des négociations de Budapest ; les deux partis n'avaient organisé aucune campagne d'explication, et le congrès de la nouvelle formation n'était prévu que pour le mois de juin, en même temps que le congrès national des conseils.

En dehors de Budapest, la fusion effaça pratiquement la spécificité des communistes, noyés qu'ils se trouvaient dans la masse sociale-démocrate, grossie depuis octobre 1918 d'une foule d'adhérents venus de la petite bourgeoisie. Autour de Tibor Szamuely, beaucoup de communistes auraient souhaité préserver l'indépendance de leur parti, et cherchaient effectivement à reconstruire celui-ci ou du moins à intervenir en dehors du cadre du nouveau parti unifié. D'une façon générale, la situation au lendemain de la prise du pouvoir, telle que la décrivait Béla Szántó, présageait assez mal de l'avenir :

> Aucune divergence n'était encore apparue lors de la formation du gouvernement. Aucun obstacle ne fut élevé par les sociaux-démocrates [qui] s'efforcèrent de coopérer honnêtement en suivant nos directives. Mais Budapest n'est pas la Hongrie !
>
> Bien des secrétaires, des dirigeants et des fonctionnaires de l'ancien Parti social-démocrate et des syndicats commencèrent soudain à faire secrètement de l'obstruction, parce qu'ils se sentaient partiellement évincés des positions de pouvoir qu'ils occupaient antérieurement. Les soviets locaux, c'est-à-dire les conseils d'ouvriers et de paysans, élisaient en leur sein un directoire qui assurait les

> fonctions des conseillers municipaux, du maire, du juge, du président du tribunal ou du comité du district. [...] En l'absence d'autres candidats qualifiés, ce furent exactement les mêmes dirigeants et secrétaires de l'ancien parti et des syndicats qui furent fréquemment élus au comité exécutif du directoire. Tout le monde doit admettre que le travail administratif réalisé par les conseils ne fut pas de nature communiste[11].

L'ancien régime conservait des positions importantes dans l'appareil d'État et dans le corps des officiers de l'armée, bien que la République démocratique puis les organismes populaires aient passablement entamé ces positions. L'autre pilier du vieux monde était l'Église catholique, mais son appareil ne s'identifiait pas uniformément à la contre-révolution. Et, fidèle à une longue tradition, le pouvoir religieux ne se pressait pas à embrasser ouvertement la cause des classes dominantes anciennes, momentanément isolées, et restait dans l'expectative. L'isolement ou plutôt la désorganisation des forces réactionnaires entretenait d'ailleurs l'illusion chez un bon nombre de dirigeants du nouveau régime que l'emploi d'une dictature rigoureuse n'était pas nécessaire.

Dès le 22 mars, le Conseil de gouvernement révolutionnaire et le Parti socialiste de Hongrie, nom donné au parti unifié, s'adressèrent à la population pour faire connaître les grandes lignes de leur programme :

> À tous !
>
> Dès aujourd'hui, le prolétariat de Hongrie prend tout le pouvoir.
>
> Ce sont l'effondrement total du monde bourgeois et la faillite du gouvernement de coalition qui obligent les ouvriers et les paysans de Hongrie à faire ce pas décisif.
>
> La production capitaliste s'est effondrée, les ouvriers ne veulent plus courber la tête sous le joug des capitalistes et des grands propriétaires. Le pays ne peut être sauvé de l'anarchie de l'effondrement que par le socialisme, par le communisme.
>
> La révolution hongroise est en même temps menacée d'une catastrophe sur le plan international. La conférence

11 Cité par D. GROS, *op. cit.*, t II, p. 320.

de la paix de Paris a décidé d'occuper militairement la presque-totalité des territoires de Hongrie. Elle considère les zones occupées comme des frontières politiques définitives, rendant par là même impossible le ravitaillement en produits alimentaires et en combustible de la Hongrie révolutionnaire.

Dans cette situation, il n'est resté à la révolution hongroise qu'un moyen pour survivre : la dictature du prolétariat, la domination des ouvriers et des paysans pauvres.

La condition fondamentale et décisive de la dictature du prolétariat est l'unité totale du prolétariat. C'est pourquoi le Parti social-démocrate de Hongrie et le Parti communiste de Hongrie ont déclaré, en vertu de la nécessité historique, leur fusion totale.

Au lieu de ces deux partis, c'est un seul parti prolétarien qui accueillera désormais tous les travailleurs, hommes et femmes de ce pays : le Parti socialiste de Hongrie.

Le parti délègue le pouvoir gouvernemental au Conseil de gouvernement révolutionnaire. Le devoir de ce Conseil sera de construire, à l'échelon du pays, des conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats.

La dictature des conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats exerce les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire.

La Hongrie se transforme en République des Conseils. Le Conseil de gouvernement révolutionnaire entreprend sans délai la grande œuvre de préparation et de réalisation du socialisme et du communisme. Il mène à bien la socialisation des grandes propriétés, des mines, des grandes usines, des banques et des entreprises de transports. La réforme agraire, il la réalise, non pas en partageant les terres pour créer des petites propriétés, mais en formant des coopératives agricoles socialistes.

Il persécutera avec une implacable sévérité les mercantis, les agioteurs et les spéculateurs qui profitent de la famine et de la misère des masses. Il exige une discipline de fer. Il condamnera à mort les bandits de la contre-révolution et les pillards.

Il organise une grande armée prolétarienne qui fera valoir la dictature des ouvriers et des paysans sur les

capitalistes et les grands propriétaires fonciers hongrois, ainsi que sur les boyards roumains et les bourgeois tchèques.

Il proclame sa communauté de pensée et de sentiment entière avec le gouvernement russo-soviétique et offre une alliance armée aux prolétaires de Russie. Il adresse son salut fraternel aux ouvriers d'Angleterre, de France, d'Italie et d'Amérique et les appelle en même temps à ne pas tolérer un instant l'odieuse campagne de brigandage que mènent leurs gouvernements capitalistes contre la République hongroise des Conseils. Il appelle à l'alliance armée des ouvriers et des paysans de Tchécoslovaquie, de Roumanie et de Serbie ainsi que de Croatie contre les bourgeois, les boyards, les grands propriétaires fonciers et les dynasties. Il appelle les ouvriers d'Autriche allemande et d'Allemagne à suivre l'exemple des ouvriers hongrois, à rompre définitivement avec Paris, à s'allier avec Moscou, à établir la République des Conseils, à affronter les armes à la main les envahisseurs impérialistes.

Le Parti socialiste de Hongrie et le Conseil de gouvernement révolutionnaire savent les difficultés et les sacrifices auxquels les ouvriers hongrois doivent faire face en prenant ce chemin courageux et magnifique. Nous devons faire la guerre pour libérer nos terres et nos mines, nous devons mener la bataille pour la libération de nos frères prolétaires et pour notre propre existence. Des privations, la misère, la souffrance nous attendent sur ce chemin. Et pourtant nous devons, nous osons emprunter cette voie parce que nous avons confiance dans l'héroïsme et le dévouement du prolétariat hongrois. Nous devons l'emprunter, car c'est seulement ainsi que nous pouvons faire triompher la cause du socialisme qui sauvera l'humanité.

Nous appelons tous les ouvriers et tous les travailleurs des campagnes à produire ou à s'enrôler dans l'armée prolétarienne ; qu'ils fassent le sacrifice de leur sueur ou de leur sang pour la victoire de la cause.



Parlement rouge ! Votez social-démocrate,
par Mihály Bíró (1886-1948), début de 1919. Son œuvre la plus connue est l'ouvrier au marteau, devenue affiche emblématique du *Népszava*.
Coll. Part.



József Pogány, président du conseil des soldats prend congé d'une unité en partance pour le front de la ligne défensive de la rivière Ipoly. *Coll.part.*

> Quoi qu'il nous arrive, la cause du socialisme doit vaincre ! Vive la dictature du prolétariat ! Vive la République hongroise des Conseils ![12]

Le lendemain, c'était l'appel lancé au prolétariat mondial demandant son soutien à la République des Conseils, car on n'envisageait pas l'avenir de celle-ci sans le développement de la révolution mondiale : pour les communistes d'alors, l'édification du socialisme dans les seuls cadres nationaux était inimaginable. Leur espoir fut surtout l'Allemagne et aussi les mouvements révolutionnaires dans les nouveaux États voisins, dits États successeurs (de la double monarchie). Ici toutefois, le gouvernement ouvrier de Budapest sous-estimait la force du sentiment national et du nationalisme, alors que lui-même était né sous le signe de la défense, certes révolutionnaire, mais nationale. À cet égard, l'expression souvent employée de « Commune de Budapest », pour mettre en parallèle la République hongroise des Conseils avec la Commune de Paris, traduit bien le fait que, pareillement à la situation française de 1870-1871, en Hongrie aussi la révolution sociale dérivait pour une large part de la défense nationale.

Le 2 avril 1919, le Conseil de gouvernement révolutionnaire fit connaître la Constitution provisoire : la République des Conseils était définie comme l'État des ouvriers et des paysans, qui avait pour but la suppression de l'exploitation et la réalisation de l'ordre social et économique socialiste. L'État prolétarien reposait sur les conseils, dont les attributions politiques étaient nombreuses : ils devaient diriger l'administration et la production, maintenir l'ordre public, sélectionner les fonctionnaires, bloquer et distribuer les réserves alimentaires, ramasser les armes dont ils peuvent seuls disposer, etc.

Dans les villages et les quartiers de Budapest, les conseils étaient élus directement. Pour voter, l'âge fut baissé de 24 à 18 ans, y compris pour les femmes. Furent exclus en revanche du droit du vote les prêtres et les riches, considérés comme exploiteurs. Pour élire les conseils dans les cantons, dans les départements, à Budapest et à l'échelon national, le vote était indirect, c'est-à-dire que l'on choisissait leurs membres parmi

12 *Ibid.*, p. 36-37.

les gens déjà élus au degré immédiatement inférieur. À Budapest, les circonscriptions de base étaient les comités d'usine, les conseils d'établissement et les comités de locataires, qui envoyaient leurs élus dans les conseils d'arrondissement, dont les élus formaient à leur tour le Grand conseil révolutionnaire des ouvriers et des soldats.

Les mandats des conseils étaient impératifs et avaient une validité de six mois (trois mois selon une brochure de propagande de Kun), et les élus étaient révocables à tout moment. Le calendrier des élections fut fixé du 7 au 14 avril : pour les conseils de village, le 7 ; pour les districts, le 10 ; pour les départements, le 12 ; et pour l'Assemblée nationale des conseils, le 14 avril.

Ces premières élections avaient surtout trois objectifs : mettre en place des conseils là où ils n'existaient pas encore ; unifier géographiquement les organismes divers et parfois concurrents que les ouvriers, les paysans et les soldats avaient créés depuis l'hiver 1918-1918 ; écarter des conseils les éléments considérés comme non prolétariens

Pour la première fois, les femmes aussi étaient appelées à voter, dans un pays qui n'avait jamais connu le suffrage universel. Le scrutin fut partout secret, sauf dans certains villages où les paysans préférèrent le vote à main levée. Sur environ 9 millions d'habitants, le pays comptait quelque 4,5 millions d'électeurs et il eut environ 2 250 000 suffrages exprimés. La participation la plus élevée fut enregistrée à Budapest (70 %) ; dans les villes de province elle était variable, et faible dans les villages (20 % en moyenne). De fait, la majorité des paysans moyens furent aussi comptés dans la catégorie des exploiteurs.

À chaque échelon, les conseils élisaient parmi leurs membres une commission exécutive, appelée couramment directoire. Les effectifs des deux instances étaient fonction de l'importance des localités ou des circonscriptions représentées. Selon le système instauré par la Constitution adoptée le 23 juin, ceux-ci comptaient de 3 à 50 membres pour le conseil de village, et 5 pour son directoire ; respectivement 60 et 15 pour le district ; 300 et 20 pour les conseils urbains ; 300 et 40 pour le département.

À Budapest, les conseils d'arrondissement comptaient 300 membres ou plus, et 20 membres ou plus pour leurs directoires, et 500 et 80 membres respectivement à l'échelon supérieur (conseil de Budapest).

Les conseils locaux élisaient l'Assemblée nationale fédérale des conseils, qui désignait par l'intermédiaire d'un comité directeur central (150 membres siégeant en permanence) le Conseil de gouvernement révolutionnaire.

De nombreuses contradictions apparurent dans les relations du pouvoir central et l'autonomie des conseils locaux, ce qui nécessitait l'envoi de commissaires politiques par le centre.

En matière de forces de l'ordre, la police et la gendarmerie furent remplacées par la Garde rouge, qui avait intégré le personnel de la police et en certains endroits une partie de la gendarmerie. La sécurité publique dépendait directement du commissariat du peuple à l'Intérieur et ses rouages étaient contrôlés par les communistes. La répression des menées contre-révolutionnaires autant que les exactions commises en marge de cette mission rendirent célèbres les noms d'Ottó Korvin et surtout de Tibor Szamuely, ainsi que de József Cserny et de ses Gars de Lénine.

Il y a peu de sujets qui divisèrent le Conseil de gouvernement autant que l'exercice de la « terreur rouge », c'est-à-dire le maintien de l'ordre et le contrôle des forces de police. Le régime de Horthy en fit une justification de sa propre terreur et finit par rendre, aux yeux de beaucoup, quasi synonymes régime terroriste et République des Conseils. Tibor Szamuely, un des principaux fondateurs du PCH et responsable à partir du 21 mars de la commission pour le maintien de l'ordre et de la discipline dans l'armée et pour la poursuite des menées contre-révolutionnaires, fut affublé par les horthystes de noms comme « hyène noire », « inquisiteur », « juif sanglant », et pour le colonel italien Romanelli, homme de l'Entente en Hongrie, Szamuely fut « *un maniaque sanguinaire, un dégénéré, une bête sans ressemblance humaine* ». L'épouse de Károlyi, la « comtesse rouge », s'élève beaucoup plus haut quand elle évoque rapidement le personnage dans son contexte :

> Tant que je vivrai, je me souviendrai du 1er mai 1919. La guerre faisait rage, l'Armée rouge hongroise se battait courageusement contre les envahisseurs. Szamuely, le Saint-Just de la Commune hongroise, avait fait draper de rouge la capitale : les édifices publics étaient recouverts de kilomètres de draperies rouges ; elles couvraient les statues, flottaient au-dessus des ponts. [...] La bourgeoisie se terrait[13].

Vilmos Bőhm, qui dans son livre, consacre de longs passages aux deux terreurs, constate en effet que « *toutes les souillures et immondices avec lesquels la contre-révolution cherche à salir la révolution prolétarienne hongroise manquée* » résultent des actions arbitraires et des violences perpétrées à l'insu et contre la volonté des responsables politiques de la dictature. Mais il revient d'abord sur la « mentalité de guerre » qui pendant plus de quatre ans « *avait habitué les masses à la barbarie, à la déconsidération de la vie humaine ; la deuxième cause,* écrit-il, *ce fut l'exemple donné pendant des siècles par les classes dominantes, qui avaient fondé le règne d'une infime minorité sur la violence et la pointe des baïonnettes* ».

Bőhm fait d'amères reproches à Béla Kun, notamment pour avoir laissé le groupe terroriste de József Cserny, dit Gars de Lénine, contre la volonté même de Korvin, responsable de la police politique, piétiner les lois et les décrets de la République des Conseils, à savoir procéder à des réquisitions, à des arrestations, à des assassinats.

Au sujet de Szamuely et de l'action de ses troupes qui, eux aussi, commirent des atrocités inutiles et nuisibles à la révolution, Bőhm reconnaît cependant :

> Il ne fait aucun doute qu'une organisation révolutionnaire combattant dans cette situation contre des troupes organisées avait à jouer un rôle extrêmement difficile lorsque des contre-révolutionnaires munis de canons et de mitrailleuses s'emparaient de villages isolés et attaquaient les arrières de l'armée. […]
>
> Il est, dans de tels cas, toujours difficile de tracer une frontière précise entre l'impartialité, l'humanité, la justice

13 Cité par BROUÉ Pierre, *Histoire de l'Internationale communiste 1919-1943,* Paris, 1997, p. 105.

> et l'équité, d'une part, la barbarie et la cruauté, d'autre part. On ne peut dans de telles conditions que difficilement distinguer l'énergie de l'excès de pouvoir[14].

Dans le projet socio-économique du régime se mêlaient égalitarisme prolétarien et nombre d'éléments du communisme utopique. Il avait reçu en héritage l'économie de guerre en partie réorganisée, avec sa pénurie de marchandises et de matières premières, son système de distribution et de rationnement. Avant même que le traité de paix n'enlève les deux tiers du territoire de l'ancienne Hongrie, l'occupation étrangère fit que la pays perdit l'essentiel de ses ressources en matières premières.

La socialisation des moyens de production les plus importants se fit par le transfert de leur propriété à l'État. Furent expropriés sans indemnisation les entreprises industrielles et minières, les moyens de transport, la grande et moyenne propriété foncière, les institutions financières, les sociétés d'assurances et les immeubles de rapport. Furent également étatisés le commerce de gros, les échanges extérieurs et le petit commerce employant plus de dix salariés. L'expropriation des usines, des mines et des transports concernait les établissements de plus de 20 salariés, placés ainsi sous le contrôle de leurs propres ouvriers. Dans la pratique, tout l'artisanat privé et tout le petit commerce furent liquidés.

La socialisation des moyens de production fut menée à bien sans grande difficulté, avec l'aide des syndicats et des conseils ouvriers. Dans les villes, la production connut de cette façon une transformation complète, alors que dans les villages la propriété paysanne resta inchangée. L'étatisation permit la continuité de la production industrielle mais elle entraîna un gonflement de la bureaucratie.

Dans les usines, outre les conseils ouvriers exerçant une activité de contrôle, le gouvernement délégua des commissaires pour diriger la production ; en raison de leurs compétences mal délimitées, les heurts étaient fréquents entre les deux instances. En plus, les commissaires à la production politiquement non fiables se virent flanqués de contrôleurs

14 V. BÖHM, *op. cit.*, p. 391.

ouvriers. Pour renforcer la direction centralisée de la production, le 19 mai 1919, on institua un Conseil de l'économie populaire regroupant tous les commissariats à caractère économique. Ce Conseil réduisit les compétences de tous les niveaux inférieurs de décision.

La centralisation s'expliquait par la pénurie extrême de matières premières, mais résultait aussi d'une conception rigide de l'économie planifiée. Par ailleurs, la lutte armée rendit nécessaires des mesures relevant du communisme de guerre. Derrière les mesures révolutionnaires, certains dirigeants mirent en cause le faible degré de conscience collective dans la société hongroise. Pour le commissaire du peuple aux Finances, Jenő Varga, *« le seul ennemi véritable de la dictature prolétarienne en Hongrie, ce fut la corruption »* et les mœurs relâchées. Sur le même chapitre, le *Népszava* écrivait :

> C'est un fait que [...] les employés administratifs et même les membres élus du monde ouvrier transgressent à tout bout de champ les décrets, [...] ils poursuivent des intérêts individuels, [et] nous constatons cette attitude morale dans toutes les couches de la société : les prolétaires abusent de leur pouvoir officiel de la même façon que les gens instruits, les anciens communistes autant que les sociaux-démocrates[15].

Pour le ravitaillement, on conserva le système de tickets. L'obligation du travail fut étendue à la bourgeoisie, mais sans possibilité pratique. L'obligation de travailler comportait le droit au travail et le régime fit de gros efforts pour améliorer les conditions de vie des travailleurs, ou du moins pour assurer le minimum vital. Le secours aux chômeurs et aux personnes inaptes au travail fut également organisé. Parmi les hommes chômeurs, seuls les inaptes au service militaire avaient droit aux secours. Le temps hebdomadaire du travail fut fixé à 48 heures et le congé payé institué. Entre le 31 décembre 1918 et le 31 juillet 1919, le salaire réel des ouvriers industriels augmenta de 24 %. Parallèlement, on fit baisser les loyers de 20 % ; dans une partie des grands logements bourgeois, les autorités installèrent des familles de prolétaires.

15 *Népszava*, 15 juillet 1919.

Les ouvriers agricoles virent aussi leur niveau d'existence amélioré, bien que l'inflation continuât à frapper en premier lieu ceux qui vivaient d'un salaire. La population avait de moins en moins de confiance dans la monnaie, en sorte que le troc ne cessait de se développer.

La politique agraire avait une grande importance, plus encore pour des raisons politiques qu'économiques, puisqu'elle posait la question de l'alliance ouvriers-paysans et donc de l'élargissement de la base sociale du régime. Le décret sur la terre paru le 3 avril 1919 stipulait :

> La terre de la Hongrie appartient à la société des travailleurs. Celui qui ne la travaille pas ne peut pas rester propriétaire de la terre. Toutes les grandes et moyennes propriétés foncières, avec tout leur cheptel et leurs dépendances, sont transférées dans la propriété de l'État prolétarien. La petite et moyenne propriété avec les maisons et bâtiments annexes restent en propriété privée. Pour savoir quels corps de propriétés doivent être qualifiés petites et moyennes propriétés, il appartient au commissariat à l'Agriculture de le définir, en tenant compte des conditions locales[16].

En général, l'étatisation touchait les domaines de plus de 75 arpents (43-44 ha) mais souvent les ouvriers agricoles s'approprièrent des exploitations plus petites. Le décret prescrivait aussi que « *les terres et leurs équipements pris en propriété collective ne pouvaient être partagés entre des individus ou des groupes* » mais devraient être transmis au prolétariat agraire sous forme de coopérative.

Le décret rejetait donc le partage des terres. Les communistes et les sociaux-démocrates de gauche croyaient ainsi gagner à leur politique les prolétaires ou semi-prolétaires des campagnes, et neutraliser la paysannerie possédante, en laissant intacts ses biens.

Mais la grande majorité du prolétariat agraire aspirait également à devenir propriétaire et souhaitait donc la parcellisation des grands domaines, alors que les dirigeants pensaient que cela affaiblirait l'alliance des villes et des campagnes et

16 S. BALOGH, *op. cit.*, p. 34.

renforcerait la classe des petits propriétaires, réputée ennemie du socialisme.

Sur le plan économique, ils estimaient que le morcellement des grands domaines rendrait impossible le ravitaillement des villes. Méconnaissant les réalités du village, ils surestimaient les capacités des grandes exploitations au détriment des exploitations paysannes. Qui plus est, la forme coopérative que devait prendre la nouvelle organisation du travail agricole ne tarda pas à devenir des entreprises d'État, organisées et dirigées comme les établissements industriels. Elles avaient à leur tête des commissaires à la production, recrutés pour la plupart du temps parmi les anciens intendants ou les anciens propriétaires, car on ne pouvait pas se passer de leurs connaissances techniques. Les anciens domestiques, journaliers et autres tâcherons touchaient certes des salaires plus élevés qu'auparavant, mais dans l'ensemble le monde villageois demeurait indifférent vis-à-vis du nouveau régime. Cela d'autant plus que les propriétaires exploitants vivaient dans la hantise de la collectivisation, ce qui était effectivement la perspective de la République des Conseils. Même la suppression de la taxe foncière, qui voulait être un geste en leur faveur, était ressentie comme une mesure suspecte sinon comme une mise en cause de la propriété privée. La méfiance de la paysannerie était enfin alimentée par les mesures de communisme de guerre, comme les réquisitions et la livraison obligatoire des surplus alimentaires.

C'est au milieu d'innombrables difficultés que le régime jeta les bases d'une politique culturelle de grande envergure. Parmi les projets figuraient l'école gratuite à huit niveaux et l'organisation d'un enseignement secondaire unifié, la séparation totale des Églises et de l'État et l'étatisation des écoles. L'enseignement religieux obligatoire à l'école fut supprimé, interdit même en certains endroits, non sans susciter des mécontentements. Dans un souci de consolider la situation, le gouvernement chercha à régler rapidement les rapports entre l'Église et l'État. Un décret publié le 20 avril 1919 garantissait l'inviolabilité des églises et de leurs équipements et rendit l'enseignement religieux facultatif. Les prêtres continuaient à être payés par l'État mais ils furent appelés à abandonner



Embarquement du 32e RI vers Sopron, avec Petit Pierre le soldat rouge de 12 ans porté sur les épaules. *Coll. Infovilag.*



Avril 1919. Béla Kun s'adresse aux ouvriers des usines Weiss-Manfred de Csepel. *Coll.part.*

leur condition. Un autre décret ordonna l'inventaire des biens ecclésiastiques, ce qui neutralisait l'effet des mesures favorables que nous venons de citer.

Dans le domaine culturel, la République communiste s'efforça d'harmoniser l'héritage national et la culture prolétarienne. Nombre de personnalités du monde artistique, littéraire et scientifique apportèrent leur concours et accédèrent à des positions de direction dans le nouvel État : Mihály Babits, Zsigmond Móricz, Ernő Osvát, à la tête du directoire des écrivains ; Béla Bartók, Ernő Dohnányi, Zoltán Kodály et Béla Reinitz assumant la direction de la vie musicale ; les Affaires culturelles, dirigées d'abord par Zsigmond Kunfi, furent ensuite confiées au philosophe György Lukács, etc.

Le 16 avril 1919, le romancier Gyula Krúdy écrivait : « *Il ne faut pas avoir peur de la nouvelle histoire, de la Hongrie nouvelle, de l'explosion des volontés et des idéaux révolutionnaires* » et, pour Zsigmond Móricz, « *le communisme que certains naïfs redoutaient parce qu'ils voyaient en lui la prison du phalanstère, nous apportera une magnifique période d'éclosion de l'individu.* [...] *La vraie vie, la vie heureuse, la vie digne d'un homme commence maintenant*[17]. »

Mais, au bout de quelques semaines relativement calmes, la République des Conseils dut s'engager dans la lutte armée pour sa survie. Sa naissance même et sa durée provoquèrent la stupéfaction des puissances de l'Entente, qui voyaient perturbé leur plan de réorganisation de l'Europe danubienne. Dans un rapport adressé le 6 avril à Clemenceau, le général Franchet d'Esperey posait clairement la nécessité d'une intervention militaire sous l'égide de l'Entente. Des deux États qui s'y prêtaient, la Tchécoslovaquie et la Roumanie, cette dernière était toute préparée. Le 16 avril, ses troupes se mirent en effet en mouvement pour atteindre la ligne de la Tisza.

La République des Conseils disposait d'une armée d'environ 60 000 hommes, héritée de la République précédente. Une seule division, celle des Sicules de Transylvanie, représentait une force réelle, mais elle n'était prête à soutenir le nouveau régime que pour sa cause nationale.

17 P. HANÁK, *op. cit.*, p. 175.

Le recrutement de l'Armée rouge commença dès le 30 mars, sur la base du volontariat et en intégrant les anciens officiers s'ils le souhaitaient. Pour contrôler les officiers, on instaura le système des commissaires politiques mais, dans l'intérêt de la discipline, les conseils de soldats furent supprimés.

Quand l'invasion roumaine commença, l'Armée rouge comptait de 50 000 à 60 000 volontaires, dont un certain nombre d'internationalistes étrangers. Ceux-ci, totalisant environ 2 000 hommes, comprenaient plusieurs catégories : anciens prisonniers de guerre (italiens, russes, serbes et turcs), ouvriers bulgares et polonais émigrés, volontaires autrichiens et déserteurs roumains, serbes, français et surtout slovaques[18].

Fin avril, les effectifs atteignirent les 70 000 hommes en armes ; en mai, on en comptait 120 000, puis 200 000 en juin, au moment de la campagne de reconquête de la Haute-Hongrie (la Slovaquie actuelle). Mais les Hongrois devaient affronter des forces deux fois supérieures sur le front roumain et trois fois plus élevées face aux Tchèques.

Le 23 avril, l'offensive tchèque se déploya depuis Ungvár et le 28 elle fit sa jonction avec l'armée roumaine, qui avait pénétré jusqu'à la Tisza et occupé toute la Hongrie à l'est de cette rivière, dont le franchissement lui fut cependant interdit par la conférence de Paris.

Ce fut pendant ces combats que la direction de l'Armée rouge se mit en place, sous le commandement de Vilmos Bőhm qui avait réussi à gagner à la cause du régime l'officier d'état-major Aurél Stromfeld. Devant la menace imminente et alors que les habitants de Budapest fêtaient le 1er Mai, les dirigeants syndicaux appelèrent le gouvernement à démissionner. Le lendemain, le Conseil de gouvernement se réunit pour prendre une décision. Béla Kun prit position pour le maintien de la dictature et la poursuite des combats. Par sa détermination, il réussit à entraîner les centristes hésitants et poussait à la mobilisation du prolétariat pour la « défense de la patrie socialiste ». Les syndicats, qui disposaient des listes et des structures d'encadrement, étaient les acteurs principaux de la mobilisation ouvrière. Pour l'enrôlement, ils procédèrent

18 D. GROS, *op. cit.*, vol. II., p. 419.

sur la base des professions, en sorte qu'on pouvait rencontrer dans l'Armée rouge des formations comme « division de métallos » ou « bataillon de garçons de café »...

Très vite, les unités ouvrières comptèrent jusqu'à 15 000 hommes et leur arrivée au front consolida la situation militaire. À la mi-mai, les troupes communistes étaient en mesure de lancer une contre-offensive. Cependant, les défaites et la crise politique qui en résulta au début du mois, provoquèrent dans la partie occidentale du pays, en Transdanubie, des soulèvements, menés par des prêtres, des anciens gendarmes et des paysans riches. À Budapest, on découvrit des organisations clandestines groupant des policiers, d'anciens cadres de l'armée et des fonctionnaires.

Le danger de la contre-révolution venait surtout de l'extérieur : elle s'organisait à Szeged et à Arad, puis à Vienne et à Graz, où les ennemis de l'État prolétarien organisèrent un comité antibolcheviste.

Celui-ci, à Vienne, se constitua autour du comte István Bethlen ; à Szeged, où une « armée nationale » fut organisée par Gyula Gömbös, président de la Ligue nationale des forces de défense (MOVE) et fondateur d'un Parti de défenseurs de la race, ce leader de la contre-révolution bénéficiait de la protection des troupes françaises, qui occupaient la ville depuis le 10 décembre 1918.

En mai, seule l'armée tchèque était en mouvement, ce qui permettait aux Hongrois de préparer avec succès la reconquête de la région industrielle d'importance stratégique de Borsod-Salgótarján, au nord-est. L'ennemi fut en effet refoulé au nord d'une ligne Salgótarján-Eger-Miskolc.

Les soldats hongrois qui se battaient ne pouvaient pas savoir que leur combat était désormais sans effet sur ce qui avait été conclu pendant la guerre par des accords secrets relativement aux tracés définitifs des frontières.

Ainsi, après la reconquête de Miskolc, l'Armée rouge lança le 30 mai une autre campagne, dans le but de séparer les armées tchèque et roumaine, et préparer la jonction avec l'armée soviétique à travers l'Ukraine. Bien que ce but ne pût pas être atteint, l'offensive de l'Armée rouge soviétique en Bessarabie contraignit l'armée roumaine à rester dans l'expectative

en Hongrie. Profitant de ce répit, Stromfeld se donna comme objectif la libération de toute la Haute-Hongrie, sous le drapeau à la fois du progrès social et de l'indépendance nationale. Pour atteindre son but, il pouvait compter sur trois facteurs : l'artillerie, la rapidité et les trains blindés, grâce au réseau ferroviaire dense de la région.

Ainsi, sans avoir la supériorité numérique, l'Armée rouge s'avança rapidement : Losonc, Balassagyarmat, la région de l'Ipoly furent libérées ; le 2 juin, avec l'occupation de Nyitre et Érsekujvár, l'armée hongroise menaçait Pozsony (Bratislava) ; le 6 juin furent repris Kassa, Eperjes, Bártfa et Rozsnyó, et le 10 la République slovaque des Conseils fut proclamée.

Mais pendant que l'Armée rouge menait avec succès ces opérations, dès le 30 mai à Szeged le comte Gyula Károlyi annonça la formation d'un premier gouvernement contre-révolutionnaire. Plus dangereuse encore fut la grève des cheminots, lancée le 1er juin en Transdanubie, qui poussait vers la convergence des différentes catégories sociales hostiles au régime, et qui, immédiatement, menaçait de paralysie les lignes de ravitaillement de l'armée. Aussi les grèves et les soulèvements villageois furent-ils réprimés sans ménagement par les détachements de Szamuely.

L'intervention diplomatique de l'Entente eut des conséquences autrement plus tragiques. La première note Clemenceau du 9 juin exigea l'arrêt des opérations militaires dans le nord et le retrait des troupes hongroises sur la ligne de démarcation définie par l'Entente. En contre-partie, la note laissait croire que la République des Conseils pourrait se faire représenter à Paris, ce qui aurait signifié sa reconnaissance de fait.

Pendant que la réponse à donner restait en suspens, une nouvelle crise politique s'annonçait avec le congrès du parti unifié, congrès ouvert le 12 juin 1919. Au sein de la direction, la divergence s'était en effet aggravée entre les ailes droite et centriste du parti, hostiles à la dictature et à la poursuite de la guerre, et l'aile gauche qui défendait la position diamétralement opposée et qui se sentit réconfortée par un message que Lénine venait d'adresser aux ouvriers hongrois.

La rupture au sein du parti devenait une possibilité au moment du renouvellement de l'équipe dirigeante quand, à

l'initiative de la droite, la majorité vota contre la liste initiale, dans le but d'exclure les communistes de la direction. En réponse à cette tentative de putsch, les communistes menacèrent d'employer la force, et la liste initiale fut adoptée, permettant de préserver, pour la forme du moins, l'unité du parti.

C'était pendant le congrès national des conseils ouvriers (14-23 juin) qu'arriva une deuxième note Clemenceau, qui précisait les nouvelles frontières de la Hongrie et fixait pour la date du 18 juin le retrait des troupes hongroises sur ces frontières. Les Roumains devaient aussi évacuer la partie du pays qu'ils occupaient à l'est de la Tisza.

La note, ou plutôt l'ultimatum mit les dirigeants hongrois face à un problème difficile. Les communistes et les socialistes de gauche se prononcèrent contre le retrait, d'autres hésitaient, Aurél Stromfeld s'y opposait avec détermination ; et d'autant plus qu'il n'y avait aucune garantie que les Roumains se retirent aussi. Le congrès laissa finalement mains libres à Béla Kun pour décider.

Dans sa réponse du 16 juin, Kun cherchait à temporiser. Quant au congrès, son résultat le plus visible, ce fut l'adoption de la Constitution de la République des Conseils. Mais le congrès dut être clôturé avant la date prévue, en raison de la mutinerie des élèves-officiers de Budapest et des mouvements paysans dans la région du Danube : mouvements particulièrement sanglants, de même que la répression exercée par les hommes de Szamuely, de façon « inhabituellement drastique ».

Le 29 juin, Kun fit savoir à la conférence de Paris que son gouvernement avait ordonné l'évacuation de la Haute-Hongrie, estimant que la parole de Clemenceau était une garantie suffisante eu égard au retrait de l'armée roumaine.

La décision de Kun, justifiable sur le plan diplomatique, était néfaste du point de vue militaire, politique et moral. L'abandon sans contrepartie des résultats obtenus au prix de durs combats démoralisa l'armée. En outre, le retrait s'effectua dans la précipitation et l'affolement gagna la direction politique.

Les centristes du parti s'affairaient déjà, en coopération avec les éléments capitulards, à préparer le changement de régime. Début juillet, Bőhm démissionna du commandement

de l'Armée rouge et, nommé ambassadeur à Vienne, entreprit de négocier avec l'Entente en vue de la liquidation de la dictature prolétarienne.

Cependant, le 18 juillet, la conférence de Paris décida d'envoyer à Budapest une délégation de quatre généraux, ce qui aurait pu être considéré comme une reconnaissance de fait de la République des Conseils, c'est-à-dire un succès diplomatique. Mais la mission dut être annulée. C'est que, exaspérés et tendus à l'extrême, les dirigeants hongrois perdirent patience et entreprirent des opérations contre l'armée roumaine pour récupérer les territoires occupés par l'ennemi à l'est de la Tisza. Le 20 juillet 1919, l'Armée rouge traversa la rivière en plusieurs endroits et lança une offensive générale. Mais, face aux forces roumaines largement supérieures, l'entreprise n'avait aucune chance de réussir, et l'opération s'effondra en quelques jours.

Le 30 juillet, les Roumains franchirent la Tisza, après l'avoir emporté dans le dernier combat de retardement que les soldats rouges livrèrent devant le pont de Szolnok. Dès lors, la voie était libre vers Budapest. Devant la menace, la majorité du gouvernement hongrois était d'avis qu'il fallait céder le pouvoir aux sociaux-démocrates et préparer l'exil des dirigeants les plus exposés.

Le Conseil de gouvernement se réunit pour la dernière fois le 1er août. Auparavant, Kun fit une dernière tentative pour rééditer le coup du retournement du 2 mai précédent, et proposa de mobiliser les régiments ouvriers de la capitale afin de continuer la résistance. Or le commandant de Budapest refusa d'envoyer les ouvriers au front et menaça de s'y opposer par un putsch. Aussi la majorité du Conseil de gouvernement vota-t-elle la démission de celui-ci.

L'abandon du pouvoir fut ensuite approuvé dans la dernière séance du Conseil ouvrier central, tenue dans l'après-midi de ce 1er août, sans toutefois que le président du Conseil, Zoltán Rónai, expliquât clairement qu'il s'agissait vraiment de la liquidation du pouvoir ouvrier. Une faute encore plus grave de sa part fut qu'il appela les conseils et les directoires locaux à poursuivre leur activité, ce qui fit que beaucoup de leurs membres allaient tomber entre les mains des sbires de

la contre-révolution. Ainsi s'effondra la première tentative de pouvoir ouvrier en Europe centrale, appelée à constituer une étape de la révolution mondiale dans cette région. Si directement l'armée royale roumaine soutenue par l'Entente y joua un rôle décisif, la cause fondamentale en fut sans aucun doute l'évolution défavorable des rapports de force à l'échelon international.

Après la démission du Conseil de gouvernement le 1er août, les troupes roumaines entrèrent à Budapest les 3-4 août. Elles n'en partirent que le 16 novembre, après avoir préparé le terrain devant l'« armée nationale » de Horthy. En effet, les autorités françaises ayant abandonné les combinaisons politiques à Szeged, pour jouer la carte de l'intervention militaire contre la Commune hongroise, les premiers groupes horthystes se mirent en route dès le 6 août vers la Transdanubie, en passant par le sud du pays pour éviter l'armée roumaine. Au cours de leur marche, ils mettaient en application la « pensée de Szeged », dite chrétienne et nationale, en perpétrant les pires atrocités contre les communistes, les Juifs et tous ceux qui avaient quelque chose de commun avec le régime des conseils : tortures, viols, pillages, expulsions, mutilations, etc. Pour la première fois dans l'histoire de la Hongrie, des camps de concentration furent institués. Dans les territoires occupés, les autorités roumaines se chargèrent des mêmes besognes.

Les crimes des détachements de Pál Prónay, d'Iván Héjjas, de Gyula Ostenburg-Moravek et d'autres provoquèrent l'indignation de l'opinion internationale, en sorte que Bethlen et le chef de la délégation à Paris, le comte Apponyi, durent intervenir pour faire cesser les exactions les plus visibles, afin de rendre présentable l'avènement du contre-amiral Horthy à la tête du pays.

D'après Bőhm, le bilan de la terreur blanche se résume en ces chiffres : plus de 5 000 révolutionnaires assassinés, souvent dans les conditions les plus épouvantables ; 70 000 hommes, femmes, enfants entassés dans les prisons et les camps d'internement ; 5 000 ans de prison, et 100 000 émigrés (ouvriers, bourgeois, fonctionnaires, professeurs, instituteurs, paysans, hommes, femmes, enfants).

Mais le débat sur le nombre de victimes des deux terreurs est largement un faux débat, pour des raisons à la fois politiques, morales, idéologiques et aussi du point de vue de la qualité des acteurs et de la nature des moyens employés.

En janvier 1920, Bőhm écrivait que « *la dictature prolétarienne ne fut qu'un modeste dilettantisme par rapport à la terreur blanche* », et le radical Oszkár Jászi, aussi peu favorable aux communistes que Bőhm, porta dans un livre publié en novembre 1920 cette appréciation bien sentie sur les deux terreurs :

> L'ancienne Hongrie cherche à se disculper devant l'étranger en disant que [...] c'est tout simplement l'édition peinte en blanche de la terreur rouge […], la poursuite en sens inverse de la domination de classe des rouges. Mais ce cafouillage n'est pas une excuse. Il ne l'est pas, car la dictature prolétarienne avait un but sérieux et une base morale, tandis que la dictature de Horthy n'a qu'un sentiment de vengeance et un appétit vorace ; car la terreur blanche dépasse la rouge […] : les gifles sont devenues des castrations, les assassinats isolés des massacres collectifs dirigés par des organes gouvernementaux, les perquisitions des chambres de torture [...] ; car une classe qui s'est toujours flattée de sa supériorité morale vis-à-vis du peuple ne peut pas emprunter les mœurs et les moyens des masses qu'elle a poussées dans l'ultime désespoir.
>
> Et ce qui est le plus important : la dictature rouge pouvait être sauvage, cruelle dans ses moyens, dogmatique et myope dans ses finalités. Mais elle n'a pas menti. Elle a fait ce qu'elle disait. Elle voulait réaliser l'État communiste prolétarien. En revanche, la dictature de Horthy est menteuse et hypocrite jusqu'à la moelle[19].

Aux persécutions à l'intérieur venaient s'ajouter, après la défaite de la dictature prolétarienne, les déchirements de l'émigration. De fait, alors qu'à Budapest des élections sont organisées en janvier 1920 et que la nouvelle Assemblée

19 JÁSZI Oszkár, *Magyar kálvária - Magyar föltámadás. A két forradalom értelme, jelentősége és tanulságai.* [Calvaire hongrois – Résurrection hongroise. Sens, importance et enseignements des deux révolutions], Bp., 1989, p. 158.

nationale maintient la royauté, avec Horthy comme régent, dans l'exil, des débats passionnés sur les causes de l'échec opposent les anciens dirigeants de la République des Conseils.

Dans le mouvement communiste, c'est la préhistoire des fractions. Celles-ci se cristallisent autour des affrontements entre Kun et Landler, mettant en cause deux conceptions opposées de la construction du Parti communiste en Hongrie et, plus précisément, les rapports avec le Parti social-démocrate ainsi que le sort de l'émigration communiste et le rapatriement des prisonniers de guerre se trouvant encore en Russie. Pour la fraction Kun, il fallait créer en Hongrie un parti de masse illégal et, pour ce faire, les prisonniers devenus en Russie membres du Parti bolchevik devaient retourner dans leur pays. Les partisans de Kun redoutaient que le PCH se dissolve dans la social-démocratie et ne puisse plus exister en tant que force politique autonome. Ils voulaient se battre pour la séparation du PSD et des syndicats, en espérant que cela faciliterait pour les communistes la conquête des syndicats.

En effet les « syndicats libres » étaient à la fois des organisations de défense des intérêts économiques de leurs adhérents et des organisations de base du PSD qui menaient la lutte politique. Chaque ouvrier et employé syndiqué était en même temps membre du parti. La fraction Landler désapprouvait la séparation des deux organismes et s'opposait au retour massif des prisonniers et des émigrés communistes. Elle défendait l'idée que la construction du Parti communiste illégal devait s'appuyer sur les syndicats et l'aile gauche du PSD, tout en étant consciente du danger d'une dissolution dans les organisations légales[20].

En raisons de ces débats et du rôle qu'ils ont joué dans la République des Conseils, les communistes hongrois vont occuper dans la III[e] Internationale en cours de construction

20 SIPOS Péter, *A szociáldemokrata szakszervezeti mozgalom*. [Le mouvement syndical social-démocrate], dans VARGA Lajos (dir), *A magyar szociáldemokrácia kézikönyve*. [Manuel de la social-démocratie hongroise], Bp., 1999, p. 220-222. *A KMP taktikája és illegális szervezeteinek kiépítése*. [La tactique et la construction des organisations illégales du PCH]. www. kommunista. net/.../a-kmp-taktikaja-es-illega...-

une place sans commune mesure avec leur importance numérique.

Il reste que le « gouvernement soviétique » de Hongrie, entouré d'ennemis à l'intérieur et à l'extérieur, avait tenté, comme la Commune de Paris en son temps, une nouvelle organisation de l'État et de la société. Il incarnait aussi la violence des couches les plus profondes de la société hongroise, violence héritée de la guerre et nourrie par l'exploitation et les humiliations. La contre-révolution exercera à son tour la terreur avec une férocité sans pareil, avant de prendre une forme institutionnalisée pour un quart de siècle.

Conclusion

Au-delà du cas de la Hongrie, les peuples et le mouvement ouvrier international paieront cher l'échec des révolutions européennes et le règlement impérialiste de la Grande Guerre : isolement de la Russie soviétique, qui engendrera le « socialisme dans un seul pays » et le stalinisme, et transformation de l'épicentre hypothétique de la révolution mondiale que fut l'Allemagne en un foyer de terreur et de conquête impérialiste débouchant sur une nouvelle guerre généralisée. Ce constat impose, au terme de notre travail, de replacer dans un cadre plus large les événements qui ont marqué en Hongrie la fin de la Première Guerre mondiale.

Situées dans le contexte général de l'après-guerre, les révolutions de Hongrie de 1918-1919 s'inscrivent dans la vague des mouvements populaires qui a déferlé en Europe entre 1917-1923 : révolutions de Russie (mars et novembre 1917), guerre civile finlandaise (janvier-mai 1918), République des Conseils de Bavière (avril-mai 1919), *Biennio Rosso* (Deux années rouges) en Italie (1919-1920), insurrection en Bulgarie (septembre 1923), insurrection communiste en Autriche (juin 1919), mutineries, révoltes (1918-1921) et nouveau développement de la vague révolutionnaire en Allemagne (1923)...

C'est que les souffrances et les privations imposées par la guerre ainsi que la défaite militaire ont créé des conditions révolutionnaires en Europe centrale et orientale, dans les pays notamment de l'ancienne Triple-Alliance. Parmi les innombrables travaux portant sur ces bouleversements, un colloque important tenu à Montréal en 1976 fut ainsi consacré aux divers aspects des situations qui avaient présidé aux luttes du prolétariat européen durant cette période[21].

Intervenant longuement sur cette question, le professeur genevois André L. Donneur reprit le problème classique des

21 BERTRAND Charles L. (dir.), *Situations révolutionnaires en Europe, 1917-1922 : Allemagne, Italie, Autriche-Hongrie* : *actes, 2e colloque international, 25, 26, 27 mars 1976,* Montréal, 1977, 251 p.

conditions objectives d'une révolution et souligna la pertinence de la définition donnée par Lénine concernant ces trois composantes d'une situation révolutionnaire : crise au sommet de l'État, où les classes dominantes ne peuvent plus maintenir leur pouvoir ; crise sociale à la base, où les classes opprimées, dans une situation de misère aggravée, ne veulent plus vivre comme auparavant ; enfin, accentuation de l'activité des masses, qui, en période orageuse, sont poussées tant par la crise en général que par le sommet lui-même vers une action historique indépendante.

À propos de la première condition, « *il paraît clair,* dit-il, *qu'en Hongrie, en 1919, on est en présence d'un tel phénomène : le geste du représentant du "sommet" en décomposition, le comte Károlyi, se rendant à la prison offrir le pouvoir, quasiment sur un plateau, aux dirigeants du prolétariat avec Béla Kun à leur tête, est une image frappante de cette crise du sommet qui remet son pouvoir* ». Notre récit de ces événements a montré aussi combien la décomposition de l'armée et des forces de l'ordre était une expression frappante de cette situation.

Quant au refus des classes laborieuses, il résultait directement des causes humaines et économiques engendrées par la guerre, la poursuite de celle-ci nourrissant la deuxième condition.

Et l'action indépendante et spontanée des masses fut une réalité dans chaque pays du bloc germanique dès les grandes grèves de janvier 1918 : il ne s'agissait pas de l'action d'une avant-garde, « *mais de la majorité substantielle, sinon écrasante, des travailleurs qui entrait en lice* ». Si, dans la plupart des États successeurs de la monarchie, les questions nationale et démocratique étaient au cœur de la crise révolutionnaire, la lutte des classes et la révolution sociale n'en étaient pas moins à l'ordre du jour. En Roumanie et en Tchécoslovaquie notamment, l'expropriation de la grande propriété étrangère et la prise en main du pouvoir relevaient de l'action révolutionnaire bien menée sous l'égide des bourgeoisies nationales.

Ailleurs, les mouvements de masse spontanés s'agrégèrent autour de l'alliance des soldats et des ouvriers. Mais, comme en Russie, la classe ouvrière et en général la population

urbaine n'étaient pas assez nombreuses en Europe centrale pour constituer une base suffisante pour la révolution, en sorte que l'attitude de la paysannerie était ici d'une importance décisive.

Bien qu'elle accordât une très grande importance au développement de la révolution en Europe, l'analyse de Lénine laissa le facteur extérieur en dehors des conditions objectives. Or, dans le cas de la Hongrie, la question des interventions étrangères fut peut-être décisive. Telle est du moins l'opinion de Mátyás Rákosi, protagoniste de premier plan de la République des Conseils, en tant que commissaire du peuple d'abord, puis comme commandant dans l'Armée rouge hongroise :

> La cause fondamentale de l'échec de la République hongroise des Conseils résidait dans les rapports de force internationaux de l'époque ; dans le fait que, trois semaines après sa naissance, elle fut attaquée par un ennemi disposant d'une armée régulière supérieure en nombre et en équipement.
>
> À cet égard, l'Union soviétique disposa d'une bonne année de temps de grâce : après novembre 1917, les impérialistes continuaient à s'étriper pendant une année encore et, par la suite, les puissances victorieuses de l'Entente eurent besoin de plusieurs mois pour réorganiser leurs forces contre l'Union soviétique. Et quand elles furent prêtes, l'apparition de la République des Conseils en Hongrie les obligea à élaborer de nouveaux plans et à avoir de nouveaux délais.
>
> [En Hongrie,] l'attaque impérialiste immédiate fut aggravée par la petitesse du territoire du pays, et par le fait que Budapest est située près des frontières. [...] En 1919, ce facteur du territoire, la possibilité réduite de manœuvres et de retraits jouèrent un rôle [de première importance] dans l'échec de la République des Conseils.
>
> Et, parce que [...] dans les conditions données l'Union soviétique ne pouvait pas apporter une aide militaire et que le mouvement communiste international n'était pas

encore assez fort, la République hongroise des Conseils resta seule et échoua[22].

Rákosi conteste cependant la thèse professée après coup par les sociaux-démocrates hongrois, à savoir que la République des conseils était condamnée à l'avance : Clausewitz n'avait-il pas énoncé que « *le danger va avec la guerre* », dit Rákosi en évoquant Lénine qui illustrait ce propos guerrier en citant le proverbe russe : « Celui qui a peur du loup ne doit pas aller dans la forêt ».

En tout cas, la primauté du facteur externe, où intervient aussi la dépendance économique, fut également affirmée après l'avortement de la révolution en Autriche par des leaders sociaux-démocrates comme Otto Bauer et Friedrich Adler. À l'opposé, pour Lénine, Liebknecht, Luxembourg, Trotsky ou Radek, le facteur externe n'était pas décisif « *au moment où la situation était mûre pour la révolution* ».

En Russie, effectivement, une situation exceptionnelle s'était créée après l'abdication du tsar en mars 1917 : le gouvernement provisoire poursuivait la guerre et refusait de sanctionner l'expropriation des terres par les paysans, mais il ne pouvait plus s'appuyer sur l'armée ni sur l'administration pour imposer sa volonté ; des circonstances exceptionnelles donc, dont les bolcheviks ne furent pas les artisans mais qu'ils surent exploiter à fond.

L'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie et l'Italie connurent elles aussi plusieurs moments entre 1918 et 1923 où les conditions objectives d'une situation révolutionnaire étaient réunies, mais partout le combat du prolétariat finit par des échecs.

La comparaison avec l'action des bolcheviks est d'autant plus légitime qu'à un moment ou à un autre tous ces pays en effervescence la prenait pour exemple, posant ainsi la question des conditions subjectives de la révolution.

Pour les dirigeants socialistes et communistes de l'époque, plusieurs facteurs devaient être, là aussi, pris en considération. D'abord, le soutien de la classe tout entière ou du moins la neutralité bienveillante des travailleurs et des opprimés vis-à-vis de l'avant-garde du prolétariat. Selon Lénine, « *pour que*

22 M. RÁKOSI, *Op. cit.*, vol. 1., p. 449-450.

vraiment la classe tout entière, pour que vraiment les grandes masses de travailleurs et d'opprimés du capital en arrivent à une telle position, la propagande seule, l'agitation seule ne suffisent pas. Pour cela il faut que ces masses fassent leur propre expérience politique[23]. »

Ce processus devait être étroitement lié à l'existence d'une organisation d'avant-garde, deuxième condition subjective de la révolution ; du moins pour les bolcheviks car, pour d'autres courants historiques de la pensée révolutionnaire, cela n'allait pas de soi.

Il s'agissait en réalité, pour le leader du parti bolchevik, d'agir au bon moment, en fonction de l'état d'esprit et de l'attente des masses. C'est en ce sens et en se fondant sur l'expérience des révolutions russes que Trotsky expliquera :

> [La] qualité fondamentale la plus précieuse [du Parti bolchevik] est son aptitude sans égale à s'orienter rapidement, à changer de tactique, à renouveler son armement et à appliquer de nouvelles méthodes, en un mot à opérer de brusques virages. Les conditions historiques orageuses ont rendu cette tactique nécessaire. Le génie de Lénine lui a donné une forme supérieure. [La] force [du parti] s'est manifestée en ce que le traditionalisme, la routine étaient réduits au maximum par une initiative tactique clairvoyante, profondément révolutionnaire, à la fois hardie et réaliste[24].

Or en Europe centrale, si en Hongrie le pouvoir est tombé entre les mains des communistes comme un fruit mûr, en Allemagne et en Autriche les organisations révolutionnaires ont le plus souvent agi à contre-temps : soit que la révolution allât plus vite que les révolutionnaires, soit que l'action putschiste ou l'irrésolution de ces derniers se heurtât à la détermination des dirigeants sociaux-démocrates, sûrs de leurs objectifs et possédant, en vertu de l'implantation antérieure des appareils réformistes, une influence prépondérante sur l'encadrement de la classe ouvrière ; qui plus est, en Allemagne, les leaders socialistes Scheidemann et Ebert étaient liés à l'état-major

23 Cité par A. L. DONNEUR, *op. cit.*, p. 82.

24 TROTSKY Léon, *De la révolution*, Paris, 1963, p. 59.

d'une armée vivier des corps francs qui écraseront dès janvier 1919 l'insurrection spartakiste.

Mais en Autriche l'armée est socialiste, « *qui, jusqu'en 1921, chante* l'Internationale *et défile avec un drapeau rouge ; c'est donc une armée qui est une force prolétarienne considérable* » ; sauf que pour le PSD l'unité du parti passe avant tout et, « *même petite, la droite du parti freine le mouvement* ». En outre, le « leader théorique » Otto Bauer voit surtout « tout ce qui gêne », apeuré face à toute une série d'obstacles hypothétiques[25].

On retrouve là la troisième condition subjective d'une révolution, à savoir les qualités personnelles des dirigeants : esprit de décision, clairvoyance, capacité de maintenir la cohésion de l'organisation dans l'action, qualités qui pèsent lourdement « *dans des périodes où, selon la formule de Marx, les jours valent des années* ».

En Hongrie, la personnalité de Béla Kun occupait l'avant-scène, et bien au-delà de l'année 1919. À cette époque, écrit Rákosi, il dépassait de loin les dirigeants communistes occidentaux par sa capacité à mobiliser les foules et à dénoncer la social-démocratie comme soutien de l'ordre bourgeois. Ancien journaliste de province et militant social-démocrate, mobilisé en 1914, blessé en 1915 et fait prisonnier en 1916 en Russie, où il rencontre Lénine plusieurs fois, Béla Kun possède une grande capacité de travail et de bons talents d'orateur et d'organisateur. Mais une boutade voulait qu'il ait appris beaucoup en Russie et qu'il ait fait le contraire en Hongrie : ce qui était indéniable pour sa politique paysanne.

L'ancien membre de l'opposition socialiste, Béla Szántó, rappelant que l'initiative de faire fusionner le PSDH et le PCH venait de Béla Kun, affirme que, « *dès lors, on avait semé le germe du déclin de la dictature du prolétariat* » en Hongrie. De fait, dès le 23 mars 1919, *Vörös Ujság* (Gazette rouge) s'est élevée contre la fusion, et les anciens camarades de Kun ne cessaient plus de critiquer celle-ci, considérant que les difficultés du régime des conseils venaient des concessions que les communistes devaient faire dans l'intérêt de l'unité.

25 A. L. DONNEUR, *op.cit.*, p. 185-187.

En historien, D. Gros précise ainsi la portée politique de l'accord : « *L'appareil réformiste et syndical, passé au second plan lors de la signature de l'accord du 21 mars, a pu reconstituer son influence, maintenir le réseau de ses fonctionnaires, délégués, responsables de section, et entraver le développement de la révolution victorieuse en soutenant les éléments de l'ancienne bureaucratie de d'État.* » Quant à la situation du PCH : « *En quelques jours, une faible organisation communiste, dépourvue de traditions et de racines profondes au sein des masses, va se trouver portée au pouvoir sans même avoir acquis la majorité au sein des conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans*[26]. »

De simples militants, anciens prisonniers de guerre communistes qu'on appelait les diplômés de la révolution d'Octobre ont d'ailleurs entrepris de reconstruire le PCH sur des bases vraiment bolcheviques. Ils ont cherché à renouer avec Moscou et pris contact avec deux officiers ukrainiens qui se trouvaient en Hongrie. Mais les participants d'une réunion prévue pour le 18 juillet 1919 furent arrêtés et, dans un accès de colère, Kun fit fusiller les deux communistes ukrainiens.

Si, à l'époque de la prise du pouvoir, Kun avait bénéficié du prestige que lui procuraient son activité en Russie et son amitié avec Lénine, ce fut par la suite son image de héros de la Commune hongroise qui lui conféra un rôle dans le mouvement communiste, sans commune mesure avec ses qualités de dirigeant ouvrier. En ce sens, Kun fut le produit de situations.

Le discours qu'il prononça le 1er août 1919, au moment de la défaite de la République des Conseils, fut révélateur de son rapport avec la classe ouvrière hongroise :

> Le prolétariat de Hongrie n'a pas seulement trahi ses dirigeants, mais lui-même. S'il y avait eu un prolétariat révolutionnaire avec une conscience de classe, la dictature du prolétariat ne serait pas tombée ainsi. J'aurais préféré une fin différente. J'aurais aimé voir le prolétariat combattre sur les barricades [...] déclarant qu'il préférait mourir qu'abandonner son pouvoir. [...] Le prolétariat qui était mécontent de notre gouvernement, qui criait dans

26 D. GROS, *op.cit.*, vol. II., p. 306 et 601.

> ses propres usines « À bas la dictature du prolétariat ! » sera plus mécontent encore de tout gouvernement à venir. Je vois maintenant que notre expérience pour l'éducation des masses prolétariennes de ce pays, pour en faire des révolutionnaires avec une conscience de classe, a été vaine. Ce prolétariat a besoin de la dictature la plus inhumaine et la plus cruelle, de la dictature de la bourgeoisie pour devenir révolutionnaire[27].

Tout en appréciant et respectant le dévouement de Kun à la cause révolutionnaire, Lénine estimait nuisibles son « sectarisme », son « étroitesse de vue politique », sa « stupidité », son « insensibilité envers les masses », sa « phraséologie révolutionnaire »[28].

Avant de quitter son exil autrichien pour Moscou, Kun fut le premier à rédiger un texte cherchant à montrer les causes de l'échec de la révolution en Hongrie. La brochure intitulée *De révolution en révolution* fut transmise à Lénine, qui y porta les annotations suivantes :

> Sont bonnes dans la brochure la fermeté de la conviction révolutionnaire de l'auteur, sa foi inébranlable dans la révolution. Ses remarques sont bonnes sur ce que doit être le parti. Sa critique des sociaux-démocrates est bonne.
>
> Mais, lacune énorme - absence totale des faits. Cela rend la brochure faible. 40 des 55 pages auraient dû être remplies de faits précis (la social-démocratie et la révolution, ainsi que l'histoire de la contre-révolution en Hongrie), il aurait fallu donner le plan des faits et consacrer 15 pages au commentaire.
>
> Sans ce genre de remaniement, la brochure est extrêmement faible, impropre à l'utilisation[29].

Dans son action internationale, ce ne fut pas l'ancien reproche d'opportunisme fait par ses camarades qui valut à Kun d'être passablement déconsidéré dans le mouvement

27 Cité par BROUÉ Pierre, *Histoire de l'Internationale communiste 1919-1943*, Paris, 1997, p. 106.

28 KRAUSZ Tamás, *Lenin. Társadalomelméleti rekonstrukció.* [Lénine. Reconstruction de théorie sociale], Bp., 2008, p. 382.

29 BORSÁNYI György, *Kun Béla. Politikai életrajz*. [Biographie politique], Bp., 1979, p. 207.

communiste international. Après avoir exporté la révolution en Slovaquie « à la pointe des baïonnettes », il contribua en effet largement à propager la « maladie infantile du communisme » : il fut ainsi le principal responsable du putsch de Vienne en juin 1919 et impliqué parmi les premiers dans l'aventure sanglante de « l'action de mars » de 1920 en Allemagne

Il est bien révélateur que le gauchisme, pensé par le philosophe communiste György Lukács sous le nom de « théorie de l'offensive », fût au cœur des débats du 3e congrès de l'Internationale qui s'ouvrit le 22 juin 1922. Le 17 juin, intervenant à propos d'un article de l'*Humanité,* Lénine déclara sans ambages que *« si l'Internationale communiste accepte les conseils de Kun et de ses amis dans la question française, alors il se peut que le mouvement communiste français soit annihilé pour de longues années ».* Il considère que la « théorie » en question n'est qu'illusion et romantisme, fabriquée avec le concours de Béla Kun qui *« appartient à une nation douée pour la poésie et pense qu'il est de son devoir d'être plus à gauche que la gauche*[30] *».*

Kun est contredit aussi dans son appréciation très négative quant à la combativité du prolétariat hongrois, par Léon Trotsky notamment, qui propose en 1924 une vue d'ensemble sur l'échec des révolutions européennes :

> S'il n'y a pas eu de révolution victorieuse à la fin de la guerre, c'est bien parce qu'il manquait un parti. Cette conclusion s 'applique à l'Europe tout entière. On pourrait en vérifier la justesse en suivant pas à pas le destin du mouvement révolutionnaire dans les différents pays. En ce qui concerne l'Allemagne, la cause est tout à fait claire : la révolution allemande aurait pu triompher en 1918 et 1919, si elle avait pu avoir le direction du parti qui lui manquait. En 1917, nous l'avons vu avec l'exemple de la Finlande : le mouvement révolutionnaire s'y développait dans des conditions exceptionnellement favorables, sous le couvert et avec l'aide militaire directe de la Russie révolutionnaire. Mais la majorité de la direction du parti

30 *Ibid.*, p. 245-246.

finlandais était sociale-démocrate, ce qui fit échouer la révolution. Cette leçon ne se dégage pas moins clairement de l'expérience de la Hongrie. Là-bas, les communistes alliés aux sociaux-démocrates de gauche ne conquirent pas le pouvoir, mais le reçurent des mains de la bourgeoisie épouvantée. Ayant vaincu sans combat et sans avoir à emporter la victoire, la révolution hongroise se trouva, dès ses premier pas, privée d'une direction de combat. Le Parti communiste fusionna avec le Parti social-démocrate, montrant par là qu'il n'était lui-même pas vraiment communiste et donc qu'il n'avait pas la capacité, malgré l'esprit combatif des prolétaires hongrois, de conserver le pouvoir qu'il avait obtenu si facilement. Que ce soit sans le parti, en dehors du parti, en contournant le parti ou à travers un succédané du parti, la révolution prolétarienne ne peut l'emporter. C'est là l'enseignement majeur de la décennie écoulée[31].

31 L. TROTSKY, *Les leçons d'Octobre,* Paris, 2014, p. 62-63.

Sources et bibliographie

Sources imprimées

GÁBOR Sándorné, FEHÉR András, HORVÁTH Zoltánné, MILEI György (éd), *A Magyar Munkás- mozgalom Történetének Válogatott Dokumentumai* (MMTD), 5.k. 1917. november 7 – 1919 március 21) [Documents choisis de l'histoire du mouvement ouvrier hongrois, vol.5. 7 novembre 1917 – 21 mars 1919], Bp., Szikra, 1956, 775 p.

GROS Dominique, *Les Conseils ouvriers. Espérances et défaites de la révolution en Autriche-Hongrie, 1917-1920. Thèse pour le doctorat en science politique. Tome III. Documents et Annexes,* Université de Dijon, 1971, 206 p. Manuscrit.

IVÁNYI Emma (éd), *Magyar Minisztertanácsi jegyzőkönyvek az első világháború korából 1914-1918* [Procès-verbaux de conseils des ministres de l'époque de la Première Guerre mondiale 1914-1918 (PVCM)], Bp., Akadémiai Kiadó, 1960, 581 .p

MÚCSI Ferenc, KENDE János, ERÉNYI Tibor, S. VINCZE Edit (édit), *A Magyar Munkásmozgalom Történetének Válogatott Dokumentumai (MMTD) 1917-1918. 4/B.k. 1914-1918.* [Documents choisis de l'histoire du mouvement ouvrier hongrois 1907-1918. vol. 4/B. 1914-1918], Bp., Kossuth, 1969, 566 p.

SZÁSZ Zoltán, SZARKA László, KEMÉNY G. Gábor (édit), *Iratok a nemzetiségi kérdés történetéhez Magyarorszagon a dualizmus koraban.VII.k. 1914-1916* (INKT) [Documents pour l'histoire de la question des nationalités en Hongrie à l'époque du Dualisme], vol. VII. 1914-1916], Bp., MTA – Történettudományi Intézet, 1999, 810 p.

Sources diverses

- Correspondance de prisonniers de guerre traduite, 17 février 1916 -1er juillet 1917. BDIC, F delta 1854/24.

- Népszava [Voix du peuple]. A Magyarországi Szociáldemokrata Párt Központi Közlönye [Publication centrale du Parti social-démocrate de Hongrie]. Quotidien, 1914-1918. BDIC, FP 1567.

- Répercussion de la grève autrichienne, 10 janvier 1918 - 1er février 1918. Coupures de presse et rapports, 47 pièces. BDIC, F delta 0789/096/3.

Mémoires, témoignages, biographies

BŐHM Vilmos, *Két forradalom tüzében. Oktoberi forradalom. Proletárdiktatúra. Ellenforradalom* [Dans le feu de deux révolutions. Révolution d'octobre. Dictature prolétarienne. Contre révolution], München Verlag für Kulturpolitik, 1923. Budapest, Gondolat, 1990, 502 p.

BORSÁNYI György, *Kun Béla. Politikai életrajz* [Béla Kun. Biographe politique], Bp., Kossuth, 1979, 427 p. - *The Life of a Communist Revolutionary, Béla Kun,* Bradenton, East European Monographs, 1993, 534 p.

HAJDÚ Tibor, *Károlyi Mihály,* Bp., Kossuth, 1978, 610 p.

JÁSZI Oszkár, *Magyar kálvária – Magyar föltámadás. A két forradalom értelme, jelentősége és tanulságai* [Calvaire hongrois – Résurrection hongroise. Signification, importance et enseignements des deux révolutions], Bp., Pallas Lap- és Könyvkiadó Vallalat, 1989, 254 p.

KÁROLYI Mihály, *Egy egész világ ellen* [Contre le monde entier], Bp., Gondolat, 1965, 550 p.

LATZKO Andreas, *Hommes en guerre,* Marseille, Agone, 2003, 157 p.

RÁKOSI Mátyás, *Visszaemlékezések 1892-1925* [Souvenirs 1892-1925], Bp., Napvilág, 2002, 2 vol. 976 p.

VERMES Gábor, *Tisza István,* Budapest, Századvég, 1994, 583 p.

Ouvrages généraux

BERNARD Philippe, *La fin d'un monde 1914-1929,* Paris, Éd. Du Seuil, Coll. « Points -Histoire », 1975, 253 p.

CARREZ Maurice, « Les débuts de la Première Guerre mondiale dans l'espace baltique et en Scandinavie », Revue d'Histoire Nordique, n° 15, 2012, 300 p.

CLARK Christopher, *Les Somnambules. Eté 1914 : comment l'Europe a marché vers la guerre,* Paris, Flammarion, 2014, 668 p.

DROZ Jacques, *Les causes de la Première guerre mondiale. Essai d'historiographie,* Paris, Éd. Du Seuil, Coll. « Points -Histoire », 1973, 187 p.

FERRO Marc, *La Grande guerre 1914-1918,* Paris, Gallimard, Coll. « Idées », 1969, 384 p.

GIRAULT René, *Diplomatie européenne et impérialismes,* Paris, Masson, Coll. Relations internationales contemporaines », 1979, 256 p.

KEEGAN John, *La Première Guerre mondiale,* Paris, Perrin, Coll. « Tempus », 2005, 557 p.

MAC MILLAN Margaret, *Vers la Grande guerre Comment l'Europe à renoncé à la paix,* Paris, Autrement, Coll. L'Atelier d'histoire, 2014, 851 p.

MAJOROS István (dir.), *Sorsok, frontok, eszmék. Tanulmányok az első világháború 100. évfordulójára* [Destins, fronts, idées. Études pour le 100e anniversaire de la Premiere Guerre mondiale], Bp., ELTE BTK [Université Eötvös Loránd – Faculté des Sciences humaines], 2015, 785 p.

PAUWELS Jacques R., *1914-1918. La grande guerre des classes,* Aden Belgique, Coll. « Grande Bibliothèque Aden », 2014, 851 p.

RENOUVIN Pierre et DUROSELLE Jean-Baptiste, *Introduction à l'histoire des relations internationales,* Paris, A. Colin, Coll. « Pocket-Agora », 1991, 531 p.

WALL Richard et WINTER Jay (dir.), *The Upheaval of war. Family, Work and Welfare in Europe, 1914-1918* [Bouleversements dus à la guerre. Famille, travail et conditions sociales en Europe, 1914-1918], Cambridge University Press, Cambridge, 1989, VIII-497 p. Compte rendu par John HORNE, *Le Mouvement Social*, n° 158, 1992/1, p. 153-155.

L'Autriche-Hongrie et la guerre

AUERBACH Bertrand, *L'Autriche et la Hongrie pendant la guerre (août 1914 – novembre 1918),* Paris, Félix Alcan, 1925, 627 p.

BÉRENGER Jean, *L'Europe danubienne et la Première Guerre mondiale,* dans *L'Europe danubienne de 1848 à nos jours,* Paris, PUF, Coll. Le Fil des Temps, p. 79-108.

BLED Jean-Paul, *L'agonie d'une monarchie. Autriche-Hongrie 1914-1920,* Paris, Tallandier, 2014, 464 p.

CORNWALL Mark, *Morale and Patriotism in the Austro-Hungarian Army, 1914-1918, dans John HORNE (éd.), State, Society and Mobilization in Europe during the First World War,* Cambridge University Press, 1990, p. 173-191.

FEJTŐ François, *Requiem pour un empire défunt. Histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie, Paris,* Liens Commun, 1988, 437 p.

FRITSCHE Maria, HAMMERLE Christa, *Deserteure,* Innsbruck, Studien-Verlag, 2008, 175 p.

GALÁNTAI József, *A Habsburg-monarchia alkonya* [Crépuscule de la monarchie des Habsbourg], Bp., Kossuth, 1985, 386 p.

GALÁNTAI József, *Magyarország az első világháborúban 1914-1918* [La Hongrie dans la Première Guerre mondiale 1914-1918], Bp., Akadémiai Kiadó, 1974, 453 p. - *Hungary in the First world War.* Trad., 1989.

HERWIG Holger, *The first World War: Germany and Austria-Hungary, 1914-1918,* Londres, St. Martin's, 1997, 490 p.

MICHEL Bernard, *La chute de l'Empire austro-hongrois 1916-1918,* Paris, Laffont, Coll. Les hommes et l'histoire, 1991, 322 p.

NOVOTNY Tihamér, *Első világháborús katonaemlékek* [Souvenirs de soldats de la Première Guerre mondiale], Bp., Múzsák Közművelődési Kiadó, 1987, 228 p.

SCHIAVON Max, *L'Autriche-Hongrie dans la première Guerre mondiale. La fin d'un Empire,* Paris, SOTECA, Coll. Les Nations dans la Grande Guerre, 2011, 291 p.

La guerre, le mouvement ouvrier et les révolutions

BERTRAND Charles L. (dir.), *Situations révolutionnaires en Europe, 1917-1922 : Allemagne, Italie, Autriche-Hongrie : actes, 2e colloque international, 25, 26, 27 mars 1976,* Montréal, Centre interuniversitaire d'études européennes, 1977, 251 p.

BROUÉ Pierre, *Histoire de l'Internationale communiste 1919-1943,* Paris, Fayard, 1997, 1120 p.

GROS Dominique, *Les Conseils ouvriers. Espérances et défaites de la révolution en Autriche-Hongrie 1917-1920. Thèse pour le doctorat en science politique,* Université de Dijon, 1971. Tomes I – II, 605 p. Bibliogr, p. I – XXVII.

HAJDÚ Tibor, *A magyarországi Tanácsköztársaság* [La République hongroise des conseils], Bp., Kossuth, 1969, 461 p.

HAJDÚ Tibor, *Az őszirózsás forradalom* [La révolution des reines-marguerites], Bp., Kossuth, 1963, 219 p.

HAJDÚ Tibor, *Tanácsok Magyarországon 1918-1919-ben* [Conseils en Hongrie en 1918-1919], Bp., Kossuth, 1958, 275 p.

JEMNITZ János, *A nemzetközi munkásmozgalom az első világháború éveiben 1914-1917* [Le mouvement ouvrier international dans les années de la Première Guerre mondiale 1914-1917], Bp., Akadémiai Kiadó, 1975, 608 p.

JEMNITZ János, *Fordulat a világháború történetében és a nemzetközi munkásmozgalom (1916-1917. március* [Tournant dans l'histoire de la guerre mondiale et le mouvement ouvrier international (1916-mars 1917)], Bp., Akadémiai Kiadó, 19, 337 p.

KENDE Zsigmond, *A Galilei Kör megalakulása* [La naissance du Cercle Galilée], Bp., Akadémiai Kiadó, 1974, 195 p.

KRAUSZ Tamás, *Lenin. Társadalomelméleti rekonstrukció,* [Lénine. Reconstruction de théorie sociale], Budapest, Napvilág, 2008, 548 p.

LUXEMBURG Rosa, *La crise de la social-démocratie,* Paris, Spartacus, 1997.

MERÉNYI László, *A cattaroi matrózfelkelés* [La mutinerie des matelots de Cattaro], Bp., Kossuth, 1984, 190 p.

PAPP Julien, *Espoirs et violences. De la Hongrie du XXe siècle,* Dijon, Éd. Universitaires de Dijon, Coll. Histoires, 2013, 283 p.

ROSMER Alfred, *Le mouvement ouvrier pendant la guerre. I. De l'Union Sacrée à Zimmerwald,* Paris, Librairie du Travail, 1936, 588 p. II. *De Zimmerwald à la révolution russe,* Paris-La Haye, Mourton & Cie, 1959, 252 p.

SIKLÓS András, *A Habsburg-birodalom felbomlása, 1918 : a magyarországi forradalom* [La dissolution de l'Empire des Habsbourg, 1918 : la révolution de Hongrie], Bp., 1987, Kossuth, 338 p.

SZITA László (dir.), *A baranyai, pécsi munkásmozgalom története.* [L'histoire du mouvement ouvrier du département Baranya et de Pécs], Pécs, Baranya Megyei Levéltar, 1985, 574 p.

TROTSKY Léon, *De la révolution,* Paris, Les Éditions de Minuit, Coll. Arguments, 1963, 654 p.

TROTSKY Léon, *Terrorisme et communisme (L'Anti-Kautsky),* Paris, Union générale d'Éditions, Coll. Le monde en 10-18. Textes politiques, 1963, 316 p.

TROTSKY Léon, *Les leçons d'Octobre,* Paris, Les Bons Caractères, Coll. « Classiques », 2014, 71 p.

VARGA Lajos, *Háború, forradalom, szociáldemokrácia Magyarországon. 1914. julius – 1919. március* [Guerre, révolution, social-démocratie en Hongrie. Juillet 1914 – mars 1919], Bp., Akadémiai Kiadó, 337 p.

Publications électroniques

A háborús válság mélyülése, a munkásharcok és a háborúellenes küzdelem erősödése. [L'aggravation de la crise de guerre, renforcement des combats ouvriers et de la lutte contre la guerre] www. kommunista. net/.../a-haborus-valsag-melyulese-...

A magyarországi délszlávok és az első világháború [Les Slaves du Sud de Hongrie et la Première Guerre mondiale] adattar.vmmi. org/.../04_a_magyarorszagi_delszlavok...

A forradalmi szocialisták [Les socialistes révolutionnaires] www.holnaputanujsag.eoldal.hu/...anarchizmus.../forr...

Batthyány Ervin gróf, Az anarchizmus századfordulójának központi alakja [Le comte Ervin Batthyany figure centrale de l'anarchisme du tournant du siècle] www.holnaputanujsag.eoldal.hu/.../forradalmi-szocial...

Batthyány Ervin gróf, aki a Társadalmi Forradalmat alapította [Le comte Ervin Batthyany fondateur de la Révolution Sociale] www. vargapapi.hu/Cikkek/.../anarchista_lap.html

Beszámoló az 5. médiatudományi konferenciáról www.btk.mta.hu '... ' [Compte rendu de la 5e conférence de la science des média]

BIANCHI Bruna, *Crimini di guerra e contro l'umanità. Le violenze ai civile sul fronte orientale (1914-1919)* [Crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Les violences contre les populations civiles sur le front oriental (1914-1919)], Milano, Edizioni Unicopli, 2012, 361. Compte rendu par F. Rousseau www. crid1418.org/bibli/?p=218

BIANCHI Bruna (dir.), *La Violenza contro la populazione civile nella Grande Guerra. Deportati, profughi, internati* [La violence contre la population civile dans la Grande Guerre. Déportations, exodes,

internements] Milano, Edizioni Unicopli, 2006, 482 pages. Recension par F. Rousseau www. crid1418.org/bibli/?p=29

CORNWALL Mark : *News, Rumour and the Control of Information in Austria-Hungary, 1914–1918* [Hírek, rémhírek és a cenzúra Ausztria–Magyarországon, 1914–1918 - Nouvelles, rumeurs et censure en Autriche-Hongrie, 1914-1918], History, 77. évf., 1992. 249. szám, 50–64. p. www. c3.hu/~klio/klio941/klio125.htm Compte rendu par Fodor Mihályné. Történelmi Szemle [Revue Historique], 1984/1-2, p. 192-202. www. tti. hu/.../912-tortenelmi-szemle-1984-1-2.html

CSUNDERLIK Péter, *Titkos társulat zsoldján kitartott bárgyú eszmezavarosok ? - 105 éve alakult a Galilei Kör* [Des confusionnistes niais stipendiés par une société secrète ? - Il y a 105 ans naissait le Cercle Galilée] sztarold. hu/.../titkos-tarsulat-zsoldjan-kitartott-bargyu.

CSUNDERLIK Péter, *kommentar. info. hu/iras/.../variaciok_a_defaitizmusra* [Variations sur le défaitisme]

DANCZER Alfons (dir.), *A mi hadseregünk. Az Osztrák-Magyar Monarchia népei fegyverben és zászlók alatt* [Notre armée. Les peuples de la monarchie austro-hongroise en arme et sous les drapeaux], Bp., 1889, Franklin. VII, [1], 588 p. axioart. com/.../danczer-alfons-a-mi-hadseregunk-az-o.

DAUPHIN-MEUNIER Achille, *La Commune hongroise et les anarchistes, 21 mars 1919-7 août 1919,* Librairie internationale, Paris, 1926, 87 p. Republiée par le Syndicat Intercoopératif... kropot. free. fr/CommHongrie. htm

Dunapataj a történelem fókuszában [Dunapataj au centre focal de l'histoire] www. forrasfolyoirat. hu/0912/kiss. pdf

FARAGÓ Miklós, *Szökött katona kivégzése Kecskeméten* [L'exécution d'un soldat déserteur à Kecskemét]. Digitália - *Pécsi Tudományegyetem Az Est kiküldött munkatarsatol* [Du correspondant du Soir], Kecskemét, 1918 aprilis 29/digitalia. lib. pte. hu/?m=201301

GORDA Éva, *Cenzúra az első világháborúban* [Censure pendant la Première guerre mondiale], haditudosito. gportal. hu/gindex. php?pg=34454318

HORVÁT Bence, *Tábori bordélyházak* [Bordels des camps] w. facebook. com/30606128622867

KEĆIC, Danilo : *A katonaszökevények és a zöld káder* [Les déserteurs et le cadre vert], adattar. vmmi.org/.../letunk_1992.2-3_13_danilo_kec...

KRAUSZ Tamás–VÉRTES Judit (dir.), *A Magyarországi Tanácsköztársaság és a kelet-európai forradalmak* [La République hongroise des Conseils et les révolutions de l'Europe orientale], Compte rendu par Sipos Péter epa. oszk.hu/00900/00995/.../szemle10-4_05sip.pdf

Le cas des uniates « d'Ukraine » : l'occupation de la Galicie (1914-1915) theses.univ-lyon2.fr/documents/getpart.php?id=lyon2.2008...l&part...

MÚCSI Ferenc, *Sajtó, cenzúra Magyarországon az első világháború idején* [Presse, censure en Hongrie à l'époque de la Première guerre mondiale], Történelmi Szemle 1984/1-2 - Történettudományi Intézet www. tti. hu/.../912-tortenelmi-szemle-1984-1-2.html

OFFENSTADT Nicolas, *Les fusillés de la grande guerre et la mémoire collective,* Paris, Éditions Odile Jacob, 2000, 286 p. Compte rendu par Édouard Lynch https ://books. google. fr/books?isbn=273812352X

OFFENSTADT Nicolas, *Les fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective (1914-1999),* Paris, Éditions Odile Jacob, 1999, 285 p. Compte rendu par J.J. Becker - 2001www. persee.fr/.../ahess_0395-2649_2001_num_56_1_279944_t1_0265...

PAÁL Vince, *Cenzúra, első világháború, sajtó* [Censure, Première Guerre mondiale, presse] Blog mtmi.hu

PILCH Jenő : *Ausztria és Magyarország hadserege* [L'armée de l'Autriche et de la Hongrie], Budapest, 1915, 96 p. Lampel Róbert (Wodianer F. és fiai) Magyar történelem Hadtörténelem mtdaportal.extra.hu/.../pilch_jeno_ausztria_es_magya...

ROMSICS Ignác, *Horthy-képeink* [Nos images de Horthy], Mozgó Világ [Monde en Mouvement], 2007. oktober, 33. évf. 10. sz. - EPA epa.oszk.hu/01300/01326/00092/03romsics.htm

ROUSSEAU Frédéric, *La Guerre censurée. Une histoire des combattants européens de 14-18,* Seuil - Points histoire, 2003, 460 pages. Compte rendu par Sébastien Laurent. www.parutions.com/pages/1-4-7-3755.html

TARJÁN M. Tamás. *„Minden meggyőződés annyit ér, amennyit hirdetője a maga cselekvésével valóra vált." (Szabó Ervin)* [Toute conviction vaut ce que son apôtre en réalise par sa propre action].1918. szeptember 30. Szabó Ervin halála [30 septembre 1918. Mort d'Ervin Szabó] www.rubicon.hu/.../1918_szeptember_30_szabo_ervi...

TUTUSKÓ Ágnes, *A kárpátaljai rutén nép reagálása az 1914–1915. évi orosz betörésekre* [La réaction du peuple ruthène face aux

invasions russes de 1914-1915] www.prominoritate.hu/.../ProMino12-2-04-Tutusko.p...

VÁSÁRHELY A VILÁGHÁBORÚBAN (1914-1918) www.sulinet.hu/.../hodmezovasarhely/hodmezovasarh...

WAWRO Geoffrey, « Morale in the Austro-Hungarian Army », dans *Facing Armageddon*, Londres, Hugh Cecil and Peter Liddle, 1996, p. 399–412. www.abc-clio.com/ABC.../product.aspx?pc=A1491C

WOODWAED David, *Introduces a Mutiny at Cattaro 1918,* www.historytoday.com/david- woodward/mutiny-catt.

Remerciements

Mon neveu, Mihály Encs, de Budapest, a apporté un concours efficace pour réunir les documents utilisés dans ce livre. Qu'il en soit ici vivement remercié.

Je remercie également Benezra Sarolta et tout le personnel de la BDIC pour leur accueil cordial.

Index des noms propres

A

Aba 79
Absberggasse (Vienne) 102
Adler, Friedrich 72, 74, 77, 78, 224
Adler, Victor 71, 72, 85
Adriatique 25, 148
Ady endre 33, 84
Alexeiev, Mikhail, général 140
Allemagne 5, 6, 17, 26, 27, 28, 29, 36, 43, 59, 61, 66, 67, 71, 73, 78, 80, 81, 82, 88, 93, 96, 120, 121, 122, 125, 136, 168, 186, 199, 201, 221, 224, 225, 229, 234
Andrássy, Gyula 43, 159, 161, 162, 163, 165, 166, 167, 170
Antal, Sándor 108
Arad 88, 187, 193, 212
Armand, Inessa 66
Astoria, hôtel *172*, *175*, *177*
Astrakhan 146
Austerlitz, Friedrich 60, 71
Autriche 199, 226
Autriche 5, *7*, 8, *9*, 12, 13, 14, *16*, *17*, *19*, 25, 28, 30, *31*, *34*, 36, 41, 42, 43, 47, 48, *49*, 57, 58, 59, 60, 64, *66*, *69*, 71, 73, 77, 78, *80*, 85, 88, *91*, 92, 93, 96, *97*, 100, 101, 104, 118, 121, 122, 125, 126, 130, *133*, 136, 139, 148, 150, 155, 160, *163*, 171, 179, 180, 181, 221, *224*, *225*, 231, 233, 234, 237, 238

B

Babits, Mihály 208
Bácska 135, 182
Bagdi, István, Mme 76, 108
Bagdi, Mihály 76, 108
Bakonysárkány 77
Balassagyarmat 212
Balkans 5, 21, 30, 31, 80
Balogh, Bálint 109
Bánát 135, 182
Baranya 10, 182, 235
Bárczy, István 167
Bártfa 213
Bartha, Albert 182, 183
Bartók, Béla 208
Bassens 76
Batthyány, Tivadar 124, 160, 165, 183, 236
Bédy-Schwimmer, Róza 73
Békés 107, 112
Belgrade 17, 20, 64, 182
Below, général 28
Berchtold, comte 33, 45
Bereg 22
Berettyóujfalu 107
Berezovka 144, 145
Berinkey, Dénes 184, 190
Berlin 28, 41, 60, 74, 77, 103
Bernstein, Edouard 74
Beschoff, Mme 96
Besi, Gerzson 110
Bessarabie 212
Bethlen, István 185, 212, 216
Bethmann-Hollweg, chancelier 78
Blanc, Louis 160
Blaye 111
Bobrov-Natanson 63
Bocskai, István 160
Bohème 14, 111, 126, 133
Böhm, Vilmos 117
Bojkars, Lajos 108
Bokányi 86, 123
Bokor, László 76
Bordeaux – Bastide 108
Boroevics, général 28
Borovsk 146
Borsod 212
Bosnie-Herzégovine 5, 8, 39, 101, 133, 135
Bragueville – Toulouse 106, 109
Brest-Litovsk 25, 87, 88, 168, 179
Broussilov, général 26, 27
Bruckère, Louis de 62
Buda, château de 10, 167, 172
Budapest 11, 12, 19, 20, 29, 34, 35, 38, 42, 47, 51, 53, 55, 66, 68, 70, 73, 75, 77, 81, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 92, 93, 95, 98, 99, 106, 108, 109, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 127, 136, 139, 144, 151, 157, 161, 164, 166, 169, 171, 173, 174, 177, 178, 180, 181, 183, 185, 186, 187, 189, 193, 196, 201, 202, 211, 212, 214, 215, 217, 223, 232, 235, 238
Bukarest 168
Bukovine 8, 9, 22, 24, 27, 28, 101
Bulgarie 17, 19, 21, 26, 136, 221
Buza, Barna 172, 173

C

Cabet, Paul 160
Caen 78, 105, 107, 111
Caen-Mondeville 107
Cahors 108
Caporetto 27, 29
Carpates 10, 21, 22, 24, 26, 131
Carpiagne 112
Castelsarrasin 106, 109
Castres 110
Cattaro (Kottor) 29, 41, 148, 149, 152, 235, 239
Cegléd 112

Chartres 112
Chotischan 126
Churchill, sir Winston 19
Cisleithanie 7, 8, 9, 101
Cornelissen, Christian 65
Croatie-Slavonie 8, 9, 11, 45, 57, 133
Csákfalva 154
Csenger 107
Csepel 53, 114, 115, 116, 119, 127, 186
Csernoch, János 36, 69
Csernyák, Imre 169
Cserny, József 203, 204
Csongrád 106
Czapp, général 99
Czernin, Ottokar, comte 78, 79, 88

D

Dalmatie 8, 9, 11, 41, 101, 133, 135
Danneberg, Robert 72, 74
Danube 7, 10, 17, 30, 103, 113, 121, 139, 167, 214
David, Margit 60, 108, 239
Deák, Ferenc 7
Debrecen 37, 165, 187
Decsy, Jázsef 116
Decsy, József 116
Desclaux 96
Dietz, Karoly 189
Diósgyőr 118, 127
Dniestr 21
Dobler, Szilárd, commandant 123
Docsi, Mari 112
Dohnányi, Ernő 208
Drave 25
Drina 17
Duczynska, Ilona 84
Dukla 22
Dunaszekcső 112
Duncker, Hermann 65

E

Eberlein, Max 65
Ebert, Friedrich, président 60, 71, 74, 225
Eger 212
Élesd 111
Ellenbogen, Wilhelm 71
Eötvös, baron József 160
Eperjes 213
Ercsi 109
Érsekujvár 212
Erzberger, Mathias 20, 80
Erzsébetfalva 115
Eszterházy, Móric 124, 125
États-Unis 28, 180
Eugenplatz (Vienne) 102

F

Faure, Sébastien 65
Fenesi, Istánné, Mme 108
Fényes, Lázsló 164, 165, 172, 173
Ferencváros 39
Fertő (lac) 47, 48
Fiume (Rijeka) 8, 135, 165
Floridsdorf 102
Fodor, PG 144, 237
Franchet-d'Esperey, Louis, général 30
Franyó, Imre 112
Friedrich, István 45, 60, 71, 72, 74, 77, 172, 224
Fritz, János 79

G

Gaál, Lázsló, adjudant 116
Galicie 8, 9, 13, 21, 22, 23, 24, 26, 27, 45, 50, 67, 69, 101, 133, 135, 156, 238
Garami, Ernő 51, 69, 71, 74, 75, 117, 164, 165, 172, 181, 184, 189
Garbai, Sándor 123, 184, 189, 194
Gellerplatz (Vienne) 102
Giesswein, Sándor 80, 159
Gironde 76
Gizella (place) 167, 170, 172, 173
Glöckel, député 42
Gödöllő 116, 167, 170
Goga, Octavian 47
Gömbös, Gyula 212
Gorizia 26
Gorlice 24, 25
Grave, Jean 65
Graz 102, 212
Grèce 19, 26
Guesde, Jules 62
Guillaume II, empereur 35, 41, 43, 81
Guillaume, James 35, 41, 43, 65, 81
Gyenes, Ferenc 106
Gyenge, Mme 107
Gyetvai, József 107
Győr 79, 88, 127

H

Haase, Hugo 60, 71, 74
Hadik, Janós 167, 170, 171, 172, 173, 174, 175
Hansa, Alexandre, amiral, 148, 149, 150, 151
Harrer, Frence 165
Haubrich, József 189
Héjjas, Iván 216
Henderson, Arthur 63
Herskovits, Mózes, Mme 107
Herzégovine 5, 8, 39, 57, 101, 133, 135
Hetényi, Imre 75
Hevesi, Gyula 183
Hilferding, Rudolf 74
Hindenburg, Paul, maréchal 21, 26
Hirossik, János 183
Hock, Janós 165, 167, 185
Hodik, Mme 111
Hódmezővásárhely 35
Hofer, Andreas 43
Holló, Lajos 159
Hongrie 5, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 19, 20, 22, 25, 28, 30, 31, 33, 34, 36, 37, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 49, 50, 51, 57, 58, 59, 60, 66, 67, 69, 72, 74, 76, 77, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 88, 89, 91, 92, 93, 96, 97, 100, 101, 103, 105, 106, 107, 108, 110, 112, 113, 114, 117, 121, 122, 123, 126, 127, 128, 129, 130, 132, 133, 136, 137, 139, 145, 148, 150, 157, 160, 162, 163, 165, 167, 168, 170, 171, 175, 179, 180, 181, 186, 190, 191, 196, 197, 198, 199, 201,

203, 205, 206, 207, 211, 212, 213, 214, 216, 217, 218, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 231, 233, 234, 235, 236, 238, 241
Horthy, Miklós, maréchal 174, 203, 216, 217, 238
Hötzendorf, Conrad, maréchal 26
Huszár, Károly 81, 174

I

Iaroslavl 146
Iekaterinbourg 146
Immergluck, Isidor 108
Innsbruck 102, 234
Ipoly 212
Isonzo 25, 26, 27, 135
István, György, Mme 106
Italie 5, 7, 17, 21, 24, 25, 27, 29, 136, 156, 199, 221, 224, 234
Iványi, Emma 48

J

Jancsik, Ferenc 145, 183
Jankovich, Béla 20
Járdánháza 114
Jászi, Oszkár 47, 59, 83, 84, 159, 160, 165, 178, 184, 216
Jaurès, Jean 61, 84
Jeney, József 106
Jogiches, Leo 65
Joljart, Sándor 109
Jouhaux, Léon 62
Justh, Gyula 59, 159
Justus, Vladimir 84

K

Kaclerović,Triša 64
Kamocsa 112
Kaposvár 88
Kapuvár 114
Károlyi, Mihály 43, 59, 73, 82, 124, 125, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 177, 178, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 190, 191, 192, 193, 194, 203, 213, 222, 232
Károlyi, Sándor 43, 59, 73, 82, 124, 125, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 177, 178, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 190, 191, 192, 193, 194, 203, 213, 222, 232
Karpovitch 63
Kassák, Lajos 68
Kassa (Kosice) 67, 153, 213
Kautsky, Karl 74, 236
Kazan 146
Kelen, József 183
Keplerplatz (Vienne) 102
Kienthal 75
Kiskunfélegyháza 133
Kispest 109
Kistarcsa 116
Kitchener 19
Kladno 103, 126
Klang, Sándor 78
Klaniczay, András 109
Kocsis, András 106
Kocsis, György, Mme 106
Kodály, Zoltán 208
Kollár, István 77
Kollontaï, Alexandra 66
Kolozsvár (Cluj) 88
Kolubara 17
Komádi 109
Komárom 123
Komarow 22
Komlód 108
Konjica 152
Korneuburg 102
Korvin, Otto 84, 183, 203, 204
Kósa, Lajos, Mme 112
Kossuth, Ferenc 159
Kossuth, Lajos 159, 160, 171
Kosztolányi, Imre et Mme 112
Kövess, Hermann 30
Kragujevác 156
Krasnik 22
Krasnoïarsk 144
Krems 103
Krobatin, Alexander, ministre 28, 51, 119
Kropotkine, Pierre 65
Kroupskaia, Nadejda 66
Krudy, Gyula 164
Kuher, Janos 110
Kuher, Medina, Mme 110
Kun, Bela 145, 146, 162, 183, 185, 186, 189, 191, 194, 195, 201, 204, 211, 214, 215, 217, 218, 222, 226, 227, 228, 229, 232
Kunfi, Zsigmond 71, 73, 83, 84, 123, 162, 165, 181, 184, 189, 210

L

La Haye 71, 74, 75
Lajta (Leitha) 7
La Mure 108
Landauer, Gustave 65
Landler, Jenő 123, 127, 128, 162, 169, 172, 189, 217, 218
Landwehr, général 113, 121
Lapčević, Nicola 64
Latinca, Sándor 135
Laurin, Franz, commandant 151
Lebovics, militant 75
Le Creusot 76
Ledebour, Georg 60
Lemberg 22, 25, 26, 153
Lemkovie 24
Lénine, Vladimir Iljitch Uljanov, dit 64, 68, 72, 195, 203, 204, 213, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 235
Liebknecht, Karl 65, 70, 77, 185, 224
Ligeti, Károly 145, 146
Livonie 63
Lohutron 126
Longuet, Jean 65
Losonc 212
Lovászy, Márton 163, 165, 167, 183, 185
Ludendorff, Erich, général 26

Lukachich, Géza, général 142, 169, 172, 173, 175
Lukács, György 183, 210, 229
Lupas, Janos 47
Luxemburg, Rosa 5, 6, 65, 68, 185

M

MacArthur, Mary 66
MacDonald, James Ramsay 63
Mackensen, August, général 17, 25, 26, 30
Madaras 111
Malatesta, Errico 65
Máramaros (Maramures) 22
Marchlewski, Julian 65
Marex, János 108
Marx, Karl 72, 77, 83, 96, 160, 226
Medina 110
Mehring, Franz 65
Meyer, Ernst 65
Mezőlemény 108
Mezőtelegd 106
Mikulik, József 183
Miskolc 88, 152, 212
Miskolczy, Imre 163
Moldavie 11, 27
Monatte, Pierre 65
Monor 78
Montauban 108
Montluçon 109
Moór, Pál 189, 190
Morava 19
Móricz, Zsigmond 208, 210
Moscou 145, 146, 162, 180, 194, 199, 227, 228
Mostar 40, 152
Muggia 148
Mühsam, Erich 65
Münnich, Ferenc 146

N

Nádudvar 76
Nagy, Amadeus 123
Nagyatádi Szabó, István 43, 113, 159, 174, 184, 185
Nagybajom 76
Nagy, Ferenc 165
Nagy, György 157
Nagykanizsa 88
Nagyszeben (Sibiu, Hermannstadt) 132
Nagytétény 127
Nagyvárad (Oradea) 88, 108, 142, 187
Nagy, Zsuzsa Lévai 194
Nánási, Mihály 79
Nanterre 106
Nemes, Antal 20
Nemeskossuth 112
Neu Sandez 156
Neustraschitz (Nové Straseci) 103
Nevesinje 40
Nijni-Novgorod 146
Niš 64
Novgorod 146
Nürschan 126
Nyiregyháza 104
Nyitre 212

O

Omsk 144, 146
O. Nagy, István 76
O. Nagy, Sándor 76
Orenbourg 146
Ostenburg-Moravek, Gyula 216
Osto de Vanti 109
Ostrava-Karvin 127
Osvát, Ernő 208
Otrante, détroit d' 29
Oujok 22
Oural 146
Őzd 114, 127

P

Pacelli, nonce 81
Pachitch, Nicolas 41, 61, 64
Pardubitz (Pardubice) 103
Pataki, Peter et Mme 108
Pécs 88, 152, 154, 155, 235
Peidl, Gyula 164, 184, 189
Penza 146
Pergel, György 109
Pest 103, 115, 116, 172
Petrecs, J 110
Petrograd 79, 85, 146
Petrozsény 53, 118
Peyer, Károly 164
Phillips, Marion 66
Pieck, Wilhelm 65
Pilsen 12, 126
Plekhanov, Georgi Valentinovitch 63, 64
Pogány, József 59, 181, 189
Pola 148, 149
Polányi, Károly 83
Popov 126
Popović, Dušan 64, 65
Popucz, Lőrinc 111
Pór, Ernő 145, 183
Potiorek, Oskar, général 17
Pozsony (Pressburg, Bratislava) 153, 212
Prag-Liben (Praha-Liben) 103
Prague 12, 99, 103, 111, 151
Prohászka, Ottokáar, évêque 37, 69, 162
Prónay, Pál 216
Proudhon, Pierre-Joseph 160
Prusse 6, 7, 21
Przemysl 21, 22, 24, 25
Purglitz (Kriviklat) 103
Purjesz, Lajos 165
Pusztai Gazda, Jenő 167

R

Rabinovits, József 145
Rácz, Gyula 165
Rákóczi, Ferenc, prince 160, 175, 177
Rákosi, Mátyás 60, 61, 131, 223, 224, 226
Rakovszky, István 174
Rasch, Franz (ou František) 150, 151
Rawa Ruska 22
Reinitz, Béla 210
Renaudel, Pierre 61
Reuner, député 85
Reviczky, Aladár 38
Rimamurány 92, 96
Rimaszombat 152, 153
Rit, hôtel 173
Rivier d'Allemont (Isère)

110
Roanne 108, 109
Roche Maurice 111
Romanelli, colonel 203
Romans 76, 77, 79, 105, 106, 107, 109, 110, 112
Romans - Givors 109
Rónai, Zoltán 84, 215
Rosmer, Alfred 65
Roubanovitch 63, 64
Rouen 106
Roumanie 12, 21, 24, 26, 30, 46, 47, 100, 121, 125, 132, 180, 199, 210
Rozmirovitch, Ielena 66
Rozsnyó 213
Rudas, László 172
Rumburg 152, 155
Russie 5, 6, 15, 19, 21, 25, 28, 29, 37, 54, 64, 67, 69, 76, 81, 83, 87, 88, 111, 136, 139, 140, 144, 145, 146, 147, 148, 151, 153, 154, 161, 162, 168, 179, 180, 183, 186, 187, 194, 199, 218, 221, 222, 224, 226, 227, 229
Ruszt 47
Ruthénie 23
Rutlern, Mme 78

S

Sad 21
Saint-Nazaire 78
Saint-Pétersbourg 63, 64
Sajóecseg 155
Salgótarján 96, 212
Sallai, Imre 84
Salonique 19
Samara 146
Samarkand 144
Saratov 146
Save 17
Schach, Ferenc 150
Scheidemann, Philipp 60, 71, 225
Scheure, Eugène, général de division 46
Schlan (Slany) 103, 126
Schmichow (Smichov) 103
Schönbrunn, château de 171
Schreyer, policier 190
Seitz, député 99
Sekeru 126
Sembat, Marcel 62
Semipalatinsk 146
Serbie 5, 6, 13, 17, 19, 23, 27, 30, 35, 36, 40, 41, 42, 57, 59, 64, 66, 69, 71, 199
Sibérie 24, 146
Simbirsk 146
Simonyi-Semadam, Sándor 43
Sinj 152
Skerlecz, Iván, baron 46
Slovaquie 211, 228
Somlyai, István 107
Sopron 104
Soroksár 116
Staab 126
Stach, József 79
Stépanovno 78
Stockholm 79, 80
Stromfeld, Aurél 211, 212, 214
Stürgkh, Karl, ministre 50, 66, 77, 121
Subcarpatie 23
Sugár, Tivadar 84
Suisse 72, 73, 75, 84
Surányi, capitaine 116
Szabadka (Subotice) 68, 88, 104
Szabó, Ervin 83, 84, 85, 161
Szabó, Sándor 112
Szamosújvár (Gherla) 47
Szamuely, Tibor 145, 183, 196, 203, 204, 213, 214
Szántó, Béla 162, 169, 172, 183, 196, 226
Szászváros 106
Szatmárnémeti (Satu Mare) 187
Szeged 88, 95, 127, 187, 212, 213, 216
Székely, Sigmund 78
Székesfehérvár 37, 69, 77, 143
Szénasi, Lajos, Mme 109
Szende, Pál 84, 165
Szerémség (Sirmium) 135
Szolnok 215
Szőlősi, András 76
Szombathely 88, 127
Szurmay, Sándor 54, 163, 169

T

Tatabánya 35, 122
Tatares, cole des 22
Tchernov 63
Tchita 144
Tecső 110
Teleszky, Sandor, ministre 97
Temesvár (Timisuara) 88
Thomas, Albert 62
Tiszabocs 109
Tisza, fleuve 139, 214, 215
Tisza, István 19, 22, 23, 33, 35, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 50, 51, 58, 73, 79, 82, 113, 118, 119, 120, 121, 123, 124, 125, 157, 158, 161, 162, 163, 164, 165, 167, 174, 178, 185, 187, 210, 211, 232
Tisza, Kálmán 157
Tiszakürt 110
Tomesch 85
Tomsk 146
Tóthfalu 108
Toulon 76, 105
Toulouse 106, 109, 110
Toulouse-Bragueville 106
Transdanubie 211, 213, 216
Transleithanie 7, 8
Transylvanie 13, 26, 44, 46, 47, 48, 132, 135, 182, 210
Trebinje 40
Trencsén 154
Trieste 66, 135, 148, 151
Trotsky, Léon 54, 77, 224, 225, 229
Trübau 103
Turquie 19, 20, 21
Tuschkau 126
Tver 146

U

Újvidék (Novi Sad) 68
Ummerhoffer, Ferenc 137

Ung 22
Unhoscht (Unhost) 103

V

Vaday, László 115, 116
Vagasi, Gabor et Mme 112
Vágó, Béla 183
Valentini, János 110
Vanczák, János 162
Vandervelde, Émile 62
Vántus, Károly 183
Varga, Jenő 84, 206
Várkonyi, général 67, 177
Varsovie 25
Váry, Albert 173
Vaskó, Istán Aba, Mme 79
Vázsonyi, Vilmos 48, 124, 159, 162, 167
Verecke 22
Versec (Vršac) 46
Vienne 7, 9, 10, 12, 19, 25, 28, 29, 30, 42, 45, 51, 52, 59, 70, 71, 81, 85, 89, 93, 99, 101, 102, 103, 120, 121, 126, 151, 155, 157, 170, 171, 172, 192, 212, 214, 229
Vienne-Neustadt 88
Vistule 21
Viviani, René 62
Vix, Fernand, lieutenant-colonel 187, 189
Volga 146
Vörösmarty, Mihály 167

W

Wauters 62
Weiss-Manfréd 97, 116
Wekerle, Sándor 44, 54, 113, 125, 161, 163, 164, 165, 166, 168, 169, 173
Weltner, Jakab 189
Willkischen 126
Wilson, Thomas
Woodrow, pésident 150, 162, 164, 166
Windischgraetz, Lajos, comte 104, 113, 114, 163, 164, 169
Winter, Léon, député 99

Z

Zágráb (Zagreb) 36, 45, 46, 136
Zetkin, Clara 65
Zichy, Aladár 159
Zila, János 112
Zimmerwald 72, 73, 75, 235
Zinovieva, Lilina 66
Zmejanovich, évêque orthodoxe 46
Zsenyey, colonel 126

Abréviations

INKT - Documents pour l'histoire de la question des nationalités en Hongrie à l'époque du Dualisme.
MMTVD - Documents choisis de l'histoire du mouvement ouvrier hongrois
PVCM - Procès-verbaux de conseils des ministres de l'époque de la Première Guerre mondiale 1914-1918 –
PCH - Parti communiste de Hongrie
PG – Prisonnier de guerre
PIL - Archives de l'Institut d'Histoire politique
PSD - Parti social-démocrate

Table des matières

Introduction 5

1. Vue d'ensemble sur la guerre
en Autriche-Hongrie 17

2. Conditionnement idéologique et mesures d'exception 33

3. Social-démocratie et pacifismes 57

4. Économie et société en guerre 91

5. L'armée : fraternisations, désertions, mutineries 129

6. La révolution
démocratique bourgeoise et la République populaire
(30-31 octobre 1918 – 21 mars 1919) 157

7. La République hongroise des Conseils
(21 mars – 1er août 1919) 189

Conclusion 221

Sources et bibliographie 231

Remerciements 241

Index des noms propres 243

Abréviations 248

Au catalogue des bons caractères

Collection Romans

Émeute au Transvaal
Harry Bloom 17,30 €

La Paix
Ernst Glaeser 14,20 €

Les Croisés
Stefan Heym 29,50 €

Ici, sous l'Étoile polaire (tome I)
Väinö Linna 20,30 €

Les gardes rouges de Tempere
Ici, sous l'Étoile polaire (tome II)
Väinö Linna 21,30 €

Réconciliation
Ici, sous l'Étoile polaire (tome III)
Väinö Linna 22,00 €

Les Damnés de la Terre
Henry Poulaille 19,30 €

Le Fléau du savoir - L'épopée de Ménaché Foïgel
Moïse Twersky - André Billy 17,30 €

Collection Histoire

1917, la révolte des soldats russes en France
Rémi Adam 13,70 €

La Révolution russe
François-Xavier Coquin 7,10 €

Juin 36
Jacques Danos et Marcel Gibelin 14,30 €

De l'Oncle Tom aux Panthères noires
Daniel Guérin 15,30 €

Hongrie 1956 : un soulèvement populaire, une insurrection ouvrière, une révolution brisée
Georges Kaldy 15,30 €

Histoire de la social-démocratie allemande de 1863 à 1891
Franz Mehring 35 €

La guerre civile en Espagne
Révolution et contre-révolution en Espagne
Felix Morrow 17 €

Collection Témoignages

Autobiographie
Maman Jones 12 €

Moscou sous Lénine
Alfred Rosmer 16,80 €

Au-delà de l'Oural
Un ouvrier américain dans la métropole russe de la sidérurgie
John Scott 16, 80 €

La Révolution de février
Alexandre Tarassov-Rodionov 15,30 €

SOS Indochine
Andrée Viollis 17,30 €

Toute ma vie j'ai lutté
De l'Alabama à Los Angeles et à Detroit
Sam Johnson 16,50 €

La catastrophe d'AZF : Total coupable
Un sinistré « sans fenêtre » raconte
Jean-François Grelier 15 €

Collection Classiques

Le Programme socialiste
Karl Kautsky 11,20 €

Le socialisme et les intellectuels
Paul Lafargue 2,60 €

Le socialisme et la conquête des pouvoirs publics
Paul Lafargue 2,60 €

Marx et Engels
David Riazanov 11,20 €

La jeunesse de Lénine
Léon Trotsky 12,20 €

Le Programme de transition
Léon Trotsky 2,60 €

Où va la France
Léon Trotsky 12,70 €

Les leçons d'Octobre
Léon Trotsky 4 €

Hors collection

Haïti 1986-2004
OTR-UCI 20,30 €

Collection Éclairages

1. Proche-Orient 1914-2010
Les origines du conflit israélo-palestinien
Marc Rémy 8,20 €

2. La Première Guerre mondiale
Dix millions de morts pour un repartage du monde
Rémi Adam 8,20 €

3. Histoire de la mondialisation capitaliste - 1. 1492-1914
Édouard Descottes 8,20 €

4. Italie 1919-1920 - Les deux années rouges
Fascisme ou révolution
Bruno Paleni 8,20 €

5. Histoire de la mondialisation capitaliste - 2. 1914-2010
Sandra Chirazi - Raphaël Menand 8,20 €

6. La Russie avant 1917
Gilles Boti 8,20 €

7. Le cerveau et la pensée
Marc Peschanski 8,20 €

8. La question coloniale dans le mouvement ouvrier en France (1830-1962)
Jacques Le Gall 8,20 €

9. La civilisation arabe du VIII^e^ au XIII^e^ siècle
Son essor, ses apports
Farida Megdoud 8,20 €

10. Les philosophes des Lumières
« Entends-tu le tonnerre ? Il roule en approchant… »
Françoise Millot 8,20 €

11. L'Opposition communiste en URSS : les trotskystes
Tome I - 1923-1927 : la lutte antibureaucratique dans le parti bolchevique
Pierre Merlet 8,20 €

12. L'Opposition communiste en URSS : les trotskystes
Tome II - 1928-1938 : une lutte à mort contre le stalinisme
Pierre Merlet 8,20 €

Imprimé par
IMS - 93500 PANTIN
01 48 10 05 55 - www.ims-pantin.fr - atelier@ims-pantin.fr

Julien Papp

De l'Autriche-Hongrie en guerre à la République hongroise des Conseils (1914-1920)

L'empire d'Autriche-Hongrie fut complètement bouleversé par la guerre de 1914-1918. L'aigle à deux têtes, symbole de la double monarchie dirigée par la dynastie des Habsbourg, ne résista pas à la défaite militaire de la Triple alliance. Qu'était cet énorme empire aux multiples nationalités ? Comment la guerre fut-elle imposée aux peuples ? Quelle fut l'attitude des courants socialistes face à la guerre ? L'histoire de cette région ne s'arrêta pas au lendemain de l'armistice. Car la révolution russe de 1917 avait suscité un immense espoir de changements sociaux, qui culmina, en mars 1919, avec la République hongroise des Conseils. L'histoire foisonnante de ce qui était au centre historique et politique de l'Europe reste largement méconnue en France. Cet ouvrage contribuera à la faire connaître.

Julien Papp, né en Hongrie en 1940, vit en France depuis 1965. Historien, il a publié de nombreux ouvrages sur l'histoire contemporaine, notamment sur la Seconde Guerre mondiale et la Hongrie.

Prix ttc : 16,50 €
www.lesbonscaracteres.com

Collection Histoire

978-2-915727-48-7